

Tendances mondiales de l'emploi 2012

Prévenir une aggravation de la crise de l'emploi

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole n° 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à l'adresse suivante: Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: pubdroit@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Visitez le site www.ifrro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

Tendances mondiales de l'emploi 2012 / Bureau international du Travail, Genève, BIT, 2012

ISBN 978-92-2-224924-4 (imprimé)

ISBN 978-92-2-224925-1 (Web pdf)

Bureau international du Travail, 2012

Egalement disponible en anglais: *Global Employment Trends 2012* (ISBN 978-92-2-124924-5, Genève, 2012), et en espagnol: *Tendencias Mundiales del Empleo 2012* (ISBN 978-92-2-324924-3, Genève, 2012).

emploi / chômage / taux d'activité / récession économique / pays développés / pays en développement

13.01.3

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications et les produits électroniques du Bureau international du Travail peuvent être obtenus dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: pubvente@ilo.org.

Visitez notre site Web: www.ilo.org/publns.

Table des matières

Remerciements	7
Résumé analytique	9
1. Les perspectives macroéconomiques se détériorent	17
L'économie mondiale s'est rapidement affaiblie	17
Perspectives à court terme	17
Forces en action sur le moyen terme	26
Scénarios et réponses des pouvoirs publics	31
2. Situation mondiale de l'emploi	35
Chômage et taux d'activité	35
Emploi et productivité du travail	40
Pauvreté au travail et emploi vulnérable	46
Sombres perspectives pour les marchés du travail mondiaux	50
3. Evolution régionale de l'économie et du marché du travail	51
Economies développées et Union européenne	51
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	57
Amérique latine et Caraïbes	62
Asie de l'Est	66
Asie du Sud-Est et Pacifique	71
Asie du Sud	75
Moyen-Orient	78
Afrique du Nord	81
Afrique subsaharienne	85
4. Options de politique pour une croissance générant des emplois	91
Récapitulatif des emplois perdus à cause de la crise	91
Aggravation de la crise de l'emploi des jeunes	92
Perspectives de l'emploi au niveau mondial	92
Options macroéconomiques pour promouvoir une croissance générant des emplois	93
Bibliographie	97
Annexes	99
1. Tableaux mondiaux et régionaux	99
2. Projections	111
3. Figures régionales	113
4. Note sur les estimations mondiales et régionales	123
5. Note sur les projections mondiales et régionales	125

Tableaux

1. Aperçu général des mesures d'austérité budgétaire	20
2. Configuration de la croissance mondiale	30
3. Croissance de l'emploi et de la productivité du travail, monde et régions	42
4. Situation, perspectives du marché du travail et croissance du PIB dans la région des économies développées et de l'Union européenne	53

Encadrés

1. Problèmes de dette souveraine dans la zone euro	22
2. Les réformes des marchés financiers pourraient-elles renforcer la croissance de l'emploi?	25
3. Nouvelles estimations de la pauvreté au travail dans le monde établies par le BIT	49
4. Evolution des salaires en Allemagne et troubles dans la zone euro	52
5. Importance des indemnités de chômage pour la reprise de l'emploi	56
6. Créer 2,4 millions d'emplois et 7 millions d'années-emploi aux Etats-Unis par l'investissement privé	58
7. Emploi informel au Kazakhstan	62
8. Options stratégiques offertes à l'Asie de l'Est pour se préparer au vieillissement de la population	69
9. Chômage des jeunes en Indonésie	72
10. Lutter contre un chômage élevé et omniprésent en Jordanie	80
11. L'impact des révolutions et des changements politiques	84
12. Systèmes LMIA et utilisation de MCSD pour évaluer la création d'emplois au Mozambique	88

Gros plans par pays

1. Croissance et emploi en Australie, en Allemagne, au Japon, en Lettonie, en Espagne et aux Etats-Unis	54
2. Croissance et emploi dans la République de Moldova, la Fédération de Russie et la Turquie	60
3. Croissance et emploi au Brésil, en Colombie et au Mexique	63
4. Croissance et emploi en Chine, à Hong-kong (Chine), en République de Corée et à Taïwan (Chine)	67
5. Croissance et emploi en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande	71
6. Croissance et emploi en Egypte et au Maroc	82
7. Croissance et emploi en Afrique du Sud	86

Figures

1. Décomposition de la demande: comparaison entre la période précédant la crise et la période de crise	18
2. Conditions du financement (Etats-Unis, zone euro et Japon)	24
3. Evolution de l'emploi sectoriel et conditions des prix des logements	27
4. Tendances à long terme de la croissance de la productivité	28
5. Evolution des parts de l'investissement et de la croissance de la productivité mondiale (2000-2010)	28
6. Investissement et chômage mondial	29
7. Projections du commerce mondial et scénario de dégradation	30
8. Tendances mondiales de l'emploi: différents scénarios	32
9. Tendances et projections mondiales du chômage, 2002-2016	36

10. Ecart entre la main-d'œuvre réelle et la main-d'œuvre prévue, monde et régions, 2011	39
11. Tendances et projections mondiales de l'emploi, 2002-2016	40
12. Evolution des ratios emploi-population par région et par sexe, 2002-2011	41
13. Productivité du travail, 1991-2016, et pourcentage du niveau de productivité dans les économies développées, 1991, 2011 et 2016	45
14. Tendances mondiales de la pauvreté au travail, 2000-2011 (1,25 dollar EU par jour)	46
15. Tendances mondiales de la pauvreté au travail, 2000-2011 (2 dollars EU par jour)	46
16. Tendances mondiales de l'emploi vulnérable, 2000-2011	48
17. Productivité du travail et certains indicateurs du marché du travail dans les économies de l'Europe hors UE et de la CEI	61
18. Flux migratoires de la CEI vers la Fédération de Russie	61
19. Origines des travailleurs migrants résidant dans la Fédération de Russie en 2010	61
20. Ratios emploi-population nationaux par sexe, 2000-2010	64
21. Ratio emploi-population pour les femmes, par région et groupe d'âge, 2000-2010	64
22. Croissance de la main-d'œuvre âgée de 15 ans et plus	68
23. Emploi dans le secteur manufacturier	70
24. PIB réel	70
25. Production par travailleur et par secteur	74
26. Ecart entre la croissance de la productivité du travail et celle de l'emploi en Asie du Sud, moyennes sur cinq ans (1992-2011)	75
27. Persistance de l'emploi vulnérable en Asie du Sud, 1991, 2000 et 2011	77
28. Distribution de la situation dans l'emploi dans les pays d'Asie du Sud, année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles	77
29. Taux de chômage, certains pays	79
30. Main-d'œuvre, 1991-2015	83

Remerciements

Le rapport *Tendances mondiales de l'emploi 2012* a été établi par l'équipe Tendances mondiales de l'emploi du BIT, dirigée par Ekkehard Ernst. Steven Kapsos a coordonné la production du rapport en collaboration avec Theo Sparreboom ainsi que des collègues des bureaux extérieurs de l'OIT.

Les auteurs dont les noms figurent ci-après ont contribué à la rédaction du rapport:

Résumé analytique:	Ekkehard Ernst et Steven Kapsos
Chapitre 1:	Ekkehard Ernst et Moazam Mahmood
Chapitre 2:	Steven Kapsos
Chapitre 3:	Economies développées et Union européenne: Ekkehard Ernst Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI: Olga Koulaeva et Ina Pietschmann Asie de l'Est: Sukti Dasgupta et Phu Huynh Asie du Sud-Est et Pacifique: Kee Beom Kim Asie du Sud: Sher Verik Amérique latine et Caraïbes: Theo Sparreboom Moyen-Orient: Tariq Haq et Theo Sparreboom Afrique du Nord: Dorothea Schmidt Afrique subsaharienne: Theo Sparreboom et Christoph Ernst
Chapitre 4:	Moazam Mahmood et Ekkehard Ernst

Les gros plans par pays ont été établis par Francisco Guerreiro, qui a aussi réalisé des travaux de recherche utiles pour la rédaction du rapport. Il convient de mentionner spécialement Valia Bourmpoula qui a établi les estimations mondiales et régionales sur la base des modèles économétriques des Tendances mondiales de l'emploi (TME) et qui a contribué utilement aux travaux de recherche. Paola Ballon a contribué à l'analyse figurant au chapitre 1. Cette publication n'aurait pas été possible sans les contributions des autres membres de l'équipe Tendances mondiales de l'emploi du BIT: Philippe Blet, Christian Viegelahn et Alan Wittrup.

Le manuscrit s'est enrichi des suggestions de Moazam Mahmood, directeur du Département de l'analyse économique et des marchés du travail, et de Sandrine Cazes, cheffe de l'Unité des recherches et analyses sur l'emploi, ainsi que des observations formulées par José Manuel Salazar-Xirinachs, directeur exécutif, Duncan Campbell, directeur de la planification des politiques, Michael Henriquez du Cabinet du Directeur général, Philippe Egger, directeur, Bureau de programmation et de gestion, Stephen Pursey du Département de l'intégration des politiques, Raymond Torres et Steven Tobin de l'Institut international d'études sociales, Rafael Diez de Medina, directeur, et Jean-Michel Pasteels du Département de statistique. Nous remercions Rob Vos, directeur, Division de l'analyse des politiques de développement, Secrétariat des Nations Unies, New York, et ses collègues.

Les analyses figurant dans la série des *Tendances mondiales de l'emploi* ne valent que ce que valent les données disponibles sur lesquelles elles sont fondées. Nous saisissons cette occasion pour remercier toutes les institutions qui ont participé au recueil et à la diffusion

des informations sur les marchés du travail, y compris les offices de statistique nationaux et le Département de statistique du BIT. Nous encourageons la poursuite du recueil et de la diffusion de données au niveau des pays afin d'améliorer l'analyse des tendances de l'emploi qui figurera dans les mises à jour futures du présent rapport.

Nous souhaitons exprimer nos remerciements aux collègues du Département de la communication et de l'information publique du BIT pour leur collaboration et le soutien sans faille qu'il nous ont apporté pour attirer l'attention des médias du monde entier sur les *Tendances mondiales de l'emploi*.

Résumé analytique

Le monde est face au défi que représente la création de 600 millions d'emplois sur la prochaine décennie

Le monde aborde l'année 2012 en étant confronté à un défi considérable en matière d'emploi et à des déficits de travail décent à grande échelle. Au bout de trois années de conditions de crise permanentes sur les marchés du travail mondiaux et face à la perspective d'une dégradation supplémentaire de l'activité économique, le chômage accumulé au niveau mondial s'élève à 200 millions d'individus – une augmentation de 27 millions depuis le début de la crise. En outre, il faudra plus de 400 millions de nouveaux emplois sur la prochaine décennie pour éviter que le chômage n'augmente encore. Partant, pour générer une croissance durable tout en maintenant la cohésion sociale, le monde doit relever un défi pressant: créer 600 millions d'emplois productifs sur la prochaine décennie, ce qui laisserait encore 900 millions de travailleurs et leurs familles avec moins de 2 dollars EU par jour pour vivre – le seuil de pauvreté – pour l'essentiel dans les pays en développement.

Les marchés du travail mondiaux montrent peu de signes d'amélioration

Face à ces difficultés sur les marchés du travail, les perspectives de création d'emplois au niveau mondial se sont assombries. La projection de référence ne montre aucun changement du taux de chômage mondial entre aujourd'hui et 2016, qui reste à 6 pour cent de la main-d'œuvre mondiale. Cela se traduirait par 3 millions de chômeurs supplémentaires dans le monde en 2012, soit un total de 200 millions d'individus, chiffre qui augmenterait encore pour atteindre 206 millions de chômeurs d'ici à 2016. Si les risques de dégradation se matérialisent et que la croissance mondiale est inférieure à 2 pour cent en 2012, le chômage mondial augmentera plus rapidement pour s'établir à 204 millions en 2012, au moins 4 millions de plus que dans le scénario de référence, avec une augmentation supplémentaire à 209 millions en 2013, soit 6 millions de plus que dans le scénario de référence. En revanche, selon un scénario moins douloureux – qui suppose une résolution rapide de la crise de la dette dans la zone euro –, le chômage mondial s'établirait à environ 1 million d'individus de moins que dans le scénario de référence en 2012, et à 1,7 million de moins en 2013. Cela ne suffirait toujours pas pour modifier sensiblement la courbe du taux de chômage mondial, qui, d'après les projections, devrait demeurer bloqué à environ 6 pour cent.

Les jeunes sont particulièrement touchés par la crise

En 2011, 74,8 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans étaient au chômage, soit une augmentation de plus de 4 millions depuis 2007. Le taux de chômage mondial des jeunes, établi à 12,7 pour cent, demeure supérieur d'un bon point de pourcentage au niveau d'avant la crise. Au niveau mondial, les jeunes ont presque trois fois plus de chances d'être au chômage que les adultes. En outre, selon les estimations, 6,4 millions de jeunes ont abandonné l'espoir de trouver un emploi et ont carrément quitté le marché du travail. Même ceux qui ont un emploi sont de plus en plus susceptibles de se trouver dans l'emploi à temps partiel et souvent dans le

cadre de contrats temporaires. Dans les pays en développement, les jeunes sont exagérément représentés parmi les travailleurs pauvres. Comme, selon les projections, le nombre et la proportion des jeunes chômeurs devraient rester essentiellement inchangés en 2012, et comme la part des jeunes qui se retirent carrément du marché du travail continue d'augmenter, si la tendance actuelle se maintient, il y a peu d'espoir de voir une amélioration substantielle des perspectives de l'emploi à court terme pour les jeunes.

La baisse du taux d'activité cache une situation du chômage mondial encore plus grave

Au niveau mondial, il y avait près de 29 millions d'actifs en moins en 2011 que ce à quoi on s'attendait au regard des tendances d'avant la crise, soit 6,4 millions de jeunes et 22,3 millions d'adultes en moins. Cela équivaut à près de 1 pour cent de la main-d'œuvre réelle en 2011, et à près de 15 pour cent du nombre total de chômeurs dans le monde. Si ces travailleurs potentiels étaient tous disponibles pour travailler et cherchaient du travail, le nombre de chômeurs passerait à plus de 225 millions d'individus, soit un taux de 6,9 pour cent, par rapport au taux effectif de 6 pour cent. Les taux d'activité ont plongé dans beaucoup de pays dans la région des économies développées et de l'Union européenne, ce qui s'est traduit par 6 millions d'actifs en moins que ce qui était prévu au regard des tendances d'avant la crise. Si l'on ajoutait cette cohorte aux chômeurs, le taux de chômage de la région passerait de 8,5 à 9,6 pour cent.

La capacité de l'économie mondiale de créer de nouveaux emplois a nettement baissé

Au niveau mondial, le ratio emploi-population a fortement baissé durant la crise, passant de 61,2 pour cent en 2007 à 60,2 pour cent en 2010, ce qui représente la plus forte baisse de ce type jamais enregistrée (depuis 1991). Si l'on se fonde sur les prévisions macroéconomiques actuelles, la projection de référence du BIT concernant le ratio emploi-population n'est pas encourageante, avec une tendance projetée inchangée ou légèrement à la baisse jusqu'en 2016. Le scénario de dégradation envisagé par le BIT se traduirait par un double creux pour ce qui est du ratio emploi-population mondial, qui chuterait probablement au niveau le plus bas jamais enregistré vers 2013. Le scénario d'amélioration ne se traduirait pas par des taux de croissance suffisants pour entraîner une hausse substantielle du ratio emploi-population mondial, qui demeurerait bien inférieur aux niveaux d'avant la crise sur les prochaines années.

En dehors de l'Asie, les régions en développement sont restées à la traîne par rapport aux économies développées en termes de croissance de la productivité du travail, ce qui risque d'aggraver l'écart entre les niveaux de vie et de limiter les perspectives de réduction de la pauvreté

Comme l'économie mondiale se ralentit de nouveau, la convergence des niveaux de vie entre les pays s'est ralentie. L'écart en termes de productivité du travail entre les pays développés et les pays en développement – un indicateur important de la convergence des niveaux de revenu entre les pays – s'est réduit au cours des deux dernières décennies, mais demeure important: la production par travailleur dans la région des économies développées et de l'Union européenne était de 72 900 dollars EU en 2011, contre une moyenne de 13 600 dollars EU dans les régions en développement. Cela signifie que, une fois les corrections faites pour tenir compte des écarts de prix entre les pays, le travailleur moyen d'un pays en développement produit moins d'un cinquième de la production du travailleur moyen d'un pays développé. Les trois régions d'Asie ont représenté la totalité du rattrapage au plan de la productivité du travail entre les pays en développement et les pays développés entre 1991 et 2011, les autres régions en développement restant à la traîne.

Des progrès ont été réalisés en matière de réduction de l'extrême pauvreté parmi les travailleurs au niveau mondial, mais la pauvreté au travail demeure très répandue

Parmi les 900 millions de travailleurs pauvres, il y avait en 2011, selon les estimations, 456 millions de travailleurs dans le monde vivant dans l'extrême pauvreté, au-dessous du seuil de pauvreté fixé à 1,25 dollar EU par jour, soit une diminution de 233 millions depuis 2000 et de 38 millions depuis 2007. Cependant, ce total mondial est fortement influencé par la baisse spectaculaire de la pauvreté au travail dans la région de l'Asie de l'Est, où, grâce à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté rapides observées en Chine, le nombre de travailleurs pauvres a diminué de 158 millions depuis 2000 et de 24 millions depuis 2007. En outre, il y a eu un net ralentissement du taux de progression de la réduction de la pauvreté au travail depuis 2008. Une projection des tendances d'avant la crise (2002-2007) fait apparaître 50 millions de travailleurs pauvres supplémentaires en 2011 par rapport à ce qui était prévu au regard des tendances d'avant la crise. De même, en 2009, il y avait selon les estimations 55 millions de travailleurs supplémentaires vivant avec leurs familles au-dessous du seuil de pauvreté fixé à 2 dollars EU par jour par rapport à ce qui était prévu au regard des tendances d'avant la crise.

L'emploi vulnérable a augmenté de 23 millions d'individus depuis 2009

Le nombre de travailleurs dans l'emploi vulnérable est, selon les estimations, de 1,52 milliard d'individus au niveau mondial, soit une augmentation de 136 millions depuis 2000 et de près de 23 millions depuis 2009. La région de l'Asie de l'Est a connu une baisse de l'emploi vulnérable de 40 millions d'individus depuis 2007, alors qu'il a augmenté de 22 millions d'individus en Afrique subsaharienne, de 12 millions en Asie du Sud, de près de 6 millions en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, de 5 millions en Amérique latine et dans les Caraïbes et de plus de 1 million au Moyen-Orient. La part des femmes dans l'emploi vulnérable (50,5 pour cent) dépasse la part correspondante des hommes (48,2 pour cent). Les femmes sont bien plus susceptibles que les hommes de se trouver dans l'emploi vulnérable en Afrique du Nord (55 pour cent contre 32 pour cent), au Moyen-Orient (42 pour cent contre 27 pour cent) et en Afrique subsaharienne (près de 85 pour cent contre 70 pour cent).

La croissance pauvre en emplois dans les pays développés et la faible productivité dans les régions en développement constituent une menace pour un redressement généralisé et limitent les perspectives de développement économique

De plus en plus d'éléments d'information indiquent la formation d'une boucle de rétroaction négative entre le marché du travail et la macroéconomie, en particulier dans les économies développées : le chômage élevé et la faible croissance des salaires réduisent la demande de marchandises et de services, érodant encore la confiance des entreprises, qui hésitent à investir et à embaucher. Il sera capital de rompre cette boucle négative si l'on veut qu'un redressement durable puisse s'installer. Pour générer de telles hausses durables de la productivité dans bon nombre des pays en développement, il faudra procéder à une transformation structurelle accélérée – en passant à des activités à plus forte valeur ajoutée tout en réduisant l'importance de l'agriculture de subsistance comme source principale de l'emploi ainsi que la dépendance vis-à-vis des marchés des produits de base instables pour les recettes d'exportation. Il faut améliorer encore l'éducation et le développement des compétences, établir des régimes de protection sociale adéquats qui garantissent un niveau de vie de base pour les plus vulnérables et renforcer le dialogue entre les travailleurs, les employeurs et les gouvernements pour générer un large développement reposant sur une distribution juste et équitable des gains économiques.

Le redressement qui a commencé en 2009 a été de courte durée et peu marqué. Depuis l'été 2011, les difficultés macroéconomiques dans certaines économies avancées se sont aggravées car l'investissement et la création d'emplois au niveau mondial sont demeurés faibles. Du fait de l'instabilité du secteur financier et de la hausse des primes de risque venant s'ajouter aux incertitudes concernant la dette souveraine, le secteur privé a vu se réduire son accès au crédit tandis que baissait le moral des entreprises et des consommateurs. Même si les pays confrontés à de graves difficultés économiques et budgétaires sur le long terme sont peu nombreux, l'économie mondiale s'est vite affaiblie à mesure que l'incertitude s'étendait au-delà des économies avancées, ce qui l'a encore éloignée de la tendance qui la caractérisait avant la crise. De ce fait, l'économie mondiale s'est encore éloignée de la tendance qui la caractérisait avant la crise et, aujourd'hui, même un double creux demeure tout à fait possible.

Une crise en trois stades

Alors que nous entrons dans la quatrième année de turbulences économiques mondiales, il y a maintenant des éléments indiquant qu'il s'agit d'une crise en trois stades. Au choc initial de la crise, les pouvoirs publics ont répondu par des plans de relance budgétaire et monétaire coordonnés, ce qui a entraîné une reprise de la croissance et permis d'éviter une plus forte contraction et une hausse du chômage, mais s'est avéré insuffisant pour générer un redressement durable de l'emploi, notamment dans les économies avancées.

Au deuxième stade, l'aggravation des déficits publics et des problèmes de la dette souveraine a entraîné une multiplication des mesures d'austérité dans l'espoir de gagner la confiance des marchés de capitaux. De ce fait, les plans de relance budgétaire ont commencé de décliner et le soutien de l'activité économique dans les économies avancées a été concentré sur l'allègement quantitatif des politiques monétaires. L'impact conjugué de ces deux facteurs semble avoir été un affaiblissement de la croissance du PIB et de l'emploi. La croissance du PIB a baissé au plan mondial, de 5 pour cent en 2010 à 4 pour cent sur 2011, un mouvement tiré par les économies avancées, au sujet desquelles les prévisions pour 2011 ont été revues à la baisse par le FMI en septembre 2011, à 1,4 pour cent. Entre-temps, cette tendance a aussi commencé de toucher les économies émergentes, où la croissance est demeurée forte tout au long de 2011, bien que les premiers signes de faiblesse aient été constatés au dernier trimestre de 2011 avec une diminution des commandes dans l'industrie.

Le resserrement des politiques et la persistance des hauts niveaux de chômage ont accru la possibilité d'un troisième stade dangereux, caractérisé par un risque accru de formation d'un deuxième creux de la croissance et de l'emploi dans les économies avancées, ce qui intensifierait les graves difficultés des marchés du travail qui sont apparues depuis le début de la crise.

La marge de manœuvre des pouvoirs publics a diminué

Au troisième stade de la crise, la marge de manœuvre des pouvoirs publics a été fortement réduite, de sorte qu'il est devenu difficile de stopper ou même de ralentir la dégradation des conditions économiques. Au stade initial de la crise mondiale, les pays n'ont pas perdu de temps pour prendre des mesures de soutien en faveur du secteur financier et mettre en place des plans de relance. Malgré les gros efforts déployés – dans certains cas, jusqu'à 90 pour cent des dépenses publiques supplémentaires sont été affectées au renflouement de banques –, le secteur financier demeure très vulnérable, ce qui diminue sa capacité de prêter à l'économie réelle. Les conditions du crédit se sont de nouveau resserrées ces derniers mois, en partie du fait de la grande incertitude qui caractérise les perspectives économiques mondiales. Parallèlement, les niveaux élevés de la dette souveraine dans les économies avancées limitent la capacité des gouvernements de ces pays de mettre en œuvre une autre série de plans de relance.

Les conditions économiques se sont avérées plus résistantes dans les économies émergentes d'Asie de l'Est et d'Amérique latine, ce qui a laissé une plus grande marge de manœuvre aux pouvoirs publics dans ces pays. Néanmoins, on constate déjà certains effets d'entraînement là aussi, dus aux difficultés que connaissent les économies avancées. Les sources de croissance mondiale se sont nettement déplacées depuis le début de la crise, les économies émergentes contribuant de plus en plus à la demande mondiale. La croissance des échanges commerciaux entre les économies émergentes a contribué à cette dissociation progressive et à l'émergence de nouveaux centres de croissance, susceptibles de stabiliser la croissance mondiale et de prévenir une plus grave récession à double creux. Dans ces pays, les conditions économiques favorables ont permis aux taux de création d'emplois de dépasser la croissance de la main-d'œuvre, soutenant ainsi la demande intérieure, en particulier dans les grandes économies émergentes d'Amérique latine et d'Asie de l'Est. Cependant, comme les économies émergentes demeurent tributaires des exportations à destination des économies avancées, elles aussi ont connu un ralentissement de leurs taux de croissance au dernier trimestre de 2011. A cet égard, un effort coordonné des responsables politiques des économies avancées et des économies émergentes pourrait contribuer à faire bénéficier l'économie mondiale de ces nouveaux centres de croissance et à empêcher un ralentissement économique mondial.

L'investissement reste déprimé, ce qui pèse sur la création d'emplois

Au vu de l'incertitude croissante concernant les perspectives mondiales, l'investissement s'est développé d'une manière inégale dans le monde. Dans les économies avancées ainsi qu'en Europe orientale, les problèmes du secteur financier restés sans solution, la grande incertitude concernant les perspectives mondiales et la moindre propension des ménages à consommer ont ralenti la reprise de l'investissement des entreprises. Au début de la crise, l'investissement des entreprises a baissé jusqu'à des niveaux jamais atteints jusque-là, ce qui avait souvent entraîné une destruction nette de l'appareil productif et des effets particulièrement néfastes sur la création d'emplois. Compte tenu de la lenteur du redressement de l'investissement, la création d'emplois n'a pas pu reprendre, ce qui a accentué les pertes d'emplois. En revanche, les économies émergentes, profitant de leur forte performance globale, ont rapidement retrouvé leurs taux d'investissement d'avant la crise, et ceux-ci devraient encore augmenter à moyen terme. Ce ralentissement de l'investissement est de mauvais augure pour la reprise de la création d'emplois dans les économies avancées au vu des liens qui ont toujours existé entre les deux. De fait, une forte croissance de l'investissement – plus que l'expansion de la production – a toujours été un indicateur essentiel de la baisse des taux de chômage. A cet égard, le BIT estime qu'il est nécessaire de renforcer les incitations visant à provoquer une reprise plus rapide de l'investissement – en l'augmentant encore de 2 points de pourcentage du PIB mondial, soit 1 200 milliards de dollars EU à l'échelle mondiale – pour absorber entièrement le déficit d'emploi provoqué par la crise.

Les déséquilibres structurels provoquent une baisse à moyen terme des tendances de la croissance de l'emploi

Les déséquilibres structurels qui se sont accentués au cours de la décennie écoulée sont la cause d'une détérioration supplémentaire des perspectives de l'emploi. Les bulles spéculatives qui se sont formées dans le secteur du logement et d'autres secteurs avant la crise ont créé des décalages sectoriels substantiels qu'il faut corriger et qui nécessiteront de longs et coûteux déplacements d'emplois dans toute l'économie mais aussi entre les pays. La forte croissance de la liquidité a provoqué l'essor du secteur du logement et du secteur financier, essor qui se poursuit encore dans certaines économies, entraînant une affectation inappropriée des ressources et créant des problèmes structurels sur le marché du travail qui demanderont probablement du temps pour être complètement absorbés. Ces frictions structurelles expliquent aussi la faible

réactivité de l'emploi par rapport à la croissance, en particulier dans les économies où l'essor a déjà fait place au marasme, comme aux Etats-Unis, en Espagne ou en Irlande. A l'avenir, la correction de ces déséquilibres limitera probablement l'efficacité des interventions des pouvoirs publics car les politiques macroéconomiques classiques peuvent être moins efficaces lorsqu'il s'agit de rééquilibrer les tendances de la croissance sectorielle. Si l'on veut surmonter ces obstacles, il faut donc mettre en place des moyens d'action supplémentaires pour permettre une réaffectation plus rapide des emplois et des travailleurs dans l'ensemble de l'économie ainsi qu'une croissance plus rapide de l'emploi.

Pour s'attaquer à ces questions, il faut des politiques coordonnées au niveau mondial...

Pour lutter contre la récession prolongée du marché du travail et placer l'économie mondiale sur la voie d'un redressement plus durable, il est nécessaire de mettre en place plusieurs changements stratégiques. Premièrement, il faut que les politiques mondiales soient plus fermement coordonnées. La mise en œuvre simultanée de dépenses publiques financées par le déficit et de mesures d'allègement monétaire par beaucoup d'économies avancées et émergentes n'est plus une option réaliste pour aucune d'entre elles. De fait, la forte augmentation de la dette publique et les préoccupations qu'elle a suscitées concernant la viabilité des finances publiques dans certains pays ont forcé ceux qui étaient le plus exposés à une hausse des primes de risque liées à la dette souveraine à prendre de strictes mesures d'économies. Cependant, les effets d'entraînement induits par les dépenses budgétaires et la création de liquidité peuvent être importants d'un pays à l'autre et – si celles-ci sont utilisées d'une manière coordonnée – permettraient aux pays qui disposent encore d'une certaine marge de manœuvre de soutenir tant leurs propres économies que l'économie mondiale. Ce sont des mesures de financement public coordonnées de ce type qui sont nécessaires aujourd'hui pour soutenir la demande globale au niveau mondial et stimuler la création d'emplois à l'avenir.

... remettre en état et réglementer le système financier...

Deuxièmement, une remise en état et une réglementation plus substantielles du système financier rétabliraient la crédibilité et la confiance, ce qui permettrait aux banques de surmonter le risque de crédit qui a alimenté cette crise. Toutes les entreprises en tireraient avantage, mais surtout les PME, qui non seulement sont celles qui ont le plus besoin de crédit, mais aussi celles qui créent en définitive plus de 70 pour cent des emplois. Une réforme globale des marchés financiers, comprenant des marges de sécurité plus importantes dans le secteur bancaire national, aiderait puissamment le marché du travail et ajouterait jusqu'à un demi-point de pourcentage à la croissance de l'emploi, en fonction de la situation de chaque pays.

... faire en sorte que les mesures de relance ciblent l'emploi...

Troisièmement, cibler l'économie réelle pour soutenir la croissance de l'emploi est ce dont on a le plus besoin aujourd'hui. La faiblesse de la création d'emplois et l'anémie de la croissance des revenus du travail qui en a découlé ont été à la base du ralentissement de l'activité économique mondiale et de la dégradation des finances publiques. Le BIT est particulièrement préoccupé par le fait qu'en dépit de plans de relance de grande envergure ces mesures n'ont pas permis d'inverser l'augmentation de 27 millions de chômeurs depuis l'impact initial de la crise. Manifestement, les mesures des pouvoirs publics n'ont pas été bien ciblées et il faut réévaluer leur efficacité. De fait, les estimations portant sur divers instruments du marché du travail en ce qui concerne les économies avancées montrent que les politiques actives et passives relatives au marché du travail se sont avérées très efficaces pour stimuler la création d'emplois et soutenir les revenus. Les éléments d'information par pays concernant tout un éventail de politiques de ce type – y compris l'élargissement des indemnités de chômage et

des programmes de partage du travail, la réévaluation des salaires minima et des subventions salariales ainsi que le renforcement des services publics de l'emploi, des programmes de travaux publics et des incitations à l'entrepreneuriat – indiquent que ces politiques produisent des effets sur l'emploi et les revenus.

... et encourager le secteur privé à investir...

Quatrièmement, les mesures de soutien publiques supplémentaires à elles seules ne suffiront pas à susciter une reprise durable de l'emploi. Les responsables politiques doivent agir avec détermination et d'une manière coordonnée pour réduire la peur et l'incertitude qui entravent l'investissement privé de façon que le secteur privé puisse relancer le principal moteur de la création d'emplois au niveau mondial. Les mesures pour inciter les entreprises à investir en usines et en matériel et à embaucher seront essentielles pour déclencher une reprise forte et durable de l'emploi.

... sans risquer de compromettre la stabilité budgétaire

Cinquièmement, pour être efficaces, les plans de relance supplémentaires ne doivent pas risquer de compromettre la viabilité des finances publiques en augmentant encore la dette publique. A cet égard, si les dépenses publiques vont de pair avec des augmentations des recettes, cela peut toujours stimuler l'économie réelle, grâce au multiplicateur de budget équilibré. Lorsque la demande est hésitante, développer le rôle des pouvoirs publics pour ce qui est de la demande globale contribue à stabiliser l'économie et constitue un nouveau facteur de relance, même si l'augmentation des dépenses s'accompagne de hausses simultanées des recettes fiscales. Comme on le fait valoir dans le présent rapport, les multiplicateurs de budget équilibré peuvent être non négligeables, surtout dans l'environnement actuel où les capacités sont très largement sous-utilisées et les taux de chômage sont élevés. En même temps, équilibrer les dépenses par des recettes plus importantes garantit la maîtrise du risque budgétaire pour satisfaire les marchés de capitaux. Par conséquent, les taux d'intérêt ne seront probablement pas affectés par une telle option de politique, ce qui permettra au facteur de relance de produire tous ses effets sur l'économie.

1. Les perspectives macroéconomiques se détériorent

L'économie mondiale s'est rapidement affaiblie

L'économie mondiale a subi un brusque ralentissement et court à présent le risque d'une récession. A la suite de la plus grave récession survenue depuis la seconde guerre mondiale, le redressement a été de courte durée et peu marqué, permettant tout juste de revenir aux taux d'avant la crise et échouant à combler le fossé qui s'est ouvert. Entre-temps, les difficultés macroéconomiques que connaissent certaines économies avancées se sont aggravées, accentuant l'incertitude au niveau mondial. Certes, seuls quelques pays sont confrontés à des difficultés économiques et budgétaires graves et durables, mais l'économie mondiale s'est vite ralentie à mesure que l'incertitude s'étendait au-delà des économies avancées, ce qui l'a encore plus éloignée de la voie qui était la sienne avant la crise. Aujourd'hui, une récession à double creux demeure tout à fait possible¹.

S'il faut autant de temps pour que l'économie se redresse, c'est en partie en raison de la nature et de la profondeur de la crise ainsi que de son impact synchronisé, qui nécessitent une action des pouvoirs publics et un ajustement économique à plusieurs niveaux. Les problèmes non résolus sur les marchés financiers et les réformes financières qui n'ont pas encore été pleinement mises en œuvre, un basculement de l'endettement privé vers la dette publique et les problèmes de viabilité de la dette souveraine qui ont suivi, un processus en cours de désendettement du secteur privé et de restructuration mondiale et sectorielle des activités déclenché par la crise sont autant de facteurs qui se sont conjugués pour freiner brutalement la croissance mondiale.

En raison du ralentissement de l'économie mondiale, les marchés du travail ne se remettront probablement pas des tensions subies depuis le début de la crise. Au niveau mondial, près de 27 millions de demandeurs d'emploi sont venus s'ajouter au chiffre déjà élevé du chômage mondial – presque 171 millions d'individus avant la crise – et cette brèche devrait continuer de s'élargir progressivement à mesure que les nouveaux venus sur le marché du travail se démèneront pour trouver un emploi rémunérateur. D'après les tendances actuelles, le chômage sera une réalité pour plus de 200 millions d'individus en 2012 et, si la situation s'aggrave encore, ce sont plus de 209 millions de travailleurs qui pourront être touchés d'ici à 2013. Le retour d'une incertitude nouvelle, en particulier le risque d'une récession à double creux dans les économies avancées durant le premier semestre de 2012, repousse davantage toute reprise réelle de la création d'emplois.

Perspectives à court terme

Les perspectives d'un redressement mondial autoentretenu se sont considérablement assombries durant les mois d'été de 2011. Après un redressement rapide de la production, en forme de courbe en V, les problèmes croissants liés à la dette souveraine dans une partie des pays

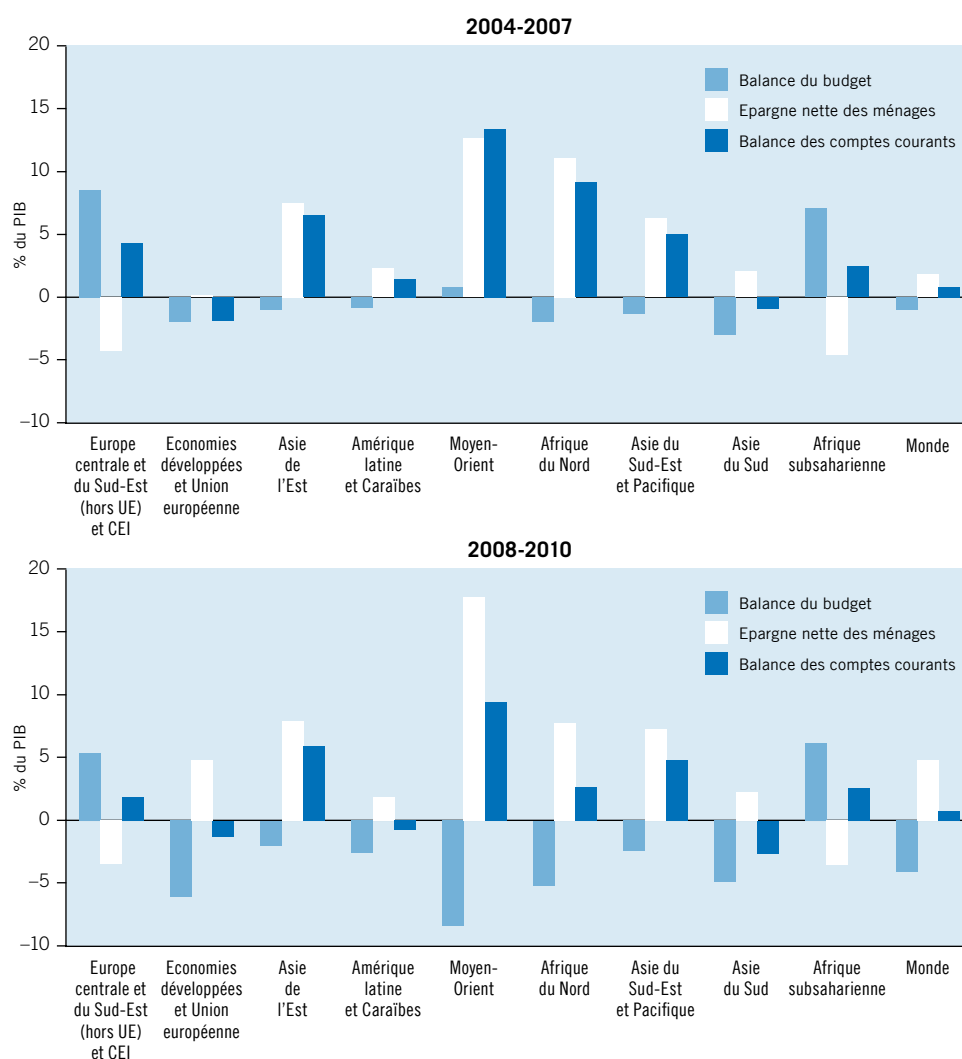
¹ Il n'existe pas de définition commune et généralement acceptée des termes récession mondiale ou récession à double creux. Auparavant, le Fonds monétaire international (FMI) a considéré qu'une croissance mondiale de moins de 3 pour cent était équivalente à une récession mondiale.

avancés ont suscité dans le monde entier la crainte que ne se produise un double creux dans l'activité économique. Comme les marchés financiers sont redevenus très instables, que, parallèlement, le processus de désendettement du secteur privé dans les économies avancées s'est poursuivi et que les mesures d'austérité budgétaire ont influé sur la demande mondiale, les prévisions d'un retour rapide aux tendances d'avant la crise sont devenues plus aléatoires.

Les conditions de crise se diffusent de nouveau à partir des économies avancées

La croissance économique mondiale s'est brutalement ralentie, chutant à 4 pour cent en 2011 contre 5,1 pour cent l'année précédente et, selon les prévisions, elle devrait se ralentir encore sur le moyen terme (FMI, 2011a). Cela est en partie lié à l'insuffisance persistante de l'expansion dans les économies avancées. En conséquence, la création d'emplois dans cette région a été lente, ce qui a limité la croissance du revenu disponible, créé de fortes tensions sur les finances publiques et déprimé la consommation privée, l'investissement des entreprises et les échanges commerciaux dans ces pays. Parallèlement, les économies émergentes qui ont réussi à retrouver les taux de croissance d'avant la crise demeurent fortement dépendantes des conditions de

Figure 1. Décomposition de la demande globale: comparaison entre la période précédant la crise et la période de crise



Note: le graphique montre les balances moyennes des comptes publics, des comptes privés et du commerce extérieur sur la période précédant la crise (2004-2007) et la période de crise (2008-2010).

Source: calculs du BIT d'après la base de données *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI, septembre 2011.

la demande dans les économies avancées, ce qui les a laissées exposées à la dégradation des conditions économiques dans cette région. Cette vulnérabilité découle en partie du fait que leur croissance demeure axée sur les exportations. Cependant, leur redressement semble avoir reposé aussi sur les apports de liquidité dus aux interventions des banques centrales dans le monde entier qui ont entraîné des flambées des prix des actifs, même s'il est probable que ces flambées ne pourront pas durer à moyen terme.

Les conditions de la demande se sont fortement aggravées du fait que les particuliers ont de nouveau manifesté leur désir d'épargner plutôt que de consommer (voir la figure 1). Depuis 2010, les dépenses publiques ont nettement diminué. Après avoir empêché que la production et l'emploi ne chutent davantage grâce à un plan de relance budgétaire décisif, quoiqu'éphémère, les gouvernements dans le monde entier ont ressenti le besoin d'adopter des mesures d'austérité qui dépriment davantage la croissance du PIB et la création d'emplois. En même temps, la demande du secteur privé n'a pas réussi à s'engager dans une voie durable qui aiderait à compenser le ralentissement dû à la réduction des mesures de relance engagée par les pouvoirs publics. La consommation privée a subi le contrecoup des efforts de désendettement et ne devrait pas revenir aux niveaux d'avant la crise (qui ne pouvaient de toute façon pas être maintenus longtemps, au moins dans les pays où elle était soutenue par une forte expansion du crédit). Dans cet environnement d'insécurité accrue et de baisse du moral des consommateurs, l'investissement des entreprises n'a pas retrouvé les niveaux d'avant la crise, ce qui a encore fait baisser la demande globale. En particulier, les entreprises autres que celles du secteur financier ont accumulé de considérables réserves de trésorerie sans injecter de nouveaux fonds dans l'économie.

Compte tenu de ces sombres perspectives, le risque est maintenant que la croissance demeure inférieure au seuil de la création d'emplois qui serait nécessaire pour générer durablement des emplois, emprisonnant les pays dans un équilibre négatif qui se traduit par le renforcement mutuel de la faiblesse de la croissance de la production et du caractère limité de la création d'emplois. Etant donné que l'économie mondiale doit absorber en moyenne 40 millions de nouveaux venus sur le marché du travail chaque année, même un modeste ralentissement de l'activité économique mondiale de 0,2 point de pourcentage conduirait à une augmentation de 1,7 million du nombre de chômeurs d'ici à 2013.

Les politiques budgétaires trop strictes pèsent sur la demande globale

Avant le retour récent des conditions de crise, la plupart des gouvernements dans le monde ont adopté une attitude moins accommodante dans le but de circonscrire le développement de la dette publique. Cependant, comme le resserrement budgétaire a été mené sans aucune coordination, les positions budgétaires ont été considérées avec trop de rigueur, du moins d'un point de vue mondial. De fait, même si les déficits budgétaires sont encore importants, en particulier dans les économies avancées, la plupart des déficits sont essentiellement à mettre au compte de la baisse des recettes fiscales plutôt qu'à celui des dépenses additionnelles entraînées par les plans de relance budgétaire (FMI, 2010). À condition que l'activité reprenne dans une mesure suffisante, certains de ces importants déficits devraient automatiquement diminuer. En outre, les positions de la dette souveraine se sont nettement aggravées à la suite du transfert de la dette privée (secteur bancaire) vers la dette publique, du fait que les pouvoirs publics s'efforçaient d'empêcher des faillites de banques à grande échelle au début de la crise. Afin de répondre aux préoccupations de plus en plus fortes au sujet de la viabilité des situations budgétaires des gouvernements et de la hausse des primes de risque liées à la dette souveraine, beaucoup de pays ont entrepris de procéder à de fortes réductions des dépenses qui sont susceptibles de déprimer davantage l'activité, ce qui entraînera une spirale négative d'affaiblissement de la croissance et de dégradation des balances des comptes publics (voir le tableau 1 pour un aperçu général des récentes mesures d'austérité).

Tableau 1. Aperçu général des mesures d'austérité budgétaire

	Détails des mesures de consolidation	Période de consolidation prévue
Allemagne	Consolidation annuelle de 25 milliards d'euros provenant de taxes additionnelles (banques, trafic aérien, énergie nucléaire; au total environ 8 milliards d'euros); réductions des dépenses de sécurité sociale et des dépenses liées aux politiques relatives au marché du travail (environ 8 milliards d'euros); réductions des dépenses militaires et administratives (environ 5 milliards d'euros)	2010-2014
Australie	Augmentation de la taxe sur les produits du tabac et de la taxe fédérale sur les ressources; introduction prévue d'une taxe de 30 pour cent sur les bénéfices extraordinaires des entreprises minières (juillet 2012)	2012
Brésil	Les réductions des dépenses ont permis de dégager un excédent budgétaire primaire de 3,1 pour cent du PIB en 2011, mais les autres mesures d'austérité ont été reportées	2011-2014
Canada	Réductions prévues dans le programme des dépenses fédérales (à l'exception des pensions, de l'éducation et de la santé), visant spécialement les traitements de la fonction publique; réductions des frais d'exploitation des départements fédéraux	2010-2015
Danemark	Gel nominal de plusieurs prestations sociales (chômage, aides financières pour les étudiants, protection sociale) et de l'aide extérieure; réduction de la durée des allocations de chômage; réduction de 5 pour cent des traitements des ministres (environ 2 milliards de couronnes); plafonnement des allocations familiales; augmentation des droits d'accise sur les produits alimentaires néfastes pour la santé et sur le tabac	2010-2013
Espagne	Réduction des emplois dans la fonction publique (13 000 emplois) et des traitements (de 5 pour cent pour les traitements des fonctionnaires, et jusqu'à 15 pour cent pour ceux des ministres et des maires); introduction d'un nouvel impôt sur le revenu; suppression des prestations de maternité; réduction de 6 milliards d'euros des investissements publics; réductions des pensions du secteur public; vente d'actifs du secteur public: un tiers des entreprises d'Etat seront fermées ou vendues	2010-2013
Estonie	Augmentation de la TVA (2 points de pourcentage) et des taxes d'accise; diminution des prestations sociales (santé, pensions); réductions des dépenses d'exploitation; augmentation (temporaire) des cotisations pour le deuxième pilier des pensions; vente de terrains; réductions des dépenses non obligatoires	2011-2014
Etats-Unis	La Loi sur le contrôle du budget, promulguée en août 2011, devrait entraîner une réduction globale des dépenses publiques de 1,88 billion de dollars EU sur la période 2012-2021, avec des réductions dans les secteurs de la défense, de l'éducation, des parcs nationaux, de l'aide au logement pour les faibles revenus et de la recherche médicale, entre autres.	2012-2021
France	Réductions des pensions des fonctionnaires, des soins de santé et de l'administration publique; relèvement de l'âge de la retraite (de 60 ans à 62 ans d'ici à 2017); augmentation des impôts sur le capital; relèvement du taux d'imposition des revenus les plus élevés (1 point de pourcentage)	2010-2013
Grèce	Elimination des exonérations d'impôt; augmentation des taxes foncières, du droit d'accise sur les cigarettes et l'alcool, de la taxe sur les téléphones portables et l'essence; prélèvement extraordinaire sur les entreprises dégageant des bénéfices et sur les biens immobiliers de grande valeur; réduction de 10 pour cent des dépenses publiques générales pour les traitements; gel des embauches dans la fonction publique en 2010 et remplacement partiel des fonctionnaires partis à la retraite; réduction des coûts d'exploitation et des subventions aux caisses de retraite; importante réduction du nombre de comités spéciaux de la fonction publique; regroupement et réduction très importante du nombre d'organismes publics liés aux autorités locales	2010-2014
Hongrie	Introduction d'un impôt sur le revenu à taux fixe de 16 pour cent sur deux ans; réductions dans le secteur public (baisse des traitements, élimination de certaines prestations); impôt sur les établissements financiers d'une durée de six ans; simplification des formalités bureaucratiques pour les investisseurs; interdiction des hypothèques sur les opérations de change	2011-2013
Inde	Réduction des dépenses sociales	2010-11
Indonésie	Efforts pour réduire la corruption et améliorer l'efficacité des administrations et du recouvrement de l'impôt	
Irlande	Augmentations des impôts et réductions des dépenses (traitements de la fonction publique, prestations sociales)	2009-10
Italie	Gel des embauches et réductions des traitements dans la fonction publique (pour les fonctionnaires dont le traitement brut est supérieur à 75 000 euros); réductions des dépenses de soins de santé; renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale; réduction des transferts de l'administration centrale vers les administrations régionales et locales	2010-2012
Japon	Révision des plans de dépenses afin de geler la dégradation de l'équilibre budgétaire primaire; limitation de la dette souveraine en 2012 au niveau de 2011	2012 et suivantes

Détails des mesures de consolidation		Période de consolidation prévue
Lettonie	Augmentation de la TVA (3 points de pourcentage); introduction d'un impôt sur le revenu du capital; augmentation (3 points de pourcentage) du taux forfaitaire de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; élargissement de l'assiette de l'impôt foncier; réductions des traitements de la fonction publique; réductions des pensions; réformes structurelles dans l'administration publique, l'éducation et les soins de santé (consolidation des recettes par rapport aux dépenses selon un rapport de 20:80)	2009-10
Lituanie	Réductions des salaires des politiciens; réductions des dotations budgétaires pour l'armée; indexation des salaires minima; révision des allocations de congé de maternité; rationalisation des dépenses publiques; augmentation du taux forfaitaire de 20 pour cent de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; augmentation des taxes d'accise (carburants, tabac, jeux); introduction d'un impôt sur les sociétés pour les entités agricoles	2009 et suivantes
Pays-Bas	Effort de consolidation de 18 milliards d'euros jusqu'en 2015 (environ 3 pour cent du PIB), les réductions étant concentrées sur les réformes de la sécurité sociale (resserrement des critères d'admissibilité pour les allocations familiales, les allocations pour handicapés et les indemnités de chômage), la coopération à des fins de développement et les dépenses militaires	2011-2015
Portugal	Réduction des traitements et de l'embauche dans la fonction publique (réduction de 15 pour cent des postes dans les services publics et les postes de direction par rapport à 2010); augmentation de la TVA et des taxes frappant les hauts revenus; gel des pensions, sauf pour les plus basses; cotisation extraordinaire pour les pensions supérieures à 1500 euros; réforme du régime des indemnités de chômage	2010-2013
Roumanie	Réduction de 25 pour cent des traitements de la fonction publique; réduction de 15 pour cent des pensions et des indemnités de chômage	
Royaume-Uni	Mesures d'urgence: abolition du fonds d'affectation spéciale pour l'enfance et réduction des programmes pour l'emploi (Fonds de garantie pour les jeunes); gel des embauches dans la fonction publique. Un quart des recettes supplémentaires proviendront de hausses des impôts: augmentation de la TVA (2,5 points de pourcentage)	2010
Russie, Féd. de	Augmentation des recettes fiscales hors énergie pour abaisser le déficit jusqu'en 2014	2010-2014
Slovénie	Annonce d'une réduction du déficit budgétaire en réduisant les dépenses d'investissement (plutôt que les dépenses du secteur public)	
Turquie	Introduction du «projet de loi sur la règle budgétaire», prévoyant des réductions des prestations de sécurité sociale, dans l'administration locale et provinciale, des indemnités de chômage et des prélèvements pour les entreprises à capitaux flottants	2010 et suivantes

Source: actualisé d'après IIES, 2010.

Les situations budgétaires ont été affaiblies par le soutien accordé au secteur financier

Les déficits budgétaires s'expliquent largement par la baisse des recettes fiscales qui est allée de pair avec la contraction de l'économie ou le ralentissement de la croissance. En outre, un facteur qui a beaucoup contribué à l'augmentation des dépenses est lié aux importantes mesures de soutien du secteur financier mises en œuvre au début de la crise, en particulier dans certains pays européens. Comme la crise avait son origine dans le secteur financier, ces programmes de soutien ont ciblé le secteur bancaire des économies avancées, affectant dans certains cas jusqu'à 90 pour cent des dépenses publiques supplémentaires au renflouement des banques et au rachat d'actifs financiers de qualité douteuse (IIES, 2009). Dans une enquête portant sur 77 pays (BIT et Banque mondiale, à paraître), l'enveloppe globale des dépenses budgétaires supplémentaires (2,4 billions de dollars EU) durant les années de crise provenait principalement des pays à revenu élevé, dont la part représentait 1,9 billion de dollars EU, tandis que la part des pays à revenu intermédiaire ou faible représentait 520 milliards de dollars EU. Sur le budget sectoriel de 1,9 billion de dollars EU pour les pays à revenu élevé, 1,2 billion de dollars EU (presque les deux tiers) ont été affectés au secteur financier. Dans les pays à revenu élevé, tous les autres soutiens sectoriels ont paru dérisoires en comparaison de ce sauvetage des établissements financiers, qui représentait beaucoup plus que les dépenses affectées aux soins de santé (8 pour cent), à l'éducation et aux infrastructures (5 pour cent pour chacun de ces domaines).

Le renflouement, souvent sans conditions, du secteur financier dans les économies avancées a aggravé les problèmes de dette souveraine, en particulier dans la zone euro (voir l'encadré 1) avec des retombées non négligeables sur l'économie mondiale. De fait, en rachetant des actifs douteux et en permettant aux banques de bénéficier largement de l'accès direct au crédit des banques centrales pour leurs activités de financement, les responsables politiques ont supprimé les contraintes de liquidité qui pesaient sur les banques car ils craignaient que cela ne se traduise par un grand nombre de faillites bancaires. En même temps, les incitations pour pousser les banques privées à acheter de gros montants de la dette souveraine ont été renforcées, car les garanties publiques allégeaient les exigences en matière de capital pour ces actifs, et le rendement des obligations souveraines a connu une augmentation spectaculaire. En conséquence, les banques – fortes de ces garanties – ont commencé d'acheter de la dette

Encadré 1. Problèmes de dette souveraine dans la zone euro

Les crises financières conduisent souvent à des crises de la dette souveraine, menaçant les chances d'un redressement durable (Reinhart et Rogoff, 2009). C'est encore le cas cette fois-ci. En particulier, les finances publiques dans les pays avancés de l'Union européenne ont subi les conséquences des grands programmes de sauvetage de leur système bancaire ainsi que de la baisse rapide des recettes fiscales. Déjà avant la crise, beaucoup de pays de l'UE à 27 avaient accumulé d'importants montants de dette publique qui ont vite encore augmenté au début de la crise, bien au-delà des seuils qui avaient été fixés par le Pacte de stabilité et de croissance. Avec la dégradation des perspectives économiques, la hausse des taux de chômage et les difficultés que connaissent les finances publiques, les notations liées à la dette souveraine ont baissé, ce qui a provoqué une envolée des taux d'intérêt obligataires dans certains pays membres et un assèchement des marchés des obligations. À l'été 2011, ces problèmes de dette souveraine ont atteint un stade tel que même un éclatement de la zone euro est devenu envisageable, avec des conséquences dommageables inconnues pour les pays membres aussi bien que pour l'économie mondiale.

Afin d'empêcher qu'un de leurs Etats membres ne puisse rembourser sa dette, EcoFin – le Conseil des Ministres européens de l'économie et des finances –, conjointement avec le Fonds monétaire international, a pris des mesures de soutien à court terme pour maintenir la capacité de remboursement de certains des Etats membres et pour empêcher que les taux d'intérêt à long terme élevés n'étouffent la reprise en cours dans la zone euro. À cette fin, le Fonds européen de stabilité financière (FESF) a été établi ainsi que le Mécanisme européen de stabilisation financière (MESF), deux fonds temporaires dans lesquels les pays en difficulté pourront puiser. Ensemble, le FESF et le MESF fournissent un filet de sécurité pour la dette souveraine des pays de l'UE à concurrence d'un montant supérieur à 1000 milliards d'euros. Il est prévu que ces fonds temporaires soient remplacés à la fin du premier semestre de 2013 par le Mécanisme européen de stabilité (MES) ou qu'ils le complètent, mais il faut encore que les grandes lignes de ce mécanisme soient approuvées par un traité adopté par les pays membres de l'UE.

Outre ces mesures de sauvegarde budgétaires, les pays membres de l'UE ont aussi adopté un pacte de compétitivité (le « Pacte pour l'euro plus »). Ce pacte a pour objectif d'accélérer la convergence entre les pays membres pour éviter une aggravation de la divergence des fondamentaux économiques qui a déjà porté atteinte à la cohésion de la zone monétaire. En particulier, il a été estimé que les coûts unitaires du travail étaient à la base des difficultés auxquelles se heurtaient certains des pays membres pour faire

face à la crise et de l'aggravation des finances publiques qui s'ensuivait. Le pacte propose des mesures pour consolider les finances publiques par une coordination des politiques fiscales, surtout en ce qui concerne l'imposition des entreprises. De plus, l'accent était mis sur des mesures déflationnistes relatives au marché du travail et à la politique sociale dans les domaines de l'indexation des salaires, des âges pour le départ à la retraite et de l'imposition du travail.

Jusqu'ici, il reste encore à déterminer jusqu'à quel point les deux fonds de soutien financier et le pacte de compétitivité pourront pallier les faiblesses fondamentales de la gouvernance économique de la zone euro. Les récentes conclusions adoptées à l'occasion d'un sommet de l'UE à Bruxelles donnent à penser que les politiques fiscales nationales seront examinées de plus près par les institutions supranationales comme la Cour de justice de l'Union européenne pour s'assurer que les plafonds des déficits et les limites de l'endettement sont bien respectés. D'un autre côté, lors de ce sommet, aucun instrument relatif à la dette souveraine valable dans toute la zone (« euro-obligations ») n'a été adopté, et la Banque centrale européenne ne s'est pas vu confier de prérogatives plus larges en tant que prêteur de dernier ressort pour les gouvernements, ce qui limite beaucoup l'efficacité du nouveau cadre budgétaire de l'UE.

Par ailleurs, les mesures du côté de l'offre telles que celles que vise le Pacte pour l'euro plus ne donneraient des résultats qu'à moyen terme par une dévaluation interne et au prix de périodes prolongées de croissance économique lente. Ces mesures forcent l'ajustement par la déflation salariale, ce qui provoque d'importants dommages sociaux et met en péril toute reprise durable. En même temps, lorsqu'elles sont mises en œuvre isolément, elles accroissent les coûts d'investissement par rapport aux autres pays membres durant toute la période d'ajustement, ce qui déprime l'investissement et la création d'emplois. Pire, si ces mesures sont mises en place sans aucune coordination, il est probable que les autres pays membres de la zone euro prendront des mesures similaires pour éviter une détérioration de leur compétitivité, ce qui assombrira encore les perspectives concernant l'ensemble de l'union monétaire sans résoudre les problèmes de dette souveraine à l'origine de la crise. En fait, les responsables politiques auraient dû tirer parti du fait que la zone euro est relativement fermée pour coordonner leurs politiques salariales et budgétaires de façon à permettre aux pays membres en difficulté de bénéficier des effets d'entraînement sur la demande causés par les pays qui sont plus avancés dans le processus de redressement (Stockhammer, Onaran et Ederer, 2009).

souveraine aux pays de la zone euro à l'apogée de la crise financière en prévoyant d'utiliser ces actifs pour avoir accès aux facilités de liquidité des banques centrales. La modification de la composition des actifs des banques qui en a résulté a non seulement encore affaibli le secteur bancaire dans certaines économies avancées, mais elle a aussi transféré un risque disproportionné aux Etats souverains, ce qui s'est traduit par la réapparition actuelle des conditions de crise.

En revanche, la plupart des économies émergentes ont bénéficié de situations budgétaires initialement bien meilleures et du fait que leur secteur financier subissait beaucoup moins de pressions, ce qui leur a permis d'accorder la priorité au soutien aux exportations et à l'économie réelle. Cette situation a pour sa part entraîné un redressement bien plus solide dans ces pays, limitant ainsi l'impact de ces mesures sur la dette publique et la viabilité à long terme². Dans leur budget total de 520 milliards de dollars EU, c'est le secteur manufacturier qui a reçu les plus grosses sommes au titre du soutien, avec une part de 22 pour cent, suivi par l'agriculture, avec une part de 9 pour cent, le secteur de la finance et celui de la construction, avec une part de 5 pour cent chacun, et enfin les infrastructures, avec une part de 4 pour cent.

Même si le fait que la crise est née dans le secteur financier explique le parti pris des économies avancées en faveur du soutien à ce secteur, le choix qui a été fait de renflouer les banques sans rien exiger en compensation demeure fortement controversé. A présent qu'ils sont confrontés au risque d'une récession à double creux, beaucoup de gouvernements des économies avancées se retrouvent bien démunis pour soutenir l'économie réelle. En même temps, accentuer les pressions sur le secteur bancaire en l'état actuel des choses en l'obligeant à financer une partie des coûts d'assainissement, par exemple au moyen d'une taxe sur les transactions financières, risque de désorganiser davantage l'économie. Manifestement, ce dilemme ne peut pas être résolu au niveau de tel ou tel pays pris individuellement, mais nécessite une intervention coordonnée d'un groupe important de pays pour mutualiser au moins une partie du risque de récession et faire en sorte que les pays plus solides et plus solvables soutiennent davantage l'économie mondiale.

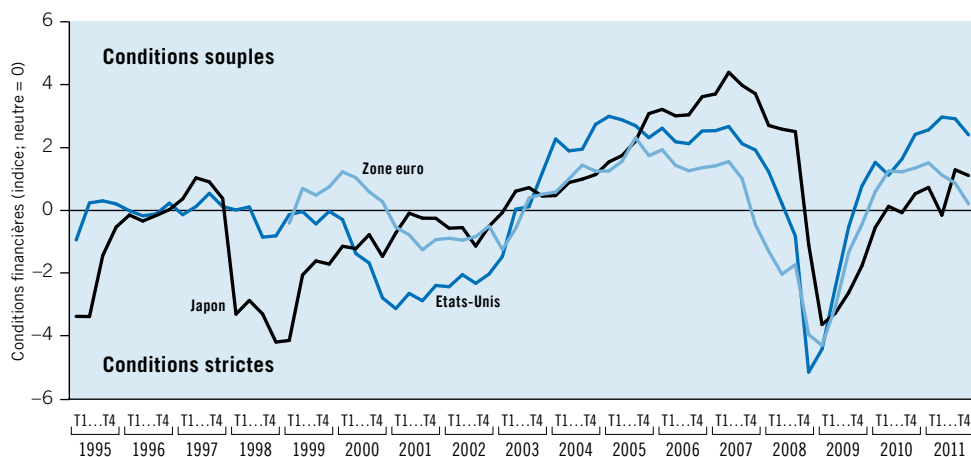
Les problèmes non résolus du secteur financier limitent la dynamique de l'investissement

En dépit de cet important soutien pour renflouer le secteur financier, plus de trois ans après le point culminant de la crise financière, beaucoup de réformes visant à renforcer la stabilité du système financier ne sont que progressivement mises en place. Les pays avaient fait vite au départ pour sauver les banques en faillite et restreindre certains types de transactions financières jugées particulièrement dangereuses pour la stabilité du secteur financier et, ultérieurement, des mesures plus structurelles ont été annoncées ou – dans certains cas – votées, comme la séparation des activités commerciales et des activités d'investissement des banques ou le renforcement de leurs fonds propres. Cependant, la plupart de ces mesures ne sont toujours pas complètement mises en œuvre ou ne sont introduites que progressivement, comme les accords de Bâle III sur la réglementation bancaire.

De fait, le crédit aux petites et moyennes entreprises en particulier n'a pas décollé dans les économies avancées. En particulier dans la zone euro, les conditions de prêt sont demeurées plus strictes qu'avant la crise en dépit d'un retour à des conditions plus normales dans la plupart des économies immédiatement après la crise. En outre, les conditions de prêt se

² Les pays qui ont adopté des politiques de soutien des exportations ont été les plus nombreux, 40; 31 pays ont accordé un soutien à l'agriculture; 28 pays ont soutenu le secteur manufacturier; 19 pays ont soutenu le secteur de la construction; et 17 pays ont soutenu le secteur financier. Le secteur des infrastructures n'a pas été répertorié séparément, mais rapproché de celui des communications, qui a reçu le soutien de neuf pays, et du secteur des services collectifs, soutenu par sept pays (OIT et Banque mondiale, à paraître).

Figure 2. Conditions du financement (Etats-Unis, zone euro et Japon)



Note: le graphique montre les conditions financières pour les entreprises du secteur privé en fonction de la rigueur des normes de crédit, de la liquidité des marchés des obligations échangeables et des taux d'intérêt des emprunts. Les valeurs positives correspondent à des conditions financières souples, les valeurs négatives à des conditions strictes.

Source: OCDE, *Perspectives économiques* n° 90, 2011.

sont de nouveau resserrées ces derniers mois dans les économies avancées au vu de l'incertitude grandissante sur les marchés (voir la figure 2). Compte tenu de l'importance des PME comme sources d'investissement et d'emploi, il sera capital à l'avenir d'alléger les conditions de leur financement et de leur ménager un plus large accès au crédit bancaire aux conditions du marché. Une telle amélioration des conditions de financement peut être en partie réalisée en mettant en œuvre plus rapidement les réformes du secteur bancaire annoncées et convenues qui contribueront à transformer le modèle actuel et à le rendre plus accommodant pour le financement de l'économie réelle.

A cet égard, il convient de souligner qu'une réglementation appropriée et complète du secteur financier peut effectivement contribuer à accélérer la croissance de l'emploi (voir l'encadré 2). Une telle réglementation mettra fin à l'incertitude économique et réglementaire pour les entreprises et les banques et dotera le modèle de fonctionnement du secteur bancaire de bases plus stables et plus saines. L'atténuation de l'instabilité des marchés intérieurs et internationaux qu'un tel resserrement de la réglementation pourrait entraîner est un facteur essentiel nécessaire pour stimuler la croissance tant de l'investissement que de l'emploi et qui pourrait contribuer à la diminution de l'épargne de précaution. De plus, un resserrement de la réglementation prudentielle et la limitation des garanties publiques implicites contre les faillites bancaires aideront à éliminer progressivement les mesures monétaires exceptionnelles actuelles, en rétablissant les forces du marché dans le secteur bancaire. Cela améliorera les conditions financières dans l'économie réelle car les banques seront davantage incitées à affecter des fonds à des fins productives plutôt que de les placer dans des produits financiers instables. Si l'on additionne ces effets, selon les estimations du BIT, une large réglementation du secteur financier pourrait ajouter plus d'un demi-point de pourcentage aux taux de création d'emplois (BIT, 2011a).

La marge de manœuvre des pouvoirs publics pour stimuler la reprise demeure limitée

La marge de manœuvre des pouvoirs publics a été encore réduite par les récents remous qui ont agité les marchés de la dette souveraine. Faute d'une coordination internationale adéquate, et au vu de l'état d'esprit des responsables politiques dans le monde entier, il est peu probable qu'on revienne à des politiques budgétaires plus tournées vers l'expansion – malgré les conséquences défavorables pour la croissance mondiale. Cela est en partie lié au fait que, quelle que

Encadré 2. Les réformes des marchés financiers pourraient-elles renforcer la croissance de l'emploi?

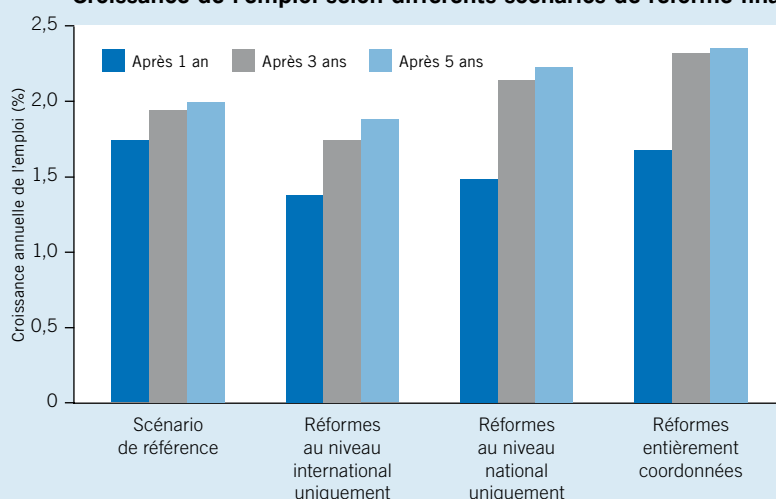
Il existe peu d'études qui ont tenté de déterminer l'impact de la réglementation des marchés financiers sur l'économie réelle. Pour la plupart, elles se sont principalement intéressées aux effets sur la croissance du PIB de l'augmentation des coûts d'investissement et à la disponibilité du crédit en raison du resserrement des règles, ainsi qu'à la réglementation des flux financiers internationaux, comme les taxes sur les transactions internationales et les mesures de contrôle des capitaux, qui sont aussi censées réduire l'ampleur des mouvements financiers et l'activité des marchés du crédit. La mesure dans laquelle une telle réduction de l'activité financière entraînera un ralentissement de la dynamique de l'économie réelle est un point qui reste très controversé, de même que les effets réels du resserrement de la réglementation sur le modèle de fonctionnement dominant des banques et ses conséquences sur les coûts du financement (voir IIF (2010); Kasyhap, Stein et Hanson (2010); Admati et coll. (2011)). Cependant, abstraction faite des différences méthodologiques et conceptuelles entre ces études, la plupart conviennent qu'on pourrait – au moins temporairement – s'attendre à un certain recul du PIB, ne serait-ce que pour tenir compte du fait que le secteur bancaire devra réorienter ses activités vers d'autres domaines, potentiellement moins rentables.

Mais aucune des analyses présentées ces dernières années n'a examiné les effets de la réglementation des marchés financiers sur la création d'emplois. Elles supposent qu'il existe un lien stable et constant entre le PIB et l'emploi, suffisant pour dériver des estimations pertinentes du nombre d'emplois touchés. Cette hypothèse est de nature à induire en erreur pour au moins

deux raisons. Premièrement, une réduction des tensions sur les marchés financiers peut avoir un effet de relance supplémentaire sur la création d'emplois, en plus des effets positifs sur le PIB, car l'incertitude a une incidence directe sur les incitations à l'embauche pour les entreprises. Deuxièmement, les réformes financières pourraient aussi entraîner des changements dans la gouvernance des entreprises, dans la mesure où l'accès au crédit ou au financement obligatoire sera moins aisé et pourrait être remplacé par une augmentation des levées de fonds sur les marchés des actions (par exemple, par des participations au capital social). Ces deux effets constituent des forces additionnelles pour la création d'emplois.

Les récentes estimations qui tiennent compte de ces mécanismes de transition donnent un tableau plus équilibré pour ce qui est de savoir dans quelle mesure les marchés du travail seront affectés par les réformes financières (Ernst, 2011a). En particulier, il est possible de montrer que les effets de la réglementation financière sur les marchés du travail dépendront du niveau de coordination des réformes du secteur bancaire (national) par rapport à l'évolution de l'architecture financière. Principalement, cela peut être lié au fait que la réglementation dans les deux cas produirait un double avantage sous la forme de conditions de financement plus stables et d'une distribution du revenu plus équitable qui aiderait à renforcer la demande intérieure. En l'absence de changements dans la réglementation financière intérieure ou internationale, les réformes n'auraient pas d'effets positifs suffisants pour compenser certains des coûts qu'elles entraînent, au moins à court terme (voir la figure ci-après).

Croissance de l'emploi selon différents scénarios de réforme financière



Note: le graphique montre les taux de croissance annuels moyens de l'emploi pour les pays avancés du G20 selon différents scénarios de réforme au bout de un, trois et cinq ans. Le scénario de référence, à savoir l'absence de réformes financières, est comparé aux scénarios dans lesquels les réformes sont mises en œuvre uniquement au niveau international (par exemple, une taxe sur les transactions financières); au niveau national (par exemple, des prescriptions plus strictes concernant les fonds propres des banques) ou au deux.

Source: Ernst, 2011a.

soit la manière dont les mesures d'austérité budgétaire actuelles sont mises en œuvre, la crise a révélé la fragilité des finances publiques dans les économies avancées:

- Les stabilisateurs automatiques ont été bien plus efficaces durant la crise que les mesures non obligatoires. La rapide augmentation des dépenses publiques et les réductions automatiques de la pression fiscale ont contribué dans une large mesure à stabiliser les conditions de la demande. Selon les estimations, globalement, les stabilisateurs automatiques ont contribué à hauteur de 80 pour cent à la relance globale que les gouvernements ont générée pour leurs économies (OCDE, 2009).
- Les politiques passives relatives au marché du travail et les mesures de soutien du revenu ont fortement contribué à limiter l'impact de la crise sur la demande globale. De plus, les politiques actives en la matière ont servi d'éléments d'appui importants sur le marché du travail, en aidant les demandeurs d'emploi à trouver de nouvelles possibilités dans d'autres secteurs ou entreprises.
- Les réductions d'impôt en cas d'embauche pour les entreprises privées dans le but de créer des emplois semblent apporter un certain soulagement, malgré les conditions macro-économiques très difficiles. Cependant, on a pu constater que les coûts induits par ces réductions d'impôt limitaient leurs avantages potentiels. Dans un environnement économique anémique, beaucoup d'entreprises n'embaucheront tout simplement pas. Des expériences antérieures ont déjà démontré que ces mesures s'étaient avérées très coûteuses avec peu d'effets additionnels sur la création d'emplois (Hungerford et Gravelle, 2010).

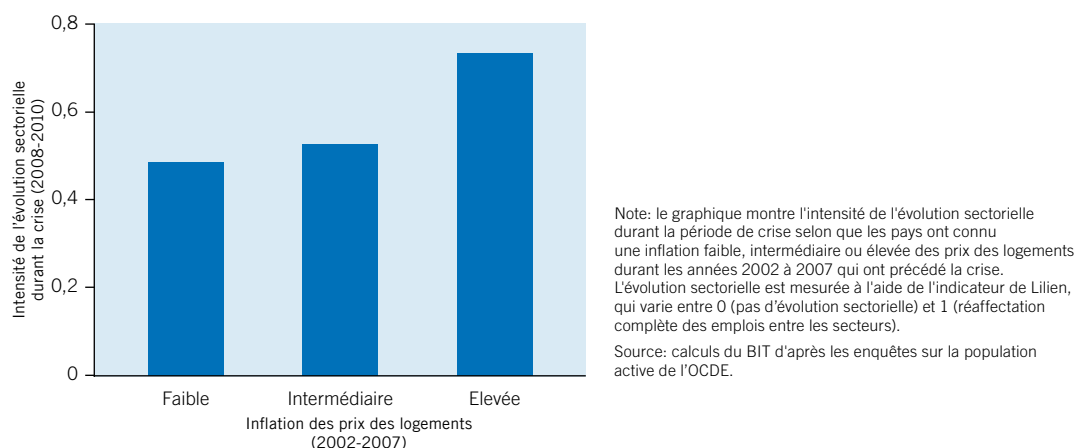
Si l'on exploitait plus largement ces connaissances, cela renforcerait nettement le multiplicateur de budget équilibré, c'est-à-dire la capacité des gouvernements de stimuler la consommation des ménages même sans recourir à une politique de déficit budgétaire. Selon les estimations, dans les conditions actuelles d'inefficacité de la politique monétaire, une telle réorientation des objectifs budgétaires («dépenses intelligentes») pourrait avoir des effets de multiplication supérieurs à 2, c'est-à-dire que la consommation des ménages augmenterait de plus de 2 dollars EU pour chaque dollar du solde des comptes publics (par ex., Woodford, 2010).

Il faudra aussi procéder rapidement à un ajustement de la politique monétaire. Les banques centrales ne disposent plus de beaucoup de moyens pour garantir l'approvisionnement de l'économie réelle en liquidités, malgré le resserrement des conditions financières observé dans un grand nombre d'économies avancées. L'allègement quantitatif et les tentatives faites par la Federal Reserve et la Banque centrale européenne pour abaisser les taux d'intérêt à long terme en rachetant de la dette souveraine n'ont jusqu'ici pas répondu aux attentes des responsables politiques et des participants au marché. Les primes de risque, en particulier sur les obligations souveraines de certains pays, demeurent insupportablement élevées et ne sont pas près de diminuer si les pouvoirs publics n'entreprennent aucune action de grande envergure – par exemple le non-remboursement partiel de la dette souveraine de certains pays de la zone euro.

Forces en action sur le moyen terme

A la base du ralentissement de l'activité mondiale et des risques de fléchissement à court terme, on trouve les changements structurels qui alimentent la crise. En particulier, le ralentissement de la croissance de la productivité dans les économies avancées et la réorientation concomitante de l'activité mondiale vers les pays émergents ont créé des déséquilibres qui n'ont pas encore été corrigés d'une manière satisfaisante. Il en est résulté une baisse progressive et – du fait de la crise – permanente de la croissance potentielle de la production qui pèsera encore plus sur les options offertes aux responsables politiques.

Figure 3. Evolution de l'emploi sectoriel et conditions des prix des logements



Les déséquilibres structurels ont pesé sur la reprise

Les déséquilibres structurels qui se sont accentués durant la décennie écoulée aggraveront probablement les perspectives de l'emploi. Les bulles spéculatives sur les logements et d'autres actifs et la crise qui a suivi ont créé d'importants décalages sectoriels qu'il faut corriger, ce qui nécessitera de longs et coûteux déplacements d'emplois dans l'ensemble de l'économie mais aussi entre les pays (voir la figure 3). La forte croissance de la liquidité a provoqué l'essor du secteur du logement et du secteur financier, qui se poursuit encore dans certaines économies, ce qui a entraîné une mauvaise affectation des ressources et généré un chômage structurel sur le marché du travail, ce qui demandera probablement du temps pour être complètement absorbé. Ces frictions structurelles sont aussi la cause de la faible réactivité de l'emploi par rapport à la croissance, en particulier dans les économies où l'essor a déjà fait place au marasme, comme aux Etats-Unis, en Espagne ou en Irlande. A l'avenir, la correction de ces déséquilibres limitera probablement l'efficacité des interventions des pouvoirs publics car les politiques macroéconomiques classiques ne sont généralement pas efficaces lorsqu'il s'agit de rééquilibrer les tendances de la croissance sectorielle. Il faut donc mettre en place des moyens d'action supplémentaires pour permettre une réallocation plus rapide des emplois et des travailleurs dans l'ensemble de l'économie ainsi qu'une croissance plus rapide de l'emploi.

Certaines parties du monde ont connu un ralentissement de la croissance de la productivité

Avant la crise, la croissance de la productivité du travail avait commencé de se ralentir dans certaines parties du monde (voir la figure 4). Le caractère peu soutenu de la reprise et le fait que les déséquilibres structurels se sont étendus à d'autres parties du monde ont provoqué une plus large décélération des taux de croissance de la productivité du travail. Ce ralentissement tant dans les économies avancées que dans les économies émergentes devrait aussi maintenir la création d'emplois à un faible niveau. L'évolution structurelle en cours et les déplacements des ressources d'un secteur à l'autre devraient – au moins temporairement – restreindre la croissance de la productivité. En outre, les tendances à long terme ont aussi pesé sur la croissance de la productivité: les économies émergentes à croissance rapide arrivent à maturité (Eichengreen, Park et Shin, 2011) et les économies avancées axées sur le secteur des services ont eu du mal à maintenir le progrès technologique à un rythme rapide et constant.

Le ralentissement des tendances de la productivité et le fait d'escompter un abaissement des taux de rendement du capital auront une incidence sur les dépenses d'équipement et devront retarder une éventuelle reprise de la croissance de l'investissement que l'on connaissait avant

Figure 4. Tendances à long terme de la croissance de la productivité

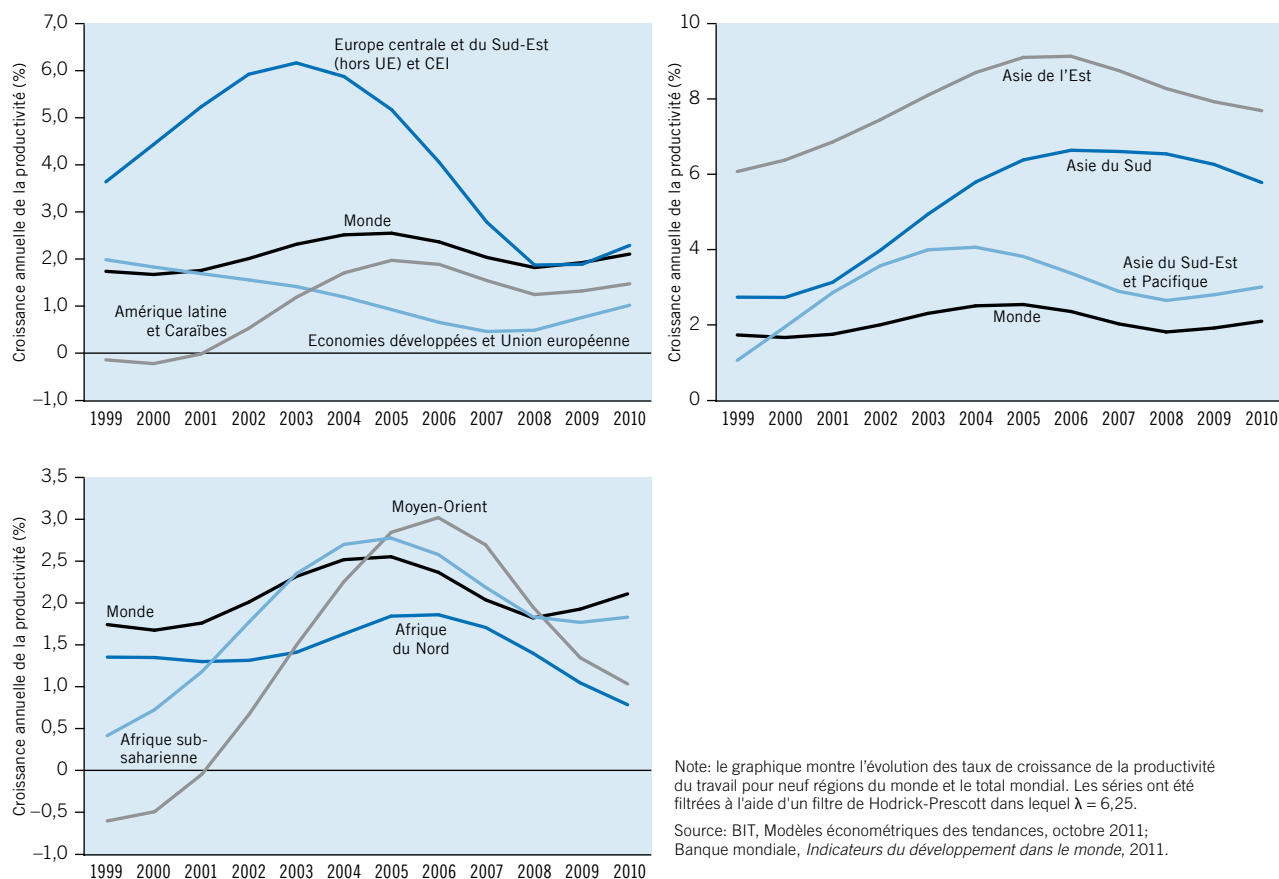
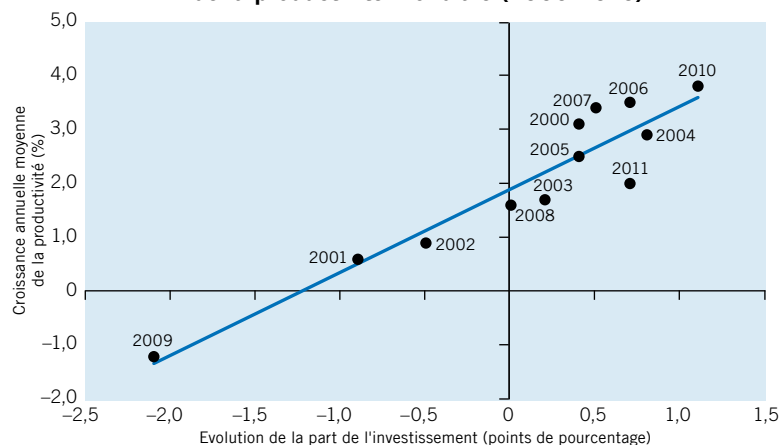
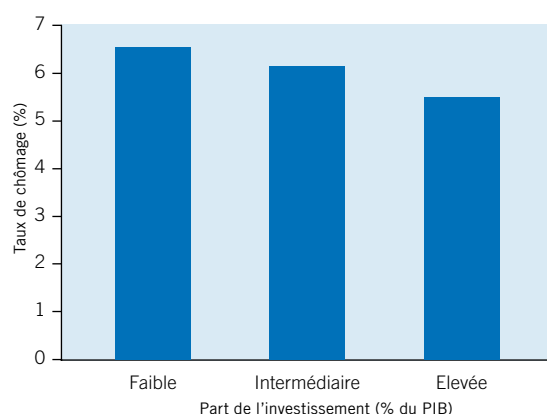


Figure 5. Evolution des parts de l'investissement et de la croissance de la productivité mondiale (2000-2010)



la crise. D'une part, la baisse des taux de croissance de la productivité entraîne une baisse des taux de rendement attendus, ce qui pèse sur les prix des actifs et donc sur l'investissement (voir Cochrane, 1991 et 2008). D'autre part, la croissance plus faible de la productivité pourrait aussi limiter les liquidités dont disposeront les entreprises, ce qui affaiblirait leur capacité d'investissement. Conjointement, ces tendances réduiront la capacité de l'économie de renforcer son appareil productif et de se remettre de la perte de richesse subie durant la crise, ce qui pèsera encore plus sur les futures hausses de productivité attendues, faisant courir le risque de déclencher une spirale négative débouchant sur des taux de croissance constamment bas (voir le lien étroit entre la croissance de la productivité et l'investissement à la figure 5).

Figure 6. Investissement et chômage mondial



Note: le graphique présente le taux de chômage moyen à différents niveaux des parts de l'investissement entre 1971 et 2010 pour un échantillon de 178 pays. Les parts de l'investissement sont classées en trois catégories: faible, intermédiaire ou élevée, s'agissant des moyennes historiques par pays.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011; FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, septembre 2011.

La reprise de l'investissement a été timide, surtout dans les économies avancées

De fait, l'investissement a déjà été durement touché, tant par la crise que par l'évolution structurelle défavorable. Néanmoins, il a réussi à reprendre quelque peu, mais d'une manière inégale dans le monde. Dans les économies avancées et en Europe orientale, les problèmes du secteur financier non résolus, la grande incertitude concernant les perspectives mondiales et la moindre propension à consommer des ménages ont ralenti la reprise de l'investissement des entreprises. Avec l'apparition de la crise, l'investissement des entreprises a plongé pour s'établir à des niveaux qui n'avaient jamais été aussi bas, ce qui a souvent entraîné la destruction nette de l'appareil de production, avec des effets particulièrement négatifs sur la création d'emplois. Compte tenu de la lenteur du redressement de l'investissement, la création d'emplois n'a pas repris dans ces économies. Inversement, les économies émergentes, en raison de leur forte performance globale, ont déjà retrouvé les taux d'investissement d'avant la crise et devraient les dépasser à moyen terme.

Ce ralentissement de l'investissement est de mauvais augure pour la reprise de la création d'emplois dans les économies avancées au vu des liens forts qui ont toujours existé entre les deux. De fait, par le passé, seule une forte croissance de l'investissement – plus que l'expansion de la production – était une condition préalable de la baisse des taux de chômage (voir la figure 6)³. De plus, l'intensité d'emplois de l'investissement a diminué dans l'environnement macroéconomique actuel, ce qui indique qu'il faut une croissance de l'investissement encore plus rapide que dans le passé pour faire baisser le chômage. Effectivement, comme la crise a entraîné une importante déperdition de biens d'équipement et une réévaluation de l'appareil productif existant, le seuil de croissance de l'investissement nécessaire pour que des emplois soient créés est probablement plus élevé qu'avant la crise, et il faut que les taux d'investissement dépassent les niveaux d'avant la crise pour absorber le chômage (Zoega, 2010). En outre, dans certaines économies émergentes, l'investissement n'a pas généré autant d'emplois que dans le passé de sorte que l'accélération actuelle ne devrait pas ajouter beaucoup d'emplois et ne fera donc pas baisser le chômage mondial.

Le commerce mondial s'est ralenti, mais a quelque peu repris

Le commerce mondial est un élément capital d'une reprise large et durable de l'emploi. Au sommet de la crise en 2009, la faiblesse des échanges commerciaux internationaux a eu d'importants effets d'entraînement négatifs, diffusant des conditions de crise dans divers pays du

³ Pour une analyse détaillée de l'incidence du ralentissement de l'investissement observé sur la dynamique de l'emploi, voir IIES (2011), chapitre 2.

monde sans considération de l'état de leur secteur financier. Parallèlement, une fois que l'incertitude s'est dissipée, la forte reprise du commerce a aussi appuyé le redressement mondial de l'activité économique et de la croissance de l'emploi que l'on a connu entre le second semestre de 2009 et le début de 2011. A l'avenir, l'ouverture des marchés mondiaux et surtout la capacité des économies émergentes de commercialiser leurs produits dans les économies avancées demeurent essentielles pour empêcher que la situation, déjà morose, ne se dégrade plus fortement. En outre, l'intensification des échanges entre les économies émergentes a contribué à une dissociation progressive des économies et à l'émergence de nouveaux centres de croissance, qui sont susceptibles de stabiliser la croissance mondiale et de prévenir une récession à double creux plus sévère.

De fait, le commerce mondial a facilité l'intervention de nouveaux moteurs de croissance dans le processus de redressement. Avant la crise, la croissance mondiale avait été principalement pilotée par les économies avancées (voir le tableau 2), car la forte consommation des ménages dans les grands pays développés comme les Etats-Unis, la France et le Japon avait aidé à absorber les produits de base et les marchandises produits dans les pays émergents. Avec l'apparition de la crise et durant le redressement qui a suivi, les sources de la croissance mondiale ont changé et se sont partiellement déplacées vers les pays émergents. Cela dénote un basculement majeur, non seulement en ce qui concerne les sources de la croissance mondiale, mais aussi l'orientation du commerce mondial, qui aura probablement

Tableau 2. Configuration de la croissance mondiale

		Croissance									
		Brésil	Chine	France	Japon	Etats-Unis	Brésil	Chine	France	Japon	Etats-Unis
		Avant la crise					Après la crise				
Etait pilotée par	Brésil	–		Non	Non	Non	–		Non ^a	Non	Oui ^b
	Chine		–	Non ^c	Non	Non		–	Oui ^c	Non	Non
	France	Oui	Oui	–			Non	Non	–		
	Japon	Oui ^b	Oui ^b		–		Non	Non		–	
	Etats-Unis	Oui	Oui			–	Non	Non			–

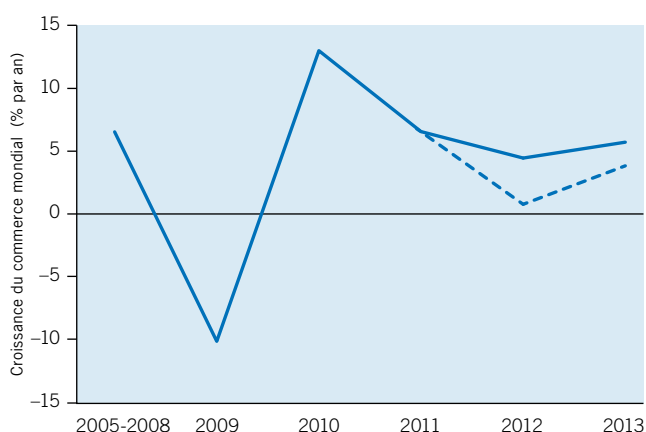
Note: «avant la crise» correspond aux années 1998-2008, «après la crise», aux années 2009-10. Le tableau présente un récapitulatif des éléments qui indiquent les interactions d'un pays à l'autre entre les taux de croissance du PIB trimestriels à l'aide des tests de causalité de Granger. Les résultats des tests indiqués sont significatifs au niveau de 5 pour cent. Les taux de croissance ont été calculés sur la base des niveaux de PIB filtrés, à l'aide de la décomposition de Hodrick-Prescott avant le test. Pour plus d'informations concernant la méthodologie, voir Ballon et Ernst (à paraître).

^a Même s'il est impossible de rejeter l'hypothèse d'une valeur égale à zéro, le test montre une baisse de 66 pour cent de la valeur de probabilité utilisée pour le test. Cela pourrait indiquer un basculement de la causalité de Granger entre le Brésil et la France.

^b L'hypothèse d'une valeur égale à zéro est rejetée au niveau de 10 pour cent. ^c Les tests portent sur les périodes suivantes: de 1993 au T1 2009, et du T2 2009 au T4 2010, respectivement.

Source: estimations du BIT fondées sur les données relatives au PIB trimestriel de l'Economist Intelligence Unit (EIU).

Figure 7. Projections du commerce mondial et scénario de dégradation



Source: estimations du BIT d'après les projections du Département des affaires économiques et sociales, Nations Unies.

des effets à long terme sur la structure économique, en particulier des économies avancées. En réalité, des pays qui affichaient de gros déficits de la balance des comptes courants avant la crise – comme les États-Unis et l’Espagne – ont réussi à retrouver une certaine compétitivité et à ménager un rôle plus important au commerce des biens manufacturés dans leur redressement. Globalement, ce déplacement de la croissance et des échanges commerciaux a permis au moins une réduction temporaire des déséquilibres mondiaux qui étaient à l’origine de la crise mondiale.

Le commerce mondial a déjà commencé de se ralentir après la rapide et forte reprise intervenue en 2010. En raison de l’affaiblissement de la croissance de la consommation, en particulier dans les économies avancées, la croissance du commerce mondial a presque été divisée par deux. Cependant, l’émergence de nouveaux centres de croissance mondiale parmi les économies en développement a permis de maintenir la croissance du commerce mondial à un niveau proche de sa moyenne historique. Compte tenu des problèmes récurrents dans les économies avancées, il faut s’attendre à un nouveau ralentissement suivi d’un rebond modéré en 2013 (voir la figure 7).

Scénarios et réponses des pouvoirs publics

La projection centrale du BIT prévoit un ralentissement progressif de l’activité et une courbe du chômage inchangée

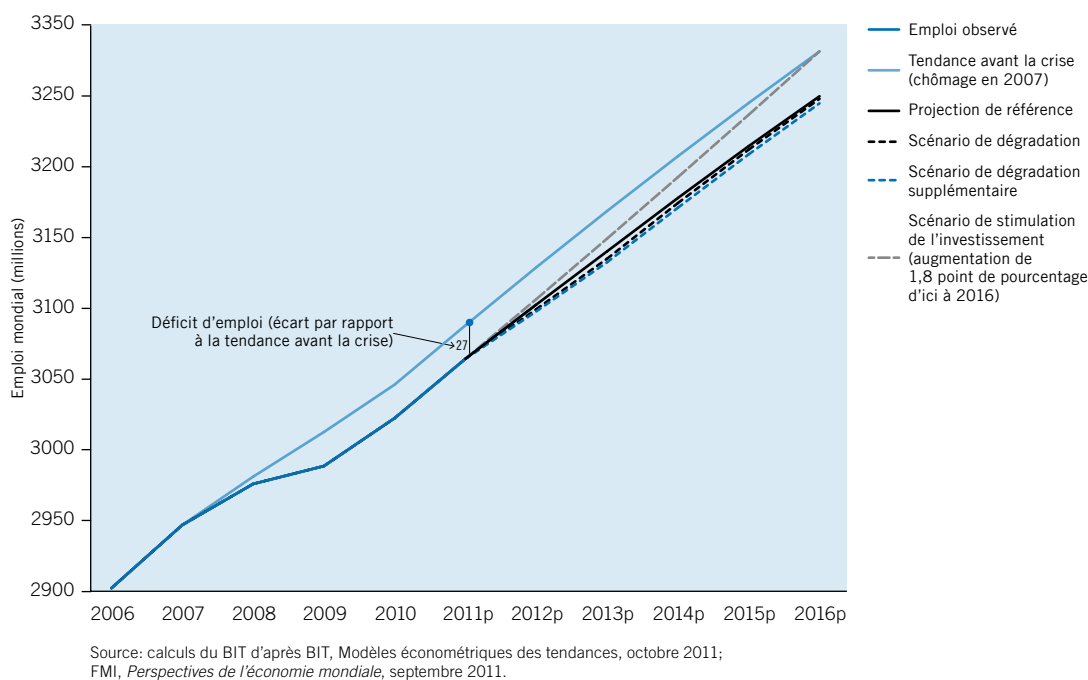
Dans notre scénario de référence, les taux de croissance de l’emploi devraient rester anémiques pendant plusieurs années. En raison de la forte incertitude et des tendances négatives à long terme, l’investissement demeurera probablement timide sur une longue période, empêchant une reprise rapide de l’emploi. En fait, le ralentissement de la croissance et les difficultés structurelles se traduiront par une accentuation des déficits d’emploi, mais sans que le taux de chômage mondial augmente nécessairement. Une partie de la main-d’œuvre potentielle supplémentaire demeurera en dehors du marché du travail, ce qui augmentera la masse de travailleurs découragés. Dans les pays dépourvus de système de sécurité sociale bien développé, les individus seront de plus en plus forcés d’accepter des emplois de mauvaise qualité dans le secteur informel pour subvenir à leurs besoins.

Si l’on se projette dans l’avenir, dans ce scénario non seulement l’emploi, mais aussi les revenus et en particulier les salaires sont fortement entravés. Le revenu disponible subira des pressions dues à l’augmentation des impôts et à la diminution des dépenses publiques car les gouvernements s’emploient à rétablir des politiques budgétaires saines. En même temps, la lenteur de la croissance de l’emploi ne permet guère d’augmenter les salaires. Enfin, dans la situation actuelle caractérisée par une forte création de liquidité sans que celle-ci serve véritablement à alimenter l’économie réelle, on peut s’attendre à d’autres augmentations des prix des actifs et des produits de base, ce qui nourrira l’inflation mondiale et fera baisser les salaires réels dans le monde entier. Le taux de chômage ne devrait baisser que progressivement, le nombre de demandeurs d’emploi augmentant à l’échelle mondiale, au rythme de la croissance ininterrompue de la main-d’œuvre (voir la projection de référence, courbe en trait continu noir de la figure 8).

La situation pourrait se dégrader considérablement si les problèmes de dette souveraine gagnent le crédit privé

La situation se dégradera fortement si les turbulences qui agitent actuellement les marchés de la dette souveraine ne sont pas apaisées. Dans cette situation, le non-remboursement partiel ou total de certaines dettes souveraines, ou même seulement un transfert permanent de

Figure 8. Tendances mondiales de l'emploi: différents scénarios



fonds, aura probablement des retombées sur le secteur bancaire, en créant de fortes tensions dans ce secteur et en provoquant éventuellement la faillite de grandes banques européennes. L'augmentation de l'incertitude aura aussi de nouveau une incidence sur les flux mondiaux de capitaux et sur le moral des entreprises, avec de forts effets défavorables sur le commerce mondial (voir la figure 7). Une telle perturbation de l'activité économique jointe à l'étroitesse de la marge de manœuvre des pouvoirs publics pourrait entraîner l'activité économique dans une spirale négative et éventuellement créer des pressions déflationnistes qui repousseraient la reprise loin en 2013. Le chômage augmenterait encore, avec 1 million de demandeurs d'emploi supplémentaires sur les deux prochaines années (voir le scénario de dégradation, courbe en tireté noir de la figure 8).

Un assainissement rapide du secteur bancaire accélérerait l'investissement et la création d'emplois

Les perspectives de création d'emplois pourraient nettement s'améliorer si l'on pouvait régler les problèmes que connaît actuellement le secteur financier. En particulier, une rapide mise en œuvre de réformes dans ce secteur et l'établissement d'un cadre opérationnel englobant des réformes des marchés financiers tant nationaux qu'internationaux contribueraient fortement à réduire l'instabilité de ces marchés et à stimuler la croissance de l'emploi. Parallèlement, l'annonce crédible de réformes des politiques budgétaires à moyen terme, en particulier dans les pays où la dette souveraine a atteint des niveaux critiques, allégerait l'incertitude qui règne sur ces marchés et entraînerait une baisse des primes de risque et des taux d'intérêt, ce qui pourrait contribuer à une normalisation plus rapide des activités des banques centrales qui aiderait à rétablir la confiance dans la stabilité du secteur bancaire et à revenir à des conditions de crédit plus normales.

Dans un tel scénario, la croissance de l'investissement pourrait reprendre plus fortement et aider à accélérer la création d'emplois. Dans la mesure où les parts mondiales de l'investissement augmenteraient de 2 points de pourcentage supplémentaires jusqu'en 2016, cela permettrait de combler le déficit d'emploi dû à la crise et entraînerait une baisse du chômage

jusqu'aux niveaux que l'on connaissait avant la crise (voir le scénario de simulation de l'investissement, courbe en tireté gris de la figure 8). Les taux de chômage suivraient une courbe descendante – au lieu de la stagnation actuelle – et pourraient atteindre les niveaux antérieurs à la crise avant la fin de 2013. En même temps, comme la plupart des chômeurs cherchent du travail dans les économies avancées, cette baisse entraînerait une forte expansion de l'activité lucrative et, partant, une hausse des revenus et de la demande globale sur les marchés, ce qui stimulerait encore plus la reprise mondiale. Mais, en l'état actuel des choses, un tel scénario n'a que très peu de chances de se concrétiser.

2. Situation mondiale de l'emploi

Le monde aborde l'année 2012 en étant confronté à une dure réalité: un travailleur sur trois est actuellement au chômage ou pauvre. A savoir, sur une main-d'œuvre mondiale de 3,3 milliards d'individus, 200 millions sont sans emploi et par ailleurs 900 millions d'individus et leurs familles vivent au-dessous du seuil de pauvreté fixé à 2 dollars EU par jour. En fait, comme ces estimations de la pauvreté n'incluent pas les pauvres qui sont dans les économies développées, l'étendue du déficit de travail décent est en réalité sous-estimée.

Si les tendances actuelles de l'économie et du marché du travail se maintiennent, le déficit risque d'augmenter encore. Selon les projections du BIT, il y aura 400 millions de nouveaux venus sur les marchés du travail sur les dix prochaines années. De ce fait, en plus de la difficulté d'améliorer la productivité du travail dans les pays en développement pour sortir de la pauvreté les 900 millions de travailleurs pauvres que compte la planète, il faudra 400 millions de nouveaux emplois uniquement pour éviter que le chômage mondial n'augmente davantage. La situation est particulièrement désespérée pour les jeunes au niveau mondial: il y a 75 millions de jeunes au chômage dans le monde, et c'est précisément dans les régions du monde où la croissance de la main-d'œuvre est la plus rapide qu'on observe les taux de chômage les plus élevés. Si les tendances actuelles se maintiennent, cela risque de compromettre un peu plus les perspectives et aspirations déjà peu optimistes des jeunes dans le monde entier, de créer des conditions favorables à des troubles sociaux durables et d'assombrir encore les perspectives économiques mondiales.

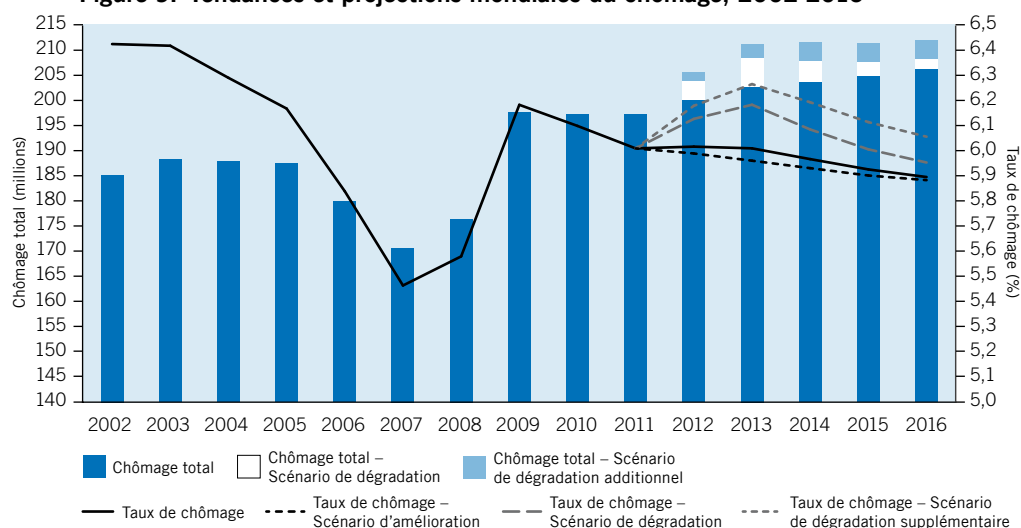
Chômage et taux d'activité

Après quatre années de chômage élevé, selon la prévision centrale du BIT, l'amélioration sera limitée et les risques d'aggravation seront élevés

Pour la quatrième année consécutive, le chômage est demeuré élevé au niveau mondial en 2011, avec plus de 197 millions de chômeurs dans le monde entier, un nombre demeuré inchangé par rapport à l'année précédente, soit toujours près de 27 millions de chômeurs supplémentaires par rapport à 2007 (voir la figure 9 et le tableau A4). Le nombre de chômeurs dans le monde a augmenté de 5,8 millions d'individus en 2008 puis a fait un bond en 2009 avec plus de 21 millions de chômeurs supplémentaires, une augmentation du taux, qui est passé de 5,5 pour cent à 6,2 pour cent. Le chômage mondial demeure bloqué à un taux d'environ 6 pour cent, en dépit d'une croissance économique rapide de 5,1 pour cent en 2010 et de 4 pour cent en 2011. La projection de référence ne montre aucun changement du taux de chômage mondial, ce qui se traduirait par 3 millions de chômeurs supplémentaires dans le monde entier, soit un total de 200 millions d'individus en 2012.

Les risques de fléchissement de l'activité économique ont fortement augmenté depuis le milieu de 2011, avec la possibilité grandissante d'une croissance mondiale inférieure à 2 pour cent en 2012 (FMI, 2011b). Les risques les plus remarquables sont: la question de la viabilité de la dette dans les Etats affaiblis et l'exposition des banques dans plusieurs économies avancées,

Figure 9. Tendances et projections mondiales du chômage, 2002-2016



Note: les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires; ceux pour 2012-2016 sont des projections préliminaires.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011 (voir l'annexe 4); FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, septembre 2011.

ce qui pourrait contaminer d'autres pays; l'insuffisance des politiques mises en œuvre dans des pays comme le Japon, les Etats-Unis et beaucoup de pays de la zone euro pour lutter contre les effets de la crise sur les grandes économies avancées; les vulnérabilités (y compris les risques de surchauffe dus à la poussée du crédit) dans certaines économies de marché émergentes; ainsi que la volatilité des cours des produits de base et les tensions géopolitiques (FMI, 2011b).

Comme cela a été indiqué au chapitre 1, le BIT a élaboré un scénario d'amélioration et un scénario de dégradation concernant le chômage et l'emploi au niveau mondial, en plus du scénario de référence (on trouvera à l'annexe 5 une description détaillée de la méthodologie et des hypothèses)⁴. Le scénario de dégradation suppose des chocs néfastes dans la zone euro (pour l'essentiel, du fait que les fonds propres des banques seraient affectés par les pertes subies sur les titres de la dette publique qu'elles détiennent), aux Etats-Unis (du fait du ralentissement de la croissance de la production et de l'augmentation des pertes subies sur les prêts hypothécaires), et dans les pays émergents d'Asie (du fait des pertes sur les prêts en souffrance). Ce scénario prévoit des effets d'entraînement sur les autres régions, en l'occurrence par une baisse des cours des produits de base, qui affecterait les exportateurs de ces produits. Dans ce scénario, la croissance mondiale baisserait à 1,6 pour cent en 2012 puis remonterait à environ 5 pour cent en 2013, alors que, selon la projection de référence, elle serait de 4 pour cent en 2012 et de 4,5 pour cent en 2013.

Dans le scénario de dégradation, le chômage mondial augmenterait pour s'établir à 204 millions en 2012, 4 millions de plus que dans le scénario de référence, avec une augmentation supplémentaire pour atteindre 209 millions en 2013, 6 millions de plus que dans le scénario de référence. Selon les projections, c'est dans la région des économies développées et de l'Union européenne que l'impact serait le plus fort, avec 3 millions de chômeurs supplémentaires en 2012 et encore 4 millions de plus en 2013 par rapport au scénario de référence. Le taux de chômage de la région atteindrait 9 pour cent en 2012, et 9,1 pour cent en 2013, alors que dans le scénario de référence les projections donnent 8,5 pour cent pour 2012 et 8,4 pour cent pour 2013. Les trois régions d'Asie prises ensemble auraient 1,4 million de chômeurs supplémentaires (près de 2 pour cent) en 2013 par rapport aux prévisions du scénario de référence.

Le scénario de dégradation supplémentaire présenté à la figure 9 montre l'impact de la décélération de la croissance mondiale qui s'établirait à 1 pour cent en 2012. Dans ce scénario,

⁴ Les tableaux de l'annexe 1 comprennent des intervalles de confiance autour des estimations centrales de l'emploi et du chômage établies par le BIT, tandis que les tableaux de l'annexe 2 comprennent des intervalles de confiance autour des projections centrales du BIT pour ces indicateurs.

le chômage mondial augmenterait de 2 millions d'individus supplémentaires en 2012 (5 millions de plus que dans le scénario de référence), et de 3 millions supplémentaires en 2013 (9 millions de plus que dans le scénario de référence). Le chômage mondial augmenterait pour s'établir à 212 millions d'ici à 2014 et demeurerait élevé au moins jusqu'en 2016.

Dans le scénario d'amélioration du chômage et de l'emploi au niveau mondial, on suppose une issue relativement anodine à la crise de la dette dans la zone euro, qui déboucherait sur une accélération de la croissance dans la région des économies développées et de l'Union européenne (de 1,4 pour cent en 2011 à 2,5 pour cent en 2012), ce qui entraînerait une croissance un peu plus rapide dans les régions ayant des liens solides avec l'Europe et les États-Unis, à savoir l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et la CEI, l'Amérique latine et les Caraïbes et les régions d'Asie.

Dans le scénario d'amélioration, le chômage mondial s'établirait à environ 1 million d'individus de moins que dans le scénario de référence en 2012, et 1,7 million de moins en 2013. Cependant, cela ne suffirait pas pour modifier sensiblement la courbe du taux de chômage mondial, lequel, d'après les projections, devrait demeurer bloqué à environ 6 pour cent. Cette baisse du chômage se produirait principalement dans la région des économies développées et de l'Union européenne, où le taux de chômage passerait de 8,5 pour cent en 2011 à 8,3 pour cent en 2012 et à 8,2 pour cent en 2013.

Les jeunes ont été durement touchés par la crise

En 2011, 74,8 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans étaient au chômage, soit une augmentation de plus de 4 millions depuis 2007. Le taux de chômage mondial des jeunes, établi à 12,7 pour cent, demeure supérieur d'un bon point de pourcentage au niveau d'avant la crise. À l'échelle mondiale, les jeunes ont presque trois fois plus de probabilités d'être au chômage que les adultes. Compte tenu de ces considérations, l'intensification des troubles sociaux dans beaucoup de pays et de régions du monde n'est guère surprenante (voir IIES, 2011, chap. 1). Dans les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, par exemple, les jeunes sont à peu près quatre fois plus susceptibles d'être au chômage que les adultes, les taux de chômage des jeunes étant bien supérieurs à 25 pour cent dans ces deux régions.

Il est probable que le chômage élevé des jeunes compromettra à long terme les perspectives et la croissance potentielle du marché du travail. Comme cela a été relevé dans un récent rapport du BIT sur cette question, la malchance de la génération qui pénètre sur le marché du travail dans les années de la Grande Récession entraîne non seulement les désagréments que l'on connaît (chômage, sous-emploi, et stress et difficultés sociales allant de pair avec le fait d'être sans emploi et l'inactivité prolongée), mais aussi d'éventuelles conséquences à long terme telles que la baisse des salaires à l'avenir et la défiance à l'égard du système politique et économique (BIT, 2011b). Comme le nombre et la proportion des jeunes chômeurs devraient rester essentiellement inchangés en 2012, selon les projections, et comme la part des jeunes qui se retirent carrément du marché du travail continue d'augmenter (voir les commentaires plus loin), si la tendance actuelle se maintient, il y a malheureusement peu d'espoir de voir une amélioration substantielle des perspectives de l'emploi à court terme pour les jeunes.

La baisse du taux d'activité cache une situation du chômage mondial encore pire

L'augmentation du chômage mondial de près de 27 millions d'individus depuis 2007 est sans précédent, et ce chiffre phare donne une indication de la force du choc subi par beaucoup de marchés du travail dans le monde. Néanmoins, il est loin de rendre compte de l'ampleur du déficit d'emploi mondial. Dans beaucoup de pays, on trouve des éléments de preuve de

l'accélération de la baisse du nombre d'actifs⁵. Au cours des cinq années allant de 2002 à 2007, le taux d'activité mondial a diminué, passant de 65,1 à 64,8 pour cent, soit une baisse de 0,3 point de pourcentage. Au cours des quatre années allant de 2007 à 2011, ce taux est descendu à 64,1 pour cent, soit une baisse de 0,7 point de pourcentage. Le rythme de la baisse du nombre d'actifs au niveau mondial depuis 2007 a été 2,5 fois plus rapide que sur les cinq années qui ont conduit à la crise.

Pour évaluer l'ampleur de la baisse du nombre d'actifs dans le monde et estimer l'importance du déficit d'emploi qui en est résulté, un scénario a été élaboré dans lequel les taux d'activité au niveau national pour quatre groupes (jeunes hommes, jeunes femmes, hommes adultes et femmes adultes) ont été projetés sur la période 2007-2011 sur la base des tendances passées observées sur la période 2002-2007. Concrètement, l'évolution annuelle moyenne des taux d'activité entre 2002 et 2007 a été calculée pour chacun de ces quatre groupes et les taux ont été projetés sur la période 2008-2011 sur la base de l'évolution annuelle moyenne passée. La différence entre les taux d'activité a été calculée et ce chiffre a été multiplié par la population de chaque groupe pour obtenir une estimation de l'écart (positif ou négatif) entre la main-d'œuvre réelle en 2011 et la main-d'œuvre prévue au regard des tendances d'avant la crise. Les écarts au niveau des pays ont ensuite été additionnés pour tous les pays de chaque région afin d'obtenir des totaux régionaux. La figure 10 montre les résultats de cette analyse.

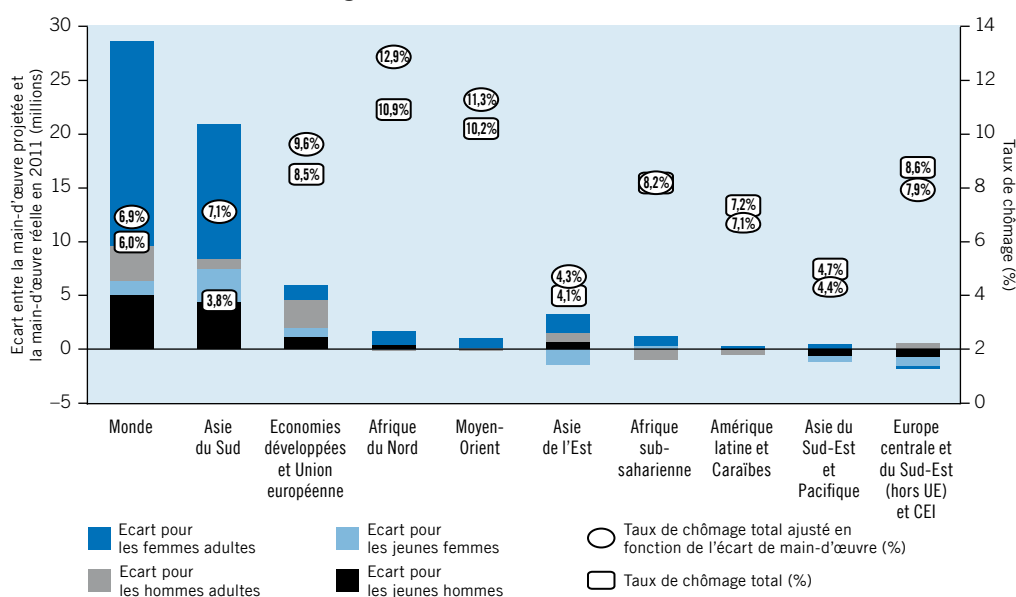
Un déficit de main-d'œuvre mondial de 29 millions

Dans le monde pris dans son ensemble, il y avait près de 29 millions d'actifs en moins en 2011 que ce à quoi on aurait pu s'attendre au regard des tendances d'avant la crise. Ce nombre est égal à près de 1 pour cent de la main-d'œuvre mondiale réelle en 2011, et à près de 15 pour cent du nombre total de chômeurs dans le monde. Autrement dit, si ces travailleurs potentiels étaient tous disponibles pour travailler et cherchaient du travail, le nombre de chômeurs passerait à plus de 225 millions d'individus, soit un taux de 6,9 pour cent, par rapport au taux effectif de 6 pour cent. La baisse de l'activité des femmes adultes compte pour les deux tiers du déficit – un chiffre stupéfiant si l'on pense que les femmes adultes représentent moins d'un tiers de la main-d'œuvre réelle. L'autre groupe durement touché est celui des jeunes hommes, qui comptent pour plus de 17 pour cent du déficit, alors qu'ils représentent moins de 11 pour cent de la main-d'œuvre mondiale. La part du déficit total pour les jeunes femmes et les hommes adultes est moindre que leurs parts respectives de la main-d'œuvre, ce qui signifie que ces groupes ont moins subi de fortes baisses inattendues du taux d'activité au niveau mondial. Au total, il y avait 6,4 millions de jeunes et 22,3 millions d'adultes en moins dans la main-d'œuvre en 2011 que ce à quoi on aurait pu s'attendre au vu des tendances à long terme passées.

La figure 10 montre les écarts entre la taille réelle de la main-d'œuvre en 2011 et celle qui était prévue sur la base des tendances d'avant la crise, l'écart étant désagrégé en quatre groupes de population: jeunes hommes, jeunes femmes, hommes adultes et femmes adultes. Ces écarts sont représentés par les colonnes de la figure. En outre, la figure montre le taux de chômage réel dans chaque région en 2011 ainsi que le taux qui résulterait si l'écart de main-d'œuvre dans chaque région était ajouté au nombre de chômeurs. La région où l'écart entre la main-d'œuvre réelle et la main-d'œuvre prévue est le plus important est manifestement l'Asie du Sud, où la main-d'œuvre en 2011 compte 21 millions d'individus de moins que prévu (voir la figure 10). La majeure partie du déficit d'emploi mondial est donc à mettre au compte de cette

⁵ La main-d'œuvre d'un pays est égale à la somme des personnes dans l'emploi et des chômeurs. Pour être compté comme chômeur, il faut qu'un individu n'ait pas travaillé (ne serait-ce qu'une heure) au cours de la période de référence et qu'il ait activement cherché un emploi et ait été disponible pour accepter un emploi. Une personne qui a décidé de cesser de chercher du travail parce qu'elle estime n'avoir aucune chance de trouver un emploi est considérée comme inactive (c'est-à-dire en dehors de la main-d'œuvre) et elle n'est donc pas comptée parmi les chômeurs. Cela vaut aussi pour les jeunes qui choisissent de prolonger leurs études plus qu'ils n'en avaient l'intention et d'attendre avant de chercher un travail parce qu'ils jugent qu'il n'y a pas de possibilités d'emplois.

Figure 10. Ecart entre la main-d'œuvre réelle et la main-d'œuvre prévue, monde et régions, 2011



Source: calculs des auteurs sur la base de BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011 (voir l'annexe 4); BIT, base de données sur la population active, estimations et projections, version 6.

région. Il importe de noter que ce gros déficit en Asie du Sud est peu susceptible d'avoir une conséquence directe sur la crise économique mondiale puisque la région n'a pas été gravement touchée. Il sera très important de déterminer les causes premières de la baisse du taux d'activité pour élaborer et mettre en œuvre des politiques appropriées pour le marché du travail dans la région afin de promouvoir la création d'emplois. Les femmes adultes ont été particulièrement touchées: elles comptent pour 60 pour cent du déficit de main-d'œuvre de la région alors qu'elles représentent moins de 22 pour cent de la main-d'œuvre. Les jeunes – femmes et hommes – comptent pour 35 pour cent du déficit bien qu'ils ne représentent que 20 pour cent de la main-d'œuvre. Si l'on ajoutait ce déficit de main-d'œuvre aux chômeurs de la région, on obtiendrait une hausse spectaculaire du taux de chômage, qui passerait de 3,8 à 7,1 pour cent. Les tendances concernant cette région subissent fortement l'influence de l'Inde, qui représente 74 pour cent de la main-d'œuvre de la région (la section du chapitre 3 consacrée à l'Asie du Sud contient plus de détails sur les tendances de l'emploi et du taux d'activité en Inde).

Les taux d'activité ont aussi chuté dans beaucoup de pays de la région des économies développées et de l'Union européenne, ce qui s'est traduit par 6 millions d'individus en moins dans la main-d'œuvre que prévu au regard des tendances d'avant la crise. Si l'on ajoutait cette cohorte aux chômeurs, on obtiendrait une hausse du taux de chômage de la région, qui passerait de 8,5 à 9,6 pour cent. Les jeunes des économies développées ont été les plus touchés: ils comptent pour un tiers du déficit de main-d'œuvre alors qu'ils représentent moins de 12 pour cent de la main-d'œuvre de la région, avec au total 2 millions de jeunes de moins dans la main-d'œuvre que prévu.

Les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont aussi connu une baisse des taux d'activité, qui pourrait entraîner une hausse des taux de chômage allant jusqu'à 1 point de pourcentage si cette cohorte d'inactifs était ajoutée aux nombres des chômeurs. Dans les deux régions, le groupe le plus touché est celui des femmes adultes, ce qui est déconcertant au vu des très faibles niveaux des taux d'activité des femmes dans ces régions et peut indiquer que les femmes sont totalement exclues d'un marché du travail sur lequel elles avaient déjà beaucoup de mal à se placer.

En Asie de l'Est, en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi que dans l'Afrique subsaharienne, l'évolution de l'activité n'a pas été très éloignée de ce qui était prévu au regard des tendances d'avant la crise. L'observation extrême

concerne l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et la CEI, où les taux d'activité chez les jeunes dans la Fédération de Russie et, dans une moindre mesure, en Turquie, ont augmenté entre 2007 et 2011, ce qui s'est traduit par une augmentation du nombre de jeunes travailleurs sur le marché du travail.

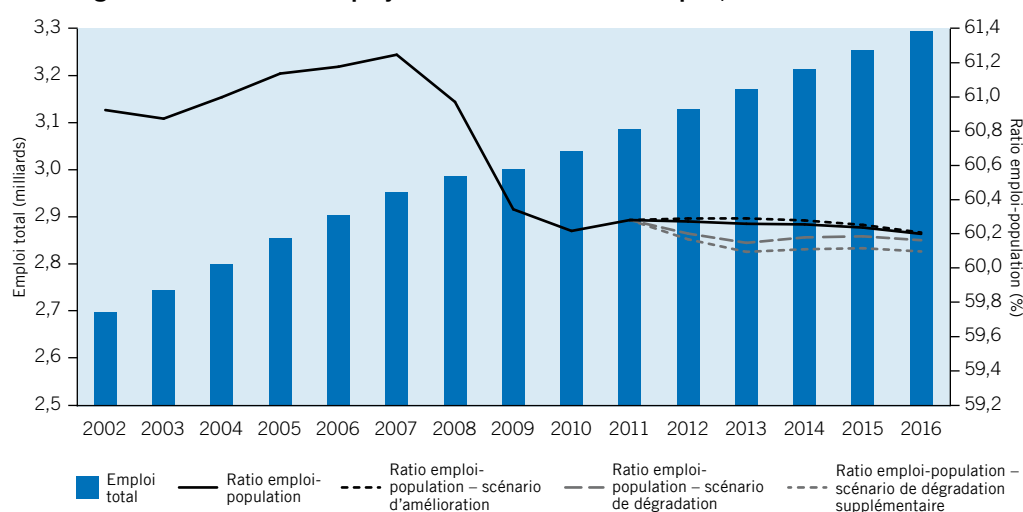
Si les taux d'activité ont baissé dans beaucoup de pays par suite du découragement qui s'est répandu, il importe de noter que la main-d'œuvre mondiale, d'après les projections, devrait augmenter de 400 millions d'individus sur la décennie commençant en 2012 (BIT, 2011c). Selon les projections, ce sont les régions du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'Afrique subsaharienne qui devraient connaître la croissance de la main-d'œuvre la plus rapide. Dans ces régions, il faudra près de 15 millions de nouveaux emplois chaque année pour éviter une nouvelle hausse du chômage. En Asie du Sud, il faudra plus de 12 millions de nouveaux emplois chaque année.

Emploi et productivité du travail

Une forte baisse de la capacité de l'économie mondiale de générer des emplois

Le nombre de travailleurs dans le monde continue d'augmenter, bien que le rythme ait ralenti ces dernières années (voir la figure 11). Après une hausse moyenne de l'emploi mondial de 52 millions de travailleurs chaque année sur les quatre années allant de 2004 à 2007, l'augmentation du nombre d'emplois s'est fortement ralentie pour atteindre une moyenne de 33 millions seulement durant les années de crise allant de 2008 à 2011. En 2008, le chiffre est tombé au niveau le plus bas jamais enregistré, 14,2 millions seulement (avec des estimations disponibles depuis 1991). Le nombre de travailleurs dans le monde a augmenté de 38,1 millions en 2009, l'année où la croissance de l'économie mondiale s'est contractée de 0,7 pour cent. Malgré la forte reprise de la croissance économique mondiale en 2010, qui a atteint un taux de 5,1 pour cent, le nombre d'employés dans le monde n'a augmenté que de 37,5 millions d'individus – encore bien au-dessous de la tendance d'avant la crise. La croissance de l'emploi a certes quelque peu repris en 2011, mais jusqu'ici il n'y a pas eu de nouvelle accélération de la création d'emplois dans le monde pour revenir aux niveaux atteints avant la crise.

Figure 11. Tendances et projections mondiales de l'emploi, 2002-2016



Note: les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires; ceux pour 2012-2016 sont des projections préliminaires.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011 (voir l'annexe 4).

La stagnation de la création d'emplois au niveau mondial est mieux mise en évidence si l'on examine le ratio de l'emploi par rapport à la population, qui est la proportion de la population en âge de travailler (15 ans et plus) dans l'emploi, ce qui donne une idée de la capacité des économies de générer de l'emploi. Au niveau mondial, le ratio emploi-population a fortement baissé durant la crise, passant de 61,2 pour cent en 2007 à 60,2 pour cent en 2010. Cela représente la plus forte baisse jamais enregistrée (depuis 1991). Comme le montre la figure 11, si l'on se fonde sur les prévisions macroéconomiques actuelles, la projection de référence du BIT concernant le ratio emploi-population n'est pas encourageante, avec un ratio projeté inchangé ou légèrement en baisse jusqu'en 2016.

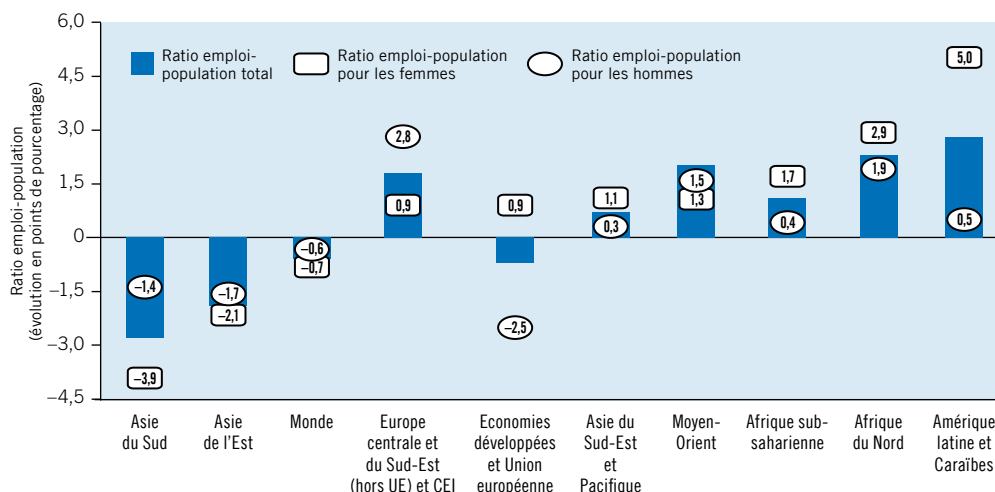
Le scénario de dégradation envisagé par l'OIT se traduirait par un double creux pour ce qui est du ratio emploi-population mondial, qui chuterait probablement au niveau le plus bas jamais enregistré vers 2013. Par ailleurs, le scénario d'amélioration ne se traduirait pas par des taux de croissance suffisants pour entraîner une hausse substantielle du ratio emploi-population mondial, qui demeurerait bien inférieur aux niveaux d'avant la crise sur les prochaines années.

Les tendances de l'emploi sont très différentes selon les régions et les sexes

Le ratio total emploi-population a fortement baissé ces dernières années mais, si l'on examine les tendances à long terme sur la période 2002-2011, on constate une forte hétérogénéité des tendances en fonction des régions et des sexes (voir la figure 12). Sur cette période, la baisse du ratio total emploi-population était due à des baisses dans trois régions: les économies développées et l'Union européenne, l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud, ces deux dernières régions ayant enregistré des baisses particulièrement fortes.

Dans les autres régions du monde, les ratios emploi-population ont en fait augmenté depuis 2002, partiellement en raison de l'augmentation du nombre de femmes actives. Dans quatre des six régions où les ratios emploi-population ont augmenté – Amérique latine et Caraïbes, Afrique du Nord, Asie du Sud-Est et Pacifique, et Afrique subsaharienne –, les ratios pour les femmes ont augmenté plus rapidement que les ratios correspondant pour les hommes, ce qui a entraîné une réduction de l'écart d'emploi fondé sur le sexe. Cette évolution était particulièrement nette en Amérique latine et dans les Caraïbes, où le ratio emploi-population chez les femmes a augmenté de 5 points de pourcentage entre 2002 et 2011.

Figure 12. Evolution des ratios emploi-population par région et par sexe, 2002-2011



Note: les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011 (voir l'annexe 4).

Dans la plupart des régions, la crise a eu un impact plus fort sur l'emploi que sur la productivité du travail – un facteur clé à l'origine de la forte hausse du chômage

Il est possible de décomposer la croissance du PIB en croissance de l'emploi et évolution de la productivité du travail, mesurée par la production moyenne par travailleur. Lorsqu'on examine conjointement les taux de croissance de l'emploi et de la productivité, on voit mieux si le fléchissement économique s'est caractérisé plus par une incidence sur l'emploi ou par une incidence sur la productivité et si la croissance de l'emploi ou la croissance de la productivité est susceptible de conduire à une reprise. Le tableau 3 présente les taux de croissance annuels moyens de l'emploi et de la productivité du travail pour le monde pris dans son ensemble et pour les neuf grands groupes régionaux, durant la période précédant la crise qui va de 2002 à 2007, la période de crise allant de 2008 à 2011, la période allant de 2012 à 2013 (projections à court terme) et la période allant de 2014 à 2016 (projections à long terme). La couleur des cellules indique la mesure dans laquelle les taux de croissance dévient par rapport aux tendances passées observées sur la période 2002-2007. Le gris foncé indique des taux de croissance avec une déviation standard supérieure à un au-dessous du taux de croissance annuel moyen réalisé sur la période 2002-2007, le gris clair indique une croissance avec une déviation standard inférieure à un au-dessous de la tendance, le bleu clair indique une croissance avec une déviation standard inférieure à un au-dessus de la tendance et le bleu foncé indique une croissance avec une déviation standard supérieure à un au-dessus de la tendance.

La croissance de l'emploi au-dessous de la tendance est la tendance dominante sur l'ensemble des régions et dans le temps. Au niveau mondial, l'emploi a augmenté à un taux annuel moyen de 1,1 pour cent entre 2008 et 2011 et, selon les projections, il devrait s'accélérer avec une croissance de 1,4 pour cent en 2012-13, comparée à la croissance passée qui était de 1,8 pour cent. La projection à long terme sur la période 2014-2016 indique une croissance qui demeure timide, à 1,3 pour cent. Ces chiffres sont autant d'éléments supplémentaires qui attestent un ralentissement mondial de la création d'emplois – ralentissement qui devrait se maintenir dans un avenir prévisible selon les prévisions macroéconomiques actuelles.

Tableau 3. Croissance de l'emploi et de la productivité du travail, monde et régions (% annuel, certaines périodes)

	Croissance annuelle moyenne de l'emploi (%)				Croissance annuelle moyenne de la productivité du travail (%)			
	2002-2007	2008-2011	2012-13	2014-2016	2002-2007	2008-2011	2012-13	2014-2016
MONDE	1,8	1,1	1,4	1,3	2,5	1,6	2,6	3,2
Economies développées et UE	1,0	-0,3	0,4	0,6	1,4	0,5	1,5	2,0
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	1,1	0,8	0,5	0,3	6,1	1,1	3,5	4,0
Asie de l'Est	1,2	0,6	0,6	0,3	8,6	7,8	7,5	8,1
Asie du Sud-Est et Pacifique	1,8	1,9	1,6	1,4	4,1	2,6	3,5	4,0
Asie du Sud	2,2	1,0	2,0	1,9	5,4	6,1	4,8	5,4
Amérique latine et Caraïbes	2,5	1,9	1,8	1,7	1,4	1,0	1,7	1,8
Moyen-Orient	4,5	3,2	2,8	2,5	0,9	0,9	1,2	2,0
Afrique du Nord	3,4	2,0	2,2	2,3	1,4	1,8	0,8	2,8
Afrique subsaharienne	3,1	2,8	3,0	3,0	2,5	1,5	2,3	1,9

Note: sur la base des estimations des Modèles économétriques des tendances; Les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires; ceux pour 2012-13 et 2014-2016 sont des projections préliminaires.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011 (voir l'annexe 4); Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, 2011.

En revanche, la croissance de la productivité du travail pour le monde pris dans son ensemble a effectivement décéléré – s'établissant en moyenne à 1,6 pour cent seulement entre 2008 et 2011 – et suivait une tendance à la décélération avant la crise (voir le chapitre 1), mais l'impact de la crise sur les marchés du travail s'est manifesté plus par la faiblesse de la création d'emplois que par une baisse de la croissance de la productivité du travail et cette tendance, selon les projections, devrait se maintenir sur les prochaines années. Comme les projections indiquent que la productivité du travail devrait rebondir pour atteindre des taux de croissance au-dessus de la tendance sur la période visée, cela prouve que, d'après les taux de croissance économique projetés, il existe une possibilité d'accélérer la création d'emplois au niveau mondial tout en maintenant les niveaux de croissance de la productivité alignés sur les tendances d'avant la crise.

S'agissant des tendances régionales, les régions des économies développées et de l'Union européenne, d'une part, et de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI, d'autre part, ont été les plus durement touchées au plan de la croissance économique, mais la façon dont la crise a évolué sur les marchés du travail des régions diffère beaucoup, de même que les trajectoires de redressement projetées des régions. Dans la région des économies développées et de l'Union européenne, la croissance de l'emploi a été négative sur la période 2008-2011 mais, selon les projections, elle devrait reprendre pour atteindre un taux égal à environ la moitié de celui qu'elle connaissait avant la crise. La croissance de la productivité du travail dans la région a fortement diminué pendant la crise, mais les projections indiquent qu'elle devrait plus ou moins égaler le taux d'avant la crise sur la période 2012-13 et dépasser ce taux entre 2014 et 2016. Au vu des taux de croissance économique projetés, cette projection de référence montre qu'il est possible d'augmenter la croissance de l'emploi dans la région tout en maintenant des taux de croissance de la productivité au-dessus de ceux qui ont été atteints sur la période précédant la crise. Cela dépendra en grande partie de la manière dont les entreprises évolueront: soit elles investiront davantage et accéléreront les embauches, soit elles demeureront extrêmement prudentes en ce qui concerne les embauches et s'efforceront de préserver ou de stimuler la production sans augmenter l'emploi.

En revanche, dans la région de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI, la croissance de l'emploi a baissé de 0,3 point de pourcentage au-dessous de la tendance d'avant la crise, mais la croissance de la productivité du travail a chuté à 1,1 pour cent seulement, contre une moyenne de 6,1 pour cent entre 2002 et 2007. La projection de référence indique que la croissance de l'emploi continuera de ralentir, jusqu'à s'établir à 0,3 pour cent de croissance annuelle sur la période 2014-2016, tandis que la croissance de la productivité du travail s'accélérera, tout en demeurant bien au-dessous de la tendance. Les perspectives pour la région tant à court terme qu'à long terme indiquent une timide reprise, avec une faible création d'emplois et une croissance de la productivité du travail s'accéléralent lentement.

En Asie de l'Est, la croissance de l'emploi a fortement baissé durant la période de fléchissement économique et, selon les projections, elle devrait demeurer bien au-dessous des tendances d'avant la crise. La croissance de la productivité du travail a été beaucoup moins touchée et devrait demeurer au-dessus de 7 pour cent durant les deux périodes visées par les projections. Les projections indiquent une baisse de la croissance annuelle de l'emploi, dont le taux ne serait que de 0,3 pour cent entre 2014 et 2016, ce qui est un sujet de préoccupations; cependant, cela est dû en partie à l'évolution démographique dans la région couplée à une baisse de la population active par rapport aux taux élevés du passé, qui se produit parallèlement au développement rapide de la région.

La région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique a affiché une croissance de l'emploi légèrement plus rapide sur la période 2008-2011 que sur la période 2002-2007 et c'est la seule région qui ait connu une accélération de la croissance de l'emploi durant la crise. La croissance de l'emploi devrait connaître une décélération constante sur les périodes visées par les projections. La croissance de la productivité du travail a fortement baissé dans la région durant la crise et les projections indiquent qu'elle devrait demeurer bien au-dessous du niveau d'avant la crise sur la période 2012-13 avant de se redresser à plus long terme.

La région de l'Asie du Sud a connu une forte baisse de la croissance de l'emploi en 2010, due en grande partie aux tendances de l'activité et de l'emploi en Inde (voir la section du chapitre 3 consacrée à cette région), mais la croissance de l'emploi projetée sera juste un peu au-dessous du taux de croissance d'avant la crise sur les périodes visées par les projections à court et long terme. La croissance de la productivité du travail dans la région s'est effectivement accélérée durant la crise, car la croissance économique de la région a fortement rebondi en 2010 et 2011, mais elle devrait être modérée sur la période visée par les projections.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, la baisse de la croissance de la production entre 2008 et 2011 s'est traduite par une décélération de la croissance de l'emploi et aussi de la productivité. Selon les projections, la croissance de la productivité devrait rebondir plus rapidement que celle de l'emploi dans la région, les taux de croissance de la productivité dépassant ceux qui avaient été réalisés avant le début de la crise.

Dans les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, la croissance de l'emploi a fortement baissé durant le fléchissement de l'économie et devrait demeurer bien au-dessous des tendances observées avant la crise. La croissance de la productivité du travail n'a pas subi d'effets négatifs durant la crise dans l'une ou l'autre région. Au Moyen-Orient, la croissance de la productivité devrait s'accélérer sur les périodes visées par les prévisions. En Afrique du Nord, compte tenu des bouleversements politiques en cours, la croissance de la productivité devrait baisser sur la période 2012-13, mais s'élever ensuite au-dessus de la tendance.

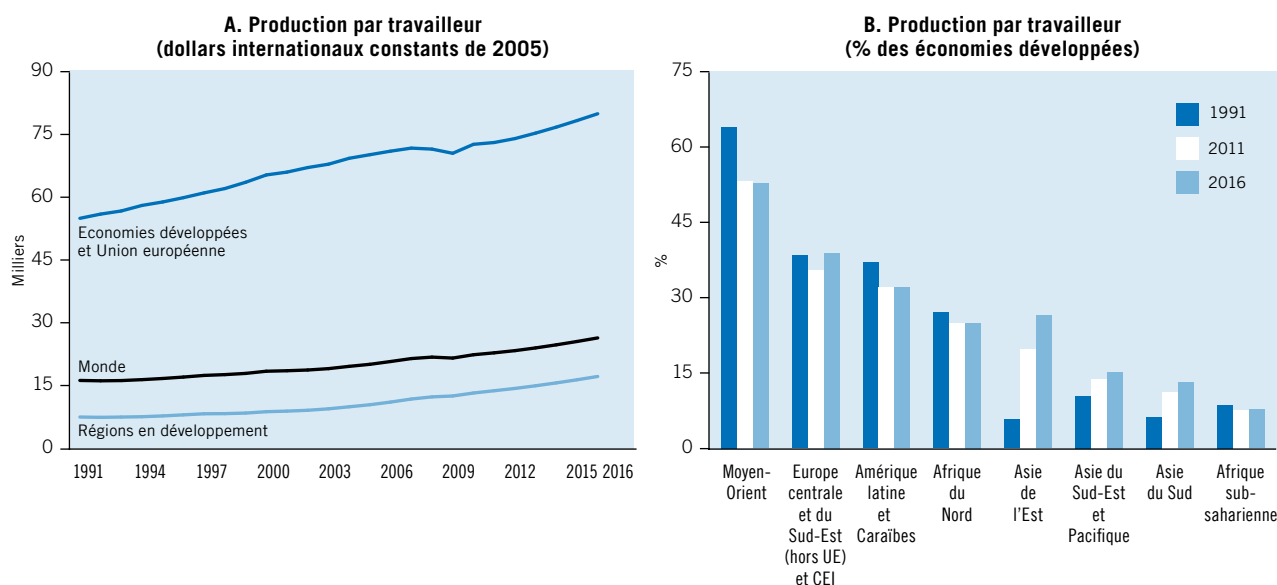
En Afrique subsaharienne, la croissance de l'emploi et celle de la productivité ont subi une décélération durant la crise. Cependant, la région a fortement rebondi au début de 2010 et, selon les projections, elle devrait connaître des taux de croissance économique supérieurs à 5 pour cent tout au long de la période visée par les prévisions. Dans ce scénario de référence, la croissance de l'emploi atteindrait presque les niveaux d'avant la crise. La croissance de la productivité devrait s'établir en moyenne à 2,3 pour cent sur la période 2012-13, puis décélérer pour s'établir à 1,9 pour cent sur la période 2014-2016.

Hormis l'Asie, les régions en développement sont restées à la traîne par rapport aux économies développées au plan de la croissance de la productivité du travail, ce qui accentue le risque d'une augmentation de l'écart de niveaux de vie et restreint les perspectives de réduction de la pauvreté

S'agissant des niveaux de productivité du travail, l'écart entre la productivité du travail dans les pays développés et dans les pays en développement s'est réduit sur les deux dernières décennies, mais demeure important: la production par travailleur dans la région des économies développées et de l'Union européenne était de 72 900 dollars EU en 2011, contre une moyenne de 13 600 dollars EU dans les régions en développement. Cela veut dire que, une fois procédé aux ajustements pour tenir compte des écarts de prix entre les pays, le travailleur moyen d'un pays en développement produit moins d'un cinquième de la production du travailleur moyen d'un pays développé (voir la figure 13, panneau A).

Cependant, les pays en développement ne sont pas homogènes: il existe d'importantes différences entre les niveaux de productivité et les taux de croissance selon les régions en développement (voir la figure 13, panneau B). Le niveau de production par travailleur dans la région du Moyen-Orient était de 53 pour cent du niveau correspondant dans la région des économies développées en 2011; toutefois, le Moyen-Orient a connu une croissance de la productivité plus lente que la région des économies développées et c'est pourquoi le ratio a baissé par rapport à son niveau en 1991 (64 pour cent). Les trois régions venant ensuite par ordre d'importance pour la productivité du travail – l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et la CEI (avec une production par travailleur équivalant à 35 pour cent du niveau dans la région développée en 2011), l'Amérique latine et les Caraïbes (32 pour cent du niveau de productivité dans la

Figure 13. Productivité du travail, 1991-2016 (production par travailleur, dollars internationaux constants de 2005) et pourcentage du niveau de productivité dans les économies développées, 1991, 2011 et 2016



Note: les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires; ceux pour 2012-2016 sont des projections préliminaires.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011 (voir l'annexe 4); Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, 2011.

région développée en 2011) et l'Afrique du Nord (25 pour cent du niveau de productivité dans la région développée en 2011) – ont toutes vu leur niveau de productivité baisser par rapport à la région des économies développées et de l'Union européenne sur la période allant de 1991 à 2011. Il en va de même pour l'Afrique subsaharienne, où la production par travailleur s'établissait à 8 pour cent seulement du niveau atteint dans les économies développées. Parmi ces trois régions, entre 2011 et 2016, la région de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI est la seule pour laquelle les projections indiquent qu'elle réduira l'écart de productivité avec la région des économies développées et de l'Union européenne, la hausse projetée étant de 35 à 39 pour cent des niveaux de productivité dans les économies développées.

Tous les gains de productivité réalisés dans les pays en développement pour réduire leur retard par rapport aux pays développés sont à mettre au compte de l'Asie

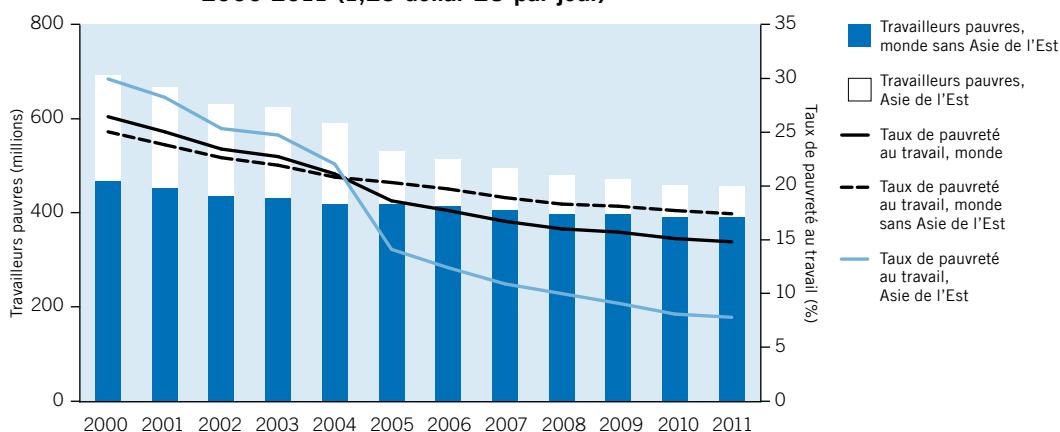
Les trois régions d'Asie, en revanche, ont connu une très forte croissance de la productivité et sont bien parties pour rattraper les économies développées, bien que leurs niveaux de productivité initiaux aient été très bas. Tout le chemin parcouru par les pays en développement en termes de niveaux de productivité pour rattraper les pays développés entre 1991 et 2011 est donc à mettre au compte des régions d'Asie. Cette dynamique, pour sa part, était largement alimentée par la croissance de la productivité en Asie de l'Est, où la production par travailleur était de 20 pour cent du niveau atteint dans les économies développées en 2011, contre 6 pour cent seulement en 1991. Ce chiffre devrait grimper à 26 pour cent en 2016. Le chiffre pour l'Asie du Sud est passé de 6 pour cent du niveau atteint dans les économies développées en 1991 à 11 pour cent en 2011 et, selon les projections, il devrait augmenter jusqu'à 13 pour cent en 2016. En Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, la production par travailleur s'est établie à 14 pour cent du niveau atteint dans les économies développées, alors qu'elle était de 10 pour cent en 1991. Selon les projections, le niveau ne devrait que légèrement augmenter, à 15 pour cent, en 2016. La relative faiblesse de la croissance de la productivité dans beaucoup de pays en développement en dehors de l'Asie est un facteur essentiel qui explique la persistance de la pauvreté au travail, comme on le verra à la section suivante.

Pauvreté au travail et emploi vulnérable

Des progrès dans la réduction de l'extrême pauvreté parmi les travailleurs au niveau mondial, mais la pauvreté au travail demeure très répandue

En octobre 2011, le BIT a publié de nouvelles estimations du nombre de travailleurs pauvres, fondées sur plus de 60 enquêtes nationales sur les ménages et un modèle d'estimation économétrique actualisé et amélioré (voir BIT, 2011d, chap. 1, section A, et encadré 3). D'après les résultats donnés par cette nouvelle méthodologie, il y avait, selon les estimations, 456 millions de travailleurs dans le monde vivant au-dessous du seuil de pauvreté de 1,25 dollar EU par jour en 2011, soit une réduction de 233 millions d'individus depuis 2000, et de 38 millions d'individus depuis 2007 (voir la figure 14). Cependant, ce total mondial est fortement influencé par la baisse spectaculaire de l'extrême pauvreté au travail dans la région de l'Asie de l'Est, où, grâce à la croissance économique rapide et à la réduction de la pauvreté en Chine, le nombre de travailleurs pauvres a diminué de 158 millions d'individus depuis 2000 et de 24 millions depuis 2007. S'agissant des taux, à l'échelle mondiale, la part des travailleurs vivant au-dessous du seuil de pauvreté de 1,25 dollar EU a baissé, passant de 26,4 pour cent à 14,8 pour cent entre 2000 et 2011 mais, dans le monde, hors Asie de l'Est, la baisse sur la même période a été bien moindre: une réduction de 7,6 points de pourcentage, de 25 pour cent à 17,4 pour cent.

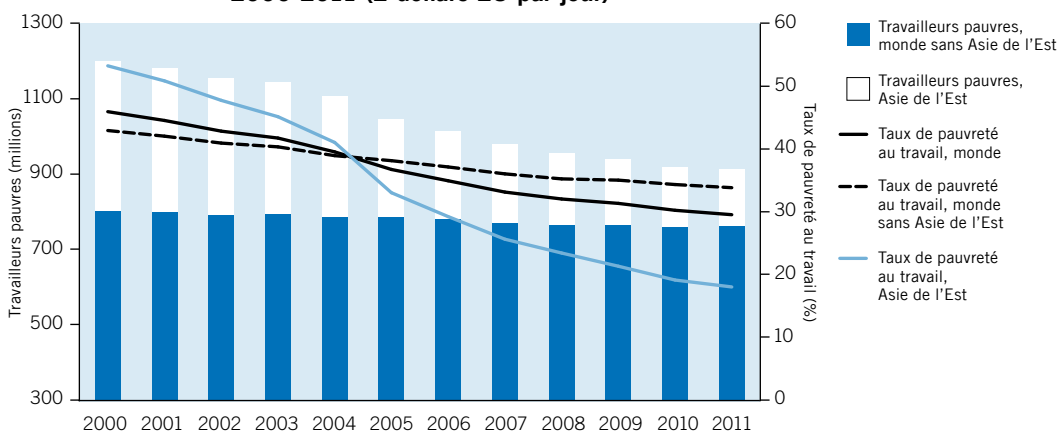
Figure 14. Tendances mondiales de la pauvreté au travail, 2000-2011 (1,25 dollar EU par jour)



Note: les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011 (voir l'annexe 4).

Figure 15. Tendances mondiales de la pauvreté au travail, 2000-2011 (2 dollars EU par jour)



Note: les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011 (voir l'annexe 4).

Près de 30 pour cent de l'ensemble des travailleurs dans le monde – plus de 910 millions d'individus – vivent avec leurs familles au-dessous du seuil de pauvreté de 2 dollars EU par jour (voir la figure 15). Ces travailleurs et les personnes à leur charge demeurent très vulnérables aux chocs économiques à venir. La part mondiale a certes diminué par rapport à ce qu'elle était en 2000 (46 pour cent), mais, là encore, les progrès ont été bien plus rapides en Asie de l'Est que dans le reste des pays en développement. Depuis 2000, l'Asie de l'Est a réussi à réduire de 247 millions d'individus le nombre de travailleurs pauvres vivant au-dessous du seuil de pauvreté de 2 dollars EU, ce qui correspond à plus de six fois le niveau de réduction de la pauvreté dans les pays en développement hors Asie de l'Est, où le taux de réduction de la pauvreté a été plutôt moyen. En Afrique subsaharienne, en Afrique du Nord, en Asie du Sud et au Moyen-Orient, le nombre de travailleurs et leurs familles vivant avec moins de 2 dollars EU par jour continue d'augmenter.

Si la pauvreté au travail a baissé, il y a eu néanmoins un net ralentissement de la progression depuis 2008. Une projection des tendances d'avant la crise (2002-2007) concernant l'incidence de la pauvreté au travail fait apparaître une différence de 1,6 point de pourcentage en 2011, ce qui représente 50 millions de travailleurs pauvres supplémentaires en 2011 par rapport à ce qui était prévu au regard des tendances d'avant la crise. De même, selon les estimations, en 2009, il y avait 55 millions de travailleurs supplémentaires vivant avec leurs familles au-dessous du seuil de pauvreté de 2 dollars EU par rapport à ce qui était prévu au regard des tendances d'avant la crise.

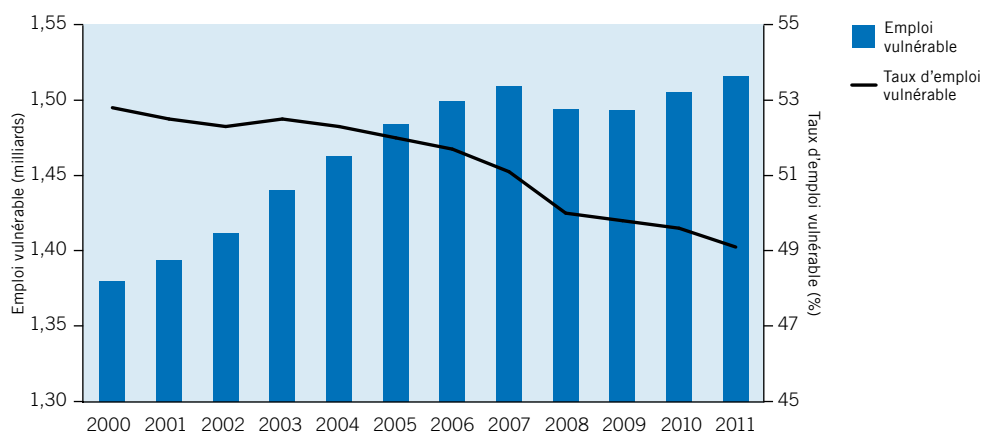
L'emploi vulnérable a augmenté de 23 millions d'individus depuis 2009

L'indicateur d'«emploi vulnérable», défini comme la somme des travailleurs établis à leur propre compte et des travailleurs familiaux non rémunérés, est étroitement lié à l'indicateur de la pauvreté au travail. Cet indicateur permet de mieux déterminer les tendances de la qualité globale de l'emploi car une proportion importante de travailleurs en situation d'emploi vulnérable est révélatrice de l'existence, à grande échelle, du travail régi par des dispositions informelles, qui privent habituellement les travailleurs d'une protection sociale et de mécanismes de dialogue social suffisants⁶. L'emploi vulnérable se caractérise également par une faible rémunération et des conditions de travail difficiles pouvant porter atteinte aux droits fondamentaux des travailleurs⁷. Comme le montre la figure 16, le nombre de travailleurs dans l'emploi vulnérable à l'échelle mondiale en 2011 est estimé à 1,52 milliard d'individus, soit une augmentation de 136 millions depuis 2000, et la situation n'a guère changé depuis 2007. Cela correspond à une tendance baissière du taux d'emploi vulnérable mondial, qui s'est établi à 49,1 pour cent, contre 52,8 pour cent en 2000. Mais cette modeste diminution n'a pas été suffisante pour empêcher le nombre absolu de travailleurs dans l'emploi vulnérable d'augmenter de près de 23 millions d'individus depuis 2009, en raison d'une expansion ininterrompue de la main-d'œuvre dans les pays où les conditions de l'emploi vulnérable sont le plus répandues.

⁶ L'indicateur d'emploi vulnérable est l'un des indicateurs officiels des objectifs du Millénaire (OMD) pour le développement relatifs à l'emploi, qui relève de l'objectif 1: «Objectif 1: Réduire l'extrême pauvreté et la faim»; de même que le ratio emploi-population, le taux de croissance de la productivité du travail et la part de la pauvreté au travail dans l'emploi total. Pour une liste exhaustive des indicateurs, voir: <http://unstats.un.org/unsd/mdg/Host.aspx?Content=Indicators/OfficialList.htm>. Les indicateurs d'emploi des OMD sont décrits en détail dans BIT: *Guide sur les nouveaux indicateurs d'emploi des objectifs du Millénaire pour le développement* (Genève, 2009); http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_110512.pdf.

⁷ Comme le notait le rapport *Tendances mondiales de l'emploi 2010*, l'indicateur d'emploi vulnérable présente certaines lacunes: 1) un emploi rémunéré et salarié n'est pas forcément synonyme de travail décent, certains travailleurs pouvant être porteurs d'un risque économique élevé tout en ayant un emploi salarié; 2) bien qu'ils soient vulnérables, les chômeurs ne sont pas pris en compte dans l'indicateur; 3) un travailleur peut être classé dans l'un des deux groupes en situation de vulnérabilité sans pour autant être porteur d'un risque économique élevé, en particulier dans les économies développées (voir BIT, 2010).

Figure 16. Tendances mondiales de l'emploi vulnérable, 2000-2011



Note: les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011 (voir l'annexe 4).

Au niveau régional, il existe de grandes variations en ce qui concerne l'incidence de l'emploi vulnérable et l'ampleur de la création d'emplois totale dans les groupes visés par l'emploi vulnérable. La région de l'Asie de l'Est a connu une baisse de l'emploi vulnérable de 40 millions d'individus depuis 2007, alors qu'il a augmenté de 22 millions d'individus en Afrique subsaharienne, de 12 millions en Asie du Sud, de près de 6 millions en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, de 5 millions en Amérique latine et dans les Caraïbes et de plus de 1 million au Moyen-Orient. L'emploi vulnérable a représenté près de 70 pour cent de la croissance totale de l'emploi en Afrique subsaharienne depuis 2007, plus de la moitié de la croissance totale de l'emploi en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique et plus du quart de la totalité des nouveaux emplois en Amérique latine et dans les Caraïbes. Globalement, dans le monde hors Asie de l'Est, l'emploi vulnérable a augmenté de 34 millions d'individus depuis 2009.

La part des femmes dans l'emploi vulnérable, établie à 50,5 pour cent, dépasse la part correspondante des hommes (48,2 pour cent). Les femmes sont bien plus susceptibles d'être dans l'emploi vulnérable que les hommes en Afrique du Nord (55 pour cent contre 32 pour cent), au Moyen-Orient (42 pour cent contre 27 pour cent) et en Afrique subsaharienne (près de 85 pour cent contre 70 pour cent).

Une incidence élevée de l'emploi vulnérable va souvent de pair avec une forte proportion de travailleurs dans l'agriculture (souvent de subsistance). De fait, en Asie du Sud, la région où le taux d'emploi vulnérable est le plus élevé en 2011 (77,7 pour cent), 51 pour cent des travailleurs sont dans le secteur de l'agriculture. Dans les deux régions suivantes par ordre d'importance de la part de l'emploi vulnérable, l'Afrique subsaharienne (76,6 pour cent) et l'Asie du Sud-Est et le Pacifique (61,6 pour cent), le secteur agricole demeure le plus important pour ce qui est de l'emploi. Si l'emploi vulnérable est aussi largement répandu dans le secteur des services dans beaucoup d'économies en développement, pour obtenir une forte réduction de l'incidence de l'emploi vulnérable dans les régions en développement, il faudra néanmoins que l'emploi bascule davantage du secteur de l'agriculture vers les activités à plus forte valeur ajoutée du secteur manufacturier et du secteur des services.

Encadré 3. Nouvelles estimations de la pauvreté au travail dans le monde établies par le BIT

Les *Indicateurs clés du marché du travail* (ICMT, KILM en anglais) du BIT, 7^e édition, publiés en octobre 2011, comprennent de nouvelles estimations du nombre de travailleurs pauvres pour 54 pays, fondées sur des enquêtes nationales sur les ménages. Le tableau 18b des ICMT contient des estimations du nombre de travailleurs pauvres et de la part de l'emploi total qu'ils détiennent, toutes les estimations étant ventilées par groupe d'âge (total, jeunes et adultes) et par sexe. Première base de données internationale sur les estimations nationales de la pauvreté au travail, cette série de données est destinée à améliorer la compréhension des liens entre pauvreté, emploi et travail décent dans le monde. Elle constitue aussi un nouvel ensemble d'informations pour suivre les progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). L'un des quatre indicateurs de l'OMD 1B, «Assurer le plein emploi et la possibilité pour chacun, y compris les jeunes et les femmes, de trouver un travail décent et productif», est la proportion de travailleurs pauvres dans l'emploi total.

Le chapitre 1a des ICMT, intitulé «Pauvreté au travail dans le monde: présentation de nouvelles estimations fondées sur des données tirées d'enquêtes sur les ménages», répond à deux objectifs principaux: 1) utiliser les données issues d'enquêtes sur les ménages pour identifier certaines des caractéristiques essentielles des travailleurs pauvres du monde; et 2) présenter un ensemble actualisé d'estimations mondiales et régionales de la pauvreté au travail ainsi qu'un rapport actualisé sur les progrès réalisés pour atteindre l'OMD 1B.

S'agissant des caractéristiques essentielles des travailleurs pauvres, selon les constatations formulées dans ce document, la représentation des jeunes âgés de 15 à 24 ans est disproportionnée – soit 23,5 pour cent des travailleurs pauvres dans les pays pour lesquels des données sont disponibles, contre 18,6 pour cent seulement des travailleurs non pauvres. Près de huit travailleurs pauvres sur dix au niveau de 1,25 dollar EU vivent en milieu rural, contre quatre travailleurs non pauvres sur dix. La plupart de ces travailleurs sont employés dans le secteur de l'agriculture, établis à leur propre compte ou en tant que travailleurs familiaux non rémunérés. Les données relatives à l'éducation sont plus limitées, mais il est clair que les travailleurs pauvres sont enfermés dans un cercle vicieux de faibles niveaux d'éducation et d'emploi à faible productivité.

Les données donnent aussi un aperçu d'une large cohorte d'enfants qui travaillent – presque 50 millions dans les 48 pays pour lesquels des données sont disponibles. Plus de quatre de ces enfants sur cinq, selon les estimations issues des enquêtes, font partie des travailleurs pauvres au niveau de 2 dollars EU. Point important,

ces enfants pauvres qui travaillent ne sont pas comptés dans les estimations mondiales et régionales des travailleurs pauvres, qui sont fondées sur la population en âge de travailler, à savoir les individus âgés de 15 ans et plus.

Selon les nouvelles estimations mondiales des travailleurs pauvres présentées dans le document, il y avait 140 millions d'individus en moins au niveau de 1,25 dollar EU et 233 millions en moins au niveau de 2 dollars EU pour l'année 2010. Ces différences sont principalement dues à deux facteurs: 1) l'utilisation généralisée des estimations fondées sur des enquêtes sur les ménages nouvellement disponibles, produites en appliquant une méthodologie cohérente; 2) l'élaboration d'un modèle économétrique amélioré pour estimer les taux de pauvreté parmi les travailleurs, rendue possible par l'existence des données nouvellement disponibles.

Le nouveau modèle économétrique présenté dans le document utilise la productivité du travail, la structure par âge de la population et la part des travailleurs dans l'emploi agricole comme variables explicatives pour estimer et projeter les taux de pauvreté au travail dans les pays et pour les années pour lesquels il n'y a pas de données. Selon le document, la croissance de la productivité du travail est étroitement liée à la diminution de la pauvreté parmi les travailleurs, et il a été constaté que cette relation était particulièrement marquée dans les régions d'Asie et dans l'Afrique subsaharienne. Lorsque la part de la première tranche d'âge de la population dans la population totale est plus importante, cela va de pair avec une diminution de l'incidence de la pauvreté au travail, en particulier de l'extrême pauvreté au niveau de 1,25 dollar EU – ce qui indique que les pays où la part des travailleurs pauvres est la plus importante et qui sont aux stades de développement économique les plus bas sont ceux qui ont le plus à gagner d'une transition démographique. Cela indique aussi l'existence d'avantages significatifs au plan de la réduction de la pauvreté à mettre au compte des facteurs qui peuvent engendrer des tendances démographiques favorables, comme la réduction de la mortalité infantile et maternelle. Une diminution de la part des travailleurs du secteur de l'agriculture – qui est habituellement le signe d'une réorientation structurelle sur le marché du travail vers des activités à plus forte valeur ajoutée – va de pair avec une diminution de la pauvreté au travail. Ainsi, les politiques susceptibles de déclencher ce type de réorientation – notamment les investissements dans l'éducation élémentaire et la formation des compétences pour que les travailleurs acquièrent les qualifications leur permettant de saisir de nouvelles possibilités d'emploi dans l'industrie et le secteur des services – peuvent aussi contribuer à réduire la pauvreté parmi les travailleurs et leurs familles.

Source: BIT, 2011b, chap. 1, section A.

Sombres perspectives pour les marchés du travail mondiaux

Une croissance qui génère peu d'emplois dans les pays développés et une faible productivité dans les régions en développement menacent de compromettre une reprise générale et limitent les perspectives de développement économique

Deux tendances particulièrement déconcertantes ressortent de l'analyse qui vient d'être faite des tendances du chômage et de l'activité, de l'emploi et de la productivité du travail, ainsi que de la pauvreté au travail et de l'emploi vulnérable. Premièrement, surtout dans beaucoup d'économies développées, bien que la croissance économique demeure péniblement faible, le peu de croissance obtenu est de plus en plus à mettre au compte de la hausse de la productivité du travail et non pas de la création d'emplois. Pour l'essentiel, la production augmente parce que les entreprises ont pu produire la même chose, ou plus, sans accroître l'emploi, en pressurant davantage la main-d'œuvre existante (par exemple, par l'allongement de la durée du travail). Cela s'est traduit par un énorme déficit d'emplois qui a perduré en dépit d'un redressement de l'activité économique.

La persistance de ce problème a entraîné la formation d'une boucle de rétroaction négative entre le marché du travail et la macroéconomie: le chômage élevé et la faible croissance des salaires ont des effets négatifs sur la consommation et l'investissement – deux puissants moteurs de la croissance économique. Les travailleurs sont des consommateurs et, comme ils souffrent de la hausse du chômage et qu'ils ont moins de revenu disponible, leur demande de marchandises et de services est réduite, ce qui entame davantage la confiance des entreprises, qui hésitent encore à investir et à embaucher. Il sera capital de rompre cette boucle négative si l'on veut qu'un redressement durable puisse s'installer.

La seconde tendance déconcertante est que la croissance de la productivité dans bon nombre de pays en développement demeure inférieure au seuil nécessaire pour qu'il y ait une convergence avec les économies développées et pour stimuler une amélioration générale de la qualité des emplois ainsi que de la réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité. Pour générer des hausses durables de la productivité, il faudra procéder à une transformation structurelle accélérée dans bon nombre des pays en développement – en passant à des activités à plus forte valeur ajoutée tout en réduisant l'importance de l'agriculture de subsistance comme principale source d'emplois et en réduisant la dépendance vis-à-vis des marchés des produits de base instables pour les recettes d'exportation. Il faut pour cela améliorer encore l'éducation et le développement des compétences, établir des régimes de protection sociale adéquats qui garantissent un niveau de vie de base pour les plus vulnérables et renforcer le dialogue entre les travailleurs, les employeurs et les gouvernements pour générer un large développement fondé sur une distribution juste et équitable des gains économiques.

3. Evolution régionale de l'économie et du marché du travail

Economies développées et Union européenne

Le chômage demeure élevé sur fond de craintes d'une détérioration supplémentaire

La situation macroéconomique s'est beaucoup détériorée durant les mois de l'été 2011. Comme on l'a exposé au chapitre 1, les turbulences grandissantes qui ont agité les marchés de la dette souveraine, les difficultés persistantes à réactiver la reprise pour stimuler la croissance de la production et de l'emploi ainsi que les incertitudes de plus en plus fortes concernant la viabilité des banques, en particulier dans les pays européens, ont affaibli ce qu'il restait de la dynamique de croissance qui s'était développée au début de l'année. Le ralentissement économique s'est installé, rabaisant considérablement les prévisions de croissance, en particulier en ce qui concerne les économies plus avancées de la région, certaines d'entre elles risquant de retomber en récession, notamment l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Espagne. Les effets d'entraînement sur le reste de la région ainsi que sur l'économie mondiale sont loin d'être négligeables étant donné que les économies avancées et l'Union européenne représentent 50 pour cent de la production mondiale. Au mieux, la reprise aura été suspendue jusqu'à ce que les conditions de crise se dissolvent progressivement à la fin de l'année; au pire, on peut s'attendre à ce que le marasme actuel débouche sur un affaiblissement supplémentaire et sur la récession.

Parmi les économies européennes, des facteurs structurels accroissent encore les risques de récession. Les importants écarts de compétitivité extérieure entre les pays ont empêché ceux pour lesquels le risque était plus élevé de bénéficier de la reprise du commerce mondial. En particulier, les pays où la demande intérieure était nettement insuffisante en raison des problèmes affectant le secteur du logement et le secteur bancaire comptaient sur la demande extérieure pour pallier cette insuffisance. Parallèlement, les effets d'entraînement de la croissance à l'intérieur de la zone euro ont été faibles, même si certains pays membres ont obtenu de relativement bons résultats une fois qu'ils se sont remis du choc subi en 2009 (voir l'encadré 4). Cela a aggravé la situation déjà difficile sur les marchés du travail européens et détérioré davantage les finances publiques. Et surtout, cela a obligé plusieurs pays européens à prendre rapidement des mesures d'austérité, ce qui a gravement compromis la création d'emplois et les perspectives d'emploi, en particulier pour les jeunes.

Cela ne présage rien de bon pour ce qui est de la réduction des déficits d'emplois dans la région (voir le tableau 4). Les pertes d'emplois durant la crise et la lente reprise qui a suivi ont provoqué un élargissement des poches de chômage dans les économies développées et l'Union européenne qui ont atteint une ampleur jusqu'ici inégalée, avec 45 millions de chômeurs en 2010. A quelques exceptions près, l'emploi a chuté bien au-dessous des niveaux d'avant la crise et il est peu probable que ce déficit sera comblé à court terme (voir le gros plan par pays 1). Parmi les économies développées, seules l'Allemagne et l'Australie ont réussi à faire en sorte que les niveaux d'emploi en 2011 dépassent ceux d'avant la crise. Dans les autres pays, et malgré le soutien considérable des politiques macroéconomiques durant la période initiale de la crise qui ont aidé à relancer la demande globale, la grande incertitude des perspectives dans un contexte de bouleversements internationaux ainsi que le rééquilibrage des activités entre

Encadré 4. Evolution des salaires en Allemagne et troubles dans la zone euro

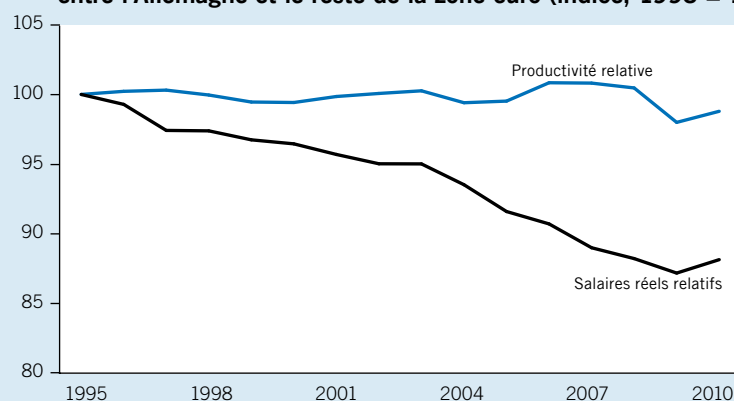
La compétitivité croissante des exportateurs allemands a de plus en plus été considérée comme la cause structurelle des récentes difficultés que connaît la zone euro. Comme les coûts unitaires de main-d'œuvre en Allemagne ont baissé par rapport à ceux des concurrents durant la décennie écoulée, il en est résulté des pressions sur la croissance dans ces économies, avec des conséquences néfastes pour la viabilité des finances publiques. Et, surtout, les pays en crise ne pouvaient pas recourir aux exportations pour pallier l'insuffisance de la demande intérieure car leur secteur manufacturier ne pouvait pas bénéficier de la hausse de la demande globale en Allemagne. Selon l'argumentation exposée dans le présent encadré, les problèmes actuels sont l'héritage du passé, quand des politiques mal conçues mises en œuvre durant la période de réunification de l'Allemagne ont provoqué une forte hausse du chômage contre laquelle on a ensuite lutté par des politiques salariales déflationnistes.

A la suite de la réunification de l'Allemagne, les industries manufacturières ont subi une forte perte de compétitivité. Non seulement les entreprises est-allemandes étaient moins productives, mais le taux de change des espèces a été fixé à 1:1, alors que le taux de change officiel entre le mark de l'Allemagne de l'Ouest et le mark de l'Allemagne de l'Est se situait aux alentours de 1:4,3. En conséquence, l'inflation a commencé de s'accélérer, en particulier à l'Est, obligeant la Bundesbank à resserrer la politique monétaire à partir de 1991. Pour sa part, le deutsche mark s'est apprécié par rapport aux autres monnaies européennes, ce qui a conduit à la faillite du Système monétaire européen en 1993 et à une forte perte de compétitivité qui a lourdement pesé sur la demande intérieure en Allemagne également. En fait, les entreprises allemandes ont fortement réduit leurs investissements durant la seconde

moitié de la décennie 1990, en restant au-dessous de la moyenne de la zone euro de presque 3 points de pourcentage par an. Parallèlement, la création d'emplois a spectaculairement baissé, ce qui a nui à la croissance des salaires et donc au revenu disponible des ménages, qui ont réduit leur consommation.

Considérant que le chômage était élevé et tenace, le gouvernement Schröder a engagé une série de réformes du marché du travail à compter de 2003, réduisant effectivement les salaires de départ au bas de l'échelle du marché du travail. Déjà à partir de 2000, plusieurs négociations tripartites avaient été entreprises pour essayer de réduire la croissance des salaires et de rétablir la compétitivité des prix. Ces réformes avaient en partie été déclenchées par le fait que les taux de change nominaux avaient été effectivement fixés depuis 1995 en préparation de la création de la zone euro trois ans plus tard. C'est également cette année-là que le deutsche mark avait atteint un niveau élevé par rapport aux monnaies des principaux pays européens concurrents en raison des politiques précédemment adoptées pendant la réunification. C'est pourquoi la dévaluation interne a été considérée comme le seul moyen de rétablir ce qu'on jugeait être une situation plus équitable. Cependant, la plupart des réformes ont principalement entraîné une déflation salariale dans les secteurs des services, où de nouveaux emplois, pour la plupart à bas salaires, sont apparus. Une telle approche a nettement prolongé la période d'ajustement et, jusqu'à aujourd'hui, les coûts salariaux horaires demeurent parmi les plus élevés dans le secteur manufacturier allemand. En même temps, peu d'efforts ont été faits pour rétablir la compétitivité par des augmentations de la productivité (voir la figure ci-dessous). De fait, l'évolution de la productivité est restée comparable à celle des autres pays de la zone euro.

Evolution de la productivité et des salaires réels: comparaison entre l'Allemagne et le reste de la zone euro (indice, 1995 = 100)



Source: base de données des *Perspectives économiques* de l'OCDE.

Ces politiques de déflation salariale ont non seulement eu des conséquences sur la consommation des ménages, qui est restée à la traîne par rapport aux autres pays de la zone euro de plus de 1 point de pourcentage sur la période 1995-2001, mais elles ont aussi provoqué une accentuation des inégalités de revenu, à un rythme jamais vu, même juste après la réunification, quand plusieurs millions de personnes ont perdu leurs emplois en Allemagne de l'Est (voir OCDE, à paraître). Au niveau européen, cela a créé les conditions d'un marasme économique prolongé car les autres pays membres estiment de plus en plus que seules des politiques de déflation salariale encore plus strictes résoudront leur problème de compétitivité, ce qui est d'autant plus décourageant qu'on voit mal dans quelle mesure ces politiques de déflation salariale en Allemagne

ont contribué à une hausse de l'emploi, qui était à peine plus élevé en 2006 qu'en 1991. De fait, les récents succès à l'exportation n'ont pas grand-chose à voir avec ces politiques salariales mais plus avec l'orientation géographique des exportateurs allemands vers les économies émergentes dynamiques (voir OCDE, 2010). Parallèlement, la faiblesse de la demande intérieure a empêché le secteur des services de croître plus fortement, ce qui a nui à la productivité du travail dans ce secteur et à l'ensemble de l'économie par voie de conséquence. De fait, une croissance plus rapide de la productivité dans le secteur allemand des services non seulement permettrait de mettre fin aux politiques de déflation salariale actuelles – avec des effets d'entraînement positifs sur le reste de l'Europe –, mais elle aiderait aussi à rétablir une distribution plus équitable du revenu entre les salariés.

Tableau 4. Situation, perspectives du marché du travail et croissance du PIB dans la région des économies développées et de l'Union européenne (%)

		2008	2009	2010	2011p	2012p	2013p	2014p	2015p	2016p
Taux de croissance annuel du PIB		0,1	-3,9	2,6	1,4	1,7	2,2	2,5	2,6	2,6
Taux d'activité		60,8	60,5	60,3	60,3	60,2	60,2	60,1	60,1	60,0
Taux de chômage	Total	6,1	8,3	8,8	8,5	8,5	8,4	8,1	7,9	7,7
	Hommes	6,0	8,7	9,1	8,7	8,7	8,5	8,2	7,9	7,6
	Femmes	6,2	7,9	8,4	8,2	8,3	8,2	8,0	7,9	7,7
	Jeunes	13,3	17,3	18,1	17,9	17,5	17,0	16,5	16,0	15,6
	Adultes	5,0	7,1	7,5	7,2	7,3	7,2	7,0	6,8	6,7
Taux de croissance annuel de l'emploi	Total	0,6	-2,2	-0,2	0,8	0,4	0,5	0,6	0,6	0,5
	Hommes	0,3	-3,1	-0,4	0,8	0,5	0,5	0,7	0,6	0,5
	Femmes	1,1	-1,1	0,0	0,7	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5
	Jeunes	-1,4	-7,4	-4,0	-0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,3
	Adultes	0,9	-1,5	0,2	0,9	0,5	0,5	0,7	0,6	0,6

Notes: les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires; ceux pour 2012-2016 sont des projections préliminaires.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011 (voir les annexes 4 et 5); FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, septembre 2011.

différents secteurs ont empêché l'émergence d'une reprise durable de l'emploi. Le marché du travail reste donc très morose, le rythme lent de la création d'emplois n'ayant pas permis de couvrir les pertes d'emplois subies durant la crise. Le chômage dans les économies développées risque de s'enraciner solidement, les taux de chômage à long terme étant à la hausse, ce qui accentue les difficultés éprouvées par les demandeurs d'emploi pour retrouver un emploi rémunérateur et par les nouveaux venus pour trouver rapidement un emploi adéquat.

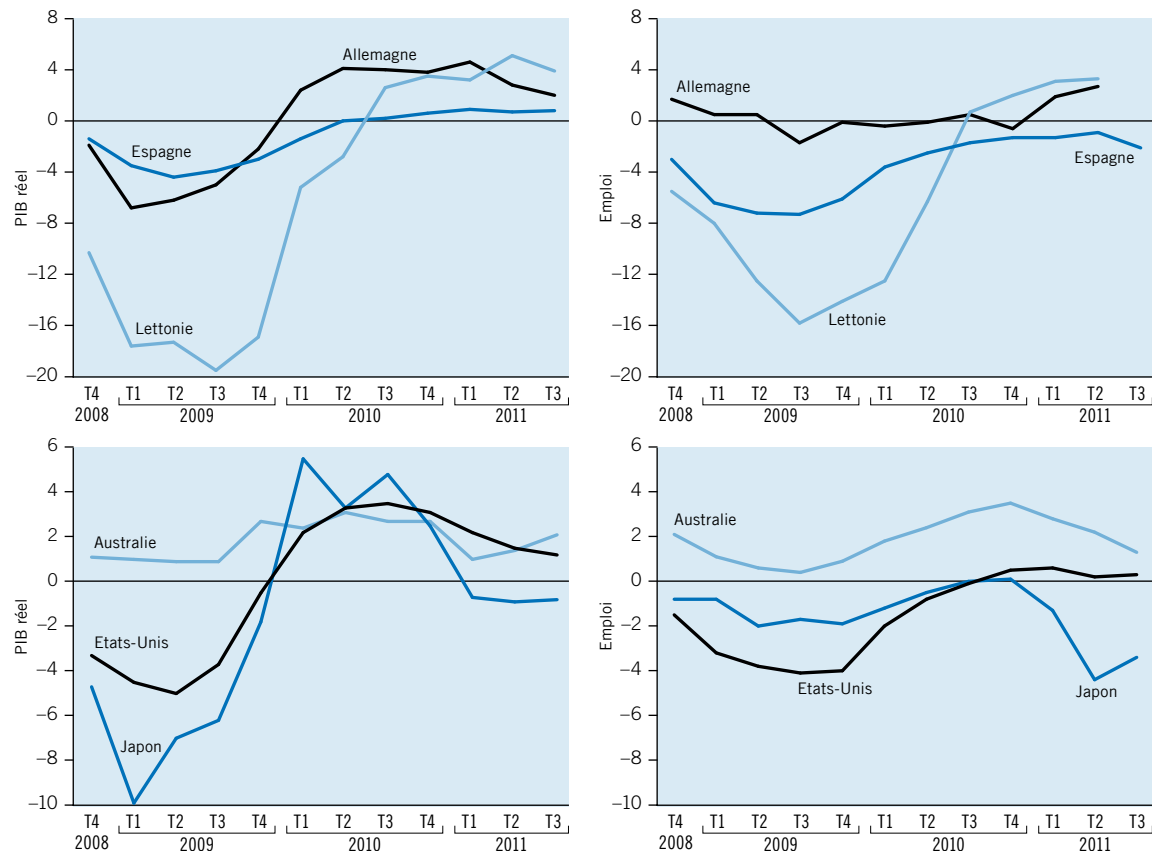
Les jeunes en particulier ont été durement touchés par la crise. Avant la crise, dans la plupart des économies avancées et des pays de l'Union européenne, les taux de chômage des jeunes étaient déjà plus élevés que ceux des adultes (voir aussi BIT, 2011b). Cette situation s'est fortement dégradée avec le début de la crise et n'a toujours pas été réglée, à l'image des taux de chômage persistants et élevés chez les adultes. En Espagne, en Irlande et en Grèce, les taux de chômage des jeunes ont presque doublé, atteignant plus de 40 pour cent dans le cas de l'Espagne, et inversant toutes les tendances positives antérieures qui prévalaient durant les années 2000. Dans d'autres pays, comme la Suède, le Royaume-Uni et le Portugal, le chômage des jeunes était déjà en augmentation avant la crise mais le ralentissement de l'activité a encore réduit les possibilités d'emploi pour les jeunes. A l'exception de l'Autriche, de l'Allemagne et de la Suisse, aucune des économies avancées n'a retrouvé en 2011 les taux de chômage des jeunes d'avant la crise. Cela aura de lourdes conséquences à long terme, en réduisant les aspirations des jeunes nouveaux venus sur le marché du travail pour ce qui est des possibilités de carrière, ainsi que les incitations à entreprendre des études longues et coûteuses pour la génération à venir.

Les conséquences à long terme sont aussi visibles en ce qui concerne la population active adulte. Le chômage étant élevé et persistant, les demandeurs d'emploi restent au chômage sur des périodes toujours plus longues, ce qui amenuise encore leurs chances de trouver un emploi. Actuellement, quelque 35 pour cent de la totalité des demandeurs d'emploi dans la région des économies développées et de l'Union européenne sont sans emploi depuis douze mois ou plus. Nombre de ces chômeurs de longue durée ont en réalité carrément cessé de chercher un emploi, ce qui aggrave encore la situation du marché du travail. De fait, les taux d'inactivité ont augmenté depuis le début de la crise de 2 points de pourcentage dans les économies avancées et n'ont jusqu'à présent pas montré de signes de recul. Cette évolution amenuise les chances d'une reprise rapide car les entreprises ont du mal à trouver les personnes qu'il leur faut du fait de l'éviction du marché du travail d'un nombre toujours croissant d'individus, qui

Gros plan par pays 1. Croissance et emploi en Australie, en Allemagne, au Japon*, en Lettonie, en Espagne et aux Etats-Unis

Chaque gros plan par pays sur la croissance et l'emploi fait apparaître les variations annuelles du PIB réel (figures de gauche) et de l'emploi (figures de droite) entre le trimestre indiqué en abscisse et le même trimestre de l'année précédente. Une croissance positive est représentée par les points au-dessus de la ligne zéro, alors que les valeurs situées au-dessous cette ligne indiquent une contraction.

PIB et emploi (évolution en % par rapport au même trimestre de l'année précédente)



Source: FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, septembre 2011; Australian Bureau of Statistics; Eurostat; OCDE; Bureau de statistique, Japon; US Bureau of Labor Statistics.

Le PIB a fortement chuté dans la région des économies développées et de l'UE durant la crise économique mondiale, avec au moment le plus fort une contraction de presque 20 pour cent en Lettonie au T3 2009 (par rapport au T3 2008) et une baisse de plus de 4 pour cent en Allemagne et en Espagne. Ces trois économies ont toutes enregistré des taux de croissance du PIB positifs au début de 2010. La croissance a nettement rebondi en Allemagne et en Lettonie vers la fin de 2010, bien qu'elle ait connu une décélération en Allemagne au T2 2011 et encore au T3 2011. La reprise de la croissance a été très faible en Espagne, les taux de croissance positifs ne faisant leur apparition qu'au T2 2010 et les niveaux restant inférieurs à 1 pour cent tout au long du T3 2011.

Au Japon et aux Etats-Unis, la croissance du PIB a atteint son niveau le plus bas au T1 et au T2 2009, respectivement, avec des contractions de 9,9 pour cent et 5 pour cent, et est demeurée négative tout au long du T4 2009. Dans ces deux économies, la croissance a nettement rebondi et est restée positive depuis le T1 2010. Cependant, au 1^{er} semestre 2011, le PIB s'est de nouveau fortement contracté au Japon, période où s'est produite la tragédie du séisme et du tsunami qui ont frappé le Tohoku. Au milieu de 2010, les Etats-Unis ont connu une décélération de la croissance de la production, qui a progressivement baissé jusqu'au T3 2011. La crise a eu un impact moins fort sur le taux de croissance du PIB de l'Australie, avec des taux de croissance trimestriels demeurant positifs d'une année sur l'autre, même si les

niveaux actuels sont quelque peu inférieurs au point culminant enregistré au milieu de 2010 (3,1 pour cent).

De fortes contractions de l'emploi se sont produites en Lettonie et en Espagne, surtout en Lettonie, où l'emploi a baissé de 15,8 pour cent au T3 2009 (par rapport au T3 2008). Cependant, la croissance de l'emploi en Lettonie est redevenue positive au T3 2010, trimestre au cours duquel la croissance du PIB a repris. Les pertes d'emplois ont été encore plus lourdes que les pertes de PIB en Espagne, où une reprise de la création d'emplois n'a toujours pas eu lieu, avec des taux de croissance de l'emploi d'une année sur l'autre demeurant négatifs jusqu'au T3 2011. Sur la base des tendances d'avant la crise, un déficit de 2,2 millions d'emplois s'est créé en Espagne. L'Allemagne n'a pas connu de forte baisse des niveaux d'emploi, même si la croissance de l'emploi en 2010 a été loin d'être robuste. Au premier semestre de 2011, la croissance de l'emploi s'est accélérée pour atteindre plus de 3 pour cent en Lettonie et elle a atteint 2,7 pour cent au T2 2011 en Allemagne.

La croissance de l'emploi était négative au Japon et aux Etats-Unis déjà au T4 2008, et elle est demeurée négative jusqu'au T2 2010 au Japon et jusqu'au T3 2010 aux Etats-Unis. Dans ces deux économies, la reprise de la création d'emplois a été faible, la croissance de l'emploi redevenant négative au Japon en 2011. La croissance de l'emploi est demeurée positive en Australie, mais elle connaît une légère décélération depuis le début de 2011.

* Pour le Japon, les chiffres de l'emploi au T1 et au T2 2011 n'incluent pas les préfectures dévastées par le séisme (Iwate, Miyagi et Fukushima).

voient ainsi leurs qualifications perdre de leur pertinence. Et, plus important, les responsables politiques auront de plus en plus de mal à faire baisser les taux de chômage car, pour remettre en activité les chômeurs de longue durée et les inactifs, il faut engager d'importants moyens budgétaires, souvent pour des résultats limités.

Les mesures d'austérité menacent d'affaiblir encore les marchés du travail et d'augmenter les coûts à long terme de la crise

A cet égard, la tendance actuelle à adopter des politiques d'austérité et à pratiquer des coupes sombres dans les programmes de dépenses publiques observée dans la région (voir le chapitre 1 pour un aperçu général) est injustifiée et susceptible d'aggraver les problèmes sur le marché du travail. De fait, l'expérience passée donne à penser que les politiques relatives au marché du travail comportant des dispositifs de soutien du revenu sont particulièrement susceptibles d'avoir des effets de création d'emplois puissants et positifs (voir l'encadré 5). En revanche, amputer ces programmes ne fera que durcir les problèmes sur les marchés du travail de la région, rendant plus onéreuse la réduction des taux de chômage et entravant lourdement la reprise. Il est donc probable que les réductions des dépenses consacrées au marché du travail récemment constatées, telles que la réduction du soutien aux programmes visant les jeunes demandeurs d'emploi au Royaume-Uni, auront de lourdes conséquences à long terme sur les perspectives des marchés du travail. Au lieu de cela, les responsables politiques de la région préoccupés par les gros déficits budgétaires et les niveaux insoutenables de la dette souveraine devraient s'attacher à réorienter les dépenses vers les initiatives les plus prometteuses du point de vue du soutien à la création d'emplois et réduire les dépenses et subventions fiscales inefficaces.

Un ralentissement de la productivité entraîne une baisse de l'investissement, ce qui inhibe davantage la croissance de l'emploi

Si les perspectives de reprise dans la région des économies développées et de l'Union européenne sont peu encourageantes, c'est en partie dû aux déséquilibres structurels sur le long terme et à une tendance à la baisse de la croissance de la productivité, comme on l'a exposé au chapitre 1. Cette baisse est allée de pair avec un ralentissement de l'investissement, ce qui a eu des effets négatifs sur la croissance à long terme de l'emploi. Bien qu'un redressement cyclique de la productivité ait été observé durant la reprise en 2010, les taux d'investissement sont encore bien au-dessous des niveaux d'avant la crise dans la plupart des pays de la région, à l'exception de l'Allemagne, du Canada, de l'Italie et de la Suède, où la part des investissements a été supérieure à celle qui avait été observée un an plus tôt. Cela ne peut être mis que partiellement au compte de la situation financière des entreprises car celles-ci, surtout les grandes entreprises, ont accumulé une trésorerie suffisante qui leur permettrait de déclencher rapidement leurs programmes d'investissement. De fait, les estimations montrent que d'importantes réserves de fonds gisent dans le secteur des entreprises (voir l'encadré 6), qui pourraient être mobilisées pour augmenter sensiblement la création d'emplois, en particulier dans les économies avancées qui souffrent actuellement de taux d'investissement très bas. La grande incertitude concernant les perspectives d'avenir de l'économie et la faiblesse de la demande globale retiennent les entreprises privées d'investir plus lourdement. Ces investissements pourraient être stimulés par des politiques publiques, par exemple par la création d'une banque d'investissement en infrastructures, pour compléter l'investissement privé et public et, partant, accroître les retours sur investissement pour les entreprises privées.

Les perspectives de création d'emplois se sont nettement assombries durant le second semestre de 2011. Avec le taux de croissance qui est au point mort et le retour de conditions

Encadré 5. Importance des indemnités de chômage pour la reprise de l'emploi

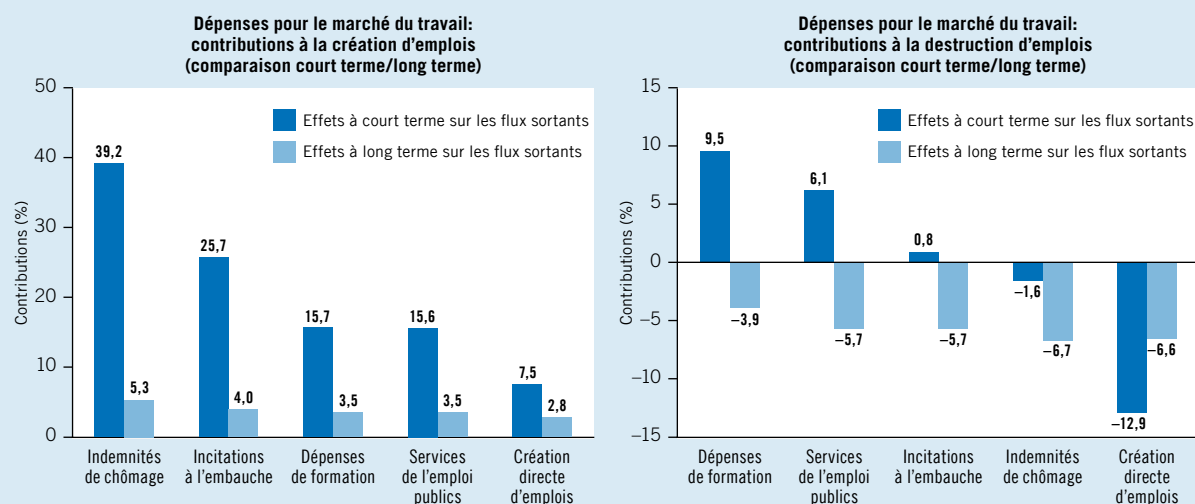
Les réformes des mesures de soutien du revenu non productif d'impôt – comme les indemnités de chômage – sont désormais au cœur des débats sur les mesures visant à renforcer la création d'emplois et la viabilité budgétaire. De fait, au début de la crise, plusieurs pays – y compris les États-Unis, le Canada et le Japon – ont décidé d'allonger la durée des indemnités de chômage et d'augmenter le ratio de couverture (avant la crise, par exemple, 50 pour cent seulement des demandeurs d'emploi étaient admissibles au bénéfice d'indemnités au Japon, voir IIES, 2009). Cela a déclenché un vif débat au sujet des effets négatifs que de telles poussées de «générosité» pouvaient avoir sur la persistance du chômage et sur les finances publiques. De fait, des éléments d'information antérieurement présentés par des observateurs internationaux comme l'OCDE ou la Banque mondiale avaient donné à penser que les taux des indemnités de chômage avaient un effet positif très marqué sur les taux de chômage moyens (Bassanini et Duval, 2006). En particulier, certains analystes ont souligné les effets néfastes de l'extension des indemnités de chômage sur les incitations à la recherche d'emploi (Rothstein, 2011). D'autres ont souligné que, pour évaluer l'incidence totale de l'assurance-chômage sur le niveau et la durée du chômage, il fallait aussi tenir compte du financement du dispositif d'assurance (Spiezia, 2000). En outre, de récents éléments d'information présentés dans IIES (2010) donnent à penser que les dépenses consacrées aux mesures de soutien du revenu non productif d'impôt ont contribué à favoriser les flux du marché du travail du chômage vers l'emploi, contrairement à ces allégations antérieures qui ne tenaient compte que des taux de remplacement des indemnités.

Une partie des problèmes que pose l'identification exacte de l'effet des mesures de soutien du revenu non productif d'impôt sur le stock de chômage proviennent du fait que les dépenses liées aux indemnités augmentent habituellement dans les périodes de fléchissement de l'économie, en même temps que le taux de chômage. Souvent, cela va de pair avec une augmentation des taux de remplacement des indemnités, soit parce que les pays choisissent de prolonger les indemnités de chômage durant les fléchissements

particulièrement marqués de l'économie afin d'empêcher une spectaculaire dégradation de l'environnement social, comme aux États-Unis, au Japon ou au Canada, soit parce que les services publics de l'emploi, qui doivent tenir compte de la situation macroéconomique générale pour décider si les démarches de recherche d'emploi ont été suffisantes ou non, assouplissent les exigences liées à cette recherche (par exemple, en Allemagne). Il est donc probable qu'une simple analyse statistique révélera l'existence d'une corrélation positive entre les indemnités de chômage et le stock de chômage, mais pour des raisons sans rapport avec l'effet présumé de l'augmentation des indemnités (à savoir que des indemnités plus élevées sont censées inciter les chômeurs à réduire leurs démarches de recherche). Par conséquent, les mesures d'austérité ciblant les dispositifs de soutien du revenu pour les demandeurs d'emploi non seulement ne sont guère susceptibles d'abaisser le taux de chômage, mais sont aussi des mesures inefficaces pour maintenir ou rétablir la viabilité budgétaire à long terme.

Pour évaluer les instruments de politique d'une envergure suffisante pour avoir des effets appréciables sur les dépenses globales, il faut toujours prendre en compte les interactions macroéconomiques. Dans une étude récente, Ernst (2011b) a comparé l'efficacité de différentes politiques passives et actives relatives au marché du travail concernant le taux de création d'emplois et le taux de destruction d'emplois dans un groupe de pays avancés de l'OCDE. Toutes les mesures prises par les pouvoirs publics avaient des effets sur les dépenses qui se situaient entre 0,5 et 2 pour cent du PIB, selon la mesure et le pays examinés. Outre leurs effets d'incitation microéconomiques sur l'intensité de la recherche d'emploi et la qualité de l'adéquation de l'offre et de la demande d'emploi, leurs effets sur la demande globale ont aussi été pris en compte. Les résultats démontrent que l'effet total peut être appréciable tant à court terme qu'à long terme, ce qui donne à penser que les mesures de soutien du revenu non productif d'impôt peuvent renforcer les taux de création d'emplois et limiter la destruction d'emplois, en particulier lorsque la demande globale est faible (voir la figure ci-dessous).

Contribution des politiques à la création et à la destruction d'emplois



Note: le graphique présente la contribution (en pourcentage) à la création d'emplois (mesurée par les taux des flux de sortie du chômage) et à la destruction d'emplois (mesurée par les taux des flux d'entrée dans le chômage) des différentes politiques relatives au marché du travail dans un groupe de 14 pays de l'OCDE. La contribution est mesurée par rapport à la variance totale des taux de création/destruction d'emplois entre les pays et est calculée par rapport à l'effet moyen sur les dépenses dans l'échantillon de pays pour chaque politique prise individuellement. Chaque colonne correspond à une estimation unique de la politique considérée, compte tenu de plusieurs variables de contrôle. Les estimations sont fondées sur un modèle macroéconomique réduit comportant une courbe de l'offre globale. Les effets à court terme décrivent l'impact de la politique la première année qui suit sa mise en œuvre, les effets à long terme s'entendent de la contribution constante de la politique.

Source: Ernst, 2011b.

de récession dans certaines des économies avancées, le chômage augmente de nouveau et, selon les projections, il devrait atteindre 43,6 millions d'individus, soit 8,5 pour cent de la main-d'œuvre de la région en 2012. Si les perspectives de croissance devaient se dégrader davantage, les marchés du travail déjà affaiblis subiraient des tensions supplémentaires et les taux de chômage pourraient s'élever au-dessus de 9 pour cent d'ici à 2013, le taux le plus élevé jamais enregistré. Mais, même dans des conditions macroéconomiques plus favorables et avec un redressement plus rapide de l'économie, la région ne reviendra probablement pas aux taux de chômage d'avant la crise avant la fin de la période visée par les projections, en 2016. La région devrait connaître des baisses des taux de chômage des hommes plus rapides que pour les taux de chômage des femmes, mais l'augmentation du chômage avait été plus forte pour les hommes que pour les femmes au début de la crise. Le chômage des jeunes devrait demeurer élevé, ne retrouvant pas les taux d'avant la crise avant la fin de la période visée par les projections, même en cas de conditions plus favorables dans le scénario optimiste. Enfin, l'anémie des marchés du travail continue d'inhiber l'offre de main-d'œuvre, les taux d'activité chutant, en particulier pour les travailleurs adultes de sexe masculin et les jeunes travailleurs. Le BIT prévoit que le taux d'activité global continuera de baisser de presque 1 point de pourcentage d'ici à la fin de la période visée par les projections dans la région.

Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI

Le chômage est demeuré élevé en 2011 et ne devrait guère changer en 2012

Les pays de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI ont subi certains des chocs économiques les plus violents durant la crise économique mondiale, mais ils ont aussi réussi à se redresser avec une exceptionnelle vigueur. Entre 2008 et 2009, la croissance économique régionale a baissé de 10,2 points de pourcentage à -5,9 pour cent, mais elle a ensuite repris pour atteindre 5,3 pour cent en 2010 (un écart entre les taux de croissance annuels de plus de 11 points de pourcentage en une année). Depuis, le redressement économique de la région s'est ralenti. En 2011, la croissance régionale selon les projections devait s'établir à 4,9 pour cent, soit une baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Cependant, les perspectives de croissance varient beaucoup dans la région. Pour la Fédération de Russie, la croissance devrait être modérée, s'établissant en moyenne à 4,2 pour cent au cours de 2011 et 2012. À l'opposé, le Bélarus devrait connaître un fort ralentissement de sa croissance, de 5 à 1,2 pour cent sur la même période en raison de la contraction de la demande intérieure due à la crise de la monnaie et à une inversion des flux de capitaux. En ce qui concerne la plupart des économies de la région exportatrices de sources d'énergie, les projections indiquent que la croissance sera modérée car les prix de l'énergie devraient baisser en 2012. Les cours des produits de base influent nettement sur les perspectives économiques des grandes économies de la région (FMI, 2011a).

Malgré une baisse de 0,9 point de pourcentage, le taux de chômage dans la région est demeuré élevé, à 8,6 pour cent, soit 2,6 pour cent de plus que la moyenne mondiale, estimée à 6 pour cent en 2011. Durant une bonne partie de la décennie écoulée, le taux de chômage des adultes en Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et dans la CEI a été le plus élevé du monde. En 2011, il se situait à 7,2 pour cent, à égalité avec le taux de chômage des adultes dans les économies développées, bien que la protection sociale soit moins étendue dans les pays de la région. Le taux de chômage des jeunes a baissé de 1,7 point de pourcentage, mais est demeuré élevé, à 17,7 pour cent en 2011. De tels niveaux de chômage élevés parmi les jeunes femmes et les jeunes hommes en particulier sont susceptibles d'avoir des effets néfastes qui peuvent se traduire par des niveaux de capital humain plus bas, des taux de salaire réduits et un taux d'activité plus bas dans les années à venir.

Encadré 6. Créer 2,4 millions d'emplois et 7 millions d'années-emploi aux Etats-Unis par l'investissement privé

Etant donné que les gouvernements réduisent les mesures de relance budgétaire et augmentent les mesures d'austérité dans beaucoup d'économies développées, l'augmentation de l'investissement privé est un élément essentiel pour engendrer une reprise de l'emploi durable. Les investissements dans de nouvelles usines et de nouveaux équipements pourraient contribuer à neutraliser le ralentissement dû à la réduction des mesures de soutien publiques, en stimulant les embauches et en donnant un indispensable élan à l'activité économique.

Or il existe des éléments d'information qui indiquent que beaucoup de sociétés, comme elles l'ont toujours fait, détiennent de grosses réserves d'excédent de trésorerie, au lieu d'investir à des fins de production. D'un côté, cela n'est pas surprenant compte tenu de la grande incertitude qui règne dans l'environnement économique où les entreprises exercent leurs activités, mais la conséquence de ce comportement lorsqu'il se répand dans toutes les entreprises et toutes les économies est un «paradoxe de l'épargne» – l'excès d'épargne de la part d'un grand nombre d'entreprises se traduit par des niveaux d'investissement bas, ce qui réduit les perspectives de croissance économique et de création d'emplois et rend plus probable une accentuation du fléchissement de l'économie.

Aux Etats-Unis, les importantes réserves de liquidités accumulées par les sociétés non financières ont beaucoup attiré l'attention des médias. Au total, ces sociétés détenaient environ 2 billions de dollars EU à la fin de juin 2011. Comme cela représente plus de 13 pour cent du produit intérieur brut du pays, l'investissement ne serait-ce que d'une petite partie de ces réserves totales de liquidités pourrait normalement stimuler considérablement la croissance de la production et de l'emploi.

Pour évaluer l'incidence potentielle d'un tel accroissement de l'investissement, le BIT et le projet Interindustry Forecasting (Inforum) de l'Université du Maryland (Etats-Unis) ont élaboré une série de scénarios à l'aide d'un outil de prévision (Long-term Interindustry Forecasting Tool – LIFT), une représentation de l'économie nationale des Etats-Unis selon un modèle d'équilibre général dynamique portant sur 97 secteurs. Des estimations et projections des effets sur la production, l'emploi et un certain nombre d'autres variables relatives au marché du travail et de variables macroéconomiques ont été élaborées dans le cadre de deux scénarios:

- Scénario 1: Investissement d'une partie de l'excédent de trésorerie disponible de chaque société dans le secteur dont elle relève, les fonds étant investis à partir de 2012.

- Scénario 2: Création d'une «banque d'investissement en infrastructures», dans laquelle les sociétés investiraient une partie de leurs liquidités. Les fonds serviraient, par l'intermédiaire de la banque, à financer des projets d'investissement dans des infrastructures dans l'ensemble de l'économie à compter de 2013.

Selon les estimations, il y avait au total 508 milliards de dollars EU d'excédent de trésorerie parmi les sociétés non financières des Etats-Unis, chiffre moyen calculé sur la période allant du T3 2010 au T2 2011. Ce chiffre a été obtenu à partir des données «Flow of Funds» publiées par la Federal Reserve en calculant le ratio de liquidité par rapport aux dettes à court terme sur cette période et en le comparant au ratio moyen historique sur la période 2002-2007. Il a été constaté que le ratio actuel était supérieur de plus de 14 points de pourcentage à la moyenne historique. Appliqué à la moyenne historique, il a donné le chiffre estimé de 508 milliards de dollars EU pour l'excédent de trésorerie.

Scénario 1

A partir des données des bilans annuels de 230 sociétés non financières répertoriées dans l'indice boursier 500 de S&P et réparties sur 37 secteurs, la proportion de l'excédent de trésorerie détenu par chaque secteur a été calculée en divisant cet excédent de chaque secteur par l'excédent total de l'ensemble des secteurs, total qui a été calculé à partir des données des bilans. L'excédent de trésorerie total calculé à partir des données Flow of Funds a ensuite été réparti en conséquence entre les secteurs.

L'incidence de l'accroissement de l'investissement dans les secteurs sur la croissance totale du PIB et l'emploi a ensuite été estimée par des simulations à l'aide du modèle LIFT. Les résultats des deux scénarios sont présentés dans les figures ci-dessous: 1A Utilisation de 100 pour cent de l'excédent de trésorerie (508 milliards de dollars EU), réparti uniformément sur trois ans (2012-2014); et 1B Utilisation de 50 pour cent de l'excédent de trésorerie (254 milliards de dollars EU), 50 pour cent de cette somme étant mobilisée en 2012, puis 25 pour cent en 2013 et encore en 2014.

Selon les résultats obtenus dans les scénarios fondés sur le modèle LIFT, l'utilisation de 100 pour cent des réserves de trésorerie estimées, réparties uniformément sur les trois années 2012-2014, se traduirait par une accélération de la croissance du PIB réel des Etats-Unis de 1 pour cent en 2012, de 1,5 pour cent en 2013 et de 1,6 pour cent en 2014, par rapport au scénario de référence dans lequel les

Les possibilités d'emploi limitées et l'augmentation de l'emploi vulnérable provoquent une augmentation de la migration de main-d'œuvre

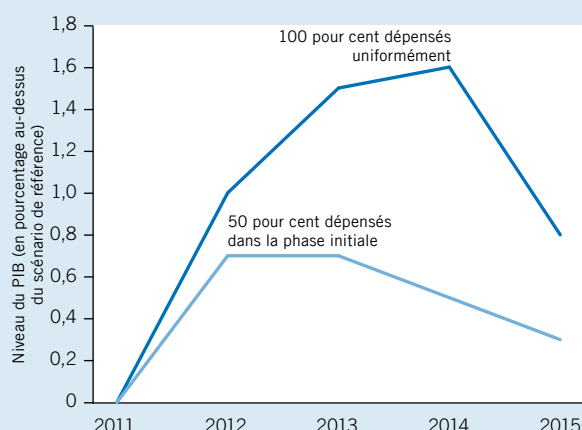
Après des années de baisse de l'emploi dans l'agriculture, la part de ce secteur a augmenté en Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et dans la CEI au lendemain de la crise – passant de 19,5 pour cent en 2008 à 20,6 pour cent en 2010. Sur la même période, la part de l'emploi dans l'industrie a diminué de 25,4 à 24,4 pour cent, pour atteindre son taux le plus bas depuis 1991, et la part de l'emploi dans le secteur des services est restée à 55,1 pour cent. Plusieurs études réalisées par la Banque mondiale et l'OIT sur l'économie informelle dans la région indiquent que la majeure partie de l'emploi dans l'agriculture dans la région est constituée d'emplois informels. Cela donne à penser que les pertes d'emplois au lendemain de la crise

réserve de liquidités ne seraient pas utilisées. S'agissant des effets sur l'emploi, dans le scénario 1A, ils seraient à leur maximum en 2014, avec la création de 2,4 millions d'emplois supplémentaires par rapport au scénario de référence. Si l'on calcule le total des emplois additionnels créés par l'augmentation des investissements sur la période 2012-2015, on obtient une estimation de 6,8 millions d'années-emploi créées (les emplois additionnels totaux par rapport au scénario de référence sur la période). Cela se traduirait par une réduction du taux de chômage de 0,8 point de pourcentage dans le pays par rapport au scénario de référence, avec un effet maximal de baisse du taux de 1,5 point de pourcentage en 2014. Selon les résultats

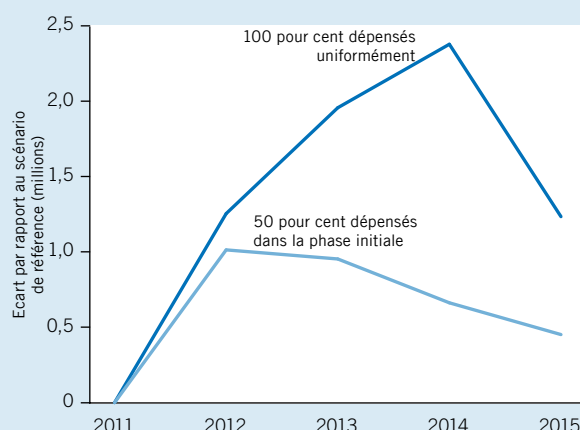
obtenus, des mesures efficaces pour inciter les sociétés à placer leurs fonds excédentaires dans des investissements productifs pourraient produire des avantages à grande échelle en termes de croissance et d'emplois aux États-Unis.

Selon les projections, même avec une hypothèse plus prudente, à savoir l'utilisation de la moitié de l'excédent de trésorerie, majoritairement en 2012 (scénario 1B), la croissance et l'emploi seraient considérablement stimulés, avec, selon les estimations, 1 million d'emplois créés en 2012 et plus de 3 millions d'années-emploi créées entre 2012 et 2015. Dans ce scénario, la production serait stimulée d'environ 0,7 pour cent en 2012 et en 2013, et dans une moindre mesure en 2014 et 2015.

Incidence de l'augmentation de l'investissement sur le niveau du PIB réel aux États-Unis, écart exprimé en pourcentage, 2011-2015



Incidence de l'augmentation de l'investissement sur l'emploi aux États-Unis, millions d'emplois, 2011-2015



Scénario 2

Dans le second scénario, une «banque d'investissement en infrastructures» est créée, dans laquelle les sociétés investiront une partie de leurs liquidités. Ce scénario repose sur l'hypothèse de la mise en place d'un programme d'amnistie fiscale pour les fonds détenus par les sociétés à l'étranger, à condition qu'elles investissent les fonds rapatriés dans la banque sur une durée de trois ans. La banque affectera ses ressources à divers projets de rénovation d'infrastructures publiques dans l'ensemble de l'économie à compter de 2013. On part du principe que les investissements dans des structures étatiques, locales

et fédérales augmenteraient de 250 milliards de dollars EU au total entre 2013 et 2016, 50 milliards étant dépensés en 2013, 75 milliards en 2014 et 2015, et 50 milliards en 2016.

Selon les projections, ces investissements stimuleraient le PIB d'environ 0,8 pour cent en 2014 et 2015, et environ 1,1 million de nouveaux emplois seraient créés par rapport au scénario de référence chaque année. Au total, le scénario fondé sur la banque d'investissement en infrastructures se traduirait par la création de 3,9 millions d'années-emploi entre 2013 et 2017.

Sources: Casselman et Lahart (2011); Interindustry Economic Research Fund (2011).

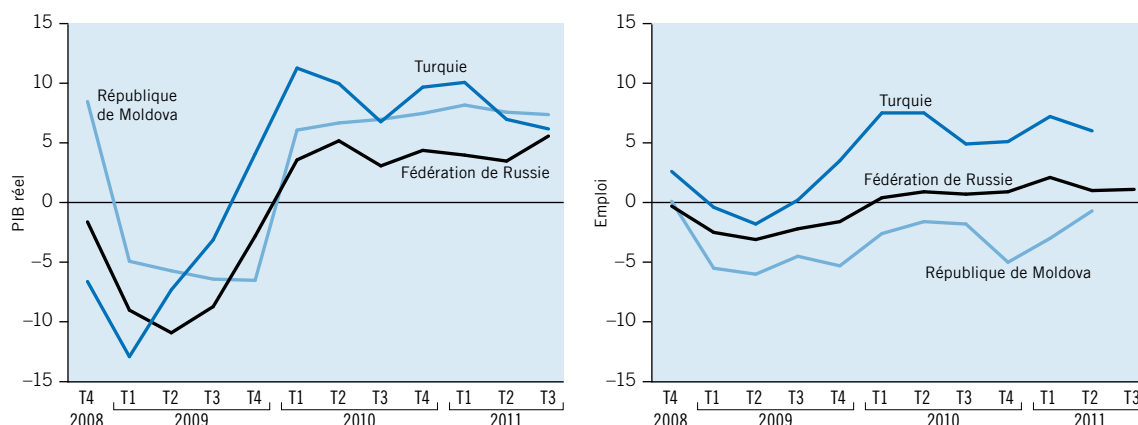
ont été absorbées par l'économie informelle, et que la situation du marché du travail après la crise pourrait avoir été pire que ce que suggèrent les chiffres du chômage (voir l'encadré 7).

Par ailleurs, de même que la part de l'emploi dans l'agriculture a augmenté, celle des travailleurs dans l'emploi vulnérable (la somme des travailleurs établis à leur propre compte et des travailleurs familiaux contribuant à l'entreprise familiale en proportion de l'emploi total) a légèrement augmenté, passant de 20,4 en 2008 à 20,9 pour cent en 2010 et est plus du double de ce qu'elle est dans la région des économies développées et de l'Union européenne. L'augmentation du taux d'emploi vulnérable montre que les économies de la région ont beaucoup de mal à créer un nombre suffisant d'emplois de qualité (voir la figure 17).

En dépit de l'augmentation de l'emploi vulnérable, la part de l'emploi total détenue par les travailleurs pauvres vivant au-dessous du seuil de pauvreté de 1,25 dollar EU par jour

Gros plan par pays 2. Croissance et emploi dans la République de Moldova, la Fédération de Russie et la Turquie

PIB et emploi (évolution en % par rapport au même trimestre de l'année précédente)



Source: FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, septembre 2011; Eurostat; BIT, LABORSTA; OCDE.

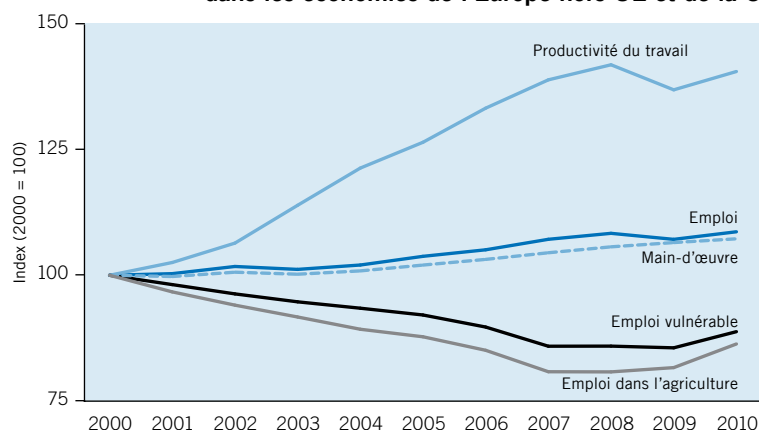
Les expériences de la République de Moldova, de la Fédération de Russie et de la Turquie illustrent la force du choc qu'a subi la croissance dans la région de l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et de la CEI. En Turquie et dans la Fédération de Russie, la croissance a chuté jusqu'à des niveaux inférieurs à 10 pour cent; cependant, elle a fortement rebondi et est redevenue positive au T4 2009 en Turquie, et au T1 2010 dans la Fédération de Russie. En Turquie, la croissance s'est ralentie depuis, mais elle est demeurée aux environs de 6 pour cent au T3 2011. La République de Moldova a connu une baisse plus modérée de la croissance au cours du quatrième trimestre de 2009, avant qu'elle ne rebondisse nettement et devienne positive au début de 2010. Chacune de ces économies a enregistré une croissance robuste tout au long de 2010 et durant les trois premiers trimestres de 2011.

C'est au T2 2009 que ces trois pays ont tous connu la plus forte baisse de l'emploi, mais, depuis, les courbes de croissance de l'emploi ont divergé. En Turquie, la croissance de l'emploi est devenue positive au T3 2009 et s'est fortement accélérée par la suite. Dans la Fédération de Russie, la croissance de l'emploi est devenue positive au T1 2010, mais le redressement de la croissance de l'emploi a été moins robuste que celui de la croissance de la production. Dans ces deux économies au T2 2011, la croissance de l'emploi s'est modérément ralentie. En revanche, la croissance de l'emploi dans la République de Moldova n'a pas repris. Comparativement à la croissance du PIB, un fort déficit d'emploi est apparu depuis le T1 2009, l'économie étant incapable de créer des emplois, et les taux de croissance d'une année sur l'autre demeurant négatifs jusqu'au T2 2011.

n'était que de 1,4 pour cent en 2010, le deuxième taux le plus bas du monde. Cependant, si ce seuil est nécessaire pour les comparaisons internationales, il est jugé inadéquat par beaucoup de chercheurs et d'analystes pour mesurer l'extrême pauvreté dans cette région. En raison de la rigueur du climat, les individus doivent dépenser davantage pour le logement, le chauffage, la nourriture et les vêtements. La Banque mondiale a donc proposé un seuil plus élevé, de 2,50 dollars EU par jour, pour définir l'extrême pauvreté. Il convient aussi de noter que le taux régional de la pauvreté au travail ne reflète pas les écarts entre les taux des différents pays. S'agissant des pays pour lesquels il existe des estimations nationales pour 2008, la pauvreté au travail au niveau de 1,25 dollar EU par jour allait de 10,7 pour cent en Géorgie à 0,7 pour cent en Azerbaïdjan.

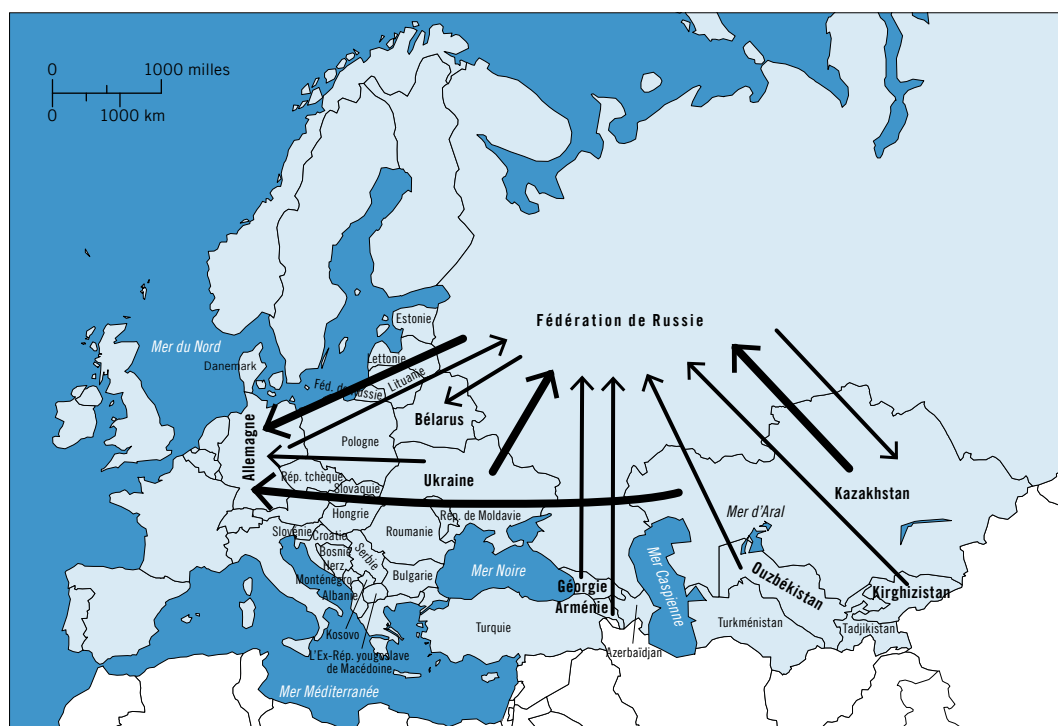
La lente reprise des possibilités d'emploi jointe à l'augmentation de la vulnérabilité parmi ceux qui ont encore un emploi a poussé beaucoup d'hommes et de femmes à chercher un emploi à l'étranger, comme le montre la figure 18 ci-contre. L'Office de statistique de la Fédération de Russie (ROSSTAT) estime qu'en 2010, sur l'ensemble des travailleurs migrants enregistrés en Russie, 17,6 pour cent venaient d'Ukraine, 16,3 pour cent d'Ouzbékistan et 14,8 pour cent du Kazakhstan (voir la figure 19). La Fédération de Russie reste le principal pays d'accueil des travailleurs migrants dans la région, suivie par le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan. Comme les travailleurs étrangers sont souvent employés dans des conditions précaires et/ou informelles, ils font souvent partie de ceux qui sont licenciés en premier.

Figure 17. Productivité du travail et certains indicateurs du marché du travail dans les économies de l'Europe hors UE et de la CEI



Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011 (voir l'annexe 4).

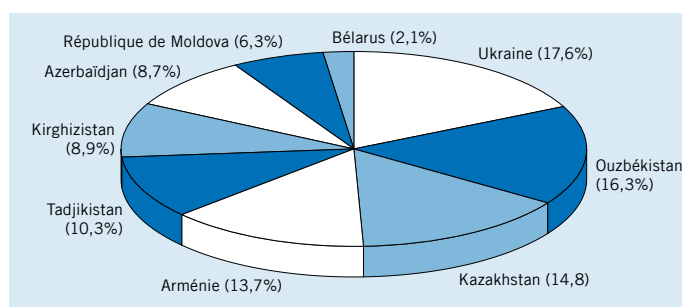
Figure 18. Flux migratoires de la CEI vers la Fédération de Russie



Note: les flèches représentent les flux migratoires. Trait épais: 3000000 de personnes; trait mince: 40000 personnes.

Source: World Bank: <http://siteresources.worldbank.org/INTECA/Resources/257896-1167856389505/migration-pop-slide1.htm>.

Figure 19. Origines des travailleurs migrants résidant dans la Fédération de Russie en 2010



Source: ROSSTAT, 2010: <http://www.gks.ru/wps/wcm/connect/rosstat/rosstatsite.eng/>.

Encadré 7. Emploi informel au Kazakhstan

Selon les estimations de la Banque mondiale fondées sur la dernière enquête sur la population active existante au Kazakhstan, l'emploi informel* représentait 33,2 pour cent de l'emploi total en 2009. Sur l'ensemble des travailleurs informels du pays, la majorité (62 pour cent) étaient employés dans le secteur de l'agriculture. L'emploi informel était donc essentiellement un phénomène rural, et l'emploi agricole et l'emploi informel se recoupaient largement.

Quatre travailleurs informels sur dix avaient un emploi en dehors du secteur de l'agriculture en 2009. Un peu plus de la moitié d'entre eux étaient salariés et travaillaient principalement

dans des entreprises formelles (60 pour cent), et les autres dans des entreprises informelles (40 pour cent). Les travailleurs indépendants représentaient un peu moins de la moitié de l'emploi informel non agricole (47 pour cent). Cette constatation va à l'encontre de l'idée répandue selon laquelle tout l'emploi informel au Kazakhstan se ramène au travail indépendant.

Néanmoins, l'incidence de l'emploi informel est effectivement bien plus forte parmi les travailleurs indépendants que parmi les salariés. En 2009, 12 pour cent des employés salariés seulement travaillaient dans des conditions informelles, contre 44 pour cent des travailleurs indépendants.

Emploi informel au Kazakhstan

Emploi informel (33,2%)			
Non agricole (38%)			Agricole (62%)
Travailleurs salariés (53%)		Travailleurs indépendants (47%)	
Entreprises formelles (60%)	Entreprises informelles (40%)		

Source: Enquête sur la population active 2009; calculs effectués par le personnel de la Banque mondiale.

* Pour une description complète du cadre conceptuel de l'emploi dans l'économie informelle, voir: http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/presentation/wcms_157467.pdf.

Source: rapport établi pour le compte de la Banque mondiale: *Promoting Formal Employment in Kazakhstan* (mai 2011): http://www.iza.org/conference_files/InfoETE2011/rutkowski_j1928.pdf.

Les pouvoirs publics de la région ont déployé de gros efforts pour maintenir les niveaux d'emploi et lutter contre les effets de la crise économique mondiale, surtout en Azerbaïdjan, au Kazakhstan et dans la Fédération de Russie. Selon le ministère de la Santé et du Développement social de Russie, plus de 21,8 millions de personnes ont bénéficié des programmes relatifs au marché du travail mis en œuvre entre 2009 et 2010.

Parallèlement au redressement de la production et à la baisse des taux de chômage depuis 2009, le taux de croissance de la productivité du travail dans la région a augmenté, passant de -5 pour cent en 2009 à 3,6 pour cent en 2010 (voir la figure 17). Cependant, les estimations préliminaires pour 2011 montrent peu de changement, la productivité augmentant régulièrement à un taux situé entre 2,5 et 3,6 pour cent.

À l'avenir, la croissance économique de la région devrait se ralentir pour s'établir à 3,8 pour cent en 2012, tandis que le taux de chômage ne devrait pas beaucoup bouger, 8,6 pour cent. Le caractère modéré de la croissance reflète la vulnérabilité économique de la région, qui s'est accrue avec le ralentissement de l'économie mondiale.

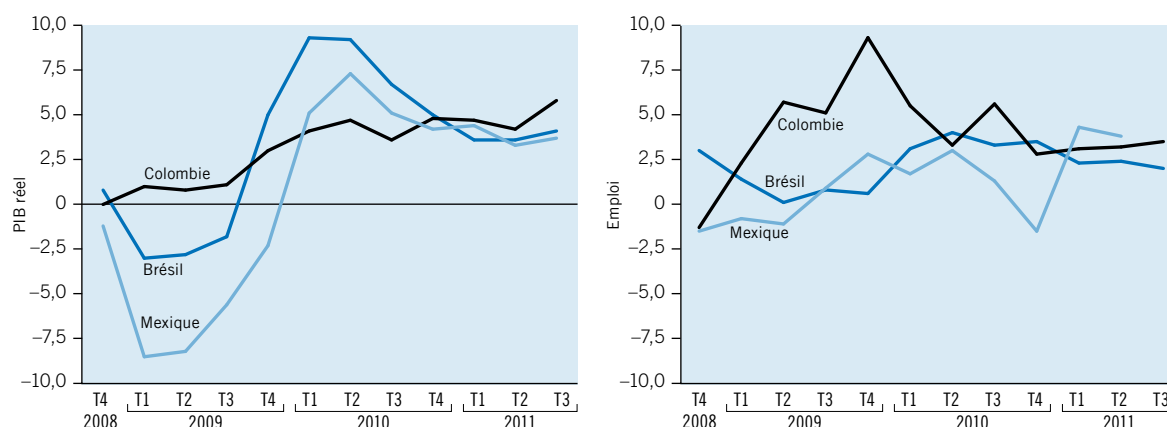
Amérique latine et Caraïbes

Les possibilités d'emploi augmentent, en particulier pour les femmes

En 2010, l'Amérique latine et les Caraïbes ont retrouvé les taux de croissance qu'elles connaissaient avant la crise et ont maintenu leur forte performance en 2011, bien qu'à un rythme moins soutenu. Selon les estimations, la croissance économique de la région s'établit à 4,5 pour cent en 2011, contre 6,1 pour cent en 2010 et un taux annuel moyen de 3,6 pour cent sur la période 2000-2007 (voir le tableau A1). Le taux de croissance économique le plus élevé dans la région a été enregistré en Argentine, où il a atteint 8 pour cent en 2011. D'autres

Gros plan par pays 3. Croissance et emploi au Brésil*, en Colombie et au Mexique

PIB et emploi (évolution en % par rapport au même trimestre de l'année précédente)



Source: FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, septembre 2011; Departamento Administrativo Nacional de Estadística, Colombie; Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística; BIT, LABORSTA; OCDE.

En raison de ses liens étroits avec l'économie des États-Unis, le Mexique a subi de plein fouet la crise économique mondiale, le PIB se contractant fortement, de près de 9 pour cent (par rapport à l'année précédente) au T1 2009. Le choc subi par la croissance a été également violent au Brésil, où la croissance a atteint son niveau le plus bas au T1 2009 et est restée négative jusqu'au T2 et au T3 2009. Ces deux économies se sont progressivement redressées à un rythme qui s'est accéléré à la fin de 2009 et en 2010; cependant, depuis le T3 2010, la reprise s'est nettement ralentie et affiche des taux de croissance plus modestes. La crise a eu un impact moins brutal sur le

taux de croissance de la Colombie, les taux de croissance trimestriels d'une année sur l'autre demeurant positifs et s'accroissant au cours de 2011.

La croissance de l'emploi était déjà négative au Mexique au T4 2008, et elle est restée négative jusqu'au T2 de 2009. La Colombie a connu une nette augmentation de la croissance de l'emploi en 2009, qui s'est quelque peu ralentie en 2010 et 2011. Les zones urbaines du Brésil ont affiché des taux de croissance trimestriels positifs en glissement annuel depuis le T3 2009, mais la croissance de l'emploi s'est ralentie sur les trois premiers trimestres de 2011.

* Pour le Brésil, les chiffres de l'emploi correspondent aux zones urbaines, tandis que les chiffres du PIB correspondent à l'échelle nationale.

grandes économies d'Amérique latine, notamment le Brésil, la Colombie et le Mexique, ont aussi réalisé des taux de croissance égaux ou supérieurs à ce qu'ils étaient en général avant la crise, tandis que le Venezuela a retrouvé une croissance économique positive en 2011, à 2,8 pour cent, après deux années consécutives de croissance négative. En revanche, nombre des économies des Caraïbes ont encore des difficultés, avec une série de pays enregistrant des taux de croissance inférieurs à 2 pour cent, notamment la Dominique, la Trinité-et-Tobago, la Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis et la Barbade. Saint-Vincent-et-les-Grenadines a été la seule économie de la région à afficher une croissance négative en 2011. La croissance économique dans les Caraïbes est freinée par ses liens avec l'économie des États-Unis, qui croît lentement, ainsi que par la lenteur de la reprise des envois de fonds et du tourisme.

Néanmoins, les indicateurs du marché du travail à court terme tels que les taux de chômage mensuels et trimestriels indiquent des tendances positives dans beaucoup de pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Le taux de chômage mesuré dans le cadre de l'enquête mensuelle sur six zones métropolitaines au Brésil a baissé de 0,7 point de pourcentage entre août 2010 et août 2011, atteignant 6 pour cent ce dernier mois. En Argentine, le taux de chômage trimestriel a baissé à 7,4 pour cent au premier trimestre de 2011, alors qu'il était de 8,3 pour cent au premier trimestre de 2010⁸. Cependant, dans d'autres pays, y compris le Mexique, les taux de chômage sont demeurés supérieurs à ceux d'avant la crise (voir le gros plan par pays 3).

Si l'on examine les tendances à long terme dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes prise dans son ensemble, les possibilités d'emploi ont considérablement augmenté sur

⁸ Voir BIT, *Indicateurs à court terme du marché du travail*: http://laborsta.ilo.org/sti/sti_E.html.

les dix dernières années (voir le tableau A5). Malgré l'impact négatif de la crise économique mondiale sur le ratio emploi-population en 2009, cet indicateur a augmenté de 2,9 points de pourcentage entre 2000 et 2010, ce qui constitue la plus forte augmentation de toutes les régions sur cette période. Le ratio emploi-population pour les hommes en Amérique latine et dans les Caraïbes a légèrement augmenté entre 2000 et 2010 (de 0,2 point de pourcentage), mais, comme on l'a vu au chapitre 2, l'augmentation des possibilités d'emploi a surtout profité aux femmes. L'augmentation du ratio emploi-population pour les femmes a été bien plus importante, à 5,5 points de pourcentage, ce qui a réduit l'écart entre les ratios emploi-population fondé sur le sexe à 26,7 points de pourcentage (contre 32 points de pourcentage en 2000).

La figure 20 illustre l'augmentation des ratios emploi-population pour les femmes dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Au Brésil, le ratio emploi-population pour les femmes qui, en raison de la taille de la population, est un moteur important des mouvements régionaux des indicateurs a augmenté de 3,8 points de pourcentage entre 2000 et 2010. Au Chili, l'augmentation a été de 9,6 points de pourcentage. Contrairement au Brésil et au Chili, le ratio emploi-population pour les hommes a aussi fortement augmenté en Argentine et au Pérou. Du point de vue des groupes d'âge, l'augmentation des ratios emploi-population pour les femmes en Amérique latine et aux Caraïbes est plus fonction des ratios relatifs aux adultes que des ratios relatifs aux jeunes. L'augmentation régionale du ratio emploi-population pour les femmes adultes a été de 6,3 points de pourcentage, plus du double du mouvement enregistré dans la région venant en deuxième position, à savoir l'Afrique du Nord (voir la figure 21).

Figure 20. Ratios emploi-population nationaux par sexe, 2000-2010

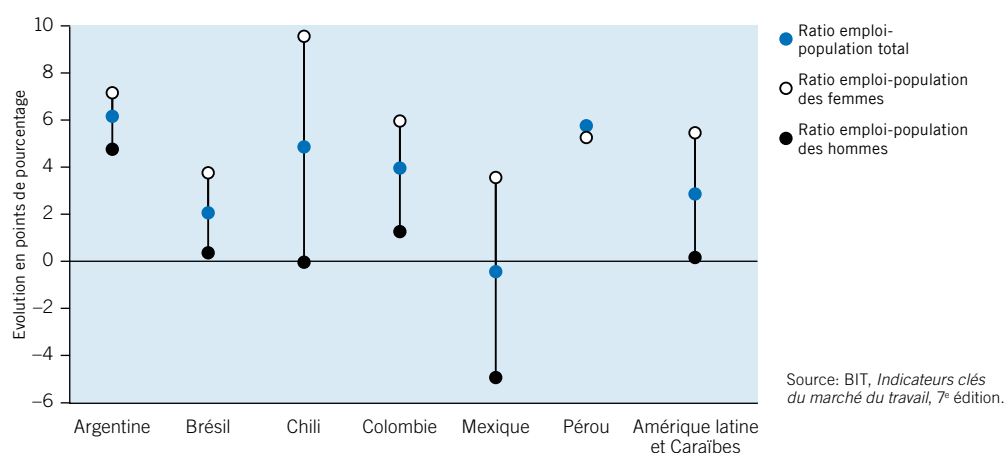
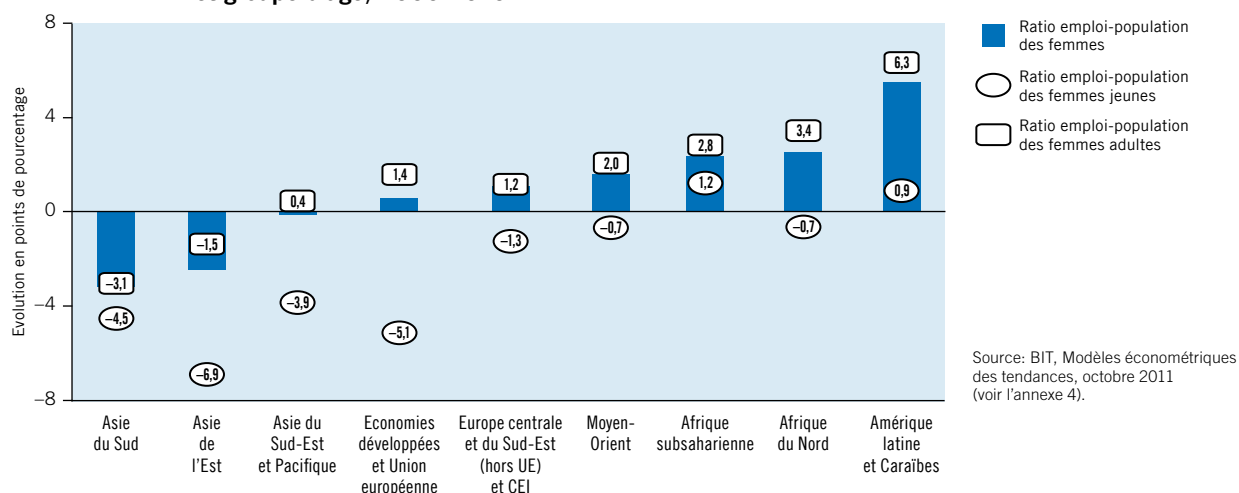


Figure 21. Ratio emploi-population pour les femmes, par région et groupe d'âge, 2000-2010



Baisse de l'emploi vulnérable et progrès continuels de la réduction de la pauvreté au travail

La qualité de l'emploi, exprimée par le taux d'emploi vulnérable, s'est aussi améliorée en Amérique latine et dans les Caraïbes. Contrairement aux progrès limités réalisés durant les années 1990, quand le taux d'emploi vulnérable a augmenté, la proportion des travailleurs établis à leur propre compte et des travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale a suivi une tendance baissière depuis 2003. Après l'interruption due à la crise mondiale en 2009, le taux d'emploi vulnérable a continué de baisser en 2010 et, sur toute la période 2000-2010, le taux a baissé de 4 points de pourcentage. Il a atteint 31,9 pour cent en 2010, un niveau qui, selon les estimations, est resté stable en 2011 (voir le tableau A12). Il s'agit du quatrième taux d'emploi vulnérable régional le plus bas, après l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et la CEI, les économies développées et l'Union européenne, et le Moyen-Orient.

Les progrès accomplis pour réduire la pauvreté au travail ont été également bien plus nets sur la période 2000-2010, avec une réduction de 3,6 points de pourcentage du taux de pauvreté au travail au niveau de 1,25 dollar EU par jour, contre une réduction de 1,6 point de pourcentage durant les années 1990. Selon les estimations, 3,3 pour cent des individus employés vivaient dans la pauvreté en 2011 à ce niveau. Au niveau de 2 dollars EU, la proportion était de 8,8 pour cent en 2011, ce qui fait de l'Amérique latine et des Caraïbes l'une des trois régions seulement où les taux de pauvreté au travail au niveau de 2 dollars EU sont inférieurs à 10 pour cent (les deux autres régions sont l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et la CEI et l'Afrique du Nord).

En Amérique latine et dans les Caraïbes, la part de l'emploi industriel a augmenté sur la période allant de 2004 à 2008, mais cette tendance a été interrompue par la crise économique mondiale. Entre 2008 et 2011, l'emploi industriel a baissé de 0,8 point de pourcentage et, durant la période depuis 2000, la part de l'emploi dans l'industrie n'a que faiblement augmenté, de 0,7 point de pourcentage. La plupart des nouveaux emplois dans la région sont encore créés dans le secteur des services. Entre 2000 et 2011, la part des services dans l'emploi total a augmenté de 3,6 points de pourcentage pour s'établir à 62 pour cent en 2011. Il s'agit de la part la plus importante de toutes les régions, hormis les économies développées et l'Union européenne.

Bien que la part de l'emploi industriel en Amérique latine et dans les Caraïbes soit semblable à celle observée dans les économies développées et l'Union européenne, la production par travailleur est inférieure aux deux tiers du niveau atteint dans les économies développées. Cela est dû non seulement au fait que la part de l'emploi dans l'agriculture est bien plus importante, mais aussi aux niveaux de productivité moyens inférieurs dans le secteur des services. L'amélioration de la qualité de l'emploi et l'abaissement des taux d'emploi vulnérable contribuent certainement à la hausse des niveaux de productivité, mais l'absence de convergence avec les niveaux de productivité atteints dans les économies développées est inquiétante, et provient de l'absence de convergence des niveaux de productivité dans les services (voir la figure 13 au chapitre 2). Il existe aussi d'importants écarts entre les niveaux de productivité et les taux de croissance dans la région, le niveau de productivité au Brésil étant nettement plus bas que dans les autres grandes économies comme l'Argentine et le Venezuela, et dans certains pays des Caraïbes, les niveaux sont très bas (voir BIT, 2011d, chap. 1 section C). Même si ces dernières années beaucoup de pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont affiché une croissance de la productivité (sauf en 2009), pour qu'il y ait convergence il faut améliorer davantage les niveaux d'éducation et les compétences de la main-d'œuvre régionale.

Pour 2012, la croissance devrait se poursuivre, mais à un taux inférieur (4 pour cent). Selon les projections, le taux de chômage devrait rester stable, à 7,2 pour cent. En dépit de l'environnement économique favorable, les jeunes sont confrontés à des taux de chômage relativement élevés. Le taux de chômage régional des jeunes pourrait même légèrement augmenter en 2012, tandis que le taux de chômage des adultes pourrait baisser, en particulier en ce qui

concerne les hommes. Conformément aux tendances à long terme, les femmes adultes continueront de bénéficier de nouvelles possibilités d'emploi, ce qui entraînera une nouvelle hausse du ratio emploi-population pour les femmes. Cependant, en raison de l'augmentation de la main-d'œuvre adulte féminine, cela ne devrait probablement pas se traduire par un abaissement du taux de chômage pour ce groupe.

Asie de l'Est

En 2011, l'activité économique est restée forte et la performance des marchés du travail a aussi été notable

Après un rebond remarquable en 2010 (9,8 pour cent), l'activité économique en Asie de l'Est en 2011 s'est ralentie mais est restée robuste (8,5 pour cent), tirée par la Mongolie (11,5 pour cent), la Chine (9,5 pour cent), Hong-kong, Chine (6 pour cent) et Taïwan, Chine (5,2 pour cent). Toutefois, la forte inflation des prix à la consommation dans une bonne partie de l'Asie de l'Est a été une source d'importantes préoccupations pour les responsables politiques, en particulier en Chine (6,1 pour cent en septembre), à Hong-kong, Chine (5,7 pour cent en août), en République de Corée (4,3 pour cent en septembre), à Macao, Chine (6,1 pour cent en septembre) et en Mongolie (10,5 pour cent en septembre)⁹.

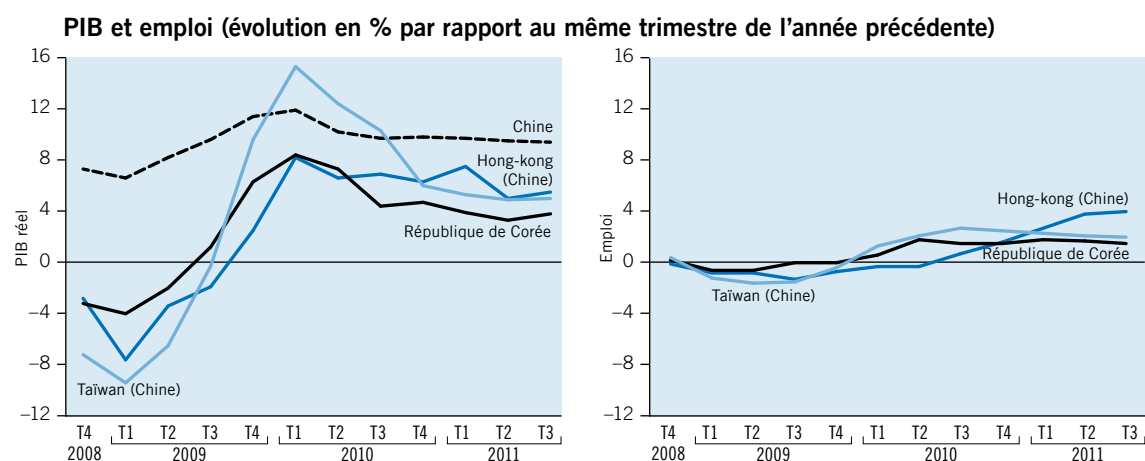
La forte croissance de l'économie a continué d'alimenter la croissance de l'emploi. En 2011, l'emploi en Asie de l'Est a augmenté de 6,5 millions selon les estimations, soit 0,8 pour cent, avec 4,1 millions d'hommes et 2,4 millions de femmes supplémentaires dans l'emploi. Les données les plus récentes disponibles provenant des offices de statistique nationaux indiquent une croissance de l'emploi en glissement annuel de 5,5 pour cent à Macao, Chine, en juillet; de 4 pour cent à Hong-kong, Chine, en juillet (5,8 pour cent pour les femmes et 2,4 pour cent pour les hommes); de 2 pour cent à Taïwan, Chine en août (1,5 pour cent pour les femmes et 2,4 pour cent pour les hommes); et de 1,1 pour cent en République de Corée en septembre (0,8 pour cent pour les femmes et 1,3 pour cent pour les hommes).

Le taux de chômage est resté stable et relativement bas, à 4,1 pour cent, car la création d'emplois a suivi le rythme de la lente augmentation de la main-d'œuvre, mais les demandeurs d'emploi de sexe masculin (4,7 pour cent) ont été plus touchés que leurs homologues de sexe féminin (3,4 pour cent). Cependant, le taux de chômage des jeunes d'Asie de l'Est (8,8 pour cent) est demeuré élevé en 2011, en particulier en ce qui concerne les jeunes hommes (10,3 pour cent) mais aussi les jeunes femmes (7,1 pour cent). A ce titre, les jeunes demandeurs d'emploi étaient 2,7 fois plus susceptibles d'être sans emploi que leurs homologues adultes. Les données les plus récentes disponibles auprès des offices de statistique nationaux indiquent des taux de chômage des jeunes élevés: 16,6 pour cent à Hong-kong, Chine, en août (17,2 pour cent pour les femmes et 16 pour cent pour les hommes); 13,3 pour cent à Taïwan (Chine) en août; 8 pour cent en République de Corée en septembre (7,1 pour cent pour les femmes et 9,5 pour cent pour les hommes); 6,7 pour cent à Macao (Chine) en mai (4,9 pour cent pour les femmes et 8,5 pour cent pour les hommes).

En 2010, selon les estimations, 48,6 pour cent des travailleurs de l'Asie de l'Est étaient dans l'emploi salarié (51,4 pour cent pour les hommes et 45,1 pour cent pour les femmes), soit une légère augmentation par rapport aux 47,4 pour cent enregistrés en 2009. Cependant, les travailleurs classés comme vulnérables (travailleurs indépendants et travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale) ont continué de détenir une part importante (48,7 pour cent) en 2011, même si elle représentait une légère baisse par rapport à 2010 (49,6 pour cent).

⁹ Tous les chiffres relatifs à l'activité économique sont tirés de la base de données mondiale de la CEIC: <http://www.ceicdata.com/Regional.html>.

Gros plan par pays 4. Croissance et emploi en Chine, à Hong-kong (Chine), en République de Corée et à Taïwan (Chine)



Source: FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, septembre 2011; Département des recensements et des statistiques, Hong-kong (Chine); Service coréen de l'information statistique; Statistiques nationales, République de Chine (Taïwan).

Le choc subi par la croissance économique dans la région de l'Asie de l'Est a été fort mais bref en comparaison de la région des économies développées et de l'Union européenne. En République de Corée, à Hong-kong (Chine) et à Taïwan (Chine), la croissance a chuté à son niveau le plus bas au T1 2009, avec de fortes baisses enregistrées ce trimestre-là, en particulier à Taïwan (Chine), à -9,4 pour cent par rapport au T1 de l'année précédente, et à Hong-kong (Chine), où la croissance a été de -7,6 pour cent par rapport à l'année précédente. La Chine a enregistré une croissance positive durant toute la crise, le taux le plus bas étant aussi enregistré au premier semestre de 2009. La croissance a fortement rebondi dans ces économies, avec Taïwan (Chine) croissant de plus de 15 pour cent au T1 2010 (par rapport au T1 2009) et Hong-kong (Chine) ainsi que la République de Corée enregistrant toutes deux

une croissance supérieure à 8 pour cent sur le même trimestre. Depuis le T2 2010, le rythme de la croissance s'est fortement ralenti, surtout à Taïwan (Chine) et en République de Corée; ces deux économies ont subi les effets négatifs de la détérioration des conditions de la demande aux États-Unis et dans l'Union européenne, mais la croissance économique régulière en Chine devrait atténuer ce facteur.

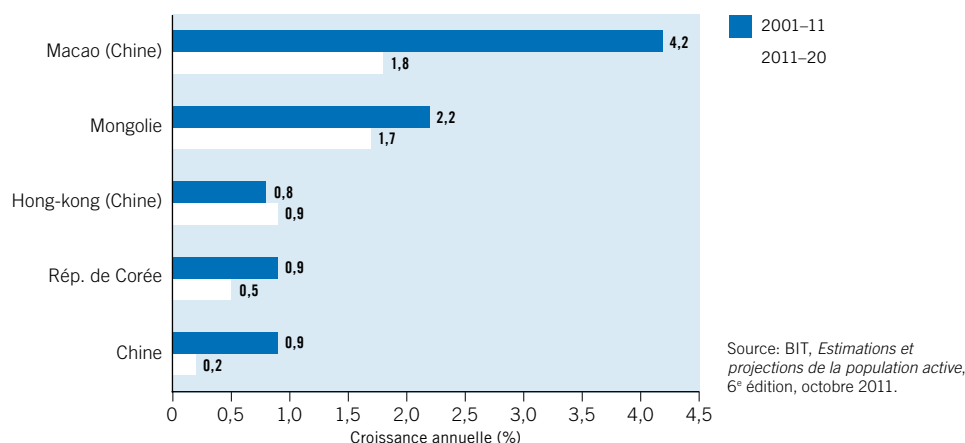
Les pertes d'emplois ont été bien moins graves en pourcentage que les baisses de la croissance économique, bien que des taux de croissance de l'emploi négatifs aient persisté jusqu'au T4 2009 à Hong-kong (Chine) et à Taïwan (Chine). La République de Corée et Taïwan (Chine) ont connu une reprise notable de la croissance de l'emploi au T2 2010 et une croissance de l'emploi assez régulière depuis lors. Une croissance robuste du PIB à Hong-kong (Chine) continue de soutenir une croissance rapide de l'emploi.

Comme sur les années précédentes, l'emploi vulnérable a plus touché les femmes (52,7 pour cent) que les hommes (45,4 pour cent). Les taux de pauvreté au travail, qui suivent une courbe baissière en Asie de l'Est, ont continué de diminuer modérément en 2011 par rapport à 2010 car le nombre de travailleurs pauvres est passé de 67 millions à 64 millions au niveau de 1,25 dollar EU par jour, ce qui représente selon les estimations 7,8 pour cent de l'emploi total en 2011. Au regard du seuil de pauvreté de 2 dollars EU, le nombre de travailleurs pauvres en Asie de l'Est a baissé, passant de 157 millions à 149 millions en 2011, ce dernier chiffre correspondant, selon les estimations, à 18 pour cent de l'emploi total dans la région en 2011.

Les salaires et les revenus ont continué d'augmenter en 2011, en particulier en Chine, laquelle visait à rééquilibrer la croissance et à renforcer la demande intérieure. Treize provinces chinoises au total ont relevé les salaires minima au T1 2011, en moyenne de 21 pour cent (selon le ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale), le revenu disponible par tête dans les zones urbaines a augmenté de 13,2 pour cent au premier semestre de l'année et les revenus monétaires dans les zones rurales ont augmenté de 20,4 pour cent (selon le Bureau national de statistique de la Chine)¹⁰. A moyen terme, on peut s'attendre à une nouvelle hausse des salaires car la croissance de la main-d'œuvre commence à ralentir en raison du vieillissement de la population.

¹⁰ Bloomberg News: «China's manufacturing growth exceeds estimates,» 1^{er} août 2011, <http://www.bloomberg.com/news/2011-08-01/china-manufacturing-exceeds-estimates.html>.

Figure 22. Croissance de la main-d'œuvre âgée de 15 ans et plus (moyenne annuelle, %)



L'Asie de l'Est doit aussi se préparer à affronter des difficultés imminentes au plan démographique et en ce qui concerne la main-d'œuvre

L'Asie de l'Est vieillit rapidement. En 2030, selon les projections, le ratio de dépendance vieillesse (la population âgée de 65 ans et plus divisée par la population âgée de 15 à 64 ans) devrait grimper, passant de 15,9 pour cent en 2011 à 37,3 pour cent en République de Corée, et, en Chine, de 11,6 pour cent à 23,9 pour cent¹¹. En raison du vieillissement de la population, les projections indiquent que la croissance de la main-d'œuvre restera inchangée sur la prochaine décennie, notamment en Chine et en République de Corée, où l'augmentation de la main-d'œuvre se ralentira à 0,2 pour cent et 0,5 pour cent, respectivement, de 2011 à 2020 (voir la figure 22 et l'encadré 8). Si les difficultés actuelles que connaît l'économie mondiale ne durent pas, cela se traduira par un avantage démographique car les cohortes plus jeunes pourront bénéficier de moyens de production bien plus importants, ce qui stimulera la productivité du travail et les salaires. Cet avantage devrait aider les pays de la région à se préparer à une hausse des coûts des soins aux personnes âgées tant dans le secteur public que dans le secteur privé, avant que le ratio de dépendance vieillesse n'augmente fortement.

La croissance économique et la croissance de l'emploi dans le secteur manufacturier se sont ralenties

Cependant, derrière cette croissance robuste en Asie de l'Est, des signes de tension apparaissent car les industries de la région axées sur les exportations souffrent de la faiblesse de la demande. À la moitié de 2011, divers indicateurs de la production et du commerce extérieur pour ces économies ont commencé à donner des signes clairs d'un ralentissement¹²:

- Après une croissance annualisée de plus de 5 pour cent au T3 et au T4 2010, la production manufacturière à Hong-kong (Chine) s'est ralentie à 1,9 pour cent au T2 2011. En outre, les exportations ont reculé de 3 pour cent en septembre 2011, après avoir connu une croissance robuste et régulière depuis décembre 2009.
- Les difficultés du secteur des exportations de Macao (Chine) ont perduré. Après s'être contractées de 17,3 pour cent en avril, les exportations se sont redressées de 13,8 pour cent en mai et de 3,3 pour cent en juin (croissance en glissement annuel), mais elles ont de nouveau baissé de 4,6 pour cent et de 0,2 pour cent en août et en septembre, respectivement.

¹¹ Calculs de l'auteur fondés sur le Département des affaires économiques et sociales, Nations Unies (2011). Par ailleurs, voir: BIT: *Asia-Pacific Labour Market Update* (Bangkok, octobre 2011, à paraître).

¹² Base de données mondiale de la CEIC.

- En République de Corée, la production manufacturière s'est ralentie à 3,9 pour cent en juillet et à 4,9 pour cent en août en glissement annuel, après avoir atteint une croissance annualisée à deux chiffres tout au long du T4 2010 et une croissance de plus de 9 pour cent durant le T1 2011.
- L'activité manufacturière à Taïwan (Chine) s'est progressivement ralentie jusqu'à s'établir à tout juste 2 pour cent de croissance annualisée en septembre 2011, alors que la croissance était de plus de 14 pour cent tout au long du T1 2011.
- Toutefois, les exportations du secteur manufacturier de la Chine sont demeurées vigoureuses en septembre, avec une croissance en glissement annuel de 16,7 pour cent, même si elles ont baissé par rapport au taux de 24,4 pour cent qu'elles affichaient en août.

Dans ce contexte, la croissance de l'emploi dans le secteur manufacturier s'est aussi ralentie (voir la figure 23). Après avoir augmenté de 8,2 pour cent au T2 2011, l'emploi dans ce secteur à Hong-kong (Chine) a de nouveau reculé de 1,9 pour cent, ce qui indique qu'il a encore du mal à se redresser dans ce secteur. En République de Corée, l'emploi dans le secteur manufacturier

Encadré 8. Options stratégiques offertes à l'Asie de l'Est pour se préparer au vieillissement de la population

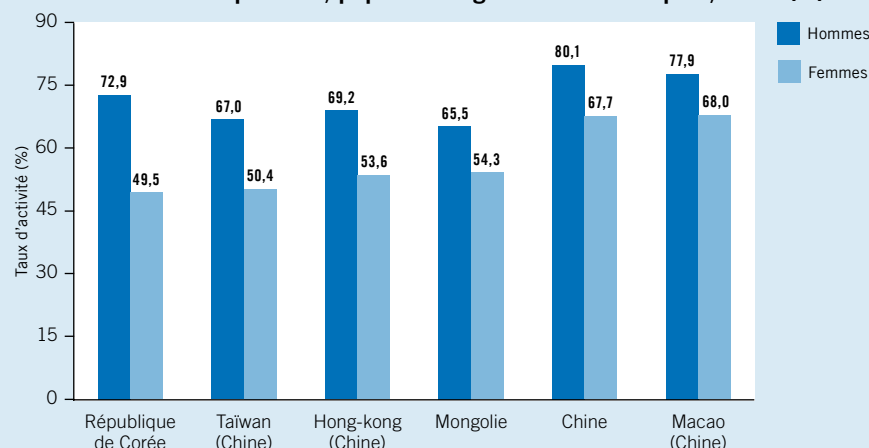
Compte tenu de la baisse des taux d'activité en Asie de l'Est et du vieillissement régulier de la population, il faut que les pays de la région envisagent un certain nombre de priorités au niveau politique. Parmi celles-ci, les plus importantes sont les suivantes:

- Elaborer les politiques de formation des compétences appropriées pour une population vieillissante, compte tenu des changements structurels connexes affectant l'économie, et favoriser l'apprentissage tout au long de la vie.
- Créer les bonnes incitations pour accroître le niveau d'activité des femmes – en particulier en République de Corée où l'écart entre le taux d'activité des hommes et celui des femmes est de plus de 23 points de pourcentage (voir la figure ci-dessous) – ainsi que le niveau d'activité des travailleurs âgés en retardant les départs à la retraite. Cela devrait inclure des politiques visant à éliminer la discrimination sur les lieux de travail et à garantir l'égalité de rémunération pour un travail égal.
- Accélérer la croissance de la productivité du travail pour neutraliser la faiblesse projetée des taux de croissance

de l'emploi et de la main-d'œuvre. Ce sera difficile car la croissance de la productivité du travail dans la région était déjà à un niveau impressionnant en 2010 (8,7 pour cent) et, selon les projections, elle devrait demeurer robuste à 7,4 pour cent en 2011 et à 7,3 pour cent en 2012. A cette fin, il sera essentiel d'augmenter régulièrement la productivité dans l'emploi agricole – dont relèvent encore environ 36,5 pour cent de l'ensemble des travailleurs en Asie de l'Est – et de poursuivre l'industrialisation rurale, ainsi que d'inciter les entreprises à adopter des pratiques progressistes sur les lieux de travail et des technologies innovantes et à progresser dans les chaînes de production régionales et mondiales.

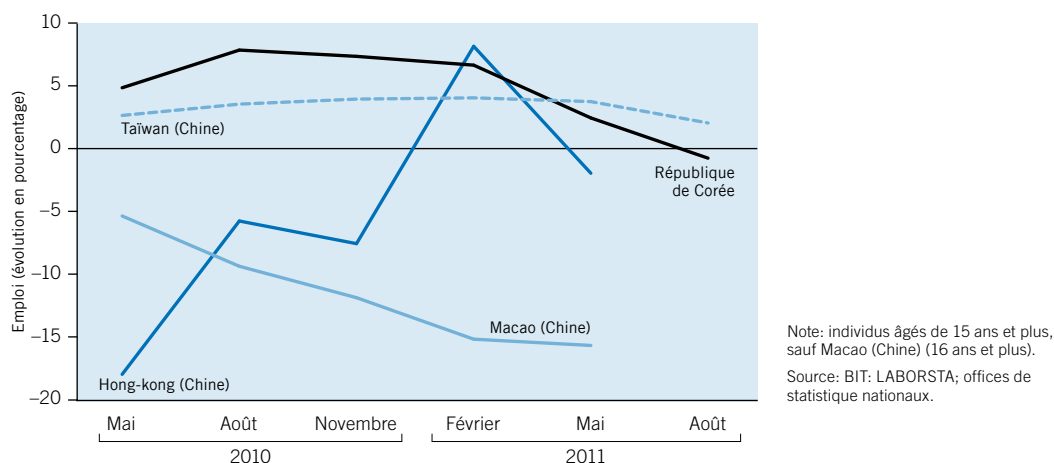
- Améliorer la gestion des régimes de la migration de main-d'œuvre pour contribuer à la diminution des pénuries de main-d'œuvre, tout en garantissant la protection intégrale des droits des migrants.
- Elaborer des systèmes de protection sociale durables au niveau budgétaire en Asie de l'Est. A cet égard, la Chine a fait des progrès significatifs pour renforcer son système de soins de santé et l'accès dans les zones rurales.

Taux d'activité par sexe, population âgée de 15 ans et plus, 2011 (%)



Source: offices de statistique nationaux; BIT, *Estimations et projections de la population active*, 6^e édition, octobre 2011.

Figure 23. Emploi dans le secteur manufacturier (évolution en %, en glissement annuel)

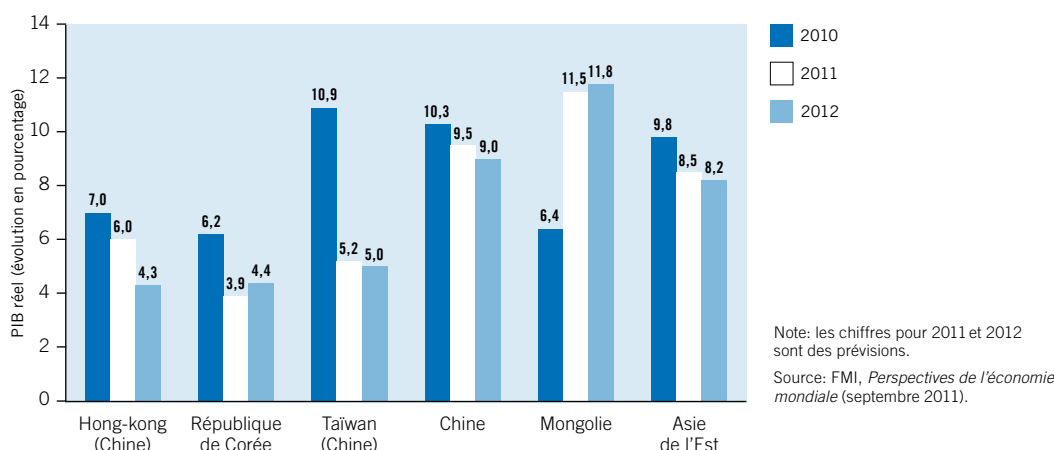


a baissé de 0,7 pour cent en août et encore de 1,2 pour cent en septembre, après avoir connu une croissance forte et régulière depuis la moitié de 2010. A Taïwan (Chine) la croissance de l'emploi dans le secteur manufacturier s'est ralentie à 2,1 pour cent en août 2011, qui a été le premier mois au-dessous de 3 pour cent depuis mai 2010. A Macao (Chine) où la production manufacturière a été faible, l'emploi dans ce secteur a donc continué de baisser à un rythme rapide, chutant de 15,6 pour cent en mai 2011.

Face aux vents contraires qui soufflent sur la planète, la croissance de l'activité économique et de l'emploi pourrait se ralentir encore en 2012, accentuant les difficultés en matière d'emploi, en particulier pour les jeunes

Sur le court terme, la performance des marchés du travail sera déterminée par les tendances que suivront les marchés du commerce mondial. Etant donné que l'activité économique en Asie de l'Est est tributaire de partenaires de commerce et d'investissement essentiels aux Etats-Unis, où le marché du travail et le moral des consommateurs demeurent bas, et dans la zone euro, où la crise de la dette souveraine compromet le redressement de l'économie, les prévisions indiquent qu'elle continuera de ralentir, tout en demeurant forte, à 8,2 pour cent en 2012, tirée par la Mongolie (11,8 pour cent), la Chine (9 pour cent), Taïwan, Chine (5 pour cent), la République de Corée (4,4 pour cent) et Hong-kong, Chine (4,3 pour cent) (voir la figure 24).

Figure 24. PIB réel (évolution en %, en glissement annuel)



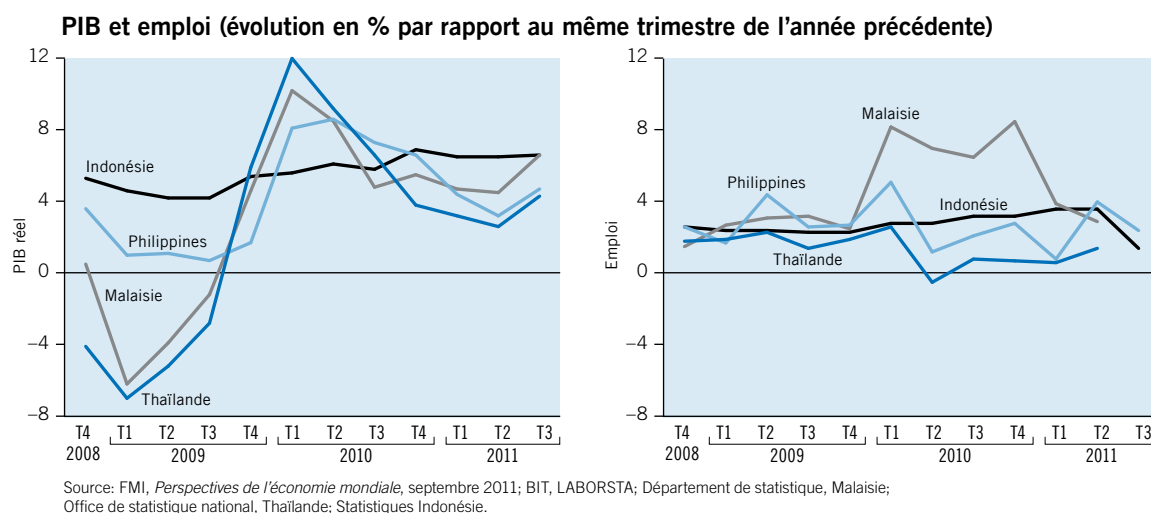
Dans ces conditions, la croissance de l'emploi en Asie de l'Est devrait baisser, selon les prévisions, passant d'un taux de 0,8 pour cent en 2011 à 0,6 pour cent en 2012, et le ratio emploi-population ne devrait guère changer (passant de 70,2 pour cent en 2011 à 70,1 pour cent en 2012), tandis que les projections indiquent un taux de chômage inchangé en 2012, à 4,1 pour cent (4,7 pour cent pour les hommes et 3,4 pour cent pour les femmes). Cependant, le chômage des jeunes devrait rester élevé, atteignant 8,9 pour cent en 2012 (10,5 pour cent pour les jeunes hommes et 7,1 pour cent pour les jeunes femmes).

Asie du Sud-Est et Pacifique

Le ralentissement de la croissance commence à peser sur les marchés du travail

La croissance économique en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique s'est ralentie en 2011, avec un taux de croissance estimé à 5,3 pour cent, contre 7,5 pour cent en 2010. Ce caractère modéré correspond en partie à la suppression progressive des plans de relance mis en place lorsque la crise économique mondiale battait son plein, au resserrement des politiques monétaires dans beaucoup de pays de la région et, en particulier, à l'incertitude élevée qui règne sur le monde dans un contexte de croissance économique faible aux Etats-Unis et de remous provoqués par la dette dans l'Union européenne. Compte tenu de cette évolution, la croissance du PIB s'est considérablement ralentie dans la plupart des pays de la région et aux deuxième et

Gros plan par pays 5. Croissance et emploi en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande



La crise économique mondiale a provoqué de fortes contractions de la croissance en Malaisie et en Thaïlande. Les Philippines et l'Indonésie, qui ont aussi connu un ralentissement de l'activité économique, ont réussi à maintenir une croissance positive. Le rebond de la croissance a été fort au début de 2010, la Malaisie et la Thaïlande affichant toutes les deux une croissance supérieure à 10 pour cent au T1 2010 (par rapport au T1 2009). La croissance s'est assagie entre le T3 2010 et le T2 2011 en Malaisie. Au plan de la croissance économique, l'Indonésie n'a pas fortement subi les effets de la crise, affichant des niveaux de croissance de la production qui demeuraient positifs, à plus de 4 pour cent.

La croissance de l'emploi est demeurée positive dans les quatre pays durant toute la crise, à l'exception de la Thaïlande au T2 2010. La Malaisie a connu un important redressement de la croissance de l'emploi au T4 2009, mais le taux de croissance a rapidement baissé durant le premier semestre de 2011. L'Indonésie et la Thaïlande ont enregistré des taux de croissance de l'emploi assez modestes par rapport à la croissance du PIB. Aux Philippines, la croissance de l'emploi est demeurée positive, mais instable en raison des fluctuations de la croissance du PIB dues en partie à des tempêtes tropicales qui ont endommagé la production agricole et provoqué le déplacement d'un grand nombre de travailleurs.

troisième trimestres de 2011 par rapport à la même période un an plus tôt. Le ralentissement a été particulièrement notable en Thaïlande car le pays a souffert non seulement des facteurs précités mais aussi des perturbations des activités de production dans la chaîne d'approvisionnement provoquées par le tremblement de terre et le tsunami qui ont frappé le Japon ainsi que par les inondations survenues dans de grandes parties du pays. En octobre 2011, la Banque de Thaïlande a fortement révisé sa projection de croissance du PIB pour 2011, rabaisée de 4,1 pour cent à 2,6 pour cent. Dans un contexte mondial d'incertitudes et de ralentissement de la croissance, les Philippines ont mis en place en octobre 2011 un plan de relance économique pour un montant total de 72,1 milliards de pesos (1,7 milliard de dollars EU), tandis que l'Indonésie a préparé un plan de relance qu'elle mettra peut-être en œuvre durant le premier semestre de 2012, si nécessaire (Yap, 2011).

Le marché du travail dans la région a commencé de se redresser en 2010, mais la faiblesse de la croissance intérieure dans un contexte économique mondial morose a mis ce redressement à rude épreuve. Le taux de chômage régional, selon les estimations, n'a pas beaucoup changé en 2011, s'établissant à 4,7 pour cent contre 4,8 pour cent en 2010 (voir le tableau A2). En Malaisie par exemple, le taux de chômage est resté dans la fourchette de 3 à 3,2 pour cent sur la plus grande partie de 2011 après avoir fortement baissé au moment où la reprise était à son apogée (Département de statistique de la Malaisie, 2011). Aux Philippines, le taux de chômage a légèrement augmenté au deuxième trimestre de 2011, passant à 7,1 pour cent, contre 7 pour cent au même trimestre de l'année précédente (Bureau des statistiques du travail et de l'emploi des Philippines, 2011). En revanche, en Indonésie, la plus grande économie de la région, le taux de chômage a baissé, passant de 7,1 pour cent en août 2010 à 6,6 pour cent en août 2011 (BPS Statistiques Indonésie, 2011).

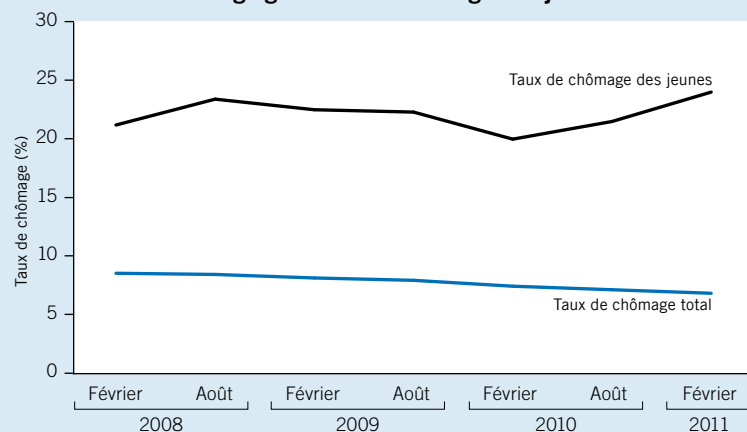
Encadré 9. Chômage des jeunes en Indonésie

Dans un contexte de croissance économique robuste, le taux de chômage en Indonésie a régulièrement baissé ces dernières années, y compris durant la crise économique mondiale, passant de 8,5 pour cent en février 2008 à 6,8 pour cent en février 2011. Sur la même période, le taux de chômage des femmes a affiché une baisse relativement plus marquée, de 9,3 pour cent à 7,4 pour cent (un écart de 1,9 point de pourcentage), en comparaison de la baisse du taux pour les hommes, de 7,9 pour cent à 6,4 pour cent (soit un écart de 1,5 point de pourcentage).

Toutefois, les taux de chômage des jeunes (âgés de 15 à 24 ans) n'ont pas suivi les taux de chômage globaux, ce qui indique que c'est aux adultes que la baisse du chômage a le plus profité en Indonésie. Comme le montre la

figure ci-dessous, le taux de chômage des jeunes a augmenté entre février 2008 et la même période en 2009 et, si le taux a baissé entre février 2009 et la même période en 2010, il a rapidement augmenté entre février 2010 et la même période en 2011, passant de 19,9 pour cent à 23,9 pour cent. Entre février 2008 et la même période en 2011, le taux de chômage des jeunes femmes a augmenté de 2,7 points de pourcentage, tandis que le taux correspondant des jeunes hommes a augmenté de 2,8 points de pourcentage. Ces tendances rappellent clairement les difficultés que les jeunes des deux sexes rencontrent sur le marché du travail, comme le soulignait le rapport du BIT *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes*.

Taux du chômage global et du chômage des jeunes en Indonésie, 2008-2011 (%)



Source: calculs du BIT d'après BPS Statistiques Indonésie.

Les taux de chômage dans la région demeurent plus élevés pour les femmes que pour les hommes, à 5,1 pour cent et 4,4 pour cent en 2011, respectivement, selon les estimations. Cependant, un certain nombre de pays de la région pour lesquels des données sont disponibles vont à l'encontre de cette tendance, les hommes étant plus susceptibles d'être au chômage que les femmes aux Philippines et en Thaïlande. Le chômage des jeunes reste un gros problème dans la région, avec un taux de 13,4 pour cent en 2011, cinq fois plus élevé que celui des adultes. En Indonésie, par exemple, le chômage des jeunes a augmenté ces dernières années, alors que la tendance générale du taux de chômage était à la baisse (voir l'encadré 9). Ce problème du chômage des jeunes dans la région s'explique en partie par le fait que les systèmes d'éducation et de formation n'arrivent pas à suivre le rythme rapide des transformations structurelles en cours, et donc de l'évolution des besoins de compétences. Les changements qui affectent cette région sont illustrés par la baisse de la part des travailleurs dans l'agriculture dans la région, qui est passée de 49,7 pour cent en 2000 à 42,5 pour cent en 2010, tandis que la part des travailleurs dans les services sur cette période a augmenté, passant de 33,9 pour cent à 39,2 pour cent. La part des travailleurs dans l'industrie a connu une augmentation plus modeste, de 16,4 pour cent à 18,2 pour cent sur la même période (voir le tableau A10).

L'emploi dans la région, selon les estimations, a augmenté de 1,8 pour cent en 2011, plus lentement qu'en 2010 où l'augmentation avait été de 2,2 pour cent, et le ratio emploi-population est demeuré stable en grande partie, à 66,8 pour cent en 2011. Le ratio emploi-population pour les femmes est nettement plus bas que pour les hommes (avec un écart de 22,5 points de pourcentage en 2011).

Hausse de l'emploi vulnérable et ralentissement des progrès en matière de réduction de la pauvreté

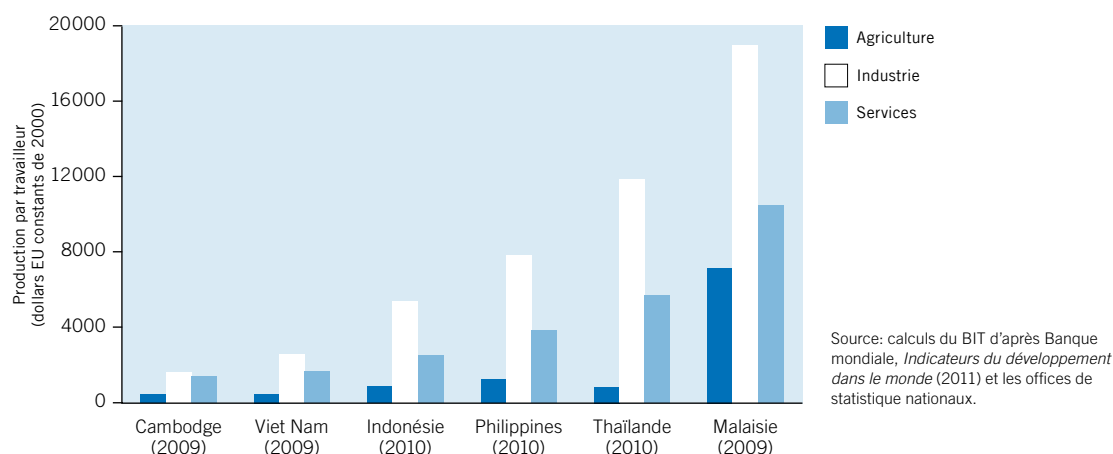
La région connaît encore un autre grave problème: le grand nombre de travailleurs qui sont dans des emplois de qualité médiocre et mal rémunérés, assortis de dispositifs de travail intermittent et sans sécurité et de conditions de travail médiocres, y compris dans l'économie informelle. Quelque 181 millions d'individus, soit 62,3 pour cent des travailleurs de la région, étaient dans l'emploi vulnérable en 2010. Cela représente une augmentation de 6,2 millions de travailleurs par rapport aux niveaux de 2009 et une augmentation de 0,8 point de pourcentage de la part des travailleurs vulnérables entre 2009 et 2010. La part des travailleurs dans l'emploi vulnérable dans la région va de 20,8 pour cent en Malaisie à 40,2 pour cent aux Philippines, 53,2 pour cent en Thaïlande et 60,7 pour cent en Indonésie¹³.

La région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique a accompli d'énormes progrès ces dernières années en matière de réduction de la pauvreté. Si environ 75 millions de travailleurs de la région (soit 31,1 pour cent de la totalité) vivaient avec leurs familles avec moins de 1,25 dollar EU par jour en 2000, le nombre correspondant en 2011 a chuté à 33 millions, selon les estimations (11,1 pour cent des travailleurs de la région). La part des travailleurs vivant avec moins de 2 dollars EU par jour a aussi chuté, selon les estimations, passant de 60,5 pour cent en 2000 (146 millions de travailleurs) à 32,3 pour cent en 2011 (96 millions de travailleurs). Mais le problème essentiel pour la région est que le rythme de la baisse s'est considérablement ralenti ces dernières années: entre 2004 et 2007, le nombre de travailleurs pauvres au niveau de 1,25 dollar EU par jour a chuté à environ 27,6 pour cent, mais, entre 2008 et 2011, leur nombre n'a baissé que de 10,1 pour cent, selon les estimations.

En 2012, la croissance économique dans la région, selon les projections, devrait se redresser légèrement, à 5,5 pour cent (par rapport à 5,3 pour cent en 2011) et le taux de chômage devrait

¹³ Les données sont les données mensuelles/trimestrielles officielles les plus récentes pour 2011, disponibles en octobre 2011.

Figure 25. Production par travailleur et par secteur (dollars EU constants de 2000)



demeurer inchangé, à 4,7 pour cent. Alors que les pays de la région cherchent à maintenir durablement la reprise dans un environnement économique mondial fragile et incertain et à protéger les gains essentiels qu'ils ont obtenus sur les dernières décennies, les pouvoirs publics de la région auront probablement un certain nombre de défis à relever. Le premier de ces défis consistera à relever la productivité du travail, ce qui pourra se traduire par des emplois de meilleure qualité, y compris de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. Si la productivité du travail dans la région a augmenté à un taux annuel moyen de 4,1 pour cent entre 2002 et 2007, et à un taux annuel moyen de 2,6 pour cent entre 2008 et 2011, ce rythme a été bien plus lent que dans les autres régions d'Asie (voir le tableau 3). Le niveau de productivité en Asie du Sud n'était que de 65 pour cent du niveau atteint dans la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique en 2000, mais il a atteint 81 pour cent en 2011. L'écart entre les ratios de productivité en Asie de l'Est et dans la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique devrait augmenter, selon les projections, de 1,4 en 2011 à 1,7 en 2016. A cet égard, il faut commencer par s'occuper des secteurs où la productivité est la plus basse. Dans tous les pays répertoriés à la figure 25, les niveaux de productivité dans le secteur de l'agriculture sont nettement plus bas que dans le secteur des services – en Thaïlande, les niveaux de productivité dans l'agriculture atteignent seulement 15 pour cent de ceux enregistrés dans les services, lesquels en outre sont bien plus bas que dans l'industrie; en Indonésie, aux Philippines, en Thaïlande et en Malaisie, les niveaux de productivité dans l'industrie sont plus du double ou proches du double de ceux enregistrés dans les services.

Un autre grand défi pour la région sera de trouver de nouvelles sources de croissance pour stimuler la création d'emplois et la croissance de la productivité, ce qui peut être facilité par des politiques sectorielles ou industrielles. Pour les pays les moins avancés de la région, faciliter la transformation structurelle, la diversification des exportations et la croissance de l'emploi demeure un grand défi à relever (BIT, 2011e). Au Samoa, par exemple, deux produits, « fils et câbles, câbles optiques isolés » et « poissons, congelés, entiers », représentaient 83,7 pour cent de la totalité des exportations du pays, tandis que l'Australie et la Nouvelle-Zélande étaient les destinations de 88, 1 pour cent des exportations du Samoa (Division de statistique des Nations Unies, 2011). A Fidji, les exportations sont relativement plus diversifiées en termes de produits, les deux produits les plus importants représentant 35,4 pour cent de la totalité des exportations, mais la proportion des exportations à destination de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande est presque la même que pour le Samoa (Division de statistique des Nations Unies, 2011).

Asie du Sud

Une croissance économique forte due à l'amélioration de la productivité du travail, mais des écarts considérables à l'intérieur de la région

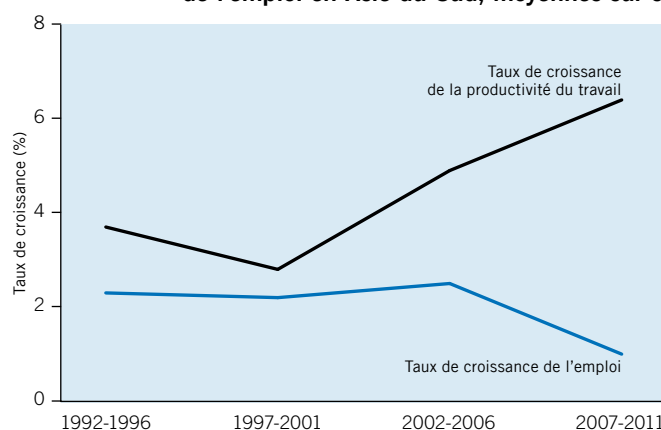
Après un ralentissement temporaire durant la crise économique mondiale, la croissance dans la région de l'Asie du Sud a rebondi en 2010, s'établissant à 9,2 pour cent en moyenne, niveau qui n'a été dépassé que par l'Asie de l'Est. Globalement, l'Asie du Sud a connu une croissance moyenne de presque 8 pour cent sur les cinq dernières années (7,9 pour cent pour la période 2006-2010). Cependant, répondant à la dégradation des conditions économiques mondiales, la croissance a ralenti pour s'établir à 7,2 pour cent en 2011, selon les estimations.

Au-delà de ces chiffres totaux, il existe des écarts considérables à l'intérieur de la région: la croissance a été très robuste en Inde, ainsi qu'à Sri Lanka et au Bangladesh, où, selon les estimations, elle a augmenté de 7,8, 7 et 6,1 pour cent en 2011, respectivement. Les Maldives se sont aussi redressées après la contraction importante subie en 2009 (-7,5 pour cent), affichant une croissance de 7,1 et 6,5 pour cent en 2010 et 2011. Pour le Pakistan, en revanche, les estimations indiquent une croissance de 2,6 pour cent seulement en 2011, en raison de l'impact des inondations (en 2010 et en 2011), de l'instabilité politique, des préoccupations croissantes concernant la sécurité et de l'inflation élevée, ainsi que des difficultés à long terme comme l'inadéquation des infrastructures. Des facteurs politiques ont aussi entravé la reprise au Népal, qui a été assez durement touché durant la crise financière mondiale du fait du recul des échanges commerciaux et des envois de fonds. Cela s'est traduit par une croissance de l'économie népalaise de 3,5 pour cent seulement en 2011.

La croissance robuste qu'a connue la région, principalement tirée par l'Inde, est allée de pair surtout avec une hausse rapide de la productivité du travail plutôt qu'avec une expansion de l'emploi. Jusque dans les années 2000, l'emploi et la productivité ont augmenté à des taux similaires (voir la figure 26). Cependant, sur la dernière décennie, comme les conditions économiques mondiales et intérieures se sont améliorées, c'est l'accroissement de la productivité du travail qui est devenu le moteur essentiel de la croissance dans la région. Sur la période 2007-2011, la productivité du travail a augmenté de 6,4 pour cent en moyenne, tandis que l'emploi n'a cru que de 1 pour cent sur cinq ans jusqu'en 2009-10 (de 457,9 millions en 2004-05 à 458,4 millions en 2009-10), tandis que la productivité du travail a augmenté de plus de 34 pour cent au total sur cette période (Chowdhury, 2011).

La faible croissance de l'emploi ces dernières années est en grande partie à mettre au compte de la baisse du taux d'activité des femmes dans la région. Ce phénomène a été très marqué en Inde, où le taux d'activité des femmes est passé de 49,4 pour cent en 2004-05

Figure 26. Ecart entre la croissance de la productivité du travail et celle de l'emploi en Asie du Sud, moyennes sur cinq ans (1992-2011)



Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011 (voir l'annexe 4).

à 37,8 pour cent en 2009-10 pour les femmes vivant en milieu rural et de 24,4 pour cent à 19,4 pour cent pour les femmes vivant en milieu urbain. Cette baisse de l'activité ne s'explique que partiellement par la forte augmentation du nombre de celles qui suivent des études puisqu'elle a touché tous les groupes d'âge.

Le principal défi que doivent relever les marchés du travail en Asie du Sud est donc à deux volets et consiste à atteindre deux objectifs: accroître la productivité du travail pour garantir une hausse des revenus et une diminution de la pauvreté, tout en créant suffisamment d'emplois pour une population en âge de travailler qui augmente à un rythme d'environ 2 pour cent chaque année. Avec presque 60 pour cent de la population âgée de moins de 30 ans, les gouvernements cherchent à tirer profit de cet avantage démographique et à faire en sorte qu'il ne devienne pas la cause d'une médiocre performance des marchés du travail, et, en définitive, de conflits et d'insécurité (Département des affaires économiques et sociales, Nations Unies, 2010).

Le principal problème n'est pas le chômage, mais plutôt le degré d'informalité élevé qui persiste malgré une forte croissance

Comme cela a été souligné dans le rapport *Tendances mondiales de l'emploi 2011*, le chômage n'est pas le principal problème affectant les marchés du travail de la région. Selon les estimations, le taux de chômage en Asie du Sud n'a été que de 3,6 pour cent en 2011, en baisse par rapport à l'année précédente où il était de 3,8 pour cent. Comme pour les autres régions, le taux de chômage est plus élevé pour les jeunes (9,9 pour cent en 2011) et les femmes (4,8 pour cent). Au niveau des pays, c'est à Sri Lanka que le taux de chômage a baissé le plus vite ces dernières années, passant de 8,5 pour cent en 2004 à 4,9 pour cent en 2010, ce qui est dû aux effets positifs de la paix (voir Département sri lankais des recensements et des statistiques, 2011, diverses éditions).

Dans le contexte de l'Asie du Sud, la persistance d'une faible productivité et d'emplois faiblement rémunérés, principalement dans l'agriculture et le secteur urbain informel, est un facteur bien plus important. A cet égard, la plus grande partie de la population d'Asie du Sud tire encore sa subsistance de l'agriculture. En 2010, ce secteur représentait 51,4 pour cent de l'emploi, même si cette part est en diminution de presque 11 points de pourcentage par rapport à 1991 (62,2 pour cent). En comparaison, la part des travailleurs dans l'agriculture en Asie de l'Est est passée de 56,9 pour cent à 34,9 pour cent sur la même période. En 2010, l'industrie et les services représentaient juste 20,7 et 27,9 pour cent des travailleurs de l'Asie du Sud, respectivement. Une transformation structurelle se produit dans certains pays: par exemple, la part de l'emploi dans l'agriculture a baissé en Inde, passant de 59,8 pour cent en 2000 à 51,1 pour cent en 2010. Au Bangladesh, cette part a diminué encore plus vite, de 62,1 pour cent en 2000 à 48,1 pour cent en 2006. Par conséquent, l'une des priorités les plus importantes pour la région demeure d'accélérer le mouvement de sortie des pauvres du secteur de l'agriculture vers des emplois plus productifs dans le secteur non agricole.

Cette part importante de l'emploi dans l'agriculture va de pair avec la persistance de niveaux très élevés de pauvreté au travail. De fait, au regard du seuil de pauvreté international de 2 dollars EU par jour, l'Asie du Sud a globalement la plus forte proportion de travailleurs pauvres, 67,3 pour cent (estimation pour 2011), en baisse par rapport à 1991 où elle était de 86 pour cent (en chiffres absolus, le nombre de travailleurs pauvres selon la définition du seuil de 2 dollars EU par jour a augmenté, passant de 361 millions en 1991 à 422 millions en 2011). La baisse de la pauvreté au travail en Asie du Sud est due en partie à la hausse des salaires réels qui s'est produite sur les dernières décennies. Par exemple, les salaires réels en Inde ont augmenté de 2004-05 à 2009-10 pour les hommes et les femmes tant dans les zones urbaines que dans les zones rurales; en outre, les salaires se sont améliorés en ce qui concerne non seulement les salariés réguliers, mais aussi les travailleurs occasionnels. Cependant, en raison de

la baisse sans précédent de la pauvreté en Asie de l'Est sur les dernières décennies (durant lesquelles la part des travailleurs pauvres a baissé de 83,4 pour cent à 18 pour cent), l'Asie du Sud compte désormais pour presque la moitié des travailleurs pauvres du monde (estimés à 46,2 pour cent en 2011).

Il existe d'autres vastes déficits de travail décent dans la région également. C'est l'Asie du Sud qui a le taux d'emploi vulnérable (travailleurs indépendants et travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale) le plus élevé de toutes les régions. En 1991, les travailleurs établis à leur propre compte et les travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale représentaient 52,3 et 29,5 pour cent de l'emploi en Asie du Sud, soit un taux d'emploi vulnérable de 81,8 pour cent (voir la figure 27). En 2011, le taux d'emploi vulnérable global n'a que légèrement diminué, pour s'établir à 77,7 pour cent. Sur les deux dernières décennies, la part des travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale a baissé (18,8 pour cent en 2011), mais cette baisse a été neutralisée par une hausse de la part des travailleurs indépendants qui a atteint 58,9 pour cent. Ainsi, la part de l'emploi salarié n'a que très peu changé dans la région durant cette période de forte croissance économique. En outre, les écarts entre les sexes persistent car le taux d'emploi vulnérable atteint 83,8 pour cent pour les femmes d'Asie du Sud, contre 75,5 pour cent pour les hommes (estimations pour 2011).

La situation dans l'emploi varie considérablement à l'intérieur de la région de l'Asie du Sud (voir la figure 28). D'après les dernières données disponibles, l'emploi vulnérable, surtout le travail indépendant, domine au Bangladesh et en Inde (63,3 et 62,9 pour cent de l'emploi

Figure 27. Persistance de l'emploi vulnérable en Asie du Sud, 1991, 2000 et 2011

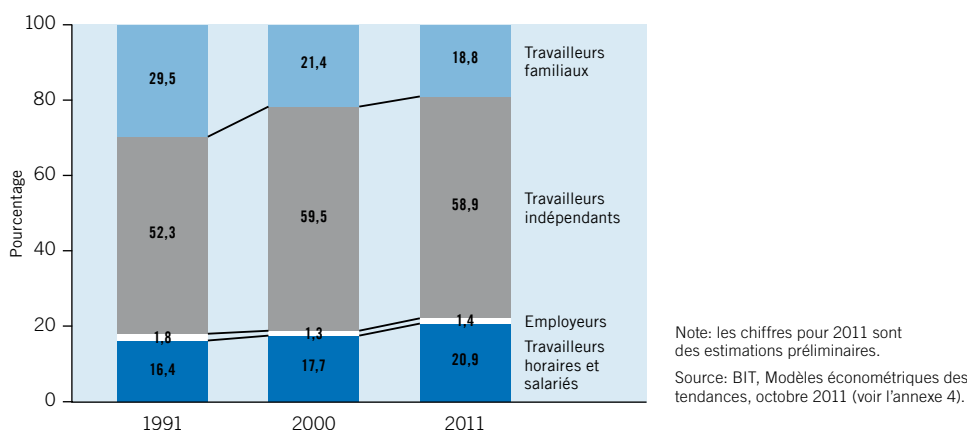
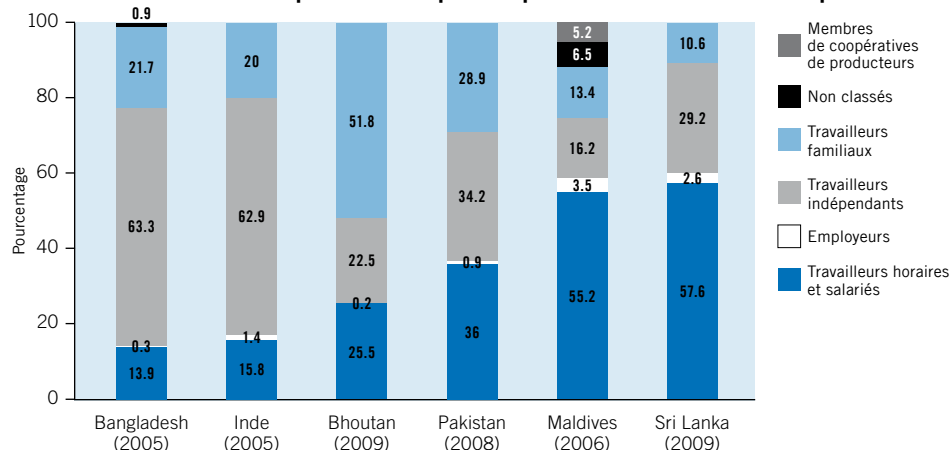


Figure 28. Distribution de la situation dans l'emploi dans les pays d'Asie du Sud, année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles



total, respectivement). Au Bhoutan, les travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale sont majoritaires – 51,8 pour cent des travailleurs –, tandis qu'au Pakistan la part des travailleurs salariés, celle des travailleurs indépendants et celle des travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale comptent chacune pour environ un tiers de l'emploi. Aux Maldives et à Sri Lanka, la proportion des travailleurs horaires et salariés est plus élevée (55,2 et 57,6 pour cent, respectivement) et, ainsi, le taux d'emploi vulnérable est plus bas. Cette situation est due à l'importance de secteurs comme le tourisme aux Maldives et le secteur public à Sri Lanka.

Les perspectives sont assombries pour 2012 en raison des incertitudes au niveau mondial

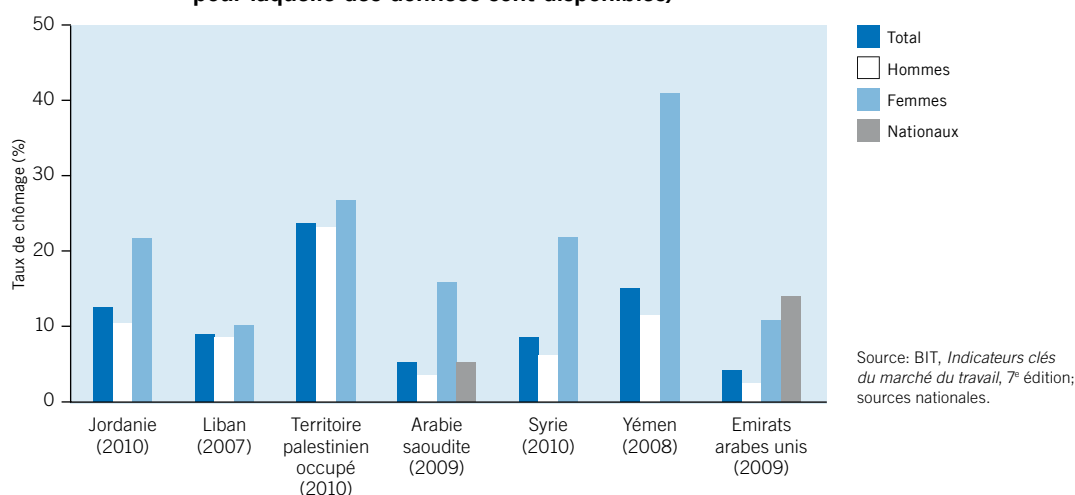
L'incertitude qui règne au niveau mondial du fait de la crise de la dette souveraine dans la zone euro et de la faiblesse persistante de l'économie des Etats-Unis a des conséquences négatives pour tous les pays, y compris ceux de la région de l'Asie du Sud, en particulier ceux qui sont tributaires des envois de fonds et du tourisme (comme les Maldives, le Népal et Sri Lanka). L'Afghanistan est confronté à la perspective de la poursuite du retrait des troupes de l'OTAN, susceptible de compromettre la sécurité et donc d'entraver l'activité économique et la création d'emplois. De même, le Pakistan reste aux prises avec des difficultés complexes, notamment l'instabilité politique et macroéconomique et les conséquences des inondations dévastatrices. Avec son économie nationale de grande envergure, l'Inde résistera probablement mieux que la plupart au dernier ralentissement mondial, mais elle est aux prises avec une inflation tenace en dépit d'un resserrement monétaire. Globalement, avec l'aggravation des conditions économiques, la région de l'Asie du Sud aura plus de mal à promouvoir la création d'emplois productifs dans le secteur non agricole et à continuer la lutte contre l'informalité persistante, l'emploi vulnérable et les obstacles spécifiques qui se dressent sur le marché du travail pour les femmes et les jeunes.

Moyen-Orient

En dépit d'une croissance économique rapide, le taux de chômage régional reste supérieur à 10 pour cent

La croissance économique régionale en 2011 au Moyen-Orient est estimée à 4,9 pour cent, contre 4,4 pour cent en 2010 et 2,2 pour cent au point culminant de la crise économique mondiale en 2009 (voir le tableau A1). Les économies exportatrices de pétrole, en particulier l'Irak, l'Arabie saoudite et le Qatar, ont tiré la reprise économique de la région. La croissance économique de l'Irak en 2011 a failli être une croissance à deux chiffres (9,6 pour cent) et le Qatar a continué d'enregistrer une croissance économique à deux chiffres comme sur une bonne partie de la décennie précédente, à un taux de 18,7 pour cent en 2011. Dans ces trois pays, la croissance économique est nettement supérieure au taux de croissance annuel moyen atteint durant la période 2000-2007 qui a précédé la crise. Cependant, les soulèvements qui ont commencé en Tunisie et en Egypte au début de l'année se sont aussi répandus dans les Etats arabes d'Asie de l'Ouest en 2011, limitant la croissance dans un certain nombre d'autres pays. Dans la République arabe syrienne et au Yémen, où des manifestations populaires se sont muées en conflits violents, la croissance économique a été négative en 2011 dans un contexte de turbulences politiques et sociales. Même si ces deux pays sont les seuls de la région à avoir enregistré une croissance économique négative en 2011, leurs voisins sont menacés par les effets d'entraînement. Les perturbations sociales demeurent le principal risque de détérioration pour la région dans son ensemble (FMI, 2011a). En outre, un autre risque semblable est

Figure 29. Taux de chômage (%), certains pays (dernière année pour laquelle des données sont disponibles)



à mettre au compte de la faiblesse de la croissance économique plus grande que prévu dans les économies développées, qui pourrait avoir des effets de dépression du revenu tiré des exportations de pétrole et de gaz naturel.

Le chômage demeure une grande source de préoccupations au Moyen-Orient (voir la figure 29). Durant la décennie écoulée, le taux de chômage a atteint 12,6 pour cent en 2003, puis a suivi une pente descendante pour s'établir à 10,3 pour cent en 2007. Cette tendance de plus en plus positive a stagné en 2008 au début de la crise financière et économique mondiale, mais le taux de chômage a recommencé à baisser en 2009 et 2010. En 2011, la tendance baissière s'est de nouveau inversée et le taux de chômage est estimé à 10,2 pour cent cette année, soit une augmentation de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2010. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont les deux seules régions où le taux de chômage total est supérieur à 10 pour cent.

Plus d'un jeune sur quatre sur le marché du travail est au chômage

Les jeunes restent les plus touchés par le problème du chômage. Le ratio du chômage des jeunes par rapport aux adultes en 2011 était au niveau exceptionnellement élevé de 4; en comparaison, le ratio au niveau mondial était de 2,8. En effet, le taux de chômage des jeunes était de 26,2 pour cent tandis que le taux pour les adultes était de 6,6 pour cent. Autrement dit, plus d'un jeune actif sur quatre au Moyen-Orient est au chômage. Bien que les niveaux d'éducation atteints soient élevés, les employeurs mentionnent fréquemment le manque de compétences employables parmi les jeunes de la région comme obstacle à l'emploi. Parallèlement, une bonne partie de la création d'emplois dans la région concerne toujours les travailleurs migrants, à des salaires et des conditions qui sont incompatibles avec les attentes de la main-d'œuvre nationale. La dualité des marchés du travail qui en résulte et qui prédomine soulève des questions au sujet de la qualité de l'emploi que la région génère et du besoin connexe de créer des emplois acceptables pour les demandeurs. L'absence de possibilités économiques pour les jeunes ne saurait être dissociée de la vague de troubles sociaux qui balaye la région.

Les femmes sont confrontées à une situation particulièrement difficile sur le marché du travail. Le ratio du taux de chômage des femmes par rapport à celui des hommes dans la plupart des régions est supérieur à 1, mais, au Moyen-Orient, le ratio régional atteignait 2,3 en 2011. Il n'y a qu'en Afrique du Nord qu'on trouve un ratio aussi élevé. L'écart important entre les indicateurs du marché du travail pour les hommes et pour les femmes ne se limite pas aux taux de chômage. De fait, le taux d'activité des femmes, selon les projections, ne devrait être que de 18,4 pour cent en 2011, soit le taux global le plus faible du monde, contre 74 pour cent

pour les hommes. L'aggravation des divisions culturelles, sociales et économiques entre les sexes représente une perte substantielle de potentiel économique au Moyen-Orient.

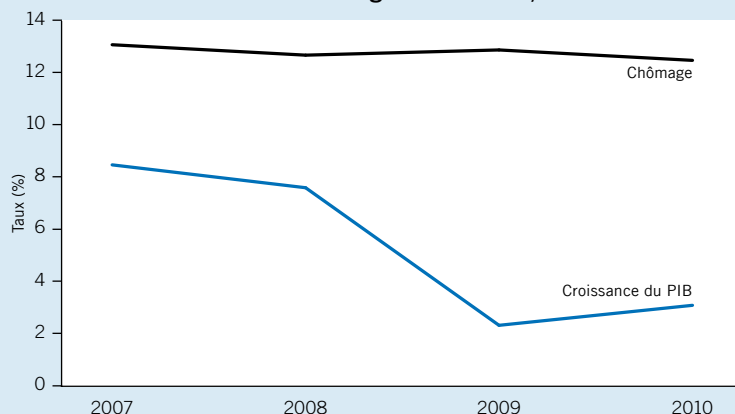
Les niveaux d'emploi vulnérable et de pauvreté au travail au Moyen-Orient sont relativement bas. Le taux d'emploi vulnérable était juste au-dessous de 30 pour cent en 2010, soit le deuxième niveau le plus bas parmi les régions en développement, après l'Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et la CEI. Néanmoins, ce taux était nettement plus élevé pour les femmes (42,7 pour cent) que pour les hommes (27,3 pour cent). Durant la période 2000-2008, le taux d'emploi vulnérable a baissé de 3,7 points de pourcentage, mais il s'est stabilisé depuis 2008 aux alentours de 30 pour cent des personnes employées (voir le tableau A12). La pauvreté au travail au niveau de 1,25 dollar EU par jour était d'environ 1 pour cent en 2010, mais la pauvreté au travail au niveau de 2 dollars EU par jour touchait une bien plus forte proportion des personnes employées, et s'établissait à 6,8 pour cent en 2010 (voir les tableaux A14a et A14b).

Encadré 10. Lutter contre un chômage élevé et omniprésent en Jordanie

Après une période de croissance robuste, au lendemain du ralentissement économique mondial et des soulèvements dans les pays arabes, l'économie jordanienne vacille aujourd'hui. Le marché du travail en pâtit. Malgré les efforts déployés par le gouvernement pour promouvoir le secteur privé et augmenter l'employabilité, le chômage demeure élevé, en particulier chez les jeunes (voir la figure ci-dessous). La main-d'œuvre jordanienne a augmenté de 11 pour cent entre 2007 et 2009, atteignant 2 millions en 2009, or seulement 49,3 pour cent de la population en âge de travailler est active. Cela est essentiellement dû au très

faible taux d'activité des femmes, 23,3 pour cent en 2009, soit moins d'un tiers de celui des hommes (73,9 pour cent). Le chômage total en Jordanie était de 12,9 pour cent en 2009 et, en 2010, il a légèrement baissé, à 12,5 pour cent. Selon le Département jordanien de statistique, ce taux avait augmenté à 13,1 pour cent au premier trimestre de 2011. Le chômage en Jordanie est un phénomène qui touche principalement les jeunes, le chômage des jeunes atteignant 27 pour cent en 2009, 23 pour cent pour les jeunes hommes et jusqu'à 45 pour cent pour les jeunes femmes. Les jeunes diplômés sont particulièrement touchés.

Croissance du PIB et chômage en Jordanie, 2007-2010



Source: FMI, 2011a;
Département de statistique,
Jordanie.

De nombreux projets et programmes ont été mis en œuvre pour essayer d'améliorer les perspectives des jeunes Jordaniens sur le marché du travail. L'un de ces programmes s'intitule Injaz, une organisation à but non lucratif établie en 1999 sous le patronage de S. M. la reine Rania. Il vise à perfectionner les compétences des jeunes sur divers plans – capacité de diriger, esprit d'entreprise, aptitude à résoudre les problèmes et à communiquer – par la mise en œuvre d'une série de programmes scolaires et extrascolaires. Ce faisant, Injaz a établi des partenariats avec le ministère de l'Éducation et le Fonds pour le développement du roi Abdullah II, en plus d'un vaste réseau d'organismes des secteurs privé et public. Au cours de l'année scolaire 2010-11, Injaz a exercé ses activités dans 175 écoles publiques, 34 universités et instituts et 13 institutions sociales dans l'ensemble du pays, pour un total de 112 529 bénéficiaires.

C'est en mettant l'accent sur l'amélioration de la formation de compétences employables que l'on contribuera à

répondre aux préoccupations concernant le système éducatif, auquel il est reproché de ne pas doter les jeunes Jordaniens des compétences dont le marché du travail a besoin. Cependant, en réponse, la demande sur le marché du travail doit en définitive être stimulée par un secteur privé capable de créer des emplois d'une qualité acceptable pour les demandeurs d'emploi jordaniens. Pour soutenir cet effort, le gouvernement jordanien a adopté ces dernières années une série de politiques dynamiques relatives au marché du travail, y compris des programmes de subventions salariales temporaires et de promotion de l'emploi sectoriel ciblés. Ces derniers visent à améliorer les conditions et à encourager l'emploi de Jordaniens dans les zones industrielles spéciales et dans l'agriculture, secteurs où l'on trouve normalement une forte concentration de travailleurs migrants. L'incidence de ces dispositifs sur le chômage en Jordanie reste à déterminer.

Sources: Département de statistique, Jordanie; Note d'information sur Injaz 2010-2011.

Selon les projections, la croissance économique en 2012 devrait atteindre 4 pour cent, sous réserve des risques de détérioration de l'économie mondiale. Le chômage devrait légèrement augmenter à 10,3 pour cent en 2012. Avec la persistance des troubles politiques, le ralentissement de la croissance économique et la situation malsaine du marché du travail au Moyen-Orient, il devient urgent d'établir des politiques inclusives en matière de travail décent.

Afrique du Nord

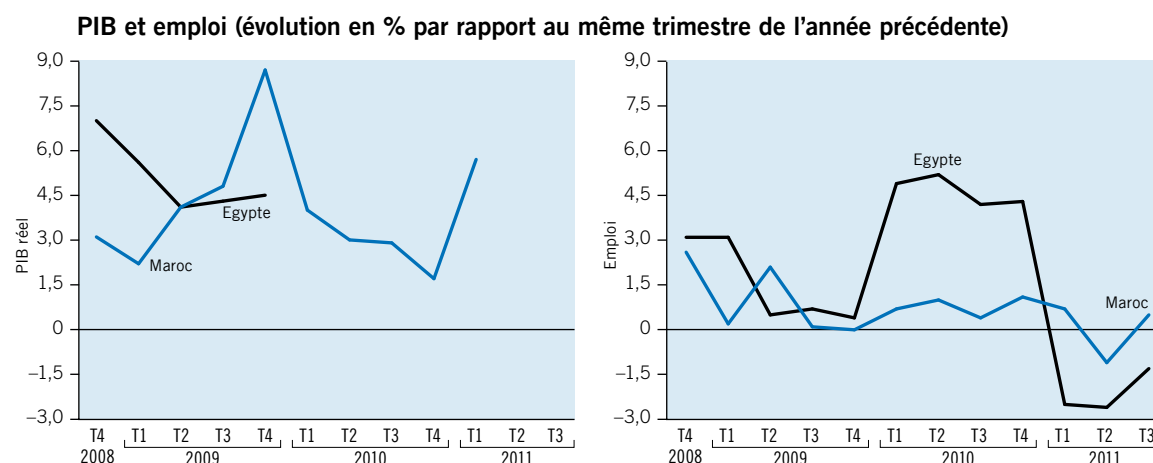
Malgré le printemps arabe, les difficultés qui pèsent depuis longtemps sur le marché du travail persistent, notamment le chômage élevé et la faiblesse du taux d'activité des femmes

Le monde a été pris par surprise quand, à la fin de 2010, le suicide d'un jeune Tunisien a conduit des milliers de jeunes à manifester dans les rues de Tunis. Ces personnes voulaient défendre leurs droits et mettre fin à un régime qui, pendant des années, avait agi sans avoir à faire face à une véritable opposition – ou, plus précisément, qui était en mesure de supprimer toute opposition et de maintenir un contrôle strict du peuple. Cela a été le point de départ de ce qu'on appelle maintenant le printemps arabe. En janvier 2011, les Egyptiens (essentiellement des jeunes de diverses origines) ont commencé leur révolution, et les Libyens leur ont emboîté le pas. Sous la pression montante, les gouvernements des autres pays de la région d'Afrique du Nord ont agi sans tarder pour éviter la montée de mouvements révolutionnaires et de soulèvements sociaux. Le Maroc, par exemple, a adopté une nouvelle constitution qui a introduit plus de libertés et d'égalité entre les hommes et les femmes.

Des questions importantes se posent au sujet des causes sous-jacentes du printemps arabe, et notamment celle de savoir pourquoi tant de gens sont restés silencieux durant tant d'années. Pourquoi les jeunes ont-ils été si nombreux à participer, devenant soudainement politiquement engagés et actifs et désireux de défendre leurs droits, même au prix de leur vie? Les réponses à ces questions sont multiples, mais il est possible d'identifier un facteur commun à tous les pays de la région: les jeunes ont le sentiment que leurs perspectives d'avenir sont très sombres car leurs chances d'obtenir un emploi satisfaisant sont rares et (demeureront) très limitées. Bien qu'ils soient mieux éduqués que les générations précédentes, leurs possibilités d'emploi sont limitées et donc leurs chances de mener une vie économiquement indépendante sont très faibles. A de nombreuses occasions, l'OIT a appelé l'attention sur cette situation, en insistant sur le fait que le manque de possibilités d'emplois décents pouvait déboucher sur des troubles sociaux et une érosion de la confiance dans le gouvernement et la société (IIES, 2011).

La région de l'Afrique du Nord a accompli d'importants progrès en matière de développement humain. Les services d'éducation et de santé se sont considérablement améliorés et l'extrême pauvreté a diminué. Mais, malgré ces progrès, certains problèmes continuent de se poser, surtout en ce qui concerne l'inégalité et l'exclusion. Ces difficultés se traduisent par une discrimination visant les femmes, de fortes disparités régionales entre les pays au niveau du développement économique, et l'inégalité de l'accès aux services, y compris l'éducation. L'accentuation de l'inégalité et la persistance de l'exclusion ont été parmi les éléments qui ont alimenté l'insatisfaction des peuples de la région. Cette insatisfaction a aussi été renforcée par les limites imposées aux libertés, le manque de justice sociale et de démocratie, et le manque de transparence dans les processus de prise de décisions, autant de facteurs qui ont contribué à façonner des sociétés dans lesquelles les gens étaient mal à l'aise. A bien des égards, les lacunes de ces sociétés sont liées aux marchés du travail et à l'accès limité au travail décent, par ailleurs peu répandu, dans la région. Par conséquent, c'est en résolvant les problèmes qui se posent sur le marché du travail par l'offre d'emplois décents qu'on pourra aider à répondre aux aspirations des individus et à bâtir les fondements de régimes démocratiques et pacifiques.

Gros plan par pays 6. Croissance et emploi en Egypte et au Maroc



Source: FMI, *Statistiques financières internationales*, novembre 2011; Agence centrale pour la mobilisation du public et les statistiques, Egypte; Institut de statistique du Maroc.

Dans la région de l'Afrique du Nord, on ne trouve des données trimestrielles relatives à l'emploi que pour l'Egypte et le Maroc. En Egypte, la croissance du PIB s'est nettement ralentie sur les deux premiers trimestres de 2009, mais elle est demeurée positive et a commencé de s'améliorer tout au long du reste de l'année. En revanche, le Maroc a connu un ralentissement seulement au T1 2009 (par rapport au T1 2008); la croissance s'est ensuite accélérée, atteignant près de 9 pour cent au dernier trimestre de l'année, mais elle a fortement baissé tout au long de 2010, atteignant son point le plus bas (2 pour cent) au T4 2010. La croissance a ensuite nettement rebondi au premier trimestre de 2011.

La croissance de l'emploi a baissé dans les deux pays au cours de 2009, avec les taux de croissance les plus bas enregistrés au dernier trimestre de 2009. L'Egypte a connu une croissance rapide de l'emploi tout au long de 2010, suivie d'une forte baisse au T1 2011 qui a perduré au T2 2011, atteignant presque -3 pour cent durant la période où les bouleversements politiques étaient à leur apogée dans le pays. Les dernières données disponibles, relatives au T3 2011, indiquent que les pertes d'emplois ont continué. Au Maroc, la croissance de l'emploi a baissé au début de 2009 et l'emploi n'a pas retrouvé les niveaux d'avant la crise. Au T2 2011 (par rapport au T2 2010), le taux de croissance de l'emploi dans le pays est devenu négatif, mais il s'est redressé pour redevenir positif au T3 2011.

Les jeunes sont confrontés à de graves difficultés sur le marché du travail en Afrique du Nord

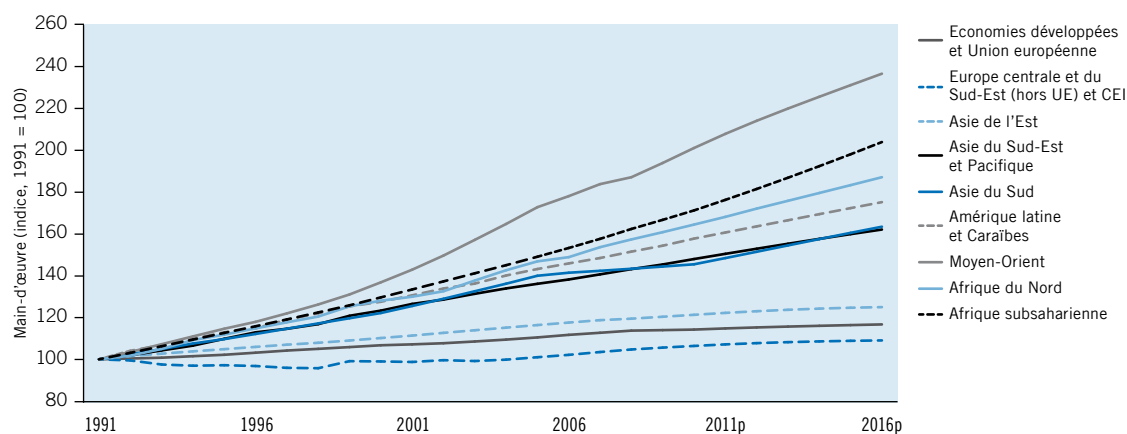
Quelles sont les difficultés qui affectent les marchés du travail dans la région, et pourquoi persistent-elles autant¹⁴? Avant la crise économique mondiale, la plupart des pays de la région affichaient des taux de croissance solides et menaient des réformes économiques qui donnaient de bons résultats dans certains domaines. Mais cette croissance ne s'est pas traduite par une création d'emplois suffisante, et les emplois qui ont été créés étaient souvent à faible productivité, ce qui n'était pas une option réaliste pour les jeunes ayant fait de bonnes études, qui représentaient une part de plus en plus importante de la main-d'œuvre. L'analyse ci-après donne une idée plus précise de la situation.

La croissance de la main-d'œuvre en Afrique du Nord est la troisième du monde par ordre d'importance (voir la figure 30). Sur les deux dernières décennies, le nombre d'emplois nécessaires pour suivre le rythme rapide de cette augmentation de l'offre de main-d'œuvre a presque doublé. Tandis qu'il y a vingt ans la main-d'œuvre était composée de 43,5 millions d'individus, la population active est passée à 72,4 millions en 2011.

Certains pourraient alléguer que cela est dû à l'accroissement de la population active féminine – un argument qui est souvent utilisé pour critiquer les efforts déployés dans beaucoup de pays pour relever le taux d'activité des femmes dans cette région –, mais ce n'est pas

¹⁴ Pour des analyses plus détaillées, voir Tzannatos, Haq et Schmidt (2011) ainsi que Schmidt et Hassanien (2011).

Figure 30. Main-d'œuvre, 1991-2015 (indice, 1991 = 100)



Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011; BIT EPPA (voir l'annexe 4).

le cas. C'est le résultat des taux élevés de croissance de la population durant les années 1980 et 1990, qui ont produit de larges cohortes de jeunes arrivant sur le marché du travail ces dernières années. Il ne serait toutefois pas exact de tout mettre sur le compte de la croissance de la population, étant donné que d'autres régions ont réussi à faire en sorte que la croissance rapide de la main-d'œuvre se traduise par une plus forte croissance économique, créant ainsi un cercle vertueux de création d'emplois et de développement économique. Or, en Afrique du Nord, l'important afflux de jeunes dans la main-d'œuvre a provoqué une situation dans laquelle les jeunes sont confrontés à des taux de chômage et des taux d'inactivité élevés.

Après une période de lente diminution des taux de chômage entre 2000 et 2008, les progrès ont marqué le pas en 2009 et 2010, et le taux a augmenté, passant de 9,6 pour cent en 2010 à 10,9 pour cent en 2011. Pour 2012, selon les projections, il devrait y avoir une légère augmentation supplémentaire, le taux s'établissant à 11 pour cent. Cependant, si le redressement économique de l'Égypte, de la Libye et de la Tunisie demeure aussi lent qu'en 2011, il se peut très bien que ce taux augmente encore. Le chômage est un problème qui touche principalement les jeunes et les femmes. Le taux de chômage des jeunes dans la région était de 27,1 pour cent en 2011, celui des femmes était de 19 pour cent et, pour les jeunes femmes, il était de 41 pour cent. Ces trois taux de chômage sont les plus élevés observés par rapport à toutes les autres régions. La situation des jeunes femmes est particulièrement inquiétante car celles qui travaillent effectivement ou cherchent un travail sont très peu nombreuses. Selon les estimations du BIT, les taux d'activité des jeunes femmes en Afrique du Nord en 2010 allaient de 8,9 pour cent seulement en Algérie à 26,9 pour cent au (ex-)Soudan, ce qui est encore très bas (BIT, 2011d). Il importe aussi de noter que le chômage est semblable dans tous les groupes de revenu. Étant donné que le niveau d'éducation et le revenu par foyer sont étroitement liés, cela donne à penser que ceux qui ont fait des études plus poussées ne sont pas protégés contre le chômage. Dans certains pays de la région, le chômage des personnes hautement qualifiées est même plus élevé que pour les individus moins qualifiés.

Les faibles taux d'activité des femmes et les taux de chômage généralement élevés dans tous les groupes de la population ont donné des ratios emploi-population qui sont bas. Le ratio emploi-population, qui est un indicateur de l'efficacité avec laquelle un pays utilise son potentiel productif, était de 43,6 pour cent en Afrique du Nord en 2011 (alors que la moyenne mondiale était de 60,3 pour cent). Même s'il est possible que certains de ceux qui sont sans emploi aient entrepris de suivre des études, un ratio emploi-population aussi bas crée un ratio de dépendance anormalement élevé, ce qui signifie qu'un trop grand nombre d'individus dépendent économiquement de ceux qui ont un emploi assuré.

Le chômage et l'inactivité ne sont qu'une partie des difficultés sur le marché du travail que connaissent les pays d'Afrique du Nord. Il existe un autre défi majeur à relever: la réduction des déficits de travail décent parmi les individus employés. Presque quatre personnes

employées sur dix en Afrique du Nord en 2011 étaient dans l'emploi vulnérable, soit établies à leur propre compte, soit travaillant dans leur famille sans être rémunérées. Dans tous les pays, le taux d'emploi vulnérable est considérablement plus élevé pour les femmes que pour les hommes. De même, la part des travailleurs pauvres au niveau de 2 dollars EU par jour était de 27,2 pour cent en 2011. La faible croissance de la productivité a été une cause importante de la pénurie d'emplois de qualité. Durant deux décennies, la productivité du travail dans la région (mesurée par la production par individu employé) n'a augmenté que de 20 pour cent environ, tandis qu'en Asie de l'Est, la région qui a connu l'augmentation la plus forte sur la même période, la productivité a augmenté de plus de 300 pour cent. Le niveau de productivité de l'Asie de l'Est a presque atteint celui de l'Afrique du Nord et devrait le dépasser au cours des cinq prochaines années (voir la figure 13). Par ailleurs, les gains de productivité sont limités par l'insuffisance des changements structurels survenus dans la région. L'agriculture continue de jouer un rôle de premier plan, représentant 28,4 pour cent des personnes employées en 2011. Le secteur le plus important est celui des services, qui compte pour presque la moitié de l'emploi. Pour la majorité des pays, le fait de travailler dans ce secteur n'est absolument pas une garantie d'avoir un emploi décent car beaucoup d'emplois dans les services sont de qualité très médiocre et mal rémunérés, comme les emplois informels dans le secteur du tourisme et le travail domestique. De plus, les emplois du secteur des services tels que les postes d'enseignants, d'infirmières et autres emplois dans l'éducation et les soins de santé sont très mal payés par rapport aux normes internationales. Comme ces emplois sont principalement occupés par des femmes, cette situation est devenue une autre source de préoccupations concernant la condition féminine. Un autre facteur qui contribue à la lenteur des hausses de productivité est le fait que la part de l'emploi dans la fonction publique demeure élevée (et, dans certains pays, elle a même augmenté en raison des événements du printemps arabe).

Parmi les autres difficultés qui entravent le développement du travail décent, il faut mentionner l'insuffisance des régimes de sécurité sociale et la faible performance des services publics de l'emploi et des autres institutions du marché du travail. En outre, l'environnement n'est pas favorable au développement des petites et moyennes entreprises dans la plupart des pays, ce qui limite les possibilités de création de nouvelles entreprises pour les jeunes. Avant le printemps arabe, le dialogue social était faible ou inexistant et, jusqu'à présent, il n'a pas été suffisamment solide pour avoir une influence marquée. Enfin, le manque d'analyses sérieuses des marchés du travail et des politiques y relatives entrave l'élaboration de bonnes politiques.

Il existe un facteur favorable dans la situation socio-économique de l'Afrique du Nord au début du vingt et unième siècle: le fait que la pyramide des âges de la région arrive à maturité.

Encadré 11. L'impact des révolutions et des changements politiques

On s'accorde en général à reconnaître que les difficultés des marchés du travail en Afrique du Nord sont de nature structurelle et non pas cyclique. Cependant, les événements récents ont créé des tensions supplémentaires sur ces marchés du fait de leur impact négatif sur la croissance économique. En Libye et en Tunisie, des sites et des infrastructures de production ont été détruits et doivent être reconstruits. Dans ces pays, de même qu'en Egypte, il s'est produit de graves perturbations de la production et des exportations, perturbations qui se poursuivent encore. Les turbulences qui agitent les bourses, l'affaiblissement de certaines monnaies, l'inflation et la fuite des capitaux ont pesé sur les économies, ainsi que les nombres importants de personnes qui se sont exilées en raison des événements. Au départ, on s'attendait à ce que les perturbations économiques soient rapidement apaisées, mais il est devenu évident qu'elles auront un impact sur la croissance au moins jusqu'au milieu de 2012. Le plus

inquiétant, c'est la possibilité, en raison des perturbations économiques et des inquiétudes persistantes concernant la sécurité, que les investisseurs restent méfiants pendant encore longtemps. Cela créerait des difficultés, en particulier pour l'Egypte et la Tunisie, qui dépendent beaucoup de l'investissement direct étranger et des recettes du tourisme. L'absence d'investissements limiterait encore la création d'emplois et le chômage pourrait continuer d'augmenter, comme cela a été le cas au premier semestre de 2011.

En dépit de ces difficultés à court et moyen terme, on peut encore espérer que les processus de transformation politique en cours jetteront les bases d'une amélioration des politiques relatives à l'emploi et aux marchés du travail, surtout dans les domaines du dialogue social, de l'inclusion des groupes vulnérables grâce à des régimes de protection sociale améliorés et du renforcement de l'autonomisation économique et sociale des femmes.

Entre 1990 et 2020, la croissance de la population active (individus âgés de 15 à 64 ans) est bien supérieure à celle de la population économiquement dépendante. Cet avantage démographique potentiel offre à la région la possibilité d'accélérer la croissance économique, compte tenu en particulier du fait que la jeune génération actuelle est la plus éduquée qu'il y ait jamais eu. Cependant, sauf à ce que la création de travail décent ne suive le rythme de l'accroissement de l'offre de main-d'œuvre, cette possibilité se transformera de plus en plus en un fardeau qui continuera de menacer la paix sociale. L'impact économique néfaste des récents événements politiques a encore assombri les perspectives de la région à court terme (voir l'encadré 11). Cependant, on peut encore espérer qu'à long terme le processus de démocratisation aura une incidence positive sur la réduction des déficits de travail décent en Afrique du Nord.

Afrique subsaharienne

L'absence de transformations structurelles et la croissance élevée de la population limitent les possibilités de travail décent

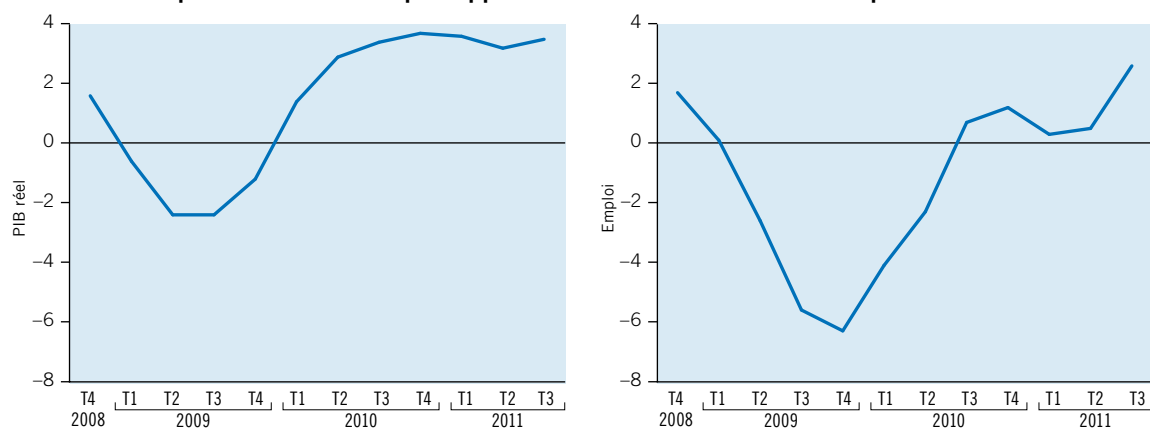
La croissance économique dans la région de l'Afrique subsaharienne s'est ralentie jusqu'à s'établir à 2,8 pour cent à l'apogée de la crise économique en 2009, mais elle a fortement rebondi pour atteindre 5,4 pour cent en 2010. La reprise s'est maintenue dans la région en 2011, avec une croissance de 5,2 pour cent. Beaucoup de pays à faible revenu, qui composent la majorité des économies de la région, ont bien résisté à la crise, principalement parce que leurs échanges commerciaux et leurs liens financiers avec l'économie mondiale sont plus limités, mais aussi parce qu'ils avaient une plus grande marge de manœuvre budgétaire, qu'ils ont utilisée pour prendre des mesures contracycliques (voir FMI, 2011a, figure 2.14; FMI, 2010b). Plusieurs pays ont affiché une nette accélération des taux de croissance pour dépasser les niveaux d'avant la crise, notamment l'Erythrée, le Ghana et le Zimbabwe. La croissance économique en Erythrée s'est accélérée, passant de 2,2 pour cent en 2010 à 8,2 pour cent en 2011, tandis que la croissance au Zimbabwe est estimée à 6 pour cent en 2011, après avoir atteint 9 pour cent en 2010. Ces deux pays ont enregistré une croissance négative sur plusieurs années durant la décennie 2000 et, dans le cas du Zimbabwe, la croissance a été négative sur toute la période 2002-2008. Le Ghana est l'un des trois pays seulement dans le monde à afficher un taux de croissance estimé à deux chiffres en 2011, avec la Mongolie et le Qatar. La croissance économique au Ghana a atteint 13,5 pour cent en 2011, soit bien plus que la moyenne sur la période 2000-2007, qui était juste au-dessus de 5 pour cent.

Dans tous ces trois pays où la croissance économique a été à deux chiffres en 2011, celle-ci a été stimulée par les exportations de pétrole, qui ont commencé au Ghana en 2011 et ont contribué à faire passer le pays du statut de pays à faible revenu au statut de pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure, selon la classification des pays de la Banque mondiale. La plupart des économies à revenu intermédiaire, tranche supérieure, d'Afrique subsaharienne ont aussi enregistré une croissance économique supérieure aux tendances observées avant la crise, à l'exception de la Namibie et de la plus grande économie de la région, l'Afrique du Sud. La croissance économique en Afrique du Sud s'est accélérée, passant de 2,8 pour cent en 2010 à 3,4 pour cent en 2011, mais elle est demeurée inférieure à la tendance observée avant la crise, soit 4,3 pour cent. De même, la croissance économique en Namibie, établie à 3,6 pour cent en 2011, a été bien inférieure à ce qu'elle était avant la crise (5,2 pour cent).

L'accélération de la croissance économique en Afrique subsaharienne durant les années 2000 n'a pas entraîné de forte amélioration de la performance du marché du travail, malgré certains progrès en comparaison des années 1990. Durant la décennie 2000, le taux d'emploi vulnérable a baissé de 3,8 points de pourcentage, contre une baisse de 1,4 point de pourcentage durant les années 1990. L'amélioration de la performance durant la décennie 2000 a été

Gros plan par pays 7. Croissance et emploi en Afrique du Sud

PIB et emploi (évolution en % par rapport au même trimestre de l'année précédente)



Source: FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, septembre 2011; Statistics South Africa.

Dans la région de l'Afrique subsaharienne, on ne trouve des données trimestrielles relatives à l'emploi que pour l'Afrique du Sud. La croissance du PIB a été négative tout au long de 2009 et a atteint son point le plus bas au T2 et au T3 2009, à -2,4 pour cent (par rapport au T2 et au T3 2008). La croissance a ensuite rebondi, atteignant son niveau le plus élevé au T4 2010, mais elle s'est ralentie depuis.

Les pertes d'emplois ont été bien plus graves et persistantes en pourcentage que les baisses de la croissance économique. La croissance de l'emploi a nettement rebondi au T1 2010, redevenant positive au T3 2010. Le pays a affiché une croissance de l'emploi robuste au T3 2011.

réalisée malgré une hausse du taux d'emploi vulnérable de 0,4 point de pourcentage en 2009, soit la seule augmentation depuis le début des années 2000. Néanmoins, ce taux est demeuré très élevé dans la région, à 76,6 pour cent en 2011. Des progrès plus significatifs ont été accomplis s'agissant du taux de pauvreté au travail au niveau de 1,25 dollar EU par jour, qui a baissé de 15,7 points de pourcentage sur la période 2001-2010, après avoir augmenté de 1,3 point de pourcentage durant les années 1990. Néanmoins, les progrès en matière de réduction de la pauvreté ne suffisent pas pour atteindre la cible relative à la réduction de moitié de la pauvreté au travail au titre du premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD). Avec l'Asie du Sud, l'Afrique subsaharienne est l'une des deux régions qui n'atteindront probablement pas cette cible, et à 38,1 pour cent de la population active, le taux de pauvreté au travail au niveau de 1,25 dollar EU par jour demeure le plus élevé de toutes les régions en 2011. Par voie de conséquence, étant donné les liens entre le travail décent et d'autres domaines, comme les soins de santé et l'éducation, bien d'autres cibles attachées aux OMD risquent aussi de ne pas être atteintes.

Les progrès limités accomplis pour améliorer la performance des marchés du travail en Afrique subsaharienne ont été analysés dans des rapports récents, y compris ceux qui ont été établis pour la 12^e Réunion régionale africaine de l'OIT en octobre 2011 (BIT, 2011f, 2011g). Parmi les facteurs qui expliquent ce caractère limité des progrès, l'absence de transformations structurelles dans la région et la persistance d'un taux de croissance de la population élevé jouent un rôle important.

L'absence de transformations structurelles se retrouve dans la distribution de l'emploi par secteur agrégé, même si la part du PIB détenue par l'activité industrielle a augmenté. Si l'on exclut le Nigéria et l'Afrique du Sud, la part des activités industrielles dans le PIB en Afrique subsaharienne a augmenté, passant de 25,1 pour cent en 1990 à 30,2 pour cent en 2010, stimulée par l'activité économique dans les industries extractives et le secteur de la construction durant les années qui ont précédé la crise économique mondiale. Cependant, la part des activités manufacturières dans le PIB a baissé sur cette même période, passant de

12,2 pour cent à 9,8 pour cent (Banque mondiale, 2011). L'emploi dans l'industrie ne représente que 8,5 pour cent de l'emploi en Afrique subsaharienne, et cette part a légèrement baissé durant les années 1990. Sur la décennie 2000, on a pu observer une légère augmentation de cette part, de 0,6 point de pourcentage sur dix ans, mais le niveau reste très bas en comparaison des autres régions. Il n'y a qu'en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique que cette part est inférieure à 20 pour cent de l'emploi total. Cela signifie que la baisse de la part de l'emploi dans l'agriculture en Afrique subsaharienne, de 5,8 points de pourcentage depuis le début des années 1990, s'est presque totalement traduite par une augmentation de l'emploi dans les services. Le secteur des services représentait presque 30 pour cent de l'emploi en Afrique subsaharienne en 2010.

Le taux de croissance de la population en âge de travailler en Afrique subsaharienne s'est établi en moyenne à 2,8 pour cent durant la décennie 2000, et, selon les projections, il devrait rester à ce niveau entre 2010 et 2015. Sur cette période, l'Afrique subsaharienne dépasse le Moyen-Orient au titre de la région où le taux de croissance de la population en âge de travailler est le plus élevé. La croissance de la population provoque de fortes tensions sur les marchés du travail pour les jeunes, et en particulier dans un environnement où les possibilités de travail décent sont insuffisantes. De plus, les jeunes ont souvent plus de mal à trouver un travail décent que les adultes pour différentes raisons, notamment leur manque d'expérience et leurs réseaux professionnels plus limités. Cela se retrouve dans les taux de pauvreté au travail relativement élevés pour les jeunes en comparaison des adultes dans la grande majorité des pays pour lesquels il existe des taux en la matière. Par exemple, au Sénégal, au Sierra Leone et dans la République démocratique du Congo, l'écart entre le taux de pauvreté au travail chez les jeunes et celui pour les adultes au niveau de 1,25 dollar EU par jour est supérieur à 8 points de pourcentage et, dans chacun de ces pays, plus de la moitié des jeunes sont comptés parmi les travailleurs pauvres. Au Burundi et au Libéria, plus de 85 pour cent des jeunes employés font partie des travailleurs pauvres, mais, dans ces pays, les écarts entre les taux concernant les jeunes et ceux concernant les adultes sont faibles. Autrement dit, les difficultés sur le marché du travail dans les pays d'Afrique subsaharienne ne sont pas nécessairement propres aux jeunes, mais les jeunes sont en général exagérément touchés sur un marché du travail déjà extrêmement difficile.

Dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne, la qualité de l'emploi est une question plus importante que la quantité (la pénurie d'emplois). La part des travailleurs pauvres dans l'emploi total est de 39,1 pour cent, et est légèrement plus basse si le taux de pauvreté au travail est calculé en proportion de la main-d'œuvre (35,9 pour cent). Ce dernier pourcentage peut être comparé à la proportion de la main-d'œuvre qui est sans emploi, soit 8,2 pour cent, ce qui est bien plus bas. Dans certains pays, les taux de chômage sont effectivement bas, comme au Bénin (2002), au Burkina Faso (2006) et en Ouganda (2005). Dans ces pays, les taux de chômage des jeunes et des adultes étaient inférieurs à 5 pour cent l'année visée par les mesures. Cependant, dans d'autres pays, le chômage est aussi important que la qualité de l'emploi du point de vue du nombre d'actifs touchés. Dans plusieurs pays, les taux de chômage sont supérieurs à 25 pour cent de la main-d'œuvre, notamment à Djibouti (2002), au Lesotho (2008), en Mauritanie (2004) et en Namibie (2008). En Afrique du Sud, le taux de chômage en 2010 a atteint 24,9 pour cent, soit une hausse par rapport au niveau d'avant la crise économique mondiale (22,3 pour cent). La même année, plus de la moitié des jeunes actifs étaient au chômage dans ce pays. Pour atténuer l'impact de la crise, le gouvernement a pris de nouvelles mesures visant à abaisser les niveaux de pauvreté et d'inégalité par des transferts sociaux et a établi un nouveau cadre de politique à la fin de 2010. L'initiative intitulée Nouvelle voie vers la croissance (New Growth Path – NGP) fait fond sur des initiatives antérieures et vise à promouvoir la transformation économique et une croissance inclusive qui se traduisent par la création durable d'emplois (BIT, 2011h). L'initiative NGP vise à abaisser le taux de chômage de 10 points de pourcentage d'ici à 2020.

Les conclusions de la 12^e Réunion régionale africaine ont souligné la nécessité d'adopter des cadres macroéconomiques favorables à l'emploi et de fixer des objectifs quantitatifs

Encadré 12. Systèmes LMIA et utilisation de MCSD pour évaluer la création d'emplois au Mozambique

Les systèmes d'information et d'analyse du marché du travail (LMIA) sont souvent insuffisants en Afrique subsaharienne, en partie parce qu'il y a moins de données disponibles sur les marchés du travail de la région. Cela entrave la surveillance des marchés du travail et limite l'utilisation et l'applicabilité de méthodes d'analyse plus sophistiquées, notamment les modèles économétriques. Ces méthodes et modèles sont utilisés pour éclairer les décisions des pouvoirs publics dans le monde entier, mais la qualité des résultats obtenus dépend de l'existence de statistiques de qualité, en particulier sur les données relatives aux séries temporelles pour les indicateurs du marché du travail. Par exemple, le modèle LIFT qui a été utilisé pour évaluer les effets sur l'emploi des investissements supplémentaires effectués aux États-Unis repose sur un grand nombre de données (voir l'encadré 6), même si des modèles plus limités fondés sur des techniques similaires ont été utilisés pour les économies en développement.

Une manière d'analyser les marchés du travail lorsque les données sont limitées consiste à utiliser ce qu'on appelle une matrice de comptabilité sociale dynamique (MCSD). Une matrice de comptabilité sociale (MCS) rend compte de toutes les transactions et tous les transferts qui ont lieu entre différents participants au marché du travail dans une économie, et en particulier la vente de produits et de services de n'importe quelle branche de production aux autres branches, aux consommateurs finals et aux pouvoirs publics. Si la MCS ordinaire donne un instantané de l'économie sur une seule année, une MCSD montre l'évolution sur plusieurs années, ce qui permet d'illustrer les effets de l'évolution des relations entre les secteurs de l'économie ou d'autres évolutions possibles des prix. Surtout, une MCSD permet d'évaluer l'incidence des changements économiques et stratégiques tant sur le niveau de la création d'emplois que sur la distribution de l'emploi entre les différents secteurs et professions.

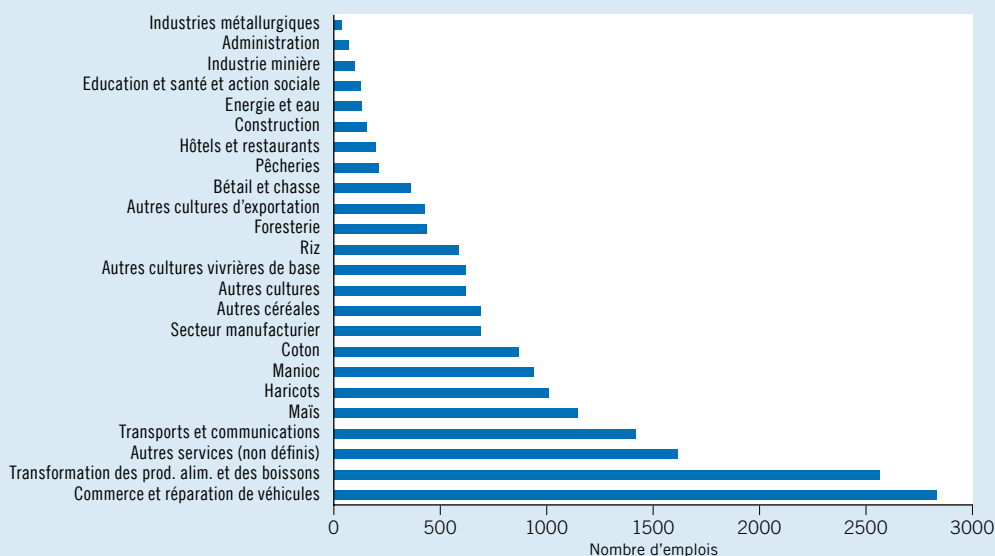
Dans le but d'analyser l'impact des politiques publiques sur l'emploi, le BIT a élaboré une MCSD pour le Mozambique. Elle inclut 27 groupes d'activités (production de produits de base, de marchandises et de services), 33 facteurs de production et 43 institutions, et permet de ventiler les données

par zones rurales et urbaines et de traiter séparément Maputo, la capitale. Cette MCSD inclut aussi un compte emploi avec des données tirées de l'enquête sur la population active de 2004-05. Des multiplicateurs d'emploi-production ont été calculés pour améliorer la compréhension de l'importance de certaines activités pour la création d'emplois. Ces multiplicateurs montrent l'effet conjugué de l'intégration de la production de marchandises et de services au reste de l'économie (c'est-à-dire le multiplicateur économique) et l'intensité de main-d'œuvre du processus de production.

La figure ci-après montre que la production de marchandises et de services dominée par des activités informelles et à faible productivité comme le commerce et la réparation de véhicules ainsi que les produits de l'agriculture de subsistance (par ex., le manioc, les haricots, le maïs) sont à relativement haute intensité de main-d'œuvre. Les multiplicateurs d'emploi-production sont élevés pour ces activités, même si leurs multiplicateurs économiques (qui reflètent les liens en amont et en aval avec l'économie) sont assez bas. Les emplois formels se trouvent principalement dans la production de marchandises et de services parmi les colonnes du haut de la figure, comme dans les industries métallurgiques et minières, l'administration et l'éducation. Cependant, les multiplicateurs d'emploi-production pour ces activités sont bas, même si elles ont un multiplicateur économique plus élevé que les activités primaires comme l'agriculture.

La MCSD a été utilisée pour examiner le meilleur moyen de réduire la déforestation tout en tenant compte des préoccupations économiques et sociales. Sur la base de cette analyse, une stratégie à deux volets a été proposée: 1) une gestion de la foresterie durable, notamment à plus haute intensité d'emplois, qui crée des emplois principalement pour les travailleurs ruraux non qualifiés; et 2) l'installation de panneaux solaires, qui ont des liens en amont plus forts dans l'économie sur le long terme et contribuent à la création d'emplois pour les travailleurs plus qualifiés. Cette stratégie tient compte de la faible position des travailleurs non qualifiés sur le marché du travail et contribue simultanément à la réduction des émissions de carbone et à la réduction de la vulnérabilité aux catastrophes naturelles.

Multiplicateurs d'emploi par secteur au Mozambique



Note: un multiplicateur d'emploi-production est défini comme étant l'emploi par unité de production fois le multiplicateur économique. Le multiplicateur économique montre le degré d'intégration d'un secteur au reste de l'économie par des liens en amont et en aval. Exemple: l'injection de 1 milliard de mëticaïs générerait 2829 emplois dans le commerce et la réparation de véhicules et 36 emplois dans les industries métallurgiques.

Sources: d'après Ernst et Iturriza (2011); Centre national de prévisions et d'information sur le marché du travail (2011); Sparreboom et Albee (2011).

explicités dans les politiques nationales et internationales (BIT, 2011i). La Réunion régionale a aussi noté que les gouvernements avaient un rôle capital à jouer dans l'élaboration de politiques qui accélèrent la croissance économique et transforment la qualité de cette croissance. Cependant, dans beaucoup de pays, l'incorporation d'objectifs et de cibles dans la politique de l'emploi est entravée par le manque de données et d'analyses relatives au marché du travail, car les systèmes d'information et d'analyse en Afrique subsaharienne sont souvent insuffisants. L'encadré 12 présente un exemple d'outil pour évaluer l'impact des politiques économiques et sociales sur la création de travail décent, qui peut être également utilisé même si l'on ne dispose que d'informations limitées sur le marché du travail.

En 2012, la croissance économique en Afrique subsaharienne, d'après les projections, devrait atteindre 5,8 pour cent, ce qui est proche de la moyenne obtenue avant la crise sur la période 2000-2007, mais – comme dans d'autres régions – la réalisation de cette perspective rassurante dépend dans une large mesure de la dynamique de l'économie mondiale et, en particulier, de la croissance des pays à revenu intermédiaire et des exportateurs de pétrole. Les projections actuelles du taux de chômage indiquent qu'il y aura peu de changement entre 2011 et 2012 (8,2 pour cent sur les deux années, voir le tableau P1 et l'annexe 5 sur la méthodologie utilisée pour les projections relatives au chômage).

4. Options de politique pour une croissance générant des emplois

Récapitulatif des emplois perdus à cause de la crise

Le monde a un impressionnant défi à relever en matière d'emploi et est confronté à des déficits de travail décent de grande ampleur. A l'arrivée de l'année 2012, 1,1 milliard d'individus dans le monde – une personne sur trois dans la main-d'œuvre – sont chômeurs ou vivent dans la pauvreté. Après trois années de conditions de crise sans interruption sur les marchés du travail mondiaux et face à la perspective d'une dégradation supplémentaire de l'activité économique, le chômage mondial a augmenté de 27 millions, et il faudra plus de 400 millions de nouveaux emplois sur la prochaine décennie pour éviter qu'il n'augmente davantage. La moitié des emplois perdus l'ont été dans les économies avancées, 5 millions d'emplois ont été perdus en Asie de l'Est 3 millions en Amérique latine et dans les Caraïbes et 1 million en Asie du Sud. Parallèlement, le taux de chômage mondial est passé de 5,5 pour cent en 2007 à 6,2 pour cent en 2009, les économies avancées étant les plus durement touchées avec un taux de chômage passé de 5,8 pour cent à 8,3 pour cent sur cette période. En Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et dans la CEI, le taux de chômage est passé de 8,4 pour cent à 10,2 pour cent, tandis qu'en Asie de l'Est il est passé de 3,8 pour cent à 4,3 pour cent, et en Amérique latine et dans les Caraïbes, de 7 à 7,7 pour cent. Par ailleurs, on constate un découragement bien plus marqué, avec 29 millions d'actifs de moins que prévu. De ce fait, le ratio emploi-population a connu une baisse au niveau mondial, de 61,2 pour cent à 60,3 pour cent, baisse qui a été plus spectaculaire en ce qui concerne les économies avancées, où il est passé de 57,1 pour cent à 55,5 pour cent, ce qui sous-entend que les chiffres du chômage mondial actuels sous-estiment en fait l'ampleur de la détresse sur les marchés du travail.

Alors que nous entrons dans la quatrième année de turbulences économiques mondiales, les éléments dont nous disposons maintenant indiquent qu'il s'agit d'une crise en trois stades. Au choc initial de la crise, les pouvoirs publics ont répondu par des plans de relance budgétaire et monétaire coordonnés, ce qui a entraîné une reprise de la croissance, mais s'est avéré insuffisant pour générer un redressement durable de l'emploi, notamment dans les économies avancées. En fait, entre 2009 et 2010, 2 millions d'emplois supplémentaires ont été perdus dans les économies avancées et, au niveau mondial, la création d'emplois a tout juste suivi le rythme de la croissance de la main-d'œuvre. Dans les économies en développement, le nombre de travailleurs pauvres – un meilleur indicateur de l'état du marché du travail dans ces pays que le chômage enregistré – avait cessé de diminuer, avec 50 millions de travailleurs pauvres en plus en 2011. De même, l'emploi vulnérable, comprenant le travail familial non rémunéré et le travail indépendant, dont l'augmentation en chiffres absolus à 1,52 milliard s'était arrêtée en 2007, a recommencé de croître après la crise, avec 23 millions de travailleurs vulnérables supplémentaires depuis 2009. Les éléments d'information mentionnés dans le présent rapport montrent que si la croissance n'a pas permis de créer plus d'emplois, c'est parce que les plans de relance ont été axés sur le sauvetage du secteur financier, surtout dans les économies avancées. Cela correspondait peut-être à une réelle nécessité, mais a empêché de cibler l'économie réelle et les emplois.

Au deuxième stade, face au poids des déficits et de l'endettement publics conjugués à la faiblesse de la croissance, des voix se sont élevées pour préconiser des mesures d'austérité

accrues afin d'apaiser les marchés de capitaux et de contrer la hausse du rendement des obligations. De ce fait, les plans de relance budgétaire ont commencé de décliner et le soutien de l'activité économique dans les économies avancées a été concentré sur l'allègement quantitatif des politiques monétaires. L'impact conjugué de ces deux facteurs semble avoir été un affaiblissement de la croissance du PIB et de celle de l'emploi. La croissance du PIB a baissé au plan mondial, de 5 pour cent en 2010 à 4 pour cent sur 2011, un mouvement tiré par les économies avancées, dont les prévisions pour 2011 ont été revues à la baisse par le FMI en septembre 2011, à 1,4 pour cent. Entre-temps, cette tendance a aussi commencé à toucher les économies émergentes, où la croissance est demeurée forte tout au long de 2011, bien que les premiers signes de faiblesse aient été constatés au dernier trimestre de 2011 avec une diminution des commandes dans l'industrie. Le ralentissement de la croissance a aussi eu pour conséquence que le taux de chômage est demeuré élevé en 2011, ce qui augmente encore le nombre d'emplois nécessaires pour que l'on retrouve les taux de chômage d'avant la crise.

Le resserrement des politiques et la persistance des hauts niveaux de chômage ont accru la possibilité d'un troisième stade dangereux, caractérisé par un double creux de la croissance et de l'emploi dans les économies avancées, ce qui intensifierait les graves difficultés des marchés du travail qui sont apparues depuis le début de la crise. Dans un tel scénario de récession à double creux, le taux de chômage mondial grimperait encore à 6,2 pour cent en 2013, niveau qu'il avait atteint en 2009, après une légère baisse à 6 pour cent en 2011.

Aggravation de la crise de l'emploi des jeunes

Les jeunes ont particulièrement souffert de la dégradation des conditions sur les marchés du travail. Le taux de chômage des jeunes a augmenté au plan mondial, de 11,7 pour cent en 2007 à 12,7 pour cent en 2011, les économies avancées étant plus sévèrement touchées, avec un taux qui a bondi de 12,5 à 17,9 pour cent sur cette période. Outre les 74,7 millions de jeunes chômeurs dans le monde en 2011 – qui sont de plus en plus nombreux à rester longtemps au chômage –, 6,4 millions de jeunes, selon les estimations, ont abandonné tout espoir de trouver un emploi et ont carrément quitté le marché du travail. Les jeunes qui ont un emploi sont de plus en plus susceptibles de se retrouver dans l'emploi à temps partiel et souvent dans le cadre de contrats temporaires. Dans les pays en développement, les jeunes représentent une part exagérément importante des travailleurs pauvres¹⁵.

Perspectives de l'emploi au niveau mondial

Au vu de ces sombres perspectives, le sommet du G20 qui s'est tenu à Cannes en septembre 2011 a été l'occasion de noter la montée des risques de ralentissement du redressement du PIB, ce qui laisserait le chômage à des niveaux intolérablement élevés. Dans leur déclaration à l'issue du sommet, les pays du G20 se sont engagés à lutter contre le chômage et à promouvoir des emplois décents, surtout pour les jeunes et d'autres qui sont très touchés par la crise. A cette fin, ils ont établi une Equipe spéciale sur l'emploi, en invitant le FMI, l'OCDE, l'OIT et la Banque mondiale à faire rapport aux ministres des finances sur les perspectives de l'emploi mondial, et sur la manière dont un programme de réformes économiques dans le cadre du G20 contribuerait à la création d'emplois.

¹⁵ La crise de l'emploi des jeunes sera le thème de la Conférence internationale du Travail de l'OIT en juin 2012.

Options macroéconomiques pour promouvoir une croissance générant des emplois

Dès lors, la question capitale qui se pose aujourd'hui pour la politique publique est la suivante: Faut-il réactiver les mesures de relance pour provoquer une reprise de la croissance et de l'emploi? Lorsqu'on examine cette question, il ne faut pas oublier que, avec le niveau de tension actuel sur les marchés internationaux des obligations souveraines, tout pays, ou peu s'en faut, qui mettrait en œuvre un plan de relance non coordonné serait probablement tout de suite confronté à des coûts d'emprunt élevés, indépendamment de son action concrète. En même temps il apparaît que, si l'on cible la croissance de l'emploi avec des mesures de relance, cela influe très fortement sur les chances de redressement. De fait, les éléments d'information exposés dans le présent rapport montrent que la reprise dans les économies émergentes et les économies en développement a été forte non seulement parce que l'impact initial de la crise a été plus faible, mais aussi parce que les plans de relance budgétaire dans les pays en développement ont été axés dans une plus forte proportion sur l'économie réelle, alors que, dans les économies avancées, ils ont au contraire majoritairement servi à soutenir le secteur financier. Cela souligne l'efficacité de mesures de relance correctement ciblées pour redresser la croissance et l'emploi, et l'option d'un plan de relance pour les pouvoirs publics demeure valable et importante, encore que limitée par une gestion macroéconomique prudente au plan budgétaire à moyen terme.

En même temps, la marge de manœuvre politique s'est nettement réduite depuis le début de la crise, en particulier dans les économies avancées. Comme la plupart des fonds publics disponibles ont été utilisés pour sauver le secteur financier – avec, comme on l'a fait valoir au chapitre 1, un succès limité –, les finances publiques ont été fortement entamées, ce qui laisse peu de marge pour engager une deuxième série de mesures de relance. Et surtout, ce transfert de la dette du secteur privé au secteur public a entraîné un nouveau renforcement des conditions de crise car les gouvernements ont beaucoup de mal à rembourser leurs dettes sans nuire davantage à l'économie. Le paradoxe de l'intervention précédente des pouvoirs publics est donc qu'elle a perpétué un environnement de forte incertitude sans ouvrir la voie à une reprise plus durable, ce qui laisse le monde face à la perspective d'un double creux en ce qui concerne l'emploi, avec une capacité de réaction limitée.

1. La coordination des politiques au niveau mondial est essentielle

Compte tenu de cette réduction de la marge de manœuvre et des impressionnants défis que doit relever l'économie, il est peut-être utile de rappeler les expériences vécues au début de la crise. De fait, la réaction initiale des pouvoirs publics face à la crise a été mise en œuvre avec une coordination sans précédent, tandis que le groupe des économies avancées et émergentes du G20 prenait une nouvelle importance. La première réaction a concerné la politique monétaire, avec une baisse des taux d'intérêt et la mise en place de facilités de liquidité spéciales pour les banques afin d'éviter un effondrement du secteur financier. S'agissant des finances publiques, la réaction des pouvoirs publics a majoritairement pris la forme d'un plan de relance budgétaire mis en place par les pays du G20 et, par un puissant effet de démonstration, par d'autres économies touchées, avancées, émergentes et en développement. Une dernière réaction des pouvoirs publics a pris la forme de stabilisateurs automatiques afin de protéger les chômeurs dans les économies avancées, ainsi que d'une extension et d'une mise au point de la protection des emplois et des revenus dans les économies avancées, les économies émergentes et certaines économies en développement. Ces deux formes budgétaires d'intervention politique ont conduit à des plans de relance publics financés par le déficit qui ont aidé à stabiliser l'économie mondiale et ont orchestré une reprise rapide de l'activité économique, sinon de la croissance de l'emploi.

Comme on l'a fait valoir au chapitre 1, cette utilisation simultanée des dépenses publiques financées par le déficit et de l'allègement monétaire n'est plus une option réaliste pour tous les pays concernés. De fait, après les premiers stades de la crise, l'évolution récente a été marquée par une aggravation du risque de non-remboursement de la dette souveraine. Ce risque a provoqué une hausse du rendement des obligations – les coûts d'emprunt – pour les pays pour lesquels les marchés de capitaux jugeaient que ce risque était plus élevé. La liste initiale de ces pays vulnérables – Espagne, Grèce, Irlande et Portugal – inclut désormais l'Italie, et les rendements s'élèvent nettement en France aussi. En revanche, plusieurs grandes économies ont encore une certaine marge de manœuvre, notamment l'Allemagne, qui a bien résisté à la crise, les Etats-Unis, malgré l'abaissement récent de leur note liée à la dette souveraine, et la Chine, qui bénéficie d'un faible ratio d'endettement public par rapport au PIB.

Par conséquent, ce dont le monde a besoin aujourd'hui, c'est d'un consensus entre les pays qui ont encore une certaine marge de manœuvre pour s'opposer à l'éventuelle mise en place de mesures d'austérité supplémentaires non coordonnées et pour autoriser au contraire des dépenses publiques supplémentaires afin de soutenir les économies nationales et l'économie mondiale. Les effets d'entraînement induits par ces grandes économies peuvent être importants et il faut que les responsables politiques nationaux en tiennent compte pour éviter une détérioration supplémentaire des conditions économiques mondiales (FMI, 2011b). Une telle analyse montre aussi qu'il est très probable que la politique monétaire jouera un rôle moindre pour ce qui est du soutien à l'activité économique mondiale dans les circonstances actuelles, non seulement parce qu'elle est déjà très accommodante dans beaucoup d'économies avancées, mais aussi parce que la création de liquidité a déclenché certaines évolutions déséquilibrées dans les économies émergentes. Au lieu de cela, des mesures de financement public coordonnées seront nécessaires pour soutenir l'économie mondiale dans sa marche en avant.

2. Remise en état et réglementation du système financier

Les difficultés du secteur financier sont réapparues dans le secteur privé, après le soulagement temporaire dû au sauvetage d'établissements financiers par les Etats. Les banques – qui ont utilisé les fonds publics pour acheter de la dette du secteur public – sont de nouveau sous pression car la dette souveraine a atteint des niveaux impossibles à maintenir dans beaucoup de pays. La crise a formé un cercle complet, laissant les banques de plus en plus réticentes à prêter au secteur privé, et dans l'incapacité de le faire. En conséquence, les grandes entreprises accumulent des réserves de trésorerie pour se protéger face à l'incertitude accrue, tandis que les petites et moyennes entreprises (PME) sont aux prises avec des difficultés grandissantes pour financer leurs activités car les lignes de crédit diminuent et les critères pour l'octroi de crédits deviennent plus rigoureux. Selon certaines allégations, les difficultés d'accès au crédit que connaissent les entreprises non financières seraient liées aux récents changements apportés à la réglementation des marchés financiers, mais la plupart de ces changements – comme le relèvement des ratios d'adéquation des fonds propres décidé par Bâle III – ne sont que progressivement mis en œuvre ou bien attendent encore qu'un cadre opérationnel soit mis en place pour entrer en vigueur. En fait, si les perspectives se sont sérieusement dégradées, c'est à cause du processus de sauvetage lui-même et du niveau substantiel de risque que les Etats ont assumé en prenant le relais du secteur privé.

A cet égard, les auteurs du présent rapport ont fait valoir qu'une remise en état et une réglementation plus substantielles du système financier rétabliraient la crédibilité et la confiance, ce qui permettrait aux banques de surmonter le risque de crédit qui a alimenté cette crise. Toutes les entreprises en tireraient avantage, mais surtout les PME, qui non seulement sont celles qui ont le plus besoin de crédit, mais aussi celles qui créent en définitive

plus de 70 pour cent des emplois. Une réforme globale des marchés financiers, comprenant des marges de sécurité plus importantes dans le secteur bancaire national et des règles plus strictes régissant les flux financiers internationaux, aiderait puissamment le marché du travail et ajouterait jusqu'à un demi-point de pourcentage à la croissance de l'emploi, en fonction de la situation de chaque pays.

3. Il faut que les mesures de relance ciblent l'emploi, tandis que l'augmentation de l'investissement privé sera essentielle pour créer de nouveaux emplois

Le présent rapport a également montré que ce dont on a le plus besoin aujourd'hui, c'est de cibler l'économie réelle pour soutenir la croissance de l'emploi. Le caractère timide de la création d'emplois et la faible croissance des revenus du travail qui en a résulté ont été à la base du ralentissement de l'activité économique mondiale et de la dégradation des finances publiques. L'OIT est particulièrement préoccupée par le fait que les plans de relance, en dépit de leur grande envergure, n'ont pas permis d'inverser l'augmentation de 27 millions de chômeurs due à l'impact initial de la crise. Manifestement, ces mesures n'ont pas été bien ciblées et il est nécessaire de réévaluer leur efficacité.

L'analyse exposée dans le présent rapport a démontré qu'il pouvait être réellement très efficace d'axer les mesures de dépenses sur le marché du travail. De fait, les estimations portant sur divers instruments du marché du travail en ce qui concerne les économies avancées montrent que les politiques actives et passives relatives au marché du travail se sont avérées très efficaces pour stimuler la création d'emplois et soutenir les revenus. Les éléments d'information par pays concernant tout un éventail de politiques de ce type – y compris l'élargissement des indemnités de chômage et des programmes de partage du travail, la réévaluation des salaires minima et des subventions salariales, ainsi que le renforcement des services publics de l'emploi, des programmes de travaux publics et des incitations à l'entrepreneuriat – indiquent que ces politiques produisent des effets sur l'emploi et les revenus (BIT, 2009). Partant, les pays devraient cibler ces postes de dépenses, en réduisant – le cas échéant – les dépenses affectées à d'autres instruments moins créateurs d'emplois.

En même temps, les mesures de soutien publiques supplémentaires à elles seules ne suffiront pas à susciter une reprise durable de l'emploi. Les responsables politiques doivent agir avec détermination et d'une manière coordonnée pour réduire la peur et l'incertitude qui entravent l'investissement privé de façon que le secteur privé puisse relancer le principal moteur de la création d'emplois au niveau mondial. Les mesures pour inciter les entreprises à investir en usines et en matériel et à embaucher seront essentielles pour déclencher une reprise forte et durable de l'emploi.

A cet égard, les auteurs du présent rapport ont réaffirmé que l'investissement était essentiel pour la croissance et pour une reprise durable de l'emploi. Comme ils l'ont fait valoir au chapitre 1, pour générer des emplois pour les 27 millions de demandeurs supplémentaires dus à la crise, il faut que la part de l'investissement augmente de 1,8 point de pourcentage supplémentaire sur les cinq prochaines années afin de combler ce déficit. Cela nécessitera en partie une hausse plus marquée de la productivité – en particulier dans le secteur des biens échangeables –, par exemple en renforçant les incitations à investir à l'intention des entreprises. Mais, jusqu'ici, la timidité de la reprise et les perspectives peu encourageantes ont coïncidé avec une faible productivité généralisée. De plus, avec la montée des incertitudes au sujet des perspectives macroéconomiques, attestée par la grande instabilité des marchés financiers, les investisseurs rechignent à s'engager dans des projets d'investissement. Comme cela a été évoqué au chapitre 3, dans les économies avancées les grandes entreprises conservent une énorme masse d'argent dans des instruments à court terme, ce qui limite les perspectives de l'investissement à court terme et, partant, la création d'emplois.

4. Il n'est pas nécessaire que l'augmentation des dépenses des Etats se traduise par un accroissement de la dette publique

Lors de l'examen des options de politique entre l'austérité et les mesures de relance, l'efficacité de ces dernières pour ce qui est de générer de la croissance et des emplois n'a pas été bien testée dans les économies avancées, où la plus grosse partie des budgets de relance sectorielle a été consacrée au sauvetage du secteur financier. Il est possible que cette action ait été absolument nécessaire pour empêcher un effondrement financier, mais elle a laissé peu de moyens pour l'économie réelle, où sont générés la production et l'emploi. Inversement, l'efficacité des plans de relance pour générer de la croissance et des emplois est démontrée en ce qui concerne les économies émergentes et les économies en développement, où la plus grosse partie des mesures de relance ont ciblé les secteurs réels de l'économie et où la croissance et l'emploi se sont bien plus redressés que dans les économies avancées. Il existe donc des éléments qui attestent l'efficacité des mesures de relance pour ce qui est de générer de la croissance et des emplois.

Il convient de formuler trois réserves au sujet de la logique qui sous-tend les politiques de relance. Premièrement, il se peut que la reprise de la croissance et de l'emploi fondée sur les mesures de relance dans les économies émergentes et les économies en développement ne puisse pas compenser la faiblesse de la demande dans les économies avancées. Du côté de la demande, la propension marginale à consommer sur la base de revenus inférieurs dans les économies émergentes et les économies en développement n'est pas suffisante pour remplacer le volume de demande globale généré par les économies avancées. De plus, comme les flux d'investissement mondiaux continuent majoritairement de partir des régions avancées vers les régions en développement, il est peu probable que les économies en développement puissent à court terme pallier l'insuffisance de l'investissement dans les économies avancées. Partant, même si les économies émergentes ont commencé de jouer un rôle plus important comme moteurs de l'économie, ainsi qu'on l'a vu au chapitre 1, cela ne suffit toujours pas pour relever le niveau de la croissance et de l'emploi à l'échelle mondiale, compte tenu du fort ralentissement qui se produit dans les économies avancées.

Deuxièmement, les paramètres de l'austérité restreindront inévitablement l'effet des mesures de relance, quelles qu'elles soient. Si les coûts de l'emprunt sous la forme du rendement des obligations augmentent, alors à l'impact des mesures de relance sur la demande ne correspondra pas une réponse adéquate en termes d'investissement du côté de l'offre, ce qui stimulera l'inflation plutôt que la croissance de la production et de l'emploi. L'établissement d'un plan d'ajustement budgétaire à moyen terme bien conçu pourrait être efficace pour garantir des coûts d'emprunt moindres et rassurer les marchés. Une partie de l'incertitude qui règne actuellement sur les marchés de la dette souveraine est aussi due au fait que les finances publiques vont bientôt subir des tensions supplémentaires dans beaucoup d'économies avancées, principalement en raison du vieillissement de la population. Une mise en œuvre rapide de réformes permettant de limiter les pressions en faveur de dépenses supplémentaires – sans pour autant abaisser effectivement les dépenses aujourd'hui – permettra aux pays de continuer à bénéficier de conditions financières plus clémentes.

Troisièmement, si des augmentations de recettes correspondent en tous points aux dépenses publiques, l'économie réelle pourra en être encore stimulée, grâce au multiplicateur de budget équilibré. Lorsque la demande est hésitante, renforcer le rôle des pouvoirs publics en ce qui concerne la demande globale contribue à stabiliser l'économie et constitue un nouveau facteur de relance, même si l'augmentation des dépenses va entièrement de pair avec des hausses correspondantes des recettes fiscales. Parmi d'autres, Joseph Stiglitz a fait valoir que ces multiplicateurs de budget équilibré pouvaient être non négligeables, surtout dans l'environnement actuel où les capacités sont très largement sous-utilisées et les taux de chômage sont élevés (Stiglitz, 2011). En même temps, équilibrer les dépenses par des recettes plus élevées garantit la maîtrise du risque budgétaire pour satisfaire les marchés de capitaux. Les taux d'intérêt ne seront donc pas affectés par un tel choix de politique, ce qui permettra au facteur de relance de produire pleinement ses effets sur l'économie.

Bibliographie

- Admati, A. R., DeMarzo, P. M.; Hellwig, M. F.; Pfleiderer, P. 2011. *Fallacies, irrelevant facts, and myths in the discussion of capital regulation: Why bank equity is not expensive* (Stanford, CA, Stanford Graduate School of Business).
- Ballon, P.; Ernst, E. A paraître. *Patterns of global growth* (Genève, BIT).
- Banque mondiale. 2011. *Africa Development Indicators 2011* (Washington, DC).
- Bassanini, A.; Duval, R. 2006. «Les déterminants du chômage dans les pays de l'OCDE: une réévaluation du rôle des politiques et institutions», *Revue économique de l'OCDE*, n° 42, 1, pp. 7-96.
- BPS Statistics Indonesia. 2011. «Labor force situation in Indonesia, Jakarta», disponible à l'adresse: http://www.bps.go.id/brs_file/naker_07nov11.pdf [nov. 2011].
- Bureau international du Travail (BIT). 2011a. *The global crisis. Causes, responses and challenges* (Genève).
- . 2011b. *Global Employment Trends for Youth: 2011 update* (Genève).
- . 2011c. *Economically Active Population Estimates and Projections*, 6^e édition, disponible à l'adresse: http://laborsta.ilo.org/applv8/data/EAPEP/eaep_E.html.
- . 2011d. *Indicateurs clés du marché du travail*, 7^e édition (Genève).
- . 2011e. *Growth, employment and decent work in the least developed countries* (Genève).
- . 2011f. *Efficient growth, employment and decent work in Africa: Time for a new vision* (Genève).
- . 2011g. *Renforcer l'autonomie des peuples d'Afrique grâce au travail décent*, rapport du Directeur général (Genève).
- . 2011h. *Parvenir à la croissance et à l'équité par la protection sociale et la cohérence politique* (fiche pays préparée pour le G20) (Genève), disponible à l'adresse: <http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/how-the-ilo-works/multilateral-system/g20/lang-fr/index.htm>.
- . 2011i. *Conclusions de la douzième Réunion régionale africaine* (Johannesburg, Afrique du Sud, 11-14 oct.), disponible à l'adresse: http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_165254.pdf.
- . 2010. *Global Employment Trends 2010* (Genève).
- . 2009. *Protéger les personnes, promouvoir l'emploi: étude des mesures pour l'emploi et la protection sociale prises par les pays en réponse à la crise économique mondiale* (Genève).
- ; Banque mondiale. A paraître. *Policy responses to the global financial crisis* (Genève, BIT).
- Casselman, B.; Lahart, J. 2011. «Companies shun investment, hoard cash», *Wall Street Journal*, disponible à l'adresse: <http://online.wsj.com/article/SB10001424053111903927204576574720017009568.html> [17 sept. 2011].
- Chowdhury, S. 2011. «Employment in India: What does the latest data show?», *Economic and Political Weekly*, vol. XLVI, n° 32, pp. 23-26.
- Cochrane, J. H. 2008. «Financial markets and the real economy», dans l'ouvrage publié sous la direction de R. Mehra: *Handbook of the equity risk premium* (Elsevier Science), pp. 237-330.
- . 1991. «Production-based asset pricing and the link between stock returns and economic fluctuations», *Journal of Finance*, vol. 46, n° 1, pp. 207-234.
- Département des affaires économiques et sociales, Nations Unies. 2012. *World Economic and Social Prospects* (New York).
- . 2011. *World Population Prospects, the 2010 Revision* (New York), disponible à l'adresse: <http://esa.un.org/unpd/wpp/index.htm>.
- Eichengreen, B.; Park, D.; Shin, K. 2011. *When fast growing economies slow down: International evidence and implications for China* (Cambridge, MA, National Bureau of Economic Research).
- Ernst, C.; Iturriza, A. 2011. *Tackling deforestation in Mozambique: Reconciling the social, economic and environmental agenda*, document présenté lors du séminaire intitulé «14th ILO Regional Seminar for Labour Based Practitioners», Accra, Ghana, 5-9 sept.
- Ernst, E. 2011a. «The future of finance: Scenarios of financial sector reforms and their labour market implications», *The global crisis. Causes, responses and challenges* (Genève, BIT), pp. 223-240.

- . 2011b. *Determinants of unemployment dynamics. Economic factors, labour market institutions and financial development* (Genève, Institut international d'études sociales).
- Fonds monétaire international (IMF). 2011a. *Perspectives de l'économie mondiale (septembre). Croissance au ralenti, risques en hausse* (Washington, DC).
- . 2011b. *Consolidated spillover report. Implications from the analysis of the systemic-5* (Washington, DC).
- . 2010a. *Fiscal Monitor. Navigating the fiscal challenges ahead* (Washington, DC).
- . 2010b. *Perspectives économiques régionales: Afrique subsaharienne* (avril) (Washington, DC).
- . 2008. *World Economic Outlook (April). Housing and the business cycle* (Washington, DC).
- Hungerford, T.; Gravelle, J. G. 2010. *Business investment and employment tax incentives to stimulate the economy* (Washington, DC, Congressional Research Service).
- Institut international d'études sociales (IIES). 2011. *Rapport 2011 sur le travail dans le monde: des marchés au service de l'emploi* (Genève, BIT).
- . 2010. *Rapport 2010 sur le travail dans le monde: d'une crise à l'autre?* (Genève, BIT).
- . 2009. *The financial and economic crisis: A decent work response* (Genève, BIT).
- Institute of International Finance (IIF). 2010. *Interim report on the cumulative impact on the global economy of proposed changes in the banking regulatory framework* (Washington, DC).
- Interindustry Economic Research Fund. 2011. *Development of scenarios gauging the effects of increased investment in the United States on growth and employment* (Washington, DC, document de travail élaboré pour ce rapport).
- Kashyap, A. K.; Stein, J. C.; Hanson, S. 2010. *An analysis of the impact of "substantially heightened" capital requirements on large financial institutions* (Chicago, IL, University of Chicago).
- Malaysia Department of Statistics. 2011. «Principal statistics of labour force, Kuala Lumpur», disponible à l'adresse: http://www.statistics.gov.my/portal/images/stories/files/LatestReleases/employment/Labour_Force_Indicator_Malaysia_Aug2011_BI.pdf.
- National Centre for Labour Market Forecast and Information. 2011. *Viet Nam Employment Trends 2010* (Hanoi, Ministry of Labour, Invalids and Social Affairs).
- OCDE. A paraître. *Toujours plus d'inégalité: pourquoi les écarts de revenus se creusent* (Paris).
- . 2010. *Etudes économiques de l'OCDE: Allemagne 2010* (Paris).
- . 2009. *Perspectives économiques de l'OCDE* (Paris).
- Philippines Bureau of Labor and Employment Statistics. 2011. «Current labor statistics» (Manila), disponible à l'adresse: <http://www.bles.dole.gov.ph/PUBLICATIONS/Current%20Labor%20Statistics/index.html>.
- Reinhart, C M.; Rogoff, K. S. 2009. *This time is different: A panoramic view of eight centuries of financial crises* (Princeton, NJ, Princeton University Press).
- Rothstein, J. 2011. *Unemployment insurance and job search in the Great Recession* (Cambridge, MA, National Bureau of Economic Research).
- Schmidt, D.; Hassanien, D. 2011. «In need of a future. Causes and consequences of high youth unemployment – the case of North Africa», *Youth for Democracy – Learning from nonviolent struggles around the world* (Copenhagen, Humanity in Action Denmark), disponible à l'adresse: <http://www.apply.humanityinaction.org/files/101-YouthinNorthAfrica-Abstract.pdf>.
- Sparreboom, T.; Albee, A., 2011. *Towards decent work in sub-Saharan Africa. Monitoring MDG employment indicators* (Genève, BIT).
- Spiezza, V. 2000. «Les effets comparés des régimes d'indemnisation du chômage sur l'emploi et les salaires», *Revue internationale du Travail*, vol. 139, n° 1, pp. 79-97.
- Sri Lanka Department of Census and Statistics. 2011. *Quarterly Labour Force Surveys* (Colombo).
- Stiglitz, J. 2011. «After-shocks of the global financial crisis and the way forward», UNDESA Expert Group Meeting on the World Economy, 24 octobre.
- Stockhammer, E.; Onaran, O.; Ederer, S. 2009. «Functional income distribution and aggregate demand in the Euro area», *Cambridge Journal of Economics*, vol. 33, n° 1, pp. 139-159.
- Tzannatos, Z.; Haq, T.; Schmidt, D. 2011. «The labour market in the Arab States: Recent trends, policy responses and future challenges», dans BIT: *The global crisis. Causes, responses and challenges* (Genève, BIT), pp. 51-65.
- United Nations Statistics Division. 2011. *International Merchandise Trade Statistics* (New York).
- Woodford, M. 2010. *Simple analytics of the government expenditure multiplier* (Cambridge, MA, National Bureau of Economic Research).
- Yap, K. 2011. «Aquino unveils stimulus plan as Philippine growth forecasts cut», *Bloomberg*.
- Zoega, G. 2010. «The financial crisis: Joblessness and investmentlessness», *Capitalism and Society*, vol. 5, n° 2, disponible à l'adresse: <http://www.bepress.com/cas/vol5/iss2/art3>.

Annexes

1. Tableaux mondiaux et régionaux

Tableau A1. Taux de croissance annuels du PIB réel, monde et région (%)

Région	2006	2007	2008	2009	2010	2011*	2012*	2013*	2014*	2015*	2016*
Monde	5,3	5,4	2,8	-0,7	5,1	4,0	4,0	4,5	4,7	4,8	4,9
Economies développées et Union européenne	3,0	2,6	0,1	-3,9	2,6	1,4	1,7	2,2	2,5	2,6	2,6
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	8,2	7,8	4,2	-5,9	5,3	4,9	3,8	4,1	4,1	4,2	4,2
Asie de l'Est	10,9	12,1	7,8	7,1	9,8	8,5	8,2	8,6	8,6	8,6	8,6
Asie du Sud-Est et Pacifique	6,2	6,7	4,5	1,6	7,5	5,3	5,5	5,7	5,8	6,0	5,9
Asie du Sud	8,9	9,4	5,9	6,2	9,2	7,2	7,1	7,6	7,8	7,8	7,8
Amérique latine et Caraïbes	5,6	5,8	4,3	-1,7	6,1	4,5	4,0	4,1	4,1	4,0	3,9
Moyen-Orient	6,0	7,1	4,4	2,2	4,4	4,9	4,0	4,4	4,7	4,7	4,8
Afrique du Nord	5,9	5,8	5,0	3,5	4,4	1,9	2,5	4,0	5,0	5,5	5,8
Afrique subsaharienne	6,5	7,1	5,6	2,8	5,4	5,2	5,8	5,5	5,4	5,2	5,1

* Les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires; ceux pour 2012-2016 sont des projections.

Source: FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, septembre 2011.

Note: sauf indication contraire, les tableaux présentés et analysés dans le rapport sont tirés de: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011. Pour plus d'informations concernant la méthodologie employée pour l'estimation des données des indicateurs du marché du travail agrégées aux niveaux mondial et régional utilisées ici et dans d'autres rapports sur les *Tendances mondiales de l'emploi*, voir l'annexe 4.

Tableau A2. Taux de chômage par sexe, monde et régions (%)

Les deux sexes	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*		
								Limite inférieure de l'IC	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
Monde	6,3	6,2	5,8	5,5	5,6	6,2	6,1	5,7	6,0	6,3
Economies développées et Union européenne	6,7	6,9	6,3	5,8	6,1	8,3	8,8	8,1	8,5	8,7
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	10,8	9,2	9,1	8,4	8,4	10,2	9,5	8,1	8,6	9,3
Asie de l'Est	4,4	4,1	3,9	3,8	4,2	4,3	4,1	3,9	4,1	4,3
Asie du Sud-Est et Pacifique	5,0	6,4	6,1	5,5	5,3	5,2	4,8	4,4	4,7	5,0
Asie du Sud	4,4	4,7	4,2	3,8	3,7	3,9	3,9	3,6	3,8	4,1
Amérique latine et Caraïbes	8,6	7,9	7,6	7,0	6,6	7,7	7,2	6,7	7,2	7,6
Moyen-Orient	10,5	11,2	10,9	10,3	10,4	10,1	9,9	9,5	10,2	10,8
Afrique du Nord	13,6	11,5	10,5	10,1	9,6	9,6	9,6	10,3	10,9	11,6
Afrique subsaharienne	9,2	8,3	8,2	8,1	8,1	8,2	8,2	7,9	8,2	8,5
Hommes	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*		
								Limite inférieure de l'IC	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
Monde	6,1	5,8	5,6	5,2	5,4	6,0	5,8	5,5	5,8	6,0
Economies développées et Union européenne	6,3	6,6	6,1	5,5	6,0	8,7	9,1	8,4	8,7	9,0
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	10,6	9,4	9,2	8,6	8,6	10,6	9,8	8,2	8,8	9,4
Asie de l'Est	4,9	4,6	4,5	4,3	4,8	4,9	4,7	4,5	4,7	4,9
Asie du Sud-Est et Pacifique	5,1	6,0	5,7	5,3	5,2	5,2	4,5	4,2	4,4	4,7
Asie du Sud	4,4	4,2	4,1	3,6	3,5	3,7	3,5	3,3	3,5	3,7
Amérique latine et Caraïbes	7,3	6,4	6,1	5,6	5,3	6,4	5,9	5,8	6,2	6,6
Moyen-Orient	8,8	9,3	9,0	8,4	8,6	8,2	8,1	7,8	8,3	8,8
Afrique du Nord	11,5	9,0	8,2	8,1	7,5	7,3	7,4	7,7	8,2	8,8
Afrique subsaharienne	8,5	7,8	7,7	7,6	7,6	7,7	7,7	7,4	7,7	7,9
Femmes	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*		
								Limite inférieure de l'IC	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
Monde	6,6	6,6	6,2	5,8	5,9	6,4	6,5	6,1	6,4	6,7
Economies développées et Union européenne	7,3	7,3	6,7	6,1	6,2	7,9	8,4	7,9	8,2	8,5
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	11,0	9,0	8,8	8,0	8,1	9,7	9,2	8,0	8,5	9,1
Asie de l'Est	3,8	3,4	3,3	3,1	3,6	3,6	3,5	3,3	3,4	3,6
Asie du Sud-Est et Pacifique	4,9	7,0	6,6	5,8	5,5	5,2	5,2	4,8	5,1	5,4
Asie du Sud	4,6	5,7	4,4	4,3	4,2	4,4	5,0	4,5	4,8	5,1
Amérique latine et Caraïbes	10,8	10,1	9,8	9,0	8,6	9,6	9,1	8,0	8,5	9,0
Moyen-Orient	18,9	19,3	19,3	18,6	18,9	18,7	18,5	17,4	18,7	20,0
Afrique du Nord	20,8	19,6	18,0	16,1	16,0	16,5	16,4	18,0	19,0	20,1
Afrique subsaharienne	10,0	9,0	8,9	8,8	8,8	8,7	8,7	8,5	8,8	9,1

* Les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires; IC = intervalle de confiance.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011; pour plus d'informations, voir l'annexe 4 et «Estimations et projections des indicateurs du marché du travail», en particulier *Trends econometric models: A review of methodology*, consultable à l'adresse: http://www.ilo.org/empelm/what/projects/lang--en/WCMS_114246/index.htm. Les écarts par rapport aux estimations antérieures sont dus aux révisions des estimations du FMI et de la Banque mondiale portant sur le PIB et ses composantes qui sont utilisées dans les modèles ainsi qu'aux révisions apportées aux informations sur le marché du travail utilisées. Ces dernières sont basées sur BIT, *Indicateurs clés du marché du travail*, 7^e édition, 2011.

Tableau A3. Taux de chômage des jeunes et des adultes, monde et région (%)

Jeunes	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*		
								Limite inférieure de l'IC	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
Monde	12,8	12,9	12,4	11,7	11,9	12,8	12,8	12,0	12,7	13,3
Economies développées et Union européenne	13,5	14,2	13,3	12,5	13,3	17,3	18,1	17,1	17,9	18,4
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	20,0	18,7	18,6	17,6	17,0	20,5	19,5	16,7	17,7	18,9
Asie de l'Est	9,1	8,5	8,3	8,0	8,9	9,0	8,8	8,4	8,8	9,2
Asie du Sud-Est et Pacifique	13,2	17,7	17,0	14,9	14,2	13,9	13,6	12,6	13,4	14,3
Asie du Sud	10,2	10,0	9,3	8,6	8,6	9,1	10,2	9,3	9,9	10,6
Amérique latine et Caraïbes	15,8	15,7	15,3	14,1	13,7	15,7	14,6	12,5	13,3	14,2
Moyen-Orient	23,8	25,4	25,5	24,9	25,7	25,2	25,4	24,5	26,2	27,9
Afrique du Nord	28,8	27,2	25,2	23,8	23,0	23,6	23,0	25,7	27,1	28,6
Afrique subsaharienne	14,2	12,9	12,8	12,8	12,8	12,9	12,8	12,4	12,8	13,2
Adultes	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*		
								Limite inférieure de l'IC	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
Monde	4,6	4,5	4,2	4,0	4,1	4,7	4,6	4,3	4,6	4,8
Economies développées et Union européenne	5,6	5,8	5,3	4,8	5,0	7,1	7,5	6,9	7,2	7,5
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	8,9	7,4	7,3	6,7	6,8	8,4	7,9	6,7	7,2	7,7
Asie de l'Est	3,4	3,1	3,0	2,9	3,3	3,3	3,2	3,1	3,2	3,3
Asie du Sud-Est et Pacifique	2,6	3,3	3,2	3,1	3,1	3,0	2,7	2,5	2,7	2,8
Asie du Sud	2,6	3,0	2,6	2,4	2,3	2,4	2,3	2,2	2,3	2,4
Amérique latine et Caraïbes	6,3	5,6	5,4	5,1	4,8	5,7	5,4	5,3	5,7	6,0
Moyen-Orient	6,1	6,8	6,6	6,3	6,5	6,3	6,3	6,1	6,6	7,0
Afrique du Nord	8,7	6,5	6,2	6,2	6,0	6,0	6,3	6,6	7,0	7,5
Afrique subsaharienne	7,3	6,6	6,5	6,4	6,4	6,4	6,5	6,3	6,5	6,7

* Les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires; IC = intervalle de confiance.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011; voir aussi la source du tableau A2.

Tableau A4. Chômage dans le monde (millions)

Région	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*		
								Limite inférieure de l'IC	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
Total	175,5	187,5	180,0	170,7	176,4	197,7	197,3	187,3	197,2	206,8
Hommes	101,8	106,2	103,1	97,6	101,4	115,3	113,2	107,8	113,5	119,0
Femmes	73,6	81,3	76,9	73,0	75,0	82,4	84,1	79,5	83,7	87,8
Jeunes	73,4	78,7	75,5	70,7	71,6	76,3	75,8	70,9	74,7	78,5
Adultes	102,0	108,8	104,5	99,9	104,8	121,4	121,5	116,4	122,5	128,3

* Les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires; IC = intervalle de confiance.

Note: il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement car les chiffres ont été arrondis.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011; voir aussi la source du tableau A2.

Tableau A5. Ratio emploi-population par sexe, monde et région (%)

Les deux sexes	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*		
								Limite inférieure de l'IC	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
Monde	61,2	61,1	61,2	61,2	61,0	60,3	60,2	60,1	60,3	60,5
Economies développées et Union européenne	56,6	56,2	56,7	57,1	57,1	55,5	55,0	55,0	55,2	55,4
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	52,5	52,4	52,7	53,5	53,8	53,0	53,5	53,9	54,3	54,6
Asie de l'Est	72,7	71,4	71,4	71,3	70,6	70,4	70,4	70,1	70,2	70,4
Asie du Sud-Est et Pacifique	66,9	65,9	65,9	66,2	66,4	66,4	66,7	66,6	66,8	67,0
Asie du Sud	57,2	58,2	57,8	57,2	56,5	55,6	54,9	54,8	54,9	55,1
Amérique latine et Caraïbes	58,5	60,3	60,5	60,9	61,3	60,7	61,4	61,2	61,5	61,8
Moyen-Orient	41,1	42,5	42,4	42,6	41,9	42,3	42,7	42,6	42,9	43,3
Afrique du Nord	41,8	43,2	43,2	43,8	44,1	44,1	44,2	43,3	43,6	43,9
Afrique subsaharienne	63,3	64,1	64,2	64,4	64,5	64,5	64,4	64,3	64,5	64,7
Hommes	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*		
								Limite inférieure de l'IC	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
Monde	73,8	73,4	73,4	73,6	73,4	72,6	72,6	72,5	72,7	72,9
Economies développées et Union européenne	65,8	64,4	64,9	65,2	64,9	62,5	61,8	61,8	62,0	62,2
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	62,1	61,8	62,0	63,0	63,6	62,3	63,1	63,7	64,1	64,5
Asie de l'Est	78,1	76,9	76,9	76,9	76,2	75,9	75,9	75,7	75,8	76,0
Asie du Sud-Est et Pacifique	78,6	77,7	77,7	77,7	77,6	77,6	78,2	78,0	78,2	78,4
Asie du Sud	79,6	79,9	79,7	79,7	79,3	78,7	78,5	78,3	78,5	78,7
Amérique latine et Caraïbes	74,8	75,1	75,2	75,4	75,7	74,6	75,1	74,5	74,7	75,1
Moyen-Orient	67,4	67,1	67,0	67,3	66,6	67,1	67,6	67,4	67,8	68,2
Afrique du Nord	66,3	68,4	68,1	68,1	68,6	68,7	68,6	67,6	68,0	68,4
Afrique subsaharienne	70,4	70,0	70,1	70,3	70,4	70,3	70,2	70,2	70,4	70,5
Femmes	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*		
								Limite inférieure de l'IC	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
Monde	48,6	48,9	48,9	48,9	48,6	48,1	47,8	47,7	47,9	48,0
Economies développées et Union européenne	48,0	48,4	49,0	49,5	49,7	48,9	48,6	48,6	48,7	48,9
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	44,0	44,1	44,5	45,1	45,3	44,7	45,1	45,3	45,6	45,9
Asie de l'Est	67,1	65,7	65,6	65,6	64,8	64,6	64,6	64,3	64,4	64,5
Asie du Sud-Est et Pacifique	55,6	54,3	54,4	55,1	55,5	55,5	55,5	55,5	55,7	55,9
Asie du Sud	33,4	35,2	34,7	33,6	32,5	31,4	30,1	30,2	30,3	30,4
Amérique latine et Caraïbes	42,9	46,1	46,5	47,2	47,7	47,5	48,4	48,7	48,9	49,2
Moyen-Orient	13,2	15,3	15,1	15,1	14,3	14,5	14,8	14,7	15,0	15,2
Afrique du Nord	17,5	18,2	18,6	19,8	19,9	19,8	20,0	19,3	19,6	19,8
Afrique subsaharienne	56,4	58,3	58,5	58,6	58,8	58,8	58,7	58,6	58,8	59,0

* Les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires; IC = intervalle de confiance.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011; voir aussi la source du tableau A2.

Tableau A6. Croissance annuelle de l'emploi, monde et région (%)

Région	2001-2006	2007	2008	2009	2010	2011*	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
						Limite inférieure de l'IC		
Monde	1,8	1,7	1,1	0,5	1,3	1,2	1,6	1,9
Economies développées et Union européenne	0,9	1,5	0,6	-2,2	-0,2	0,5	0,8	1,2
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	0,9	2,1	1,2	-1,2	1,5	1,0	1,7	2,3
Asie de l'Est	1,2	1,2	0,1	0,7	0,9	0,6	0,8	1,0
Asie du Sud-Est et Pacifique	1,7	2,4	2,0	1,7	2,2	1,5	1,8	2,1
Asie du Sud	2,5	1,1	0,8	0,6	0,7	1,9	2,1	2,4
Amérique latine et Caraïbes	2,5	2,4	2,4	0,7	2,8	1,4	1,9	2,4
Moyen-Orient	4,6	3,9	1,7	4,0	3,8	2,3	3,1	3,9
Afrique du Nord	3,4	3,7	2,9	2,2	2,2	0,0	0,8	1,5
Afrique subsaharienne	3,1	3,0	3,0	2,7	2,7	2,6	2,9	3,2

* Les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires; IC = intervalle de confiance.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011; voir aussi la source du tableau A2.

Tableau A7. Production par travailleur, niveau et croissance annuelle

Région	Production par travailleur 2010	2001-2006	2007	2008	2009	2010	2011*	Estimation préliminaire	Limite supérieure de l'IC
							Limite inférieure de l'IC		
Monde	22213	2,3	3,4	1,6	-1,1	3,7	1,7	2,1	2,4
Economies développées et Union européenne	72467	1,5	1,0	-0,3	-1,4	3,0	0,2	0,6	0,9
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	24925	6,1	5,6	3,0	-5,0	3,6	2,5	3,1	3,8
Asie de l'Est	13347	8,1	11,3	8,3	6,9	8,7	7,2	7,4	7,6
Asie du Sud-Est et Pacifique	9722	4,1	4,2	2,2	-0,3	5,4	2,7	3,0	3,3
Asie du Sud	7782	4,9	8,1	4,0	7,7	8,2	4,3	4,5	4,8
Amérique latine et Caraïbes	22847	1,1	3,1	1,7	-2,5	2,9	1,5	2,0	2,5
Moyen-Orient	38184	0,7	2,1	3,5	-1,9	0,7	0,5	1,3	2,0
Afrique du Nord	17912	1,4	1,8	2,3	2,4	1,9	0,1	0,8	1,5
Afrique subsaharienne	5435	2,2	3,6	2,2	-0,2	2,1	1,5	1,8	2,1

* Les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires; IC = intervalle de confiance.

Note: production calculée sur la base de dollars internationaux constants de 2005, ajustés à l'aide des PPA.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011; voir aussi la source du tableau A2.

Tableau A8. Taux d'activité par sexe, monde et région (%)

Les deux sexes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Monde	65,3	65,2	65,1	65,0	65,1	65,2	65,0	64,8	64,6	64,3	64,1	64,1
Economies développées et Union européenne	60,7	60,5	60,3	60,2	60,2	60,3	60,6	60,6	60,8	60,5	60,3	60,3
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	58,8	58,2	58,2	57,5	57,4	57,7	57,9	58,4	58,7	59,0	59,2	59,4
Asie de l'Est	76,0	75,7	75,4	75,0	74,7	74,5	74,3	74,1	73,8	73,6	73,4	73,3
Asie du Sud-Est et Pacifique	70,5	70,8	70,5	70,6	70,6	70,4	70,2	70,1	70,1	70,0	70,1	70,1
Asie du Sud	59,9	60,1	60,3	60,5	60,7	61,0	60,3	59,5	58,6	57,9	57,1	57,1
Amérique latine et Caraïbes	64,0	64,3	64,6	64,5	65,2	65,4	65,5	65,5	65,7	65,8	66,2	66,3
Moyen-Orient	46,0	46,2	46,5	46,9	47,4	47,9	47,6	47,5	46,8	47,1	47,5	47,8
Afrique du Nord	48,4	47,8	47,5	48,1	48,5	48,8	48,3	48,7	48,8	48,8	48,8	48,9
Afrique subsaharienne	69,7	69,8	69,9	69,9	69,9	69,9	70,0	70,1	70,2	70,2	70,2	70,3
Hommes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Monde	78,6	78,4	78,2	78,0	78,0	78,0	77,8	77,6	77,5	77,3	77,1	77,1
Economies développées et Union européenne	70,2	69,8	69,4	69,1	69,0	69,0	69,1	69,1	69,0	68,4	68,0	67,9
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	69,4	68,6	68,1	67,5	67,8	68,2	68,3	68,9	69,5	69,7	70,0	70,3
Asie de l'Est	82,1	81,7	81,5	81,2	80,9	80,7	80,5	80,3	80,0	79,8	79,6	79,6
Asie du Sud-Est et Pacifique	82,8	83,1	82,8	83,1	83,2	82,7	82,4	82,1	81,9	81,8	81,9	81,8
Asie du Sud	83,3	83,3	83,3	83,3	83,3	83,4	83,1	82,6	82,2	81,7	81,4	81,3
Amérique latine et Caraïbes	80,7	80,5	80,3	80,0	80,2	80,2	80,1	79,9	80,0	79,7	79,8	79,7
Moyen-Orient	74,0	73,8	73,7	73,8	73,8	74,0	73,6	73,5	72,8	73,1	73,6	74,0
Afrique du Nord	74,9	74,2	74,1	74,5	75,0	75,2	74,1	74,1	74,1	74,1	74,1	74,1
Afrique subsaharienne	77,0	76,7	76,5	76,2	75,9	75,9	75,9	76,0	76,2	76,1	76,1	76,2
Femmes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Monde	52,0	52,0	52,1	52,1	52,2	52,4	52,2	52,0	51,7	51,4	51,2	51,1
Economies développées et Union européenne	51,8	51,7	51,7	51,9	52,0	52,2	52,5	52,7	53,0	53,0	53,0	53,1
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	49,4	49,0	49,4	48,6	48,3	48,5	48,8	49,1	49,2	49,6	49,7	49,9
Asie de l'Est	69,7	69,4	69,1	68,7	68,3	68,0	67,8	67,7	67,2	67,0	66,9	66,7
Asie du Sud-Est et Pacifique	58,5	58,8	58,4	58,4	58,4	58,5	58,3	58,5	58,7	58,5	58,6	58,7
Asie du Sud	35,0	35,4	35,8	36,3	36,8	37,4	36,3	35,1	33,9	32,8	31,7	31,8
Amérique latine et Caraïbes	48,1	48,7	49,6	49,8	50,8	51,3	51,5	51,8	52,1	52,6	53,2	53,5
Moyen-Orient	16,3	16,7	17,2	17,8	18,4	19,0	18,7	18,5	17,7	17,8	18,1	18,4
Afrique du Nord	22,1	21,7	21,2	21,9	22,4	22,6	22,7	23,6	23,7	23,8	24,0	24,2
Afrique subsaharienne	62,7	63,1	63,5	63,8	64,0	64,1	64,2	64,2	64,4	64,4	64,4	64,5

* Les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011; BIT, EAPEP; voir aussi la source du tableau A2.

Tableau A9. Taux d'activité des jeunes et des adultes, monde et région (%)

Jeunes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Monde	52,9	52,5	52,2	51,9	51,9	51,9	51,3	50,7	50,1	49,4	48,8	48,7
Economies développées et Union européenne	52,7	51,8	50,9	50,0	49,9	50,0	50,4	50,1	50,0	48,8	47,5	47,7
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	43,5	42,2	41,8	40,2	40,0	40,0	40,2	40,6	42,1	42,3	42,0	42,3
Asie de l'Est	65,6	64,4	63,6	62,9	62,4	62,1	61,8	61,6	60,8	60,6	60,3	60,2
Asie du Sud-Est et Pacifique	56,3	56,8	55,9	56,0	55,9	55,3	54,3	53,5	53,0	52,7	52,5	52,3
Asie du Sud	48,0	48,1	48,3	48,4	48,5	48,6	47,3	45,6	44,1	42,7	41,3	41,2
Amérique latine et Caraïbes	54,6	54,5	54,4	53,6	54,1	54,2	53,7	53,4	53,3	52,7	52,8	52,7
Moyen-Orient	32,7	32,8	32,9	33,1	33,1	33,3	32,3	31,5	30,4	30,2	30,3	30,4
Afrique du Nord	36,1	34,2	34,9	35,7	36,5	36,8	34,9	34,3	34,1	33,7	33,6	33,5
Afrique subsaharienne	53,9	54,0	54,1	54,1	54,2	54,1	54,0	53,9	53,9	53,7	53,6	53,6
Adultes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Monde	69,5	69,5	69,5	69,5	69,5	69,6	69,5	69,5	69,3	69,1	69,0	68,9
Economies développées et Union européenne	62,3	62,2	62,1	62,2	62,2	62,3	62,4	62,6	62,7	62,6	62,6	62,5
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	63,2	62,8	63,0	62,5	62,5	62,8	63,1	63,4	63,3	63,4	63,6	63,6
Asie de l'Est	78,8	78,7	78,5	78,3	78,1	77,9	77,7	77,6	77,3	77,0	76,8	76,5
Asie du Sud-Est et Pacifique	76,2	76,4	76,2	76,3	76,2	76,1	76,1	76,2	76,2	76,0	76,1	76,0
Asie du Sud	65,2	65,3	65,5	65,8	66,0	66,3	65,9	65,2	64,6	64,0	63,4	63,4
Amérique latine et Caraïbes	67,8	68,1	68,6	68,7	69,3	69,5	69,7	69,7	70,0	70,3	70,6	70,7
Moyen-Orient	53,2	53,5	53,9	54,3	54,8	55,3	55,2	55,2	54,4	54,5	54,7	54,9
Afrique du Nord	54,4	54,4	53,6	54,0	54,2	54,3	54,4	55,1	55,1	55,1	55,1	55,0
Afrique subsaharienne	78,5	78,6	78,7	78,7	78,7	78,7	78,8	79,0	79,2	79,2	79,1	79,2

* Les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011; BIT, EAPEP; voir aussi la source du tableau A2.

Tableau A10. Parts de l'emploi par secteur et par sexe, monde et région (%)

Les deux sexes	Agriculture				Industrie				Services			
	2000	2007	2010	2011*	2000	2007	2010	2011*	2000	2007	2010	2011*
Monde	40,5	35,5	34,0	34,1	20,4	22,1	22,1	22,1	39,1	42,4	43,9	43,8
Economies développées et Union européenne	5,5	3,9	3,7	3,8	27,3	25,0	22,4	22,1	67,3	71,1	73,8	74,1
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	25,8	19,8	20,6	19,9	24,7	25,6	24,4	26,3	49,6	54,6	55,1	53,8
Asie de l'Est	47,7	38,9	34,9	35,4	23,4	27,2	28,6	28,2	29,0	33,9	36,4	36,4
Asie du Sud-Est et Pacifique	49,7	44,2	42,5	43,1	16,4	18,3	18,2	18,4	33,9	37,5	39,2	38,4
Asie du Sud	59,5	53,1	51,4	51,0	15,6	19,5	20,7	21,0	24,9	27,4	27,9	28,0
Amérique latine et Caraïbes	20,5	17,1	16,2	16,0	21,6	22,5	22,2	22,0	58,0	60,4	61,6	62,0
Moyen-Orient	22,4	19,1	16,9	16,7	24,4	25,8	25,7	25,7	53,2	55,1	57,4	57,6
Afrique du Nord	30,5	29,2	28,5	28,4	19,4	21,0	21,8	21,9	50,1	49,8	49,7	49,6
Afrique subsaharienne	66,3	62,9	62,0	62,0	7,9	8,5	8,5	8,5	25,9	28,6	29,6	29,5
Hommes	Agriculture				Industrie				Services			
	2000	2007	2010	2011*	2000	2007	2010	2011*	2000	2007	2010	2011*
Monde	38,1	33,4	32,4	32,8	24,0	26,2	26,1	25,9	37,9	40,4	41,5	41,3
Economies développées et Union européenne	6,0	4,5	4,4	4,4	36,4	34,8	32,0	31,5	57,6	60,7	63,7	64,0
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	26,0	20,2	21,2	19,7	30,1	32,4	29,9	32,9	43,9	47,5	48,9	47,5
Asie de l'Est	41,0	33,7	30,6	32,2	27,0	31,0	32,3	31,0	32,1	35,3	37,1	36,7
Asie du Sud-Est et Pacifique	48,6	43,5	41,6	42,5	18,4	20,9	20,7	20,9	33,1	35,6	37,6	36,6
Asie du Sud	53,4	46,3	44,9	44,4	17,3	21,6	22,8	23,0	29,3	32,1	32,4	32,5
Amérique latine et Caraïbes	25,2	21,6	20,9	20,8	26,2	28,2	28,1	27,9	48,6	50,2	51,0	51,3
Moyen-Orient	20,0	16,4	14,3	14,1	26,6	28,0	28,1	28,2	53,5	55,6	57,5	57,7
Afrique du Nord	29,9	27,5	27,1	27,2	21,6	23,9	25,0	25,1	48,5	48,6	47,9	47,7
Afrique subsaharienne	65,2	62,5	61,6	61,9	9,7	10,5	10,4	10,4	25,1	27,0	28,0	27,7
Femmes	Agriculture				Industrie				Services			
	2000	2007	2010	2011*	2000	2007	2010	2011*	2000	2007	2010	2011*
Monde	44,1	38,6	36,4	36,2	14,9	15,9	16,0	16,2	41,0	45,5	47,5	47,6
Economies développées et Union européenne	4,7	3,2	2,9	2,9	15,5	12,8	11,0	10,7	79,7	84,0	86,1	86,3
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	25,5	19,3	19,8	20,3	17,9	17,3	17,6	18,2	56,6	63,5	62,7	61,6
Asie de l'Est	55,8	45,3	40,3	39,3	19,0	22,6	24,1	24,7	25,2	32,2	35,6	36,0
Asie du Sud-Est et Pacifique	51,2	45,0	43,8	43,9	13,7	14,8	14,8	15,0	35,1	40,2	41,4	41,0
Asie du Sud	74,9	70,1	69,1	68,8	11,3	14,2	15,1	15,3	13,8	15,7	15,8	15,9
Amérique latine et Caraïbes	12,5	10,3	9,1	9,0	13,8	13,8	13,6	13,5	73,7	75,8	77,3	77,5
Moyen-Orient	35,6	32,2	29,8	29,9	12,6	15,2	13,2	13,1	51,8	52,7	56,9	57,0
Afrique du Nord	32,8	35,2	33,3	32,7	10,9	11,1	10,9	11,0	56,3	53,8	55,8	56,4
Afrique subsaharienne	67,5	63,5	62,4	62,1	5,7	6,2	6,2	6,2	26,7	30,4	31,4	31,7

* Les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011; voir aussi la source du tableau A2.

Tableau A11. Emploi par secteur et par sexe, monde et région (millions)

Les deux sexes	Agriculture				Industrie				Services			
	2000	2007	2010	2011*	2000	2007	2010	2011*	2000	2007	2010	2011*
Monde	1056,8	1048,2	1032,7	1053,1	532,8	651,7	671,9	680,8	1021,7	1252,7	1332,9	1350,9
Economies développées et Union européenne	24,3	18,5	17,4	17,7	121,2	118,7	104,5	103,8	299,2	337,4	343,9	348,0
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	38,1	31,4	33,1	32,7	36,5	40,6	39,3	43,1	73,3	86,7	88,7	88,1
Asie de l'Est	354,5	314,1	286,9	293,0	174,0	219,4	235,2	233,3	215,5	273,6	299,1	301,4
Asie du Sud-Est et Pacifique	120,3	121,3	123,9	127,8	39,7	50,3	53,1	54,6	82,1	103,1	114,2	114,0
Asie du Sud	304,4	319,0	314,8	319,2	79,8	117,2	126,9	131,2	127,7	164,6	171,3	175,6
Amérique latine et Caraïbes	42,5	42,1	42,2	42,5	44,8	55,4	58,0	58,5	120,3	148,6	160,6	164,7
Moyen-Orient	9,2	10,6	10,3	10,5	10,0	14,3	15,7	16,1	21,9	30,6	35,0	36,2
Afrique du Nord	14,3	17,2	18,0	18,1	9,1	12,3	13,7	13,9	23,5	29,2	31,4	31,6
Afrique subsaharienne	149,0	174,2	186,2	191,7	17,7	23,5	25,5	26,2	58,2	79,1	88,8	91,3
Hommes	Agriculture				Industrie				Services			
	2000	2007	2010	2011*	2000	2007	2010	2011*	2000	2007	2010	2011*
Monde	599,0	592,3	592,7	609,5	378,0	464,5	478,3	482,0	595,5	715,0	759,2	767,3
Economies développées et Union européenne	15,1	11,8	11,1	11,4	91,0	91,5	81,4	81,0	143,9	159,7	162,0	164,3
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	21,3	17,7	18,9	17,8	24,7	28,3	26,6	29,8	35,9	41,5	43,4	43,0
Asie de l'Est	167,2	149,7	138,4	147,2	110,0	137,4	146,2	141,7	130,9	156,7	167,8	167,7
Asie du Sud-Est et Pacifique	68,1	69,1	70,0	72,7	25,7	33,2	34,9	35,8	46,3	56,5	63,3	62,5
Asie du Sud	196,1	198,6	201,3	203,4	63,5	92,8	102,1	105,4	107,8	137,7	145,3	148,9
Amérique latine et Caraïbes	32,8	32,0	32,6	32,7	34,1	41,9	43,7	43,9	63,1	74,6	79,3	80,8
Moyen-Orient	6,9	7,6	7,3	7,4	9,2	12,9	14,4	14,8	18,6	25,7	29,3	30,3
Afrique du Nord	11,1	12,5	13,2	13,4	8,0	10,8	12,2	12,4	18,0	22,1	23,3	23,5
Afrique subsaharienne	80,4	93,4	100,0	103,5	11,9	15,6	16,9	17,3	31,0	40,4	45,5	46,3
Femmes	Agriculture				Industrie				Services			
	2000	2007	2010	2011*	2000	2007	2010	2011*	2000	2007	2010	2011*
Monde	457,7	455,9	440,0	443,7	154,8	187,2	193,6	198,8	426,3	537,8	573,7	583,6
Economies développées et Union européenne	9,2	6,7	6,2	6,3	30,3	27,2	23,2	22,8	155,3	177,6	181,9	183,7
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	16,8	13,7	14,3	14,8	11,8	12,3	12,7	13,3	37,3	45,2	45,3	45,1
Asie de l'Est	187,3	164,4	148,5	145,8	64,0	82,0	89,0	91,6	84,5	116,9	131,3	133,8
Asie du Sud-Est et Pacifique	52,2	52,2	53,9	55,1	13,9	17,1	18,2	18,8	35,8	46,6	50,9	51,5
Asie du Sud	108,3	120,4	113,5	115,8	16,4	24,4	24,8	25,8	19,9	26,9	26,0	26,7
Amérique latine et Caraïbes	9,7	10,1	9,6	9,8	10,7	13,5	14,3	14,6	57,3	73,9	81,3	83,9
Moyen-Orient	2,3	3,0	3,0	3,1	0,8	1,4	1,3	1,4	3,3	4,9	5,6	5,9
Afrique du Nord	3,2	4,7	4,8	4,7	1,1	1,5	1,6	1,6	5,6	7,2	8,0	8,1
Afrique subsaharienne	68,6	80,8	86,2	88,2	5,8	7,9	8,6	8,9	27,1	38,6	43,4	45,0

* Les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011; voir aussi la source du tableau A2.

Tableau A12. Parts de l'emploi vulnérable par sexe, monde et région (%)

Les deux sexes	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Monde	52,8	52,0	51,7	51,1	50,0	49,8	49,6	49,1
Economies développées et Union européenne	10,8	10,3	10,0	9,9	9,7	9,8	10,0	9,8
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	25,5	22,7	21,9	20,6	20,4	20,6	20,9	20,6
Asie de l'Est	58,0	55,8	55,6	54,8	52,4	50,9	49,6	48,7
Asie du Sud-Est et Pacifique	65,3	62,8	62,6	62,3	62,2	61,4	62,3	61,6
Asie du Sud	80,9	80,6	80,3	80,0	78,9	78,2	78,4	77,7
Amérique latine et Caraïbes	35,9	33,9	32,9	32,3	31,8	32,4	31,9	31,9
Moyen-Orient	33,8	32,4	31,8	31,0	30,1	30,1	29,8	29,5
Afrique du Nord	42,2	41,8	40,3	40,5	39,8	39,4	37,7	37,4
Afrique subsaharienne	80,7	78,7	78,4	77,6	76,7	77,1	76,9	76,6
Hommes	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Monde	51,0	50,4	50,0	49,5	48,7	48,7	48,6	48,2
Economies développées et Union européenne	11,4	11,3	11,0	10,9	10,7	10,8	11,2	11,0
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	25,9	23,4	22,5	21,1	20,7	21,2	21,2	20,9
Asie de l'Est	52,8	51,1	50,9	50,2	48,4	47,2	46,1	45,4
Asie du Sud-Est et Pacifique	61,3	59,4	59,3	58,7	59,1	58,3	59,1	58,5
Asie du Sud	78,1	78,1	77,8	77,5	76,5	75,9	76,1	75,5
Amérique latine et Caraïbes	35,4	33,6	32,5	31,8	31,2	31,7	31,6	31,6
Moyen-Orient	30,9	29,2	28,8	28,0	27,5	27,7	27,3	27,0
Afrique du Nord	37,7	36,4	34,8	34,6	33,9	33,7	32,6	32,2
Afrique subsaharienne	75,1	71,9	71,6	70,8	69,8	70,4	70,3	70,0
Femmes	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Monde	55,7	54,5	54,1	53,5	52,0	51,5	51,0	50,5
Economies développées et Union européenne	10,2	9,1	8,8	8,6	8,4	8,5	8,5	8,4
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	25,1	21,8	21,1	20,1	19,9	19,8	20,5	20,2
Asie de l'Est	64,3	61,6	61,4	60,5	57,4	55,5	53,9	52,7
Asie du Sud-Est et Pacifique	70,7	67,5	67,1	67,3	66,3	65,6	66,7	65,9
Asie du Sud	88,1	86,5	86,4	86,3	85,0	84,3	84,6	83,8
Amérique latine et Caraïbes	36,8	34,3	33,6	33,1	32,7	33,4	32,3	32,3
Moyen-Orient	49,3	47,6	46,6	45,8	43,3	42,7	42,7	42,1
Afrique du Nord	59,2	61,7	60,2	60,7	60,0	59,0	55,0	55,1
Afrique subsaharienne	87,6	86,7	86,4	85,5	84,8	85,0	84,7	84,5

* Les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011; voir aussi la source du tableau A2.

Tableau A13. Emploi vulnérable par sexe, monde et région (millions)

Les deux sexes	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Monde	1379,7	1484,2	1499,4	1509,4	1493,9	1493,2	1505,6	1515,9
Economies développées et Union européenne	48,2	47,4	47,0	47,0	46,2	45,5	46,3	46,1
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	37,8	34,9	34,0	32,7	32,7	32,6	33,7	33,8
Asie de l'Est	431,5	440,1	443,6	442,5	423,6	414,0	407,4	402,9
Asie du Sud-Est et Pacifique	158,0	165,3	167,9	171,2	174,2	175,0	181,4	182,7
Asie du Sud	414,3	471,5	477,4	480,9	477,5	476,3	480,5	486,5
Amérique latine et Caraïbes	74,5	79,6	79,1	79,5	80,1	82,2	83,1	84,6
Moyen-Orient	13,9	16,7	17,0	17,2	17,0	17,7	18,2	18,5
Afrique du Nord	19,8	23,1	22,8	23,8	24,1	24,3	23,8	23,8
Afrique subsaharienne	181,6	205,6	210,7	214,7	218,5	225,5	231,2	236,9
Hommes	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Monde	801,3	861,2	870,3	877,7	874,0	877,5	889,8	896,6
Economies développées et Union européenne	28,5	28,9	28,7	28,7	28,3	27,6	28,4	28,3
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	21,2	19,9	19,3	18,4	18,4	18,5	18,8	19,0
Asie de l'Est	215,5	221,3	223,2	222,9	215,2	211,3	208,7	207,3
Asie du Sud-Est et Pacifique	85,9	91,0	92,4	93,2	95,4	95,8	99,3	100,1
Asie du Sud	286,9	322,5	327,3	332,8	333,1	335,1	341,5	345,4
Amérique latine et Caraïbes	45,9	48,0	47,4	47,2	47,3	48,2	49,1	49,7
Moyen-Orient	10,7	12,5	12,8	12,9	13,0	13,7	13,9	14,2
Afrique du Nord	14,0	15,8	15,4	15,7	15,8	16,1	15,9	15,8
Afrique subsaharienne	92,6	101,4	103,8	105,8	107,5	111,2	114,1	116,9
Femmes	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Monde	578,4	623,0	629,0	631,7	619,9	615,7	615,8	619,2
Economies développées et Union européenne	19,8	18,5	18,3	18,3	17,9	17,9	17,9	17,8
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	16,6	15,0	14,7	14,3	14,3	14,1	14,8	14,8
Asie de l'Est	216,0	218,8	220,4	219,6	208,5	202,7	198,7	195,6
Asie du Sud-Est et Pacifique	72,1	74,4	75,4	78,0	78,8	79,2	82,1	82,7
Asie du Sud	127,4	149,0	150,1	148,1	144,4	141,2	139,0	141,1
Amérique latine et Caraïbes	28,6	31,6	31,7	32,3	32,8	34,0	34,0	35,0
Moyen-Orient	3,2	4,2	4,2	4,2	3,9	4,0	4,2	4,4
Afrique du Nord	5,9	7,2	7,4	8,1	8,2	8,2	7,9	7,9
Afrique subsaharienne	89,0	104,2	106,9	108,9	111,1	114,4	117,1	120,0

* Les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011; voir aussi la source du tableau A2.

Tableau A14a. Indicateurs de la pauvreté au travail, monde et région (1,25 dollar EU par jour)

Les deux sexes	Nombre d'individus (millions)				Part de l'emploi total (%)			
	2000	2007	2010	2011*	2000	2007	2010	2011*
Monde	689,2	493,5	459,1	455,8	26,4	16,7	15,1	14,8
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	6,8	2,9	2,2	2,0	4,6	1,8	1,4	1,3
Asie de l'Est	222,6	87,9	66,9	64,3	29,9	10,9	8,1	7,8
Asie du Sud-Est et Pacifique	75,4	39,7	33,1	32,9	31,1	14,5	11,4	11,1
Asie du Sud	238,9	226,9	225,8	225,0	46,7	37,8	36,8	35,9
Amérique latine et Caraïbes	14,5	10,3	9,0	8,8	7,0	4,2	3,5	3,3
Moyen-Orient	0,7	0,9	0,7	0,8	1,6	1,6	1,1	1,2
Afrique du Nord	7,0	4,7	4,1	4,3	15,0	8,0	6,5	6,7
Afrique subsaharienne	123,3	120,2	117,4	117,7	54,8	43,4	39,1	38,1

* Les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires.

Note: il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement car les chiffres ont été arrondis.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011; voir aussi la source du tableau A2.

Tableau A14b. Indicateurs de la pauvreté au travail, monde et région (2 dollars EU par jour)

Les deux sexes	Nombre d'individus (millions)				Part de l'emploi total (%)			
	2000	2007	2010	2011*	2000	2007	2010	2011*
Monde	1197,6	978,3	916,6	911,5	45,9	33,1	30,2	29,5
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	19,3	8,8	7,7	7,4	13,0	5,5	4,8	4,5
Asie de l'Est	396,0	206,7	157,1	148,9	53,2	25,6	19,1	18,0
Asie du Sud-Est et Pacifique	146,5	105,3	96,1	95,7	60,5	38,3	33,0	32,3
Asie du Sud	415,5	425,5	421,1	421,6	81,2	70,8	68,7	67,3
Amérique latine et Caraïbes	31,3	25,5	23,7	23,3	15,1	10,4	9,1	8,8
Moyen-Orient	3,4	4,4	4,1	4,4	8,3	8,0	6,8	7,0
Afrique du Nord	15,4	16,7	16,8	17,3	32,7	28,4	26,5	27,2
Afrique subsaharienne	170,2	185,3	189,9	193,0	75,7	67,0	63,2	62,4

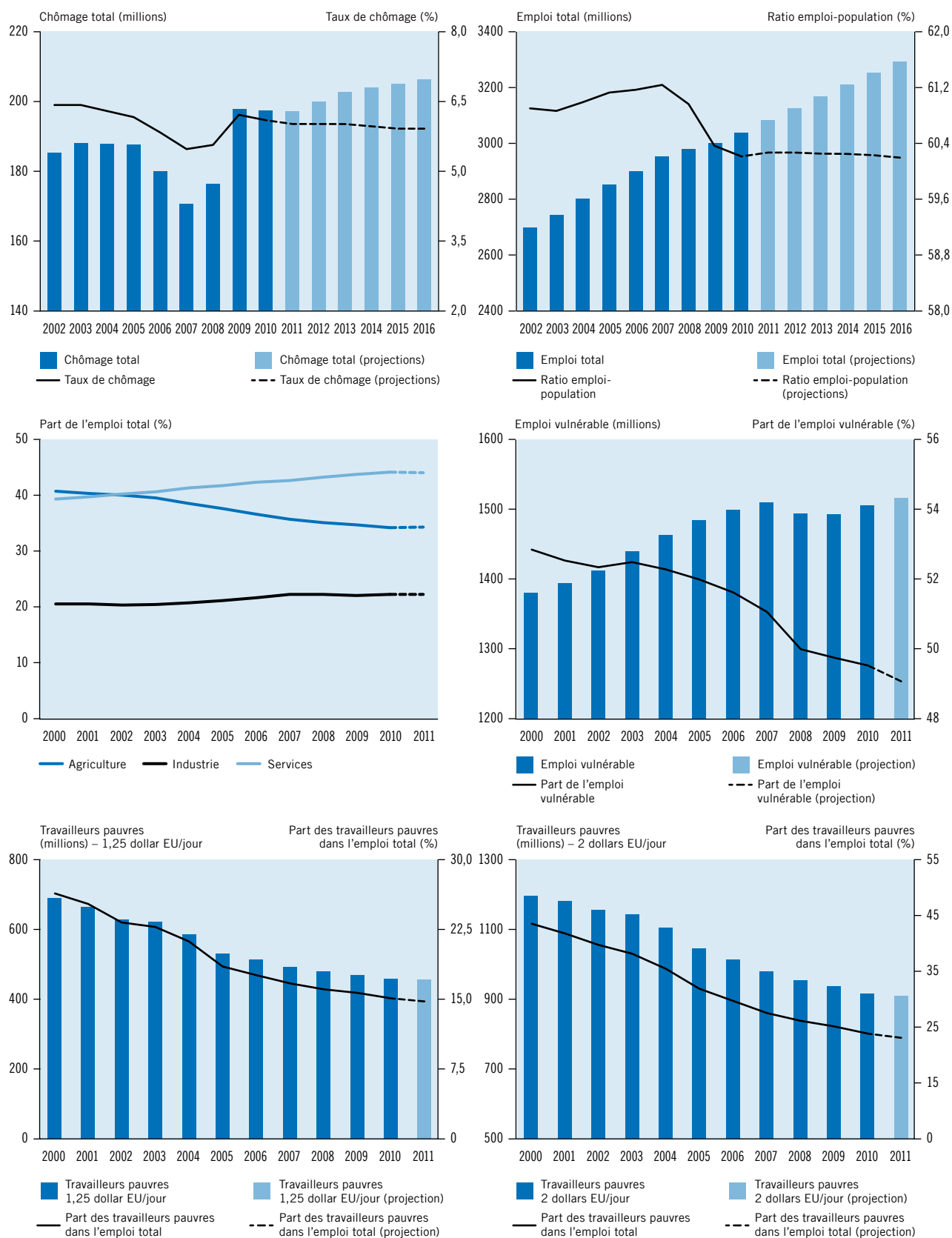
* Les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires.

Note: il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement car les chiffres ont été arrondis.

Source: BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011; voir aussi la source du tableau A2.

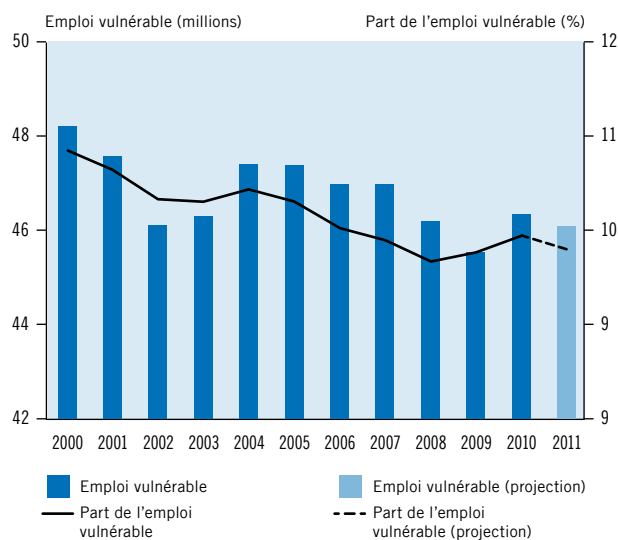
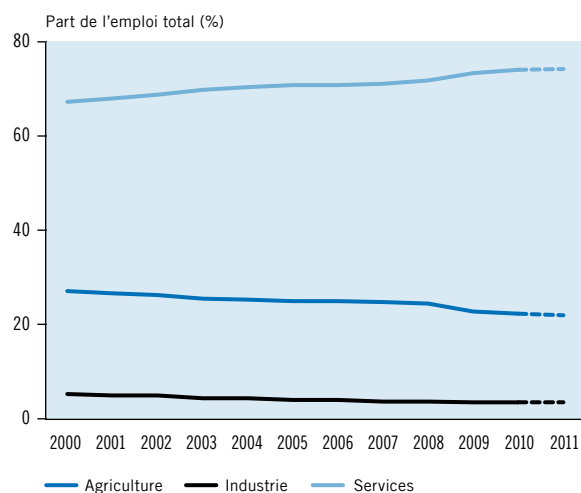
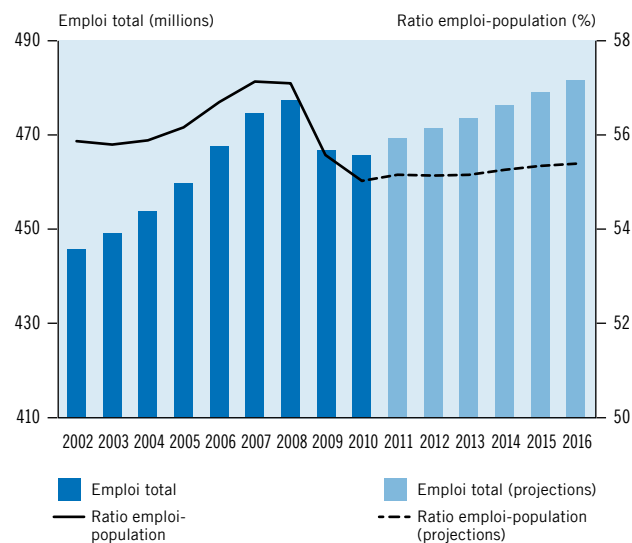
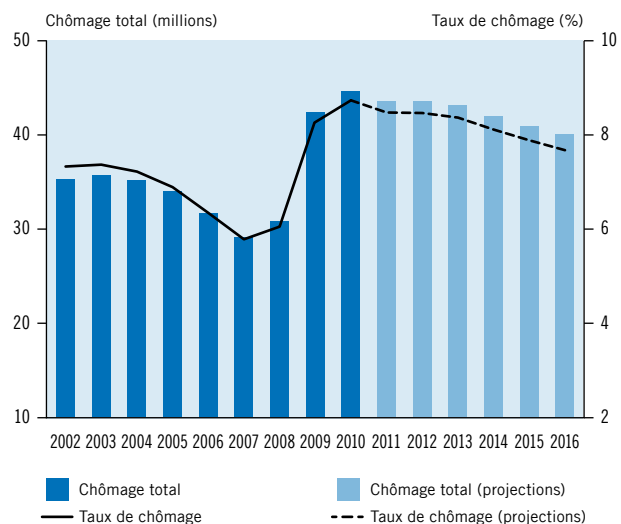
3. Figures régionales

Monde

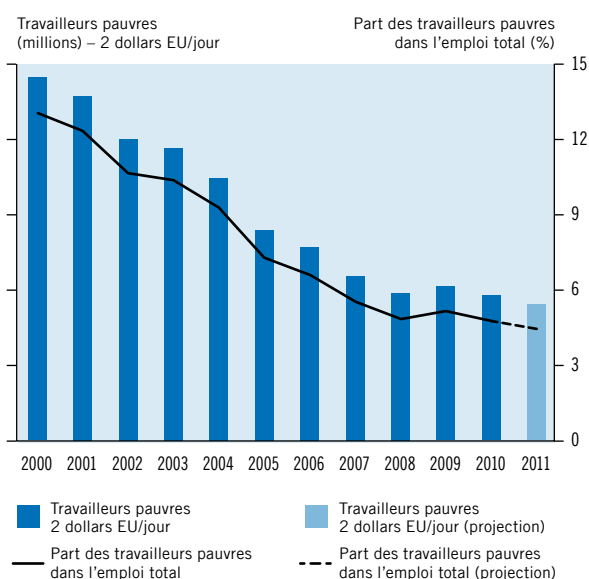
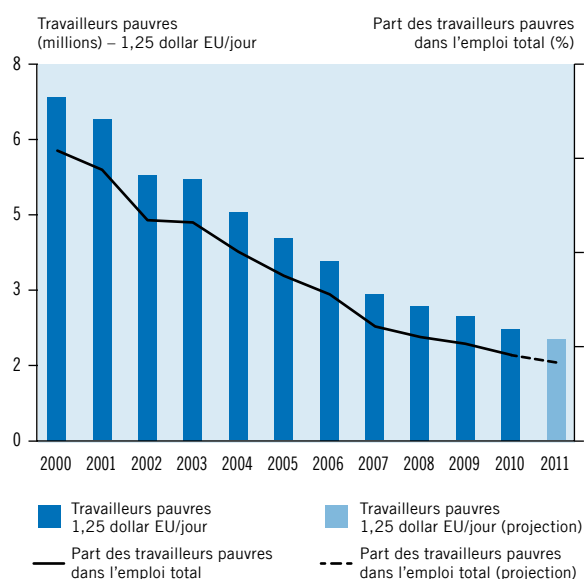
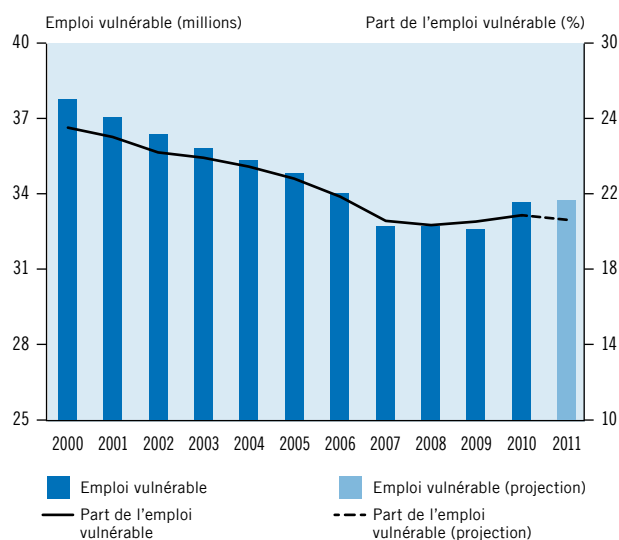
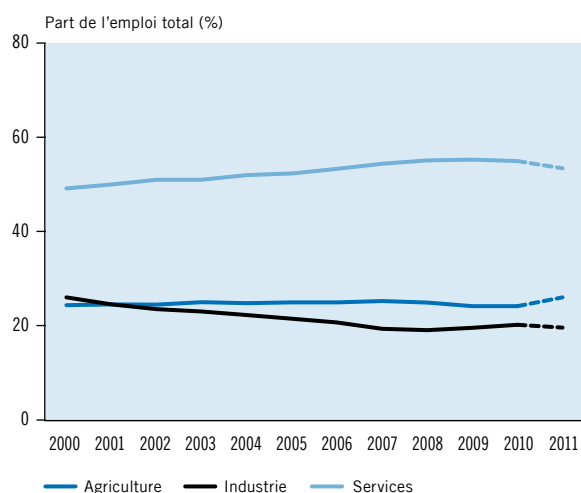
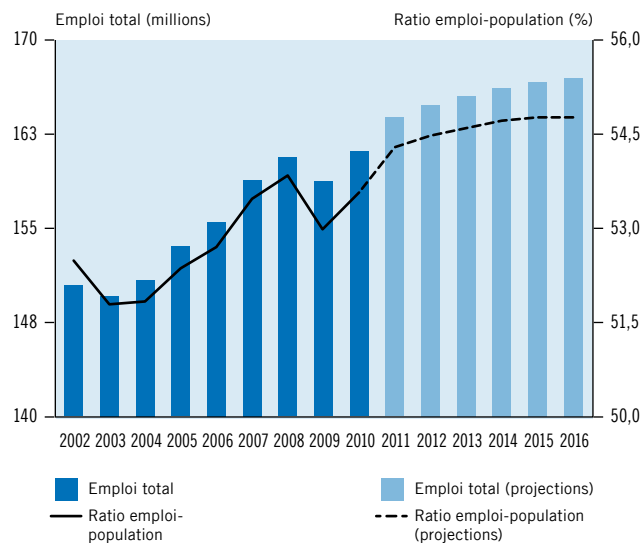
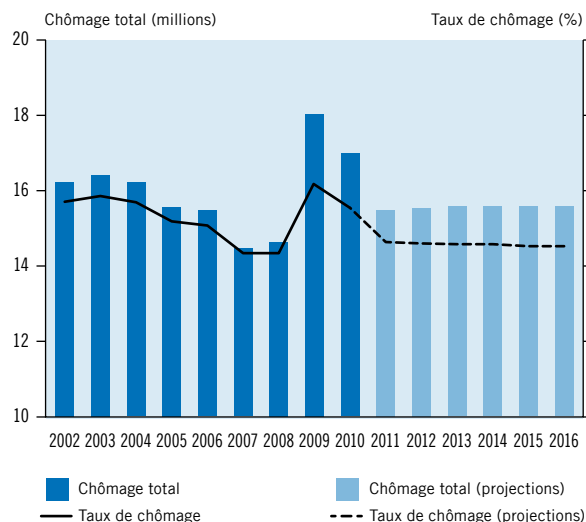


Note: les figures ci-après présentent certains indicateurs du marché du travail par région, suivis des regroupements régionaux des économies utilisés dans le présent rapport. Toutes les figures sont tirées de BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011 (voir aussi la source du tableau A2 et l'annexe 5).

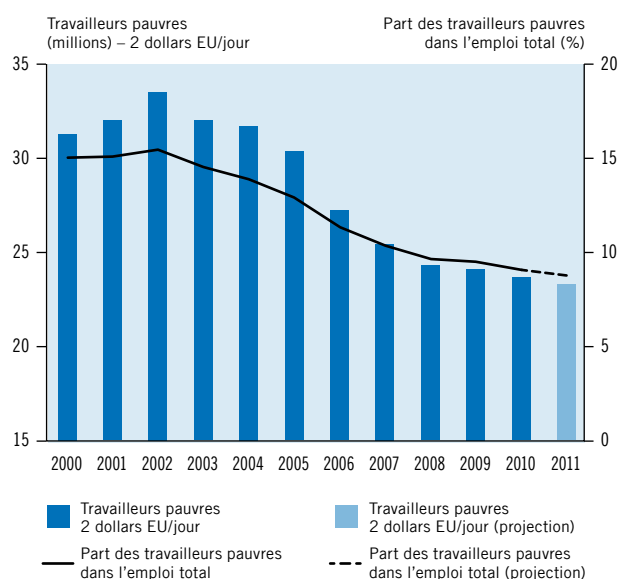
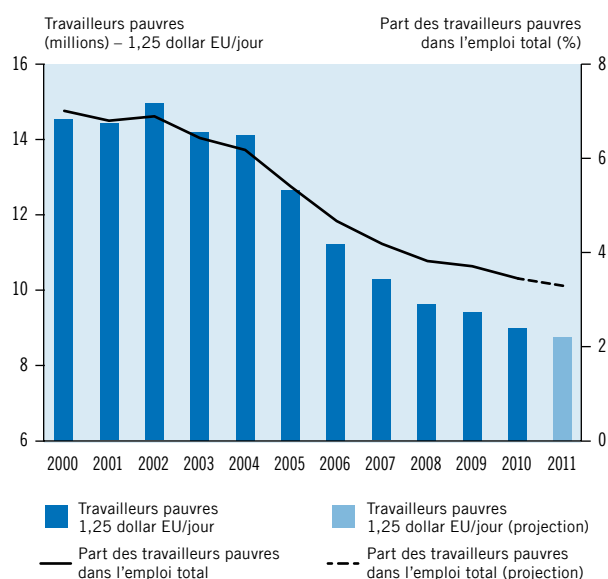
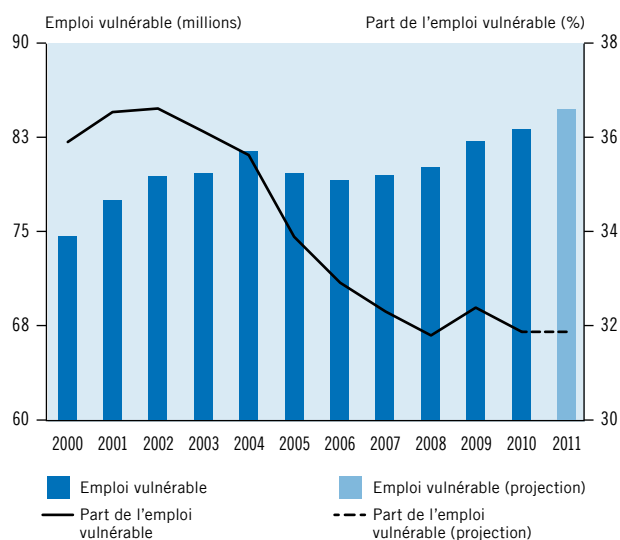
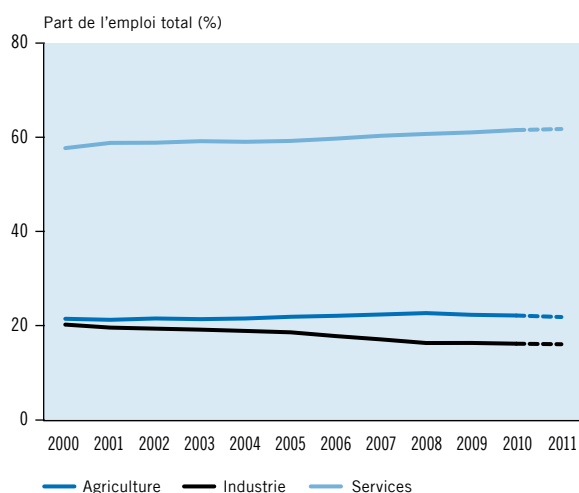
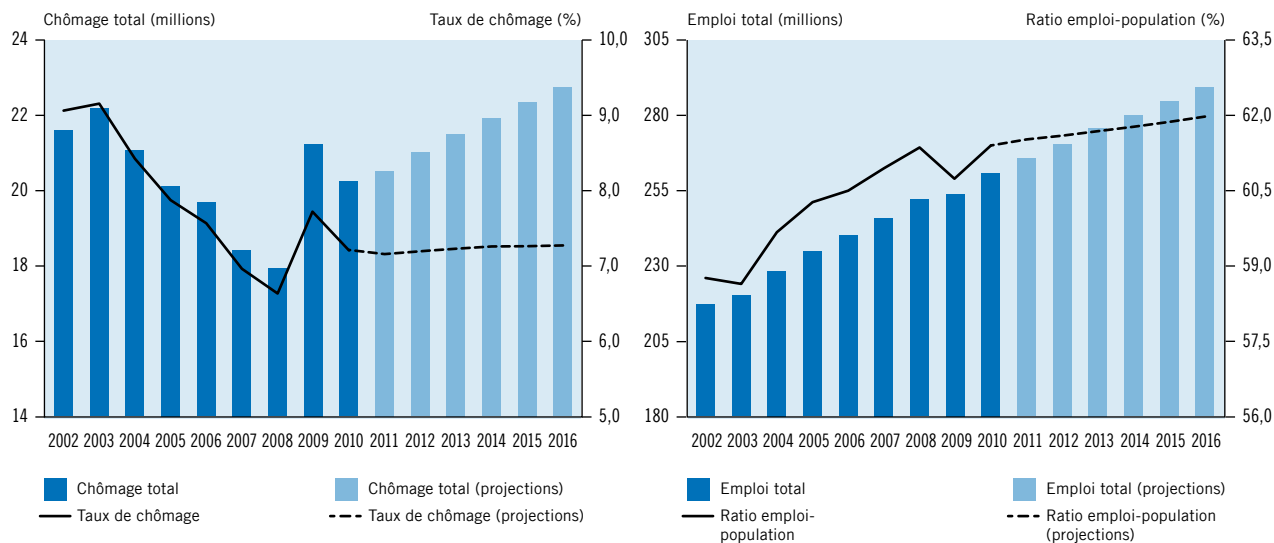
Economies développées et Union européenne



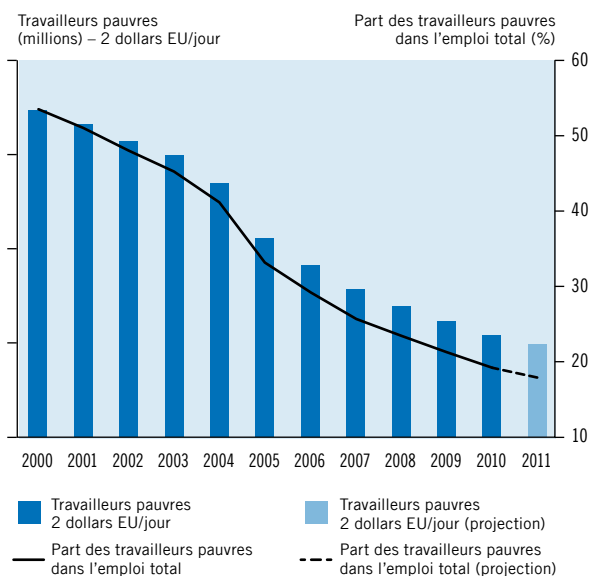
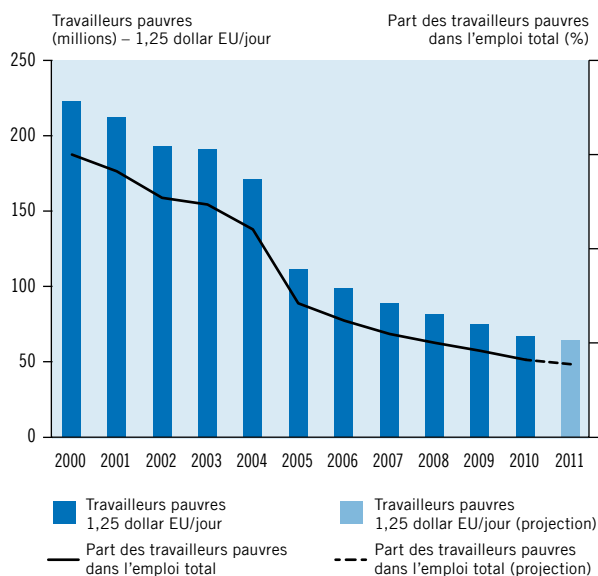
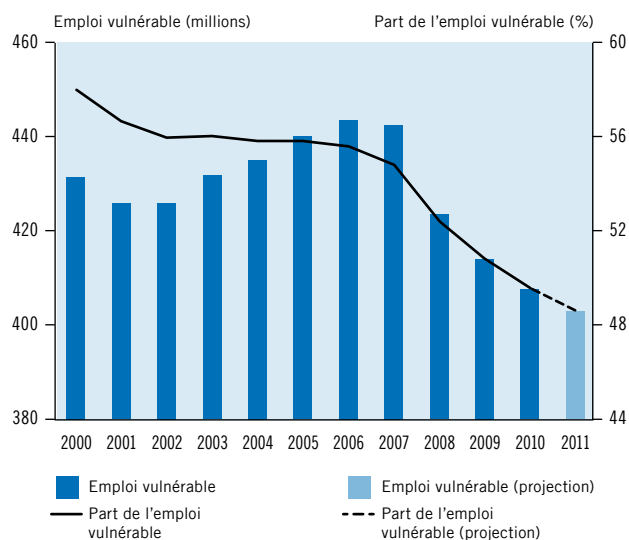
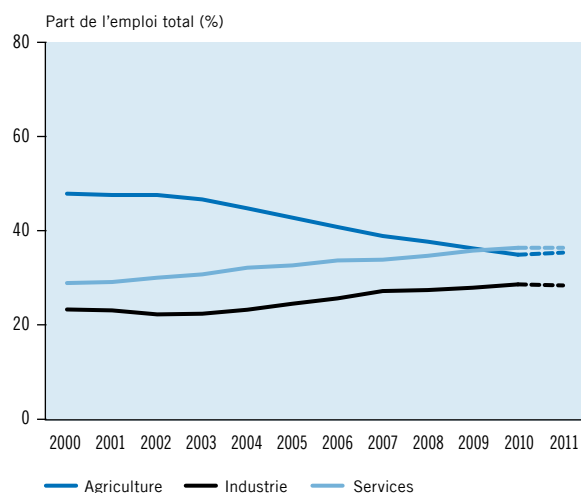
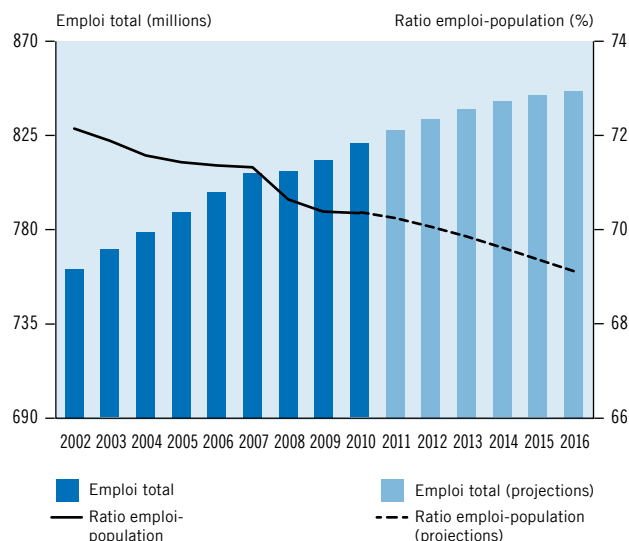
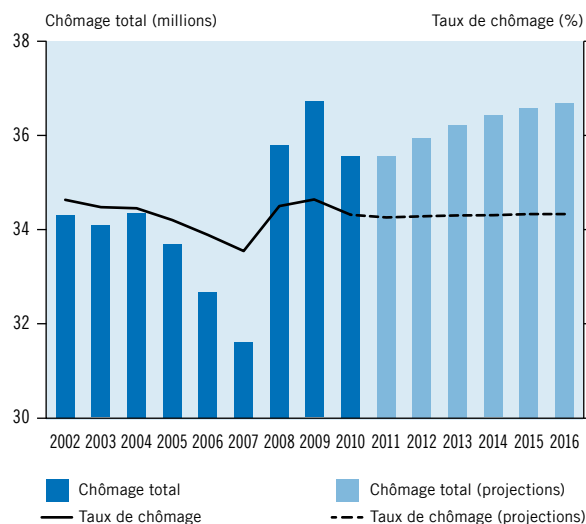
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI



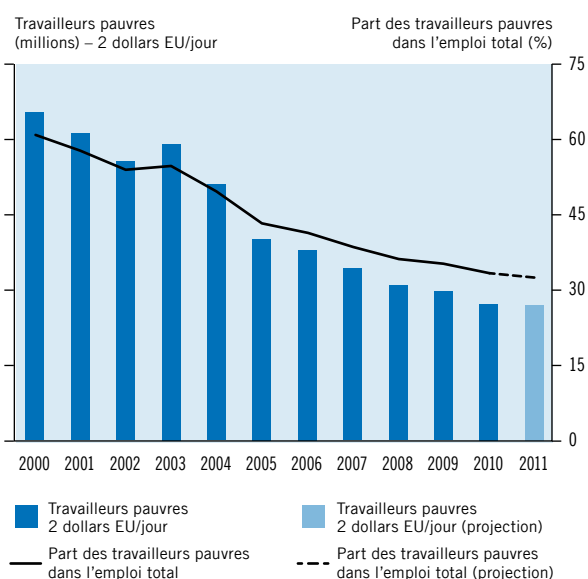
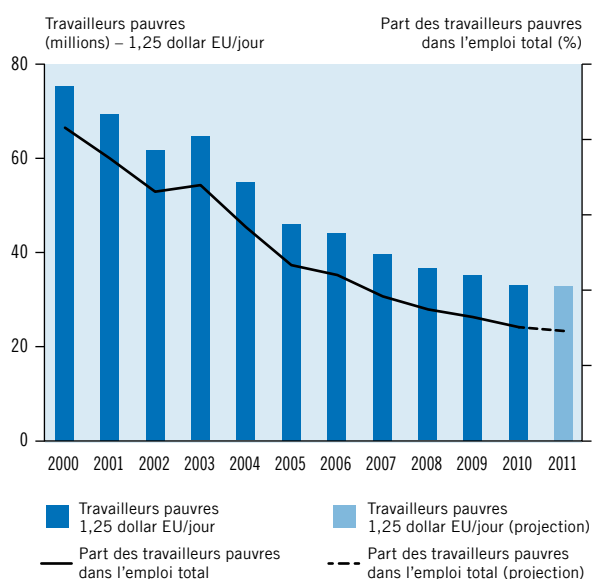
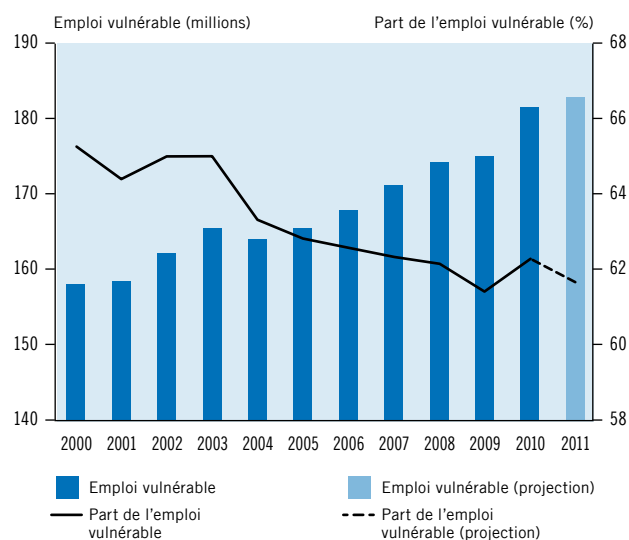
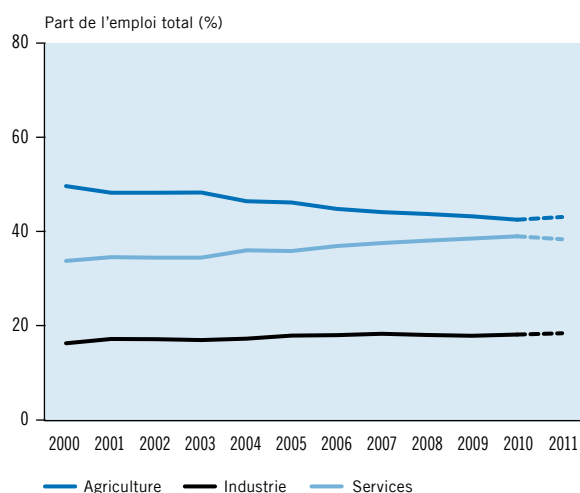
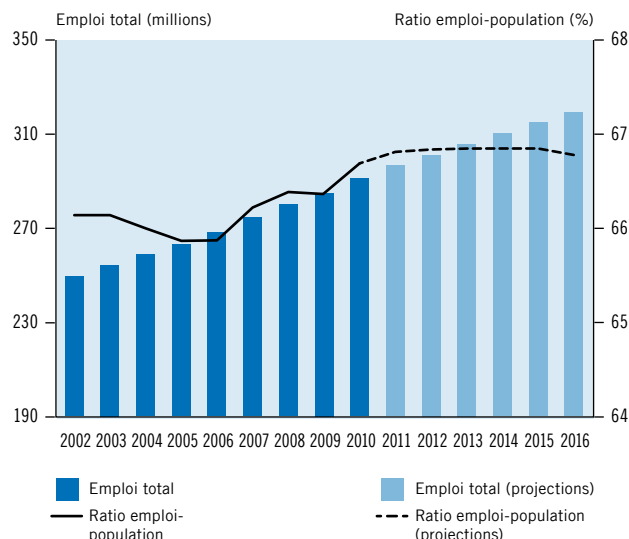
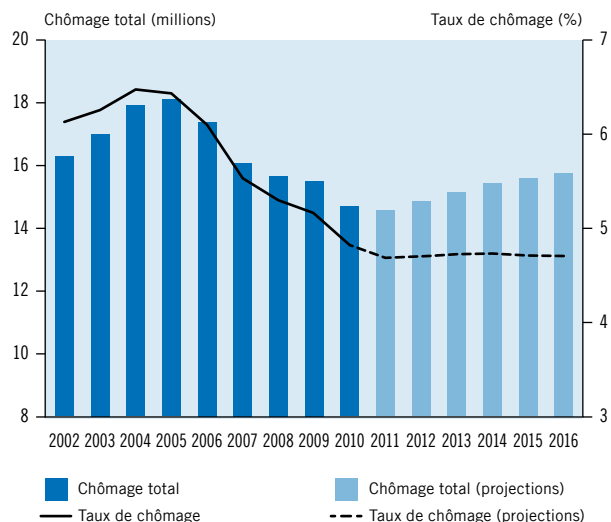
Amérique latine et Caraïbes



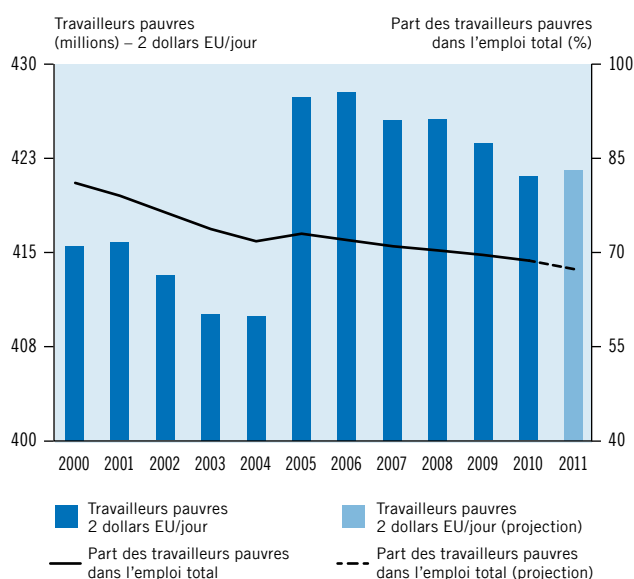
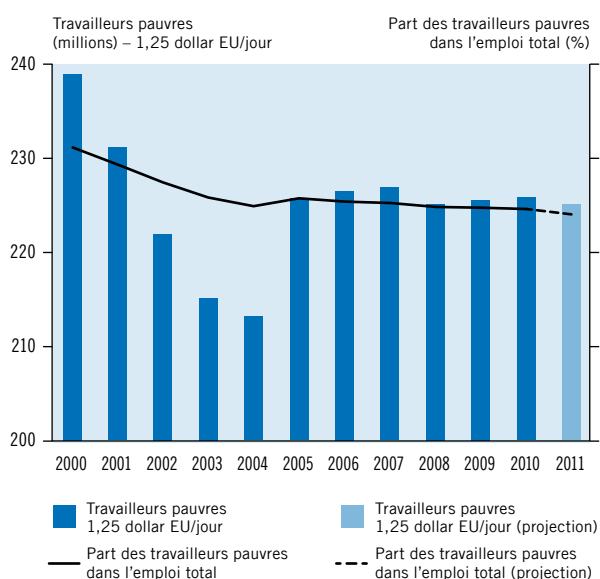
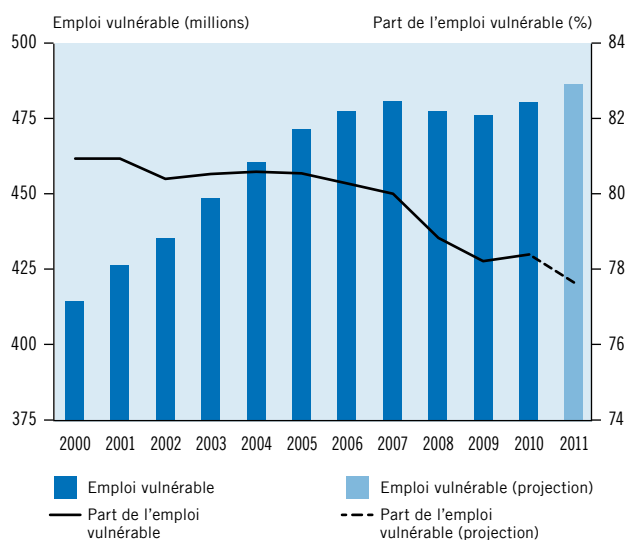
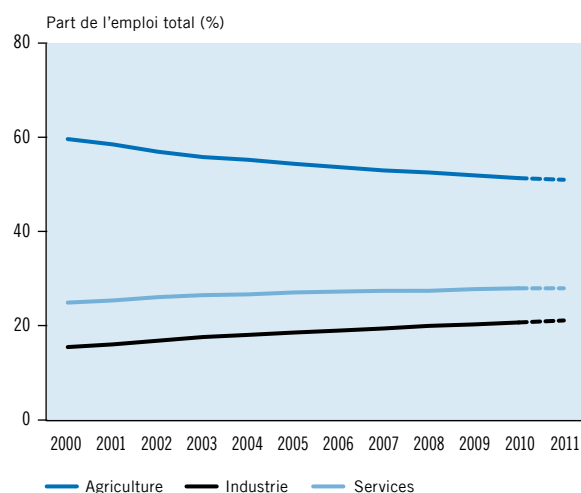
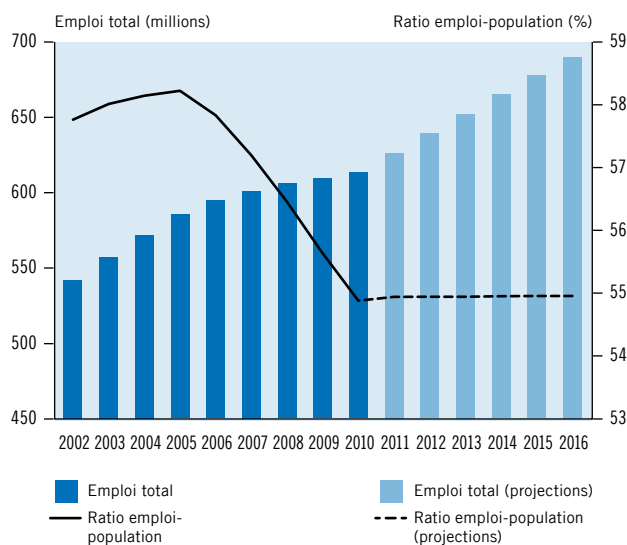
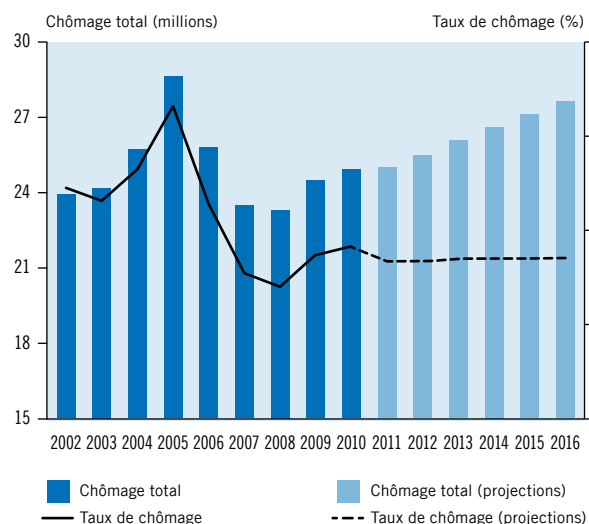
Asie de l'Est



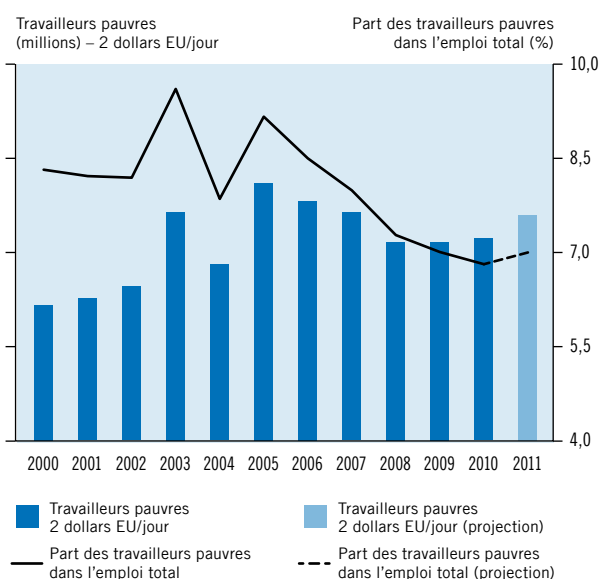
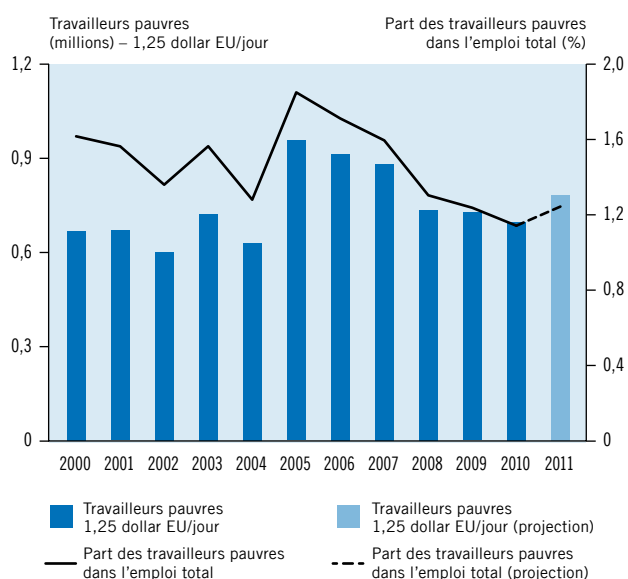
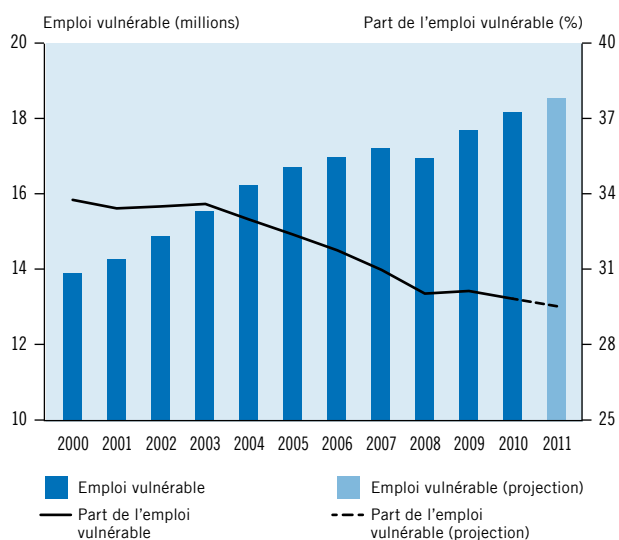
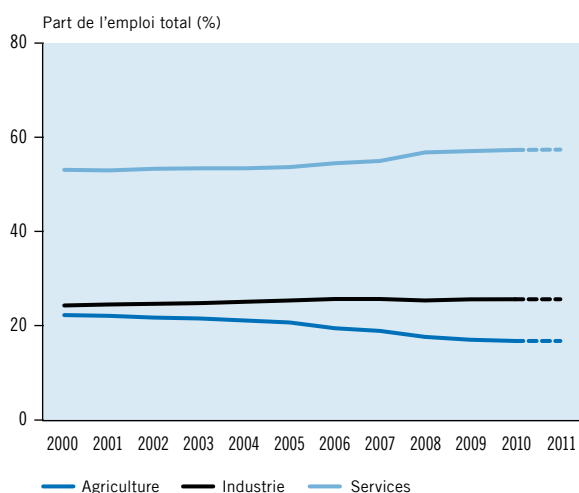
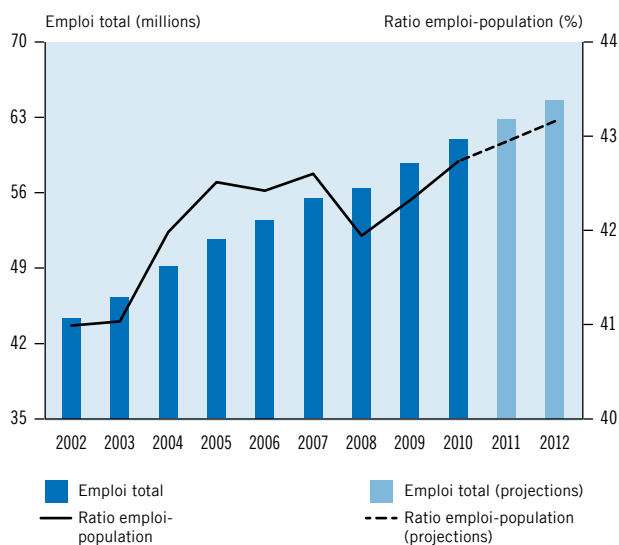
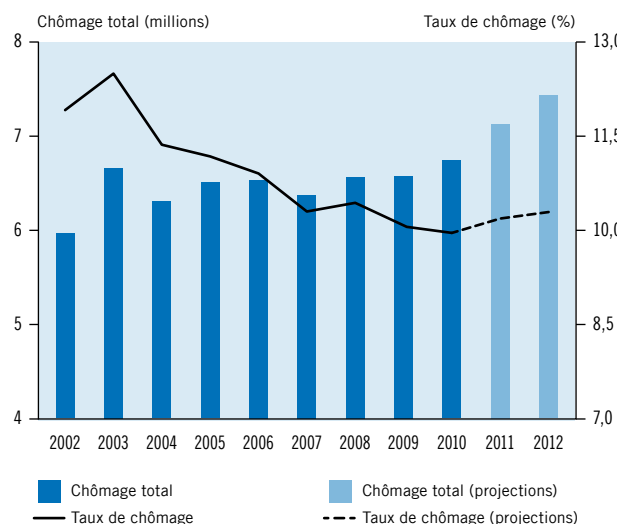
Asie du Sud-Est et Pacifique



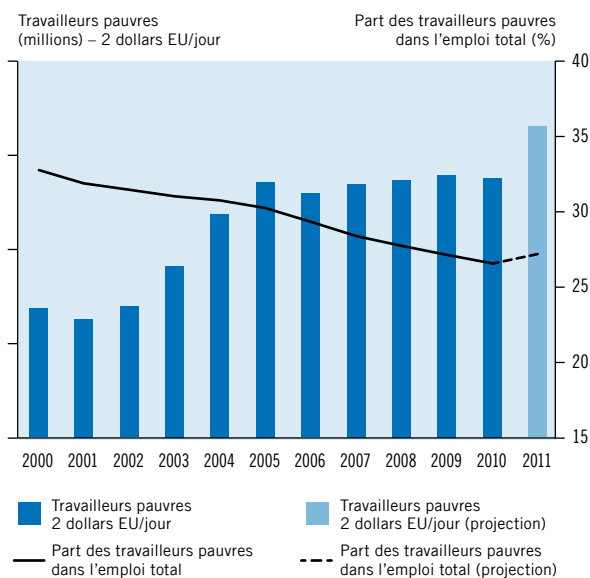
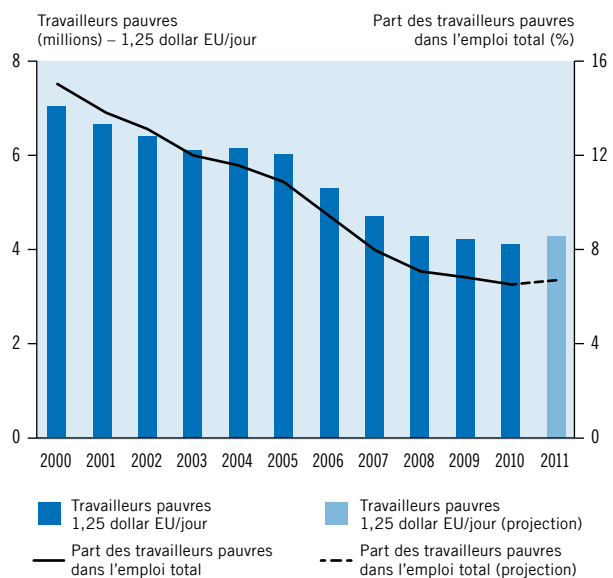
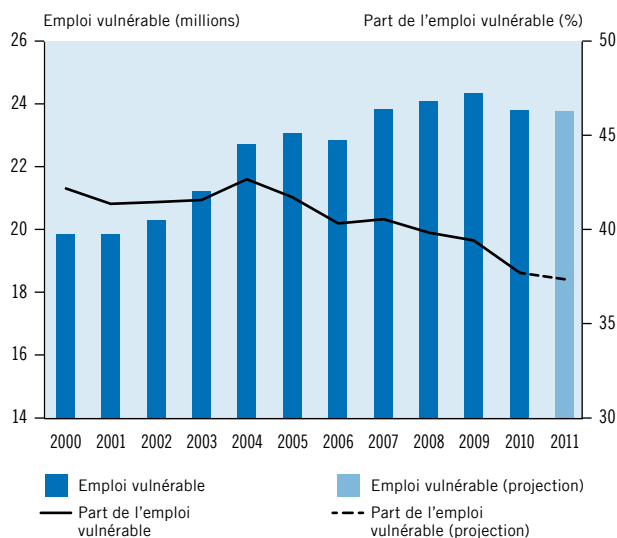
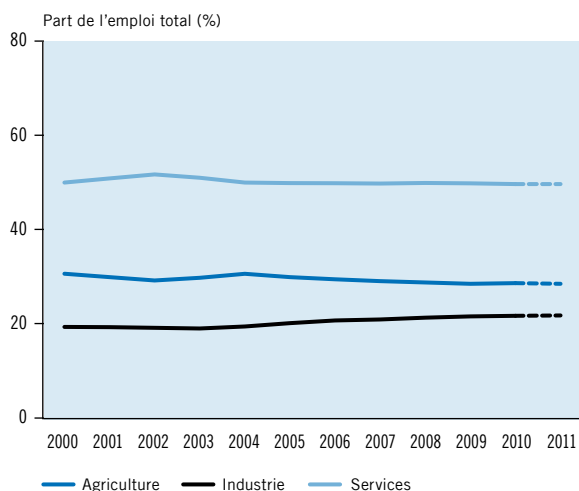
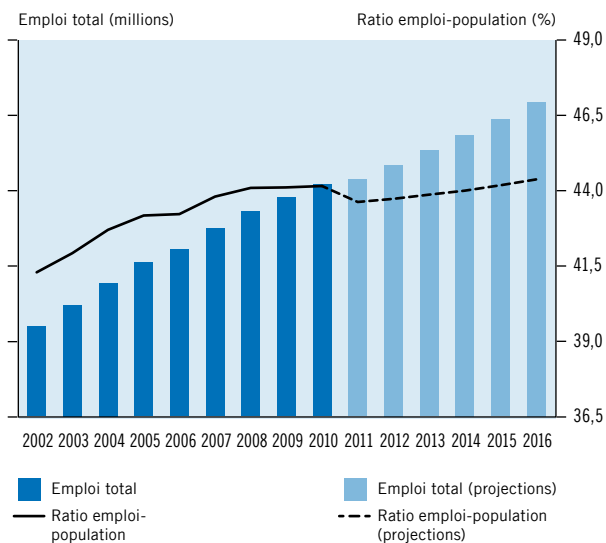
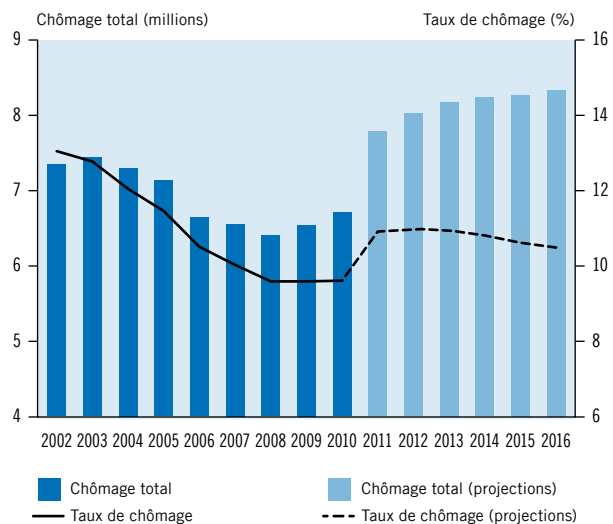
Asie du Sud



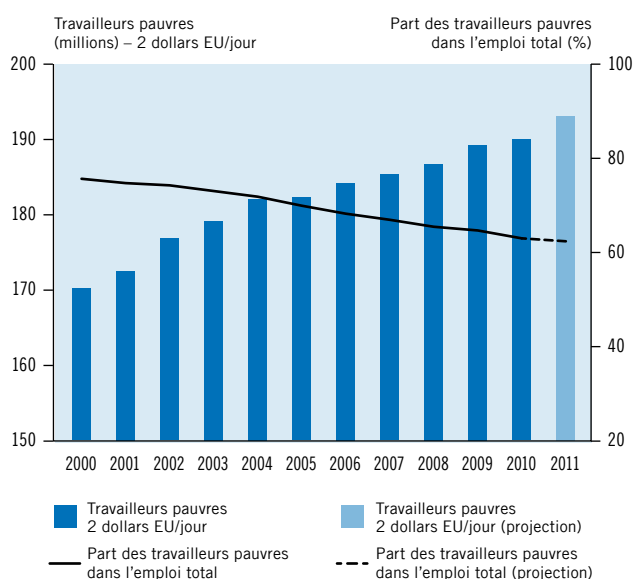
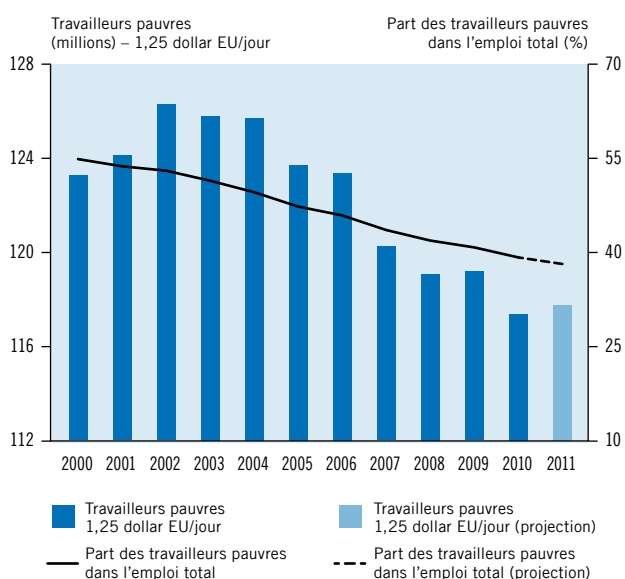
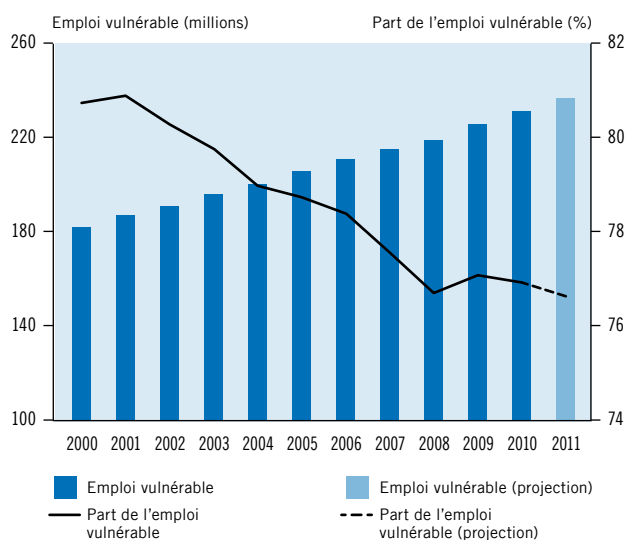
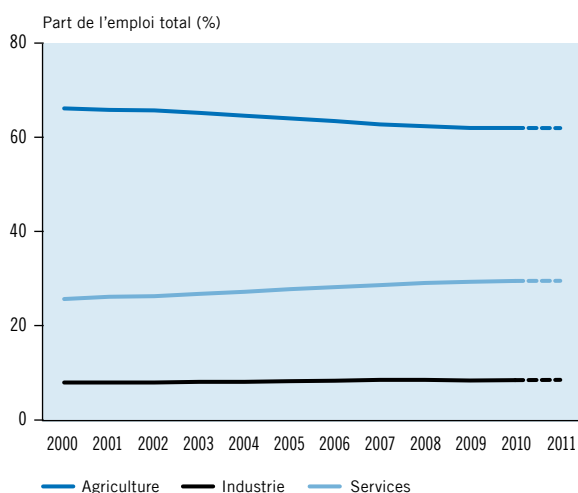
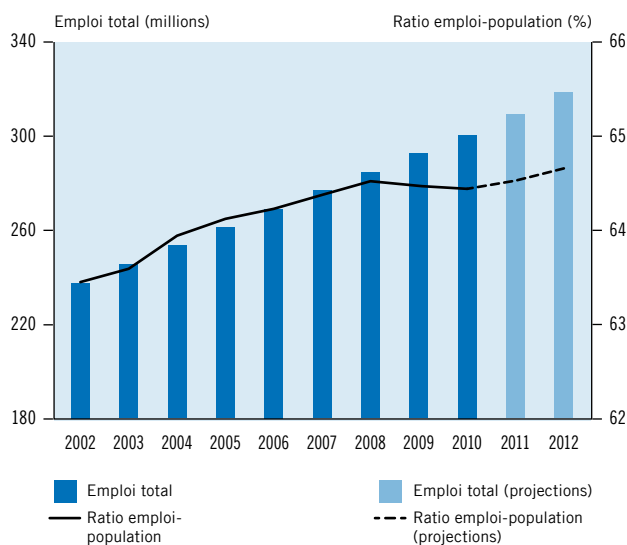
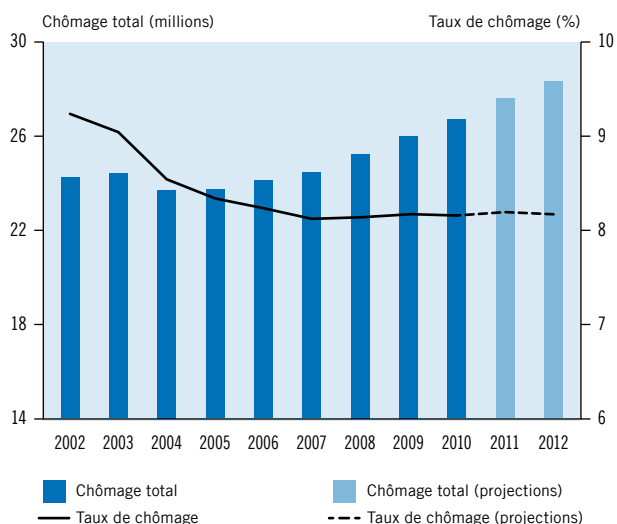
Moyen-Orient



Afrique du Nord



Afrique subsaharienne



4. Note sur les estimations mondiales et régionales

Toutes les estimations mondiales et régionales du marché du travail figurant dans le présent rapport *Tendances mondiales de l'emploi* sont tirées de BIT, Modèles économétriques des tendances, octobre 2011. L'Unité Tendances de l'emploi du BIT a conçu et tient régulièrement à jour des modèles économétriques qui servent à produire des estimations des indicateurs du marché du travail dans les pays et pour les années pour lesquels il n'existe pas de données nationales notifiées. Ces estimations permettent au BIT de produire et d'analyser des estimations mondiales et régionales des indicateurs clés du marché du travail ainsi que les tendances y relatives.

Le modèle des Tendances mondiales de l'emploi (modèle TME) sert à produire des estimations – ventilées par âge et sexe, selon que de besoin – du chômage, de l'emploi, de la situation dans l'emploi et de l'emploi par secteur. Le produit de ce modèle est une matrice complète de données relatives à 178 pays. Les données au niveau des pays peuvent ensuite être agrégées pour produire des estimations régionales et mondiales des indicateurs du marché du travail tels que le taux de chômage, le ratio emploi-population, les parts de l'emploi par secteur, les parts des différentes situations dans l'emploi et l'emploi vulnérable.

Avant d'appliquer le modèle TME, les spécialistes de l'information sur le marché du travail de l'Unité Tendances mondiales de l'emploi, en collaboration avec les spécialistes des bureaux extérieurs de l'OIT, analysent les données existantes notifiées par les pays pour ne retenir que les observations jugées suffisamment comparables entre les pays – selon des critères tels que: 1) le type de source des données; 2) la couverture géographique; et 3) les groupes d'âge visés.

- S'agissant du premier critère, pour que des données soient introduites dans le modèle, elles doivent être issues d'une enquête sur la population active ou d'un recensement de la population. Les enquêtes nationales sur la population active sont généralement similaires dans tous les pays, et les données issues de ces enquêtes sont plus comparables que celles obtenues à partir d'autres sources. Une nette préférence est donc accordée aux données provenant des enquêtes sur la population active dans le processus de sélection. Or, de nombreux pays en développement ne disposant pas de ressources suffisantes pour réaliser une enquête sur la population active fournissent des informations sur le marché du travail tirées des recensements de la population. Par conséquent, comme il est nécessaire de concilier les objectifs concurrents que sont la comparabilité des données et leur couverture, certaines données obtenues à partir d'un recensement de la population sont introduites dans le modèle.
- Le deuxième critère est que seuls les indicateurs du marché du travail représentatifs au niveau national (c'est-à-dire ceux qui ne sont pas trop limités au plan géographique) sont inclus. Les observations correspondant aux seules zones urbaines ou aux seules zones rurales ne sont pas prises en compte, étant donné qu'il existe des différences importantes entre les marchés du travail ruraux et urbains, et que le fait d'utiliser des données relatives aux seules zones rurales ou aux seules zones urbaines ne serait pas compatible avec des éléments de référence tels que le PIB.
- Le troisième critère est que les groupes d'âge couverts par les données observées doivent être suffisamment comparables entre les pays. Les pays notifient des informations sur le marché du travail pour divers groupes d'âge, et le groupe d'âge retenu peut influencer sur la valeur observée d'un indicateur du marché du travail donné.

En dehors des informations sur le marché du travail notifiées par les pays, le modèle TME utilise les éléments de référence ci-après:

- Nations Unies: Perspectives de la population mondiale, révision de 2010, pour les estimations et projections de la population.
- BIT: Estimations et projections de la population active (EAPPEP, 6^e édition), pour les estimations et projections de la main-d'œuvre.
- FMI/Banque mondiale: données relatives au PIB (PPA, PIB par tête et taux de croissance du PIB) tirées des bases de données Indicateurs du développement dans le monde et Perspectives de l'économie mondiale (septembre 2011).
- Banque mondiale: estimations de la pauvreté tirées de la base de données PovcalNet.

La première phase du modèle produit des estimations des taux de chômage, ce qui permet également de calculer les ratios de l'emploi total, du chômage total et les ratios emploi-population. Une fois que tous les taux de chômage comparables sont compilés, on procède, séparément pour les différentes régions du monde, à des régressions à plusieurs variables des taux de chômage ventilés selon l'âge et le sexe (jeunes hommes, jeunes femmes, hommes adultes, femmes adultes) sur les taux de croissance du PIB. Des pondérations sont utilisées dans les régressions pour corriger les distorsions pouvant résulter du fait que les pays qui notifient des taux de chômage sont généralement différents (à d'importants égards du point de vue statistique) des pays qui n'en notifient pas¹⁶. Les régressions, ainsi que des considérations fondées sur la proximité régionale, sont utilisées pour compléter les valeurs manquantes s'agissant des pays et des années pour lesquels il n'existe pas de données notifiées.

Au cours des phases suivantes, on procède à l'estimation de l'emploi par secteur et de la situation dans l'emploi. Des modèles économétriques complémentaires sont alors utilisés pour produire des estimations mondiales et régionales des taux d'activité, de la pauvreté au travail et des élasticités de l'emploi. Ces modèles utilisent des techniques semblables à celles employées dans le modèle TME pour imputer les valeurs manquantes au niveau des pays.

Pour de plus amples renseignements sur la méthode de calcul des estimations mondiales et régionales, voir: www.ilo.org/trends.

¹⁶ Par exemple, si les moyennes simples des taux de chômage dans les pays ayant notifié des valeurs dans une région donnée étaient utilisées pour estimer le taux de chômage dans cette région, et si les pays qui ne notifient pas de taux de chômage sont différents des pays qui en notifient s'agissant des taux en question, faute d'un tel mécanisme de correction, le taux de chômage régional estimé obtenu serait biaisé. La méthode des «moindres carrés pondérés» retenue dans le modèle TME permet de corriger ce problème potentiel.

5. Note sur les projections mondiales et régionales

On obtient les projections des taux de chômage en utilisant le lien historique entre les taux de chômage et la croissance du PIB sur la pire période de crise/récession pour chaque pays entre 1991 et 2005, et sur la période de redressement correspondante¹⁷. Pour ce faire, on a intégré les termes de l'interaction de variables muettes relatives à la crise et au redressement avec la croissance du PIB dans des régressions de panel à effets fixes¹⁸. Concrètement, on a opéré une régression du taux de chômage transformé par une fonction logistique sur un ensemble de covariables comprenant le taux de chômage décalé, le taux de croissance du PIB, le taux de croissance du PIB décalé et un ensemble de covariables constitué de l'interaction de la variable muette relative à la crise et de la variable muette relative à l'année du redressement avec chacune des autres variables.

Des régressions en panel séparées ont été opérées sur trois différents groupements de pays, sur la base de:

- 1) la proximité géographique et les éléments économiques/institutionnels similaires;
- 2) les niveaux de revenu¹⁹;
- 3) Le niveau de dépendance à l'égard des exportations (mesuré par le pourcentage du PIB représenté par les exportations)²⁰.

La logique qui sous-tend ces groupements est la suivante. Les pays appartenant à une même zone géographique ou présentant des caractéristiques économiques/institutionnelles similaires sont susceptibles d'être touchés de la même manière par la crise et d'avoir recours à des mécanismes similaires pour atténuer l'impact de la crise sur leurs marchés du travail. Qui plus est, étant donné que les pays d'une même zone géographique ont souvent de solides liens commerciaux et financiers, il est probable que la crise se propagera d'une économie à l'économie voisine (par ex., l'évolution de l'économie et du marché du travail du Canada est étroitement liée à celle des États-Unis). Les pays ayant des niveaux de revenu similaires sont également susceptibles d'avoir des institutions du marché du travail similaires (par ex., les mesures de protection sociale) et des capacités similaires de mise en œuvre de mesures de relance budgétaire et d'autres politiques pour contrecarrer l'impact de la crise. Enfin, étant donné que la baisse des

¹⁷ La période de crise est constituée de la période s'étendant entre l'année au cours de laquelle un pays a subi la plus forte baisse de croissance de son PIB et l'«année du renversement de tendance» lorsque la croissance a atteint son niveau le plus bas à la suite de la crise, avant de commencer de repartir à la hausse pour retrouver son niveau d'avant la crise. La période de reprise est constituée des années entre l'«année du renversement de tendance» et l'année au cours de laquelle la croissance a retrouvé son niveau d'avant la crise.

¹⁸ Afin de faire une projection du chômage sur la période de redressement en cours, les variables muettes relatives aux années de crise et à l'année du redressement ont été ajustées sur la base de la définition suivante: un pays était considéré comme «actuellement en crise» si la baisse de la croissance du PIB après 2007 était supérieure à 75 pour cent de la valeur totale de l'écart-type de la croissance du PIB sur la période 1991-2008 et/ou supérieure à 3 points de pourcentage.

¹⁹ Les groupes de revenu correspondent à la classification des groupes de revenus de la Banque mondiale, soit quatre catégories de revenu, en fonction du RNB par habitant en 2008 (calculé à l'aide de la méthode Atlas): les pays à faible revenu, de 975 dollars EU ou moins; les pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure, de 976 dollars EU à 3 855 dollars EU; les pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure, de 3 856 dollars EU à 11 905 dollars EU; et les pays à revenu élevé, de 11 906 dollars EU et plus.

²⁰ Les groupes basés sur la dépendance à l'égard des exportations sont les suivants: exportations les plus élevées (exportations ≥ 70 pour cent du PIB); exportations élevées (exportations < 70 pour cent mais ≥ 50 pour cent du PIB); exportations intermédiaires (exportations < 50 pour cent mais ≥ 20 pour cent du PIB); et faibles exportations (exportations < 20 pour cent du PIB).

exportations a été le principal vecteur de transmission de la crise des économies développées aux économies en développement, les pays ont été groupés en fonction de leur niveau d'exposition à ce vecteur, mesuré selon le pourcentage du PIB que représentent leurs exportations. L'impact de la crise sur les marchés du travail par l'intermédiaire du vecteur des exportations dépend également du type de ces exportations (les secteurs de l'économie touchés), de la part de la valeur ajoutée nationale dans les exportations et de l'importance relative de la consommation intérieure (par ex., des pays tels que l'Inde ou l'Indonésie, qui ont un marché intérieur important, se sont avérés moins vulnérables que des pays tels que la Singapour et Thaïlande). Ces caractéristiques sont prises en compte en utilisant les effets fixes dans les régressions.

Outre les régressions en panel, des régressions ont été opérées au niveau des pays, s'agissant de ceux pour lesquels il y avait suffisamment de données. Les régressions au niveau des pays selon la méthode des moindres carrés ordinaires comprenaient les mêmes variables que les régressions en panel. La projection finale a été établie en calculant la moyenne simple des estimations obtenues à partir des régressions en panel pour les trois groupes et, s'agissant des pays pour lesquels il y avait suffisamment de données, également à partir des régressions au niveau des pays.

Amélioration des projections mondiales et régionales

Au T4 2011, au moment de l'établissement du rapport *Tendances mondiales de l'emploi 2012*, 67 pays sur un échantillon total de 178 pays avaient publié des estimations du chômage mensuelles ou trimestrielles pour une partie de 2011. Dans sept pays, des estimations étaient disponibles jusqu'en mars (T1); dans 21 pays, jusqu'en juin (T2); dans cinq pays, jusqu'en juillet; dans 29 pays, jusqu'en août; et dans cinq pays, jusqu'en septembre (T3). On utilise ces données mensuelles/trimestrielles pour produire une estimation du taux de chômage annuel pour 2011. La projection pour 2011 en ce qui concerne le reste de l'échantillon (pays sans aucune donnée pour 2011) ainsi que les projections pour 2012 et au-delà sont établies par extension du modèle TME en utilisant la relation entre la croissance économique et le chômage pendant les périodes de redressement antérieures des pays considérés, comme décrit plus haut.

Lorsqu'on calcule l'estimateur pour 2011 s'agissant des 67 pays pour lesquels il existe des données pour 2011, on commence par prendre la moyenne non pondérée du taux de chômage (corrigé des variations saisonnières) portant sur les mois ou trimestres de 2011 pour lesquels on dispose de données, définie comme étant l'estimateur. Un intervalle de confiance est calculé autour de l'estimateur, sur la base de l'écart-type du taux de chômage mensuel ou trimestriel depuis le début de 2008, multiplié par le ratio des mois ou des trimestres restants sur 12 (pour les estimations mensuelles) ou 4 (pour les estimations trimestrielles)²¹. Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, plus le nombre de mois pour lesquels on dispose de données concernant un pays est grand, plus l'estimation du taux de chômage annuel sera certaine, l'incertitude diminuant en proportion du nombre de mois pour lesquels il existe des données.

Pour intégrer les tendances à court terme et à moyen terme dans les fluctuations des taux de chômage, l'estimateur susmentionné est ajusté en fonction de la concordance ou de la non-concordance des deux tendances²². Concrètement,

- Si les deux tendances sont positives (négatives), l'estimateur en question est établi en recalculant la moyenne pondérée de 60 (40) pour cent de la limite supérieure et de 40 (60) pour cent de la limite inférieure.

²¹ Dans les cas où le ratio de l'estimateur et de l'écart-type est inférieur ou égal à 5, l'écart-type est alors calculé depuis le début de 2009. On part du principe qu'il est peu probable que l'instabilité extrêmement forte des taux de chômage pendant la phase initiale de la crise financière mondiale persiste au-delà du court ou moyen terme. En fait, on peut s'attendre à voir persister le niveau d'instabilité le plus récent.

²² La tendance à court terme et la tendance à long terme sont définies, respectivement, comme les écarts de points de pourcentage entre le taux de chômage du mois M (ou du trimestre T) le plus récent pour lequel des données sont disponibles et le taux de chômage du mois M-3 (ou du trimestre T-1), et du mois M-6 (ou du trimestre T-2), respectivement.

- Si les deux tendances vont dans des directions opposées, le taux de chômage du mois ou du trimestre le plus récent pour lequel des données sont disponibles est imputé aux mois ou aux trimestres restants de 2011, et l'estimateur en question est établi en recalculant une moyenne non pondérée sur les douze mois ou les quatre trimestres de 2011.

L'hypothèse sous-jacente est que, dans les cas où il existe une nette tendance haussière (bais-sière) sur deux périodes consécutives, on aura généralement des taux de chômage légèrement supérieurs (inférieurs) à ceux du mois le plus récent pour lequel des données sont disponibles. Dans les cas où aucune tendance ne se dessine sur les deux dernières périodes, on peut s'at-tendre à ce que le chômage se maintienne à son taux le plus récent et l'on accorde donc plus d'importance aux toutes dernières informations disponibles. L'estimation finale du taux de chômage pour 2011 pour ces 67 pays est égale à l'estimateur ajusté.

La même procédure est suivie pour le taux de chômage des composantes relatives aux jeunes s'agissant des pays pour lesquels il existe des données sur au moins deux trimestres en 2011 (43 pays sur 67). Les projections du taux de chômage du reste des composantes pour 2011 et au-delà sont établies par extension du modèle TME, en utilisant séparément pour chaque composante les mêmes spécifications de modèle que pour le taux de chômage total. Le chômage nominal pour les diverses composantes estimé par extension du modèle TME est agrégé pour calculer un chômage nominal total, qui peut être différent du chômage nominal total estimé en suivant la procédure ci-dessus. L'écart entre le chômage nominal total obtenu en additionnant les composantes et le chômage nominal total estimé séparément est distribué entre les composantes proportionnellement à la part de chacune d'elles dans l'emploi total²³. Ces estimateurs ajustés constituent les estimateurs finals pour les composantes.

S'agissant des 67 pays pour lesquels on dispose de données pour 2011, l'intervalle de confiance demeure tel que décrit ci-dessus. S'agissant du reste des pays et des projections pour 2012 et au-delà, les intervalles de confiance autour des projections sont calculés avec des niveaux de signification de plus en plus bas (plus restrictifs) à mesure que la période visée par les projections s'allonge, afin de rendre compte du niveau d'incertitude croissant concernant les conditions du marché du travail au fil du temps. Concrètement, les pays sont répartis en trois groupes en fonction du ratio de l'écart-type de leur taux de chômage sur la période 1998-2008 par rapport à l'estimation de leur taux de chômage pour 2011. Un niveau de signifi-cation inférieur (et donc un intervalle de confiance plus large) est attribué aux pays présentant des ratios plus faibles, pour rendre compte de la plus grande incertitude liée aux conditions du marché du travail dans ces pays. Les pays présentant des ratios inférieurs à 0,06 se voient attri-buer un niveau de signification de 20 pour cent en 2011, qui baisse progressivement à 5 pour cent jusqu'en 2016 (15 pour cent en 2012); les pays présentant des ratios allant de 0,06 à 0,20 inclus se voient attribuer un niveau de signification de 50 pour cent en 2011, qui baisse pro-gressivement à 35 pour cent jusqu'en 2016 (45 pour cent en 2012); et les pays qui présentent les ratios les plus élevés (écart-type historique supérieur à 20 pour cent du taux de chômage pour 2011) se voient attribuer un niveau de signification de 80 pour cent en 2011, qui baisse progressivement à 65 pour cent jusqu'en 2016 (75 pour cent en 2012).

Pour calculer l'intervalle de confiance pour chaque composante, le ratio du taux de chô-mage de la composante par rapport au taux de chômage total est appliqué aux estimations des limites supérieure et inférieure du taux de chômage total.

²³ L'hypothèse de base sous-jacente est que l'on comprend mieux la relation entre le taux de chômage total et la croissance du PIB que la relation entre les taux de chômage de sous-groupes de travailleurs et la croissance du PIB.

Scénario de dégradation et scénario d'amélioration

Dans son dernier rapport *Perspectives de l'économie mondiale (PEM)*²⁴, le Fonds monétaire international (FMI) constate que les risques de dégradation de l'activité économique ont fortement augmenté depuis le milieu de 2011, en indiquant que «la probabilité d'une croissance mondiale inférieure à 2 pour cent est bien plus forte que dans les *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2011». Le BIT a produit un scénario de dégradation et un scénario d'amélioration du chômage mondial sur la base des estimations de la croissance du PIB à partir du scénario de dégradation établi par le FMI. Ce scénario utilise une version à six régions du modèle économique mondial (Global Economy Model – GEM) étalonné pour représenter les États-Unis, le Japon, la zone euro, les pays émergents d'Asie, l'Amérique latine, et le reste du monde. Le scénario de dégradation part d'une hypothèse de chocs négatifs dans la zone euro (principalement du fait de la comptabilisation dans les fonds propres des banques des pertes sur titres de la dette publique et d'autres pertes sur prêts dues aux retombées macroéconomiques), aux États-Unis (du fait d'un ralentissement de la croissance potentielle et de l'augmentation des pertes sur les portefeuilles de prêts hypothécaires) et dans les pays émergents d'Asie (du fait de pertes sur prêts en souffrance). Ce scénario prévoit des effets d'entraînement supplémentaires dans d'autres régions, par exemple du fait d'un effondrement des cours des produits de base, qui a un impact négatif sur les exportateurs de ces produits.

Ce scénario est mis en œuvre dans le modèle TME par l'introduction des changements correspondants des taux de croissance annuels du PIB, et par extension du modèle comme on l'a exposé plus haut. Pour ajuster les taux de croissance du PIB au niveau des pays en fonction du scénario de dégradation, un indice est calculé, qui est égal à 100 pour 2011. Par exemple, en ce qui concerne la zone euro, la projection du taux de croissance du PIB au regard des PEM pour 2012 est de 1,1 pour cent, pour 2013 elle est de 1,5 pour cent et pour 2014 jusqu'en 2016, elle est de 1,7 pour cent. À partir de ces projections fondées sur les PEM, l'indice est extrapolé jusqu'en 2016. Selon les projections obtenues dans ce scénario, la zone euro retomberait en récession, avec une production en 2012 inférieure de plus de 3 pour cent aux projections PEM. Pour 2013, le scénario de dégradation donne une projection du PIB inférieure de plus de 3 pour cent aux projections PEM, tandis que, pour 2014 et 2015, la projection du PIB est inférieure de moins de 3 pour cent aux projections PEM et, pour 2016, elle est inférieure de moins de 2 pour cent. Par conséquent, en utilisant cet indice et en se fondant sur ces projections, on établit une projection d'un indice du PIB dégradé pour la zone euro. En utilisant ce dernier indice, le taux de croissance du PIB dégradé obtenu pour la zone euro en 2012 est de -2,6 pour cent, pour 2013, il est de 1,9 pour cent, pour 2014 il est de 2,3 pour cent et pour 2015 ainsi que 2016, il est de 2,2 pour cent. Partant, pour les pays qui font partie de la zone euro, le taux de croissance du PIB au regard des PEM utilisé dans le modèle TME est réduit de 3,6 points de pourcentage pour 2012, et il est augmenté de 0,3 point de pourcentage pour 2013, de 0,6 point de pourcentage pour 2014, et de 0,4 point de pourcentage pour 2015 et 2016. La même logique est appliquée aux autres régions et pays présentés à la figure 1.16 des PEM. En outre, pour le reste des pays appartenant à une même région, les taux de croissance du PIB changent dans une proportion moitié moindre par rapport à ce qui s'est produit dans la région. Par exemple, pour le reste des économies européennes hors de la zone euro, le taux de croissance du PIB pour 2012 est réduit de 1,8 point de pourcentage. Les exceptions sont le Canada, pour lequel on applique le même ajustement que pour les États-Unis, et le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Afrique subsaharienne et Israël, pour lesquels le taux de croissance du PIB pour 2012 subit un choc équivalent à 1 point de pourcentage et le taux de croissance du PIB pour 2013 est révisé à la hausse de 0,5 point de pourcentage afin

²⁴ Voir FMI: *Perspectives de l'économie mondiale: Croissance au ralenti, risques en hausse* (Washington, DC, septembre 2011); <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2011/02/pdf/text.pdf>.

de représenter approximativement 50 pour cent du choc subi par la croissance du PIB durant le fléchissement économique de 2009.

Le scénario d'amélioration suppose des taux de croissance du PIB de 2012 à 2016 sur la base des PEM d'avril 2011 du FMI, qui représentent la situation macroéconomique avant la détérioration qui s'est produite ultérieurement dans l'année. Partant, les scénarios d'amélioration du chômage et de l'emploi sont dérivés par extension du modèle TME, comme on l'a exposé plus haut, toutes choses demeurant égales par ailleurs, et en remplaçant les taux de croissance du PIB au niveau des pays par les taux de croissance fondés sur les PEM d'avril 2011 du FMI pour la période visée par les projections.

